



CANADA'S NEW DEMOCRATS
LES NÉO-DÉMOCRATES DU CANADA

300-279 AVENUE LAURIER AVENUE WEST/OUEST
OTTAWA, ONTARIO, CANADA K1P 5J9
PHONE // TÉLÉPHONE **613-236-3613**
FAX // TÉLÉCOPIEUR **613-230-9950**
TOLL-FREE // SANS FRAIS **1-866-525-2555**

NDP.ca // NPD.ca

Madame la Commissaire Hogue,

Je suis heureuse de soumettre à la Commission sur l'ingérence étrangère un rapport institutionnel au nom du Nouveau Parti démocratique (« NPD ») du Canada.

Tel que demandé par la Commission, le présent rapport vise à fournir un aperçu de la structure du parti, des conditions applicables à celles et ceux qui désirent devenir membres ou candidats, des pratiques de financement avec les associations de circonscription et des règles régissant les courses à la direction locales et nationales, y compris les processus d'examen et d'appel des candidats du parti.

Si vous avez des questions ou souhaitez obtenir davantage de renseignements sur le NPD du Canada, quels qu'ils soient, n'hésitez pas à communiquer avec moi. Je demeure à votre disposition pour tout détail ou toute clarification qui soit requis dans le cadre de votre processus d'examen.

Je vous prie d'accepter, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in black ink that reads 'Lucy Watson'. The signature is written in a cursive style and is underlined with a simple horizontal line.

Lucy Watson
Directrice nationale
NPD du Canada



Annexe A – Observations pour la Commission sur l'ingérence étrangère

Rapport institutionnel – Nouveau Parti démocratique (« NPD »)

Partie 1 – Aperçu du NPD

1.1 – Gouvernance

1. Le NPD est gouverné par ses Statuts, lesquels énoncent les droits et les obligations des membres du parti, de même que sa structure de gouvernance.

La version actuelle des Statuts du NPD (datant de 2021) ainsi que les versions précédentes depuis 2015 sont incluses à l'ANNEXE A du présent rapport.

2. Comme énoncé dans les Statuts du NPD, l'organe directeur du NPD est le congrès, constitué de représentants élus qui se réunissent tous les deux ans.

3. Entre les congrès, le parti est gouverné par le Conseil fédéral, constitué d'environ 130 membres issus de groupes divers et élus tous les deux ans au moment du congrès. Le Conseil exécutif est formé de 30 de ces membres, et sept de ceux-ci constituent les dirigeants du parti.

4. Les dirigeants du parti sont le président, le vice-président, le vice-président du mouvement syndical, le trésorier (tous élus par l'ensemble des délégués en règle au congrès), le chef du NPD (élu par les membres aux congrès d'investiture extraordinaires) et le directeur national du NPD (nommé par l'exécutif). La description de chacun des postes de dirigeant ainsi que leurs responsabilités respectives sont énoncées aux paragraphes 1 et 2 de l'article VI des *Statuts du Nouveau Parti démocratique du Canada (2021)*.

5. Le directeur national du NPD est le directeur général du Nouveau Parti démocratique du Canada ainsi que l'agent principal du NPD, l'Association des Néo-démocrates du Canada. Ils sont nommés par l'exécutif et il s'agit de postes de consultation permanents à temps plein.

1.2 – Les associations de circonscription





1. L'article IX des Statuts du NPD décrit les associations de circonscription comme les principaux organismes par l'entremise desquels les membres du parti exercent leurs droits.

a. Une association de circonscription est gouvernée par un conseil exécutif fédéral, elle est constituée de bénévoles élus par les membres locaux, lesquels sont responsables de la gestion générale et de la surveillance de l'association alors qu'elle se prépare pour les élections fédérales. Tous les membres du NPD sont automatiquement membres de l'association de circonscription de la circonscription dans laquelle ils résident.

b. Le conseil exécutif d'une association de circonscription se compose habituellement des personnes suivantes :

- Président
- Vice-président
- Directeur des finances
- Directeur des communications
- Représentant des jeunes
- Représentant du mouvement syndical
- Représentant des droits des personnes handicapées
- Représentant 2SLGBTQ
- Membres ordinaires du parti

c. Le conseil exécutif d'une association de circonscription est élu chaque année par les membres de l'association de circonscription lors de l'assemblée annuelle.

2. Conformément à l'article V des Statuts du NPD, chaque association de circonscription a le droit de nommer des délégués aux congrès nationaux du parti, leur nombre maximal étant fonction du nombre de membres en règle du parti figurant sur leur liste d'adhésion.

1.3 – Membres du parti

1. Le processus à suivre pour devenir membre individuel du NPD est énoncé à l'article III des Statuts du NPD.

a. Les exigences suivantes s'appliquent à l'adhésion à titre de membre individuel :

- Peut devenir membre individuel tout résident du Canada, peu importe sa race, sa couleur, sa religion, son sexe, son identité ou son expression de genre, son orientation sexuelle, ou son origine



nationale, qui accepte et respecte les Statuts et les principes du parti et qui n'est ni membre, ni partisan d'aucun autre parti politique.

□ Les demandes d'adhésion à titre de membre individuel seront traitées de façon conforme aux statuts du parti provincial concerné et seront assujetties à l'approbation de ce parti provincial. Les règles sur l'adhésion des partis néo-démocrates provinciaux se trouvent dans leurs statuts respectifs et figurent à l'ANNEXE B du présent rapport.

Les demandes d'adhésion peuvent être présentées aux sections provinciales ou au parti fédéral. Dans les deux cas, les droits d'adhésion sont prélevés par l'entité qui reçoit la demande d'adhésion. L'adhésion à l'autre entité est automatique et immédiate. Les droits sont fixés par les sections provinciales selon leur propre procédure. Le parti fédéral et les partis provinciaux échangent des listes de membres à jour de façon régulière.

- b. Le parti requiert également que ses membres soient citoyens canadiens ou résidents permanents, et qu'ils paient les droits d'adhésion sur leurs fonds personnels. Il s'agit là d'une exigence interne de longue date du NPD, bien qu'elle ne soit pas inscrite dans ses Statuts. Cette exigence est conforme aux règles d'Élections Canada concernant les contributions politiques et, bien que les droits d'adhésion ne constituent pas des contributions politiques, le NPD applique les mêmes règles à ces droits que celles régissant les contributions. Tous les donateurs doivent confirmer qu'ils effectuent la contribution sur leurs fonds personnels et qu'ils sont citoyens canadiens ou résidents permanents. Les exigences relatives à la citoyenneté ou à la résidence permanente et à l'utilisation de fonds personnels font l'objet d'une autodéclaration par l'intéressé au moment de l'achat. Une enquête ou la nécessité de confirmer ces faits sont effectuées en cas de plainte ou en fonction des besoins.

1.4 – Politiques du parti

1. Le processus d'élaboration des politiques du parti est énoncé aux articles VIII et X des Statuts du NPD.
 - a. Le congrès, qui se tient environ tous les deux ans et qui est composé de représentants de toutes les associations de circonscription et d'autres groupes internes variés, est l'autorité suprême du NPD.
 - b. Le congrès établit les politiques du NPD par un processus démocratique comprenant la présentation de résolutions, la tenue de débats et la votation.



2. Entre les congrès, le Conseil fédéral, mentionné à l'article VIII des Statuts, est l'instance décisionnelle en ce qui concerne les politiques du parti. Le Conseil fédéral se compose d'environ 130 personnes issues de régions et de groupes divers et élues au congrès tous les deux ans.

Partie 2 – Sélection des candidats

2.1 – Processus de sélection

1. Les candidats éventuels à l'investiture du NPD doivent soumettre une demande d'investiture au directeur national. Les candidats éventuels doivent être des membres en règle du parti.
2. La demande doit être composée d'une copie signée des documents suivants :
 - a. Questionnaire de divulgation personnelle.
 - b. Déclaration sur les responsabilités des candidats.
 - c. Entente sur le respect des politiques du parti.
 - d. Déclaration anti-harcèlement.
 - e. Accord de confidentialité concernant l'usage de l'information relative aux membres du NPD.
3. Avant de pouvoir officiellement se lancer dans la course, les candidats doivent recevoir l'approbation finale du directeur national du NPD.

2.2 – Courses à l'investiture

1. Les associations de circonscription déterminent habituellement le moment où se tient la course à l'investiture, sauf dans le cas où il s'agit d'élire un candidat à l'approche d'une élection partielle fédérale.
 2. Avant la course à l'investiture, tous les candidats doivent soumettre un rapport périodique financier d'investiture au bureau central du NPD.
 3. À la suite d'une entrevue d'investiture, tous les candidats doivent soumettre un rapport financier final, assortis des deux formulaires d'Élections Canada suivants :
 - a. Rapport de campagne du candidat à l'investiture (EC 20171).
 - b. Relevé des dépenses du candidat à l'investiture (EC 20175).
 4. Les membres du parti qui résident dans la circonscription où se tient une course à l'investiture ont le droit de voter, dans la mesure où ils sont membres en règle, au moins 45 jours avant le jour du vote. La résidence est définie comme l'endroit
-



principal ou habituel où réside un membre. Le statut de membre est confirmé par l'utilisation de notre base de données des membres et des donateurs. Tous les membres doivent fournir leur adresse lorsqu'ils adhèrent au parti et tous les donateurs doivent fournir les renseignements relatifs à leur adresse lorsqu'ils effectuent une contribution politique.

La course à l'investiture est le seul moyen pour un candidat d'être sélectionné pour représenter le NPD, sauf en ce qui concerne un cas précis. Le directeur national peut nommer un candidat en particulier dans leur circonscription si les deux conditions suivantes sont remplies : 1) l'appel à candidatures a été lancé, 2) il n'y a qu'un seul candidat à l'investiture.

Le directeur national peut, à son entière discrétion, révoquer un candidat pour quelque raison que ce soit.

2.3 – Plaintes, examens et appels

1. L'article 3.C.1. des *Règles régissant le processus d'investiture* énonce le processus pour présenter une demande d'examen de la décision rendue par le directeur national de refuser à une personne la possibilité de se porter candidate. Un exemplaire des *Règles régissant le processus d'investiture* est inclus à l'ANNEXE D du présent rapport.

- a. Le processus d'examen consiste en une demande de révision présentée par écrit par le candidat potentiel à l'investiture.
- b. L'examen est effectué par le président, le vice-président et le trésorier du parti.

2. Les candidats à l'investiture peuvent contester l'admissibilité d'une personne figurant sur la liste des membres que le parti leur a fournie conformément à l'article 7.4 des *Règles régissant le processus d'investiture*.

- a. Les candidats doivent soumettre le différend au directeur national. Ce dernier décide de l'admissibilité de la personne en question. La décision du directeur national est finale.
- b. Tous les différends relatifs à l'admissibilité d'un membre doivent être soumis dix jours avant la course à l'investiture.

3. Il est à noter que les règles, les exigences et les processus particuliers aux courses à l'investiture, ainsi que la structure de ces dernières, ne sont pas inscrits dans les Statuts. Ces éléments sont assujettis à l'approbation du Conseil fédéral avant chaque cycle électoral et doivent être obligatoirement révisés par ce dernier après chaque



élection. Les règles relatives à l'investiture doivent également être conformes à la *Loi électorale du Canada* et aux Statuts du NPD. Après chaque élection, le Conseil fédéral entame un examen des règles relatives à l'investiture, souvent parallèlement à une séance interne ou externe de débriefage de la campagne.

Partie 3 – Élection du chef du parti

Les *Règles – Leadership 2017* sont incluses à l'ANNEXE D du présent rapport.

3.1 – Administration

1. Avant toute course au leadership, l'exécutif fédéral du NPD nomme un directeur ou une directrice des élections, pour approbation par le Conseil fédéral.
2. Le directeur ou la directrice des élections veille à l'application des règles de la *Loi électorale du Canada* et représente l'autorité suprême en matière de règlement relatif à la course au leadership qui n'est pas déjà prévu par la loi du Parlement du Canada.

3.2 – Course au leadership et révision de la direction

1. Comme décrit à l'article VI des Statuts du NPD, l'élection du chef du NPD, ayant lieu au congrès à la chefferie, doit respecter les trois principes suivants :
 - a. Le chef sera élu par scrutin secret.
 - b. Tous les membres ont le droit de voter lors de la sélection du chef.
 - c. Les candidats à la chefferie détenant le moins de votes seront retirés des tours de scrutin subséquents jusqu'à ce qu'un candidat reçoive 50 % plus un ou plus du total des voix exprimées à ce tour de scrutin.
2. Par la suite, le chef du NPD est assujéti à un processus de révision de la direction à chaque congrès national subséquent par voie de scrutin secret.
3. Si la moitié des délégués, plus un, appuie une élection à la chefferie, cette dite élection aura lieu dans l'année suivant le vote tenu au congrès.

3.3 – Conditions d'admissibilité des candidats

3. Tous les candidats sont assujéttis aux règles de la *Loi électorale du Canada*.
 4. Tout membre en règle du NPD peut briguer la direction du parti, dans la mesure où il respecte les conditions suivantes :
-



- a. Le candidat a rempli les obligations légales relatives à l'investiture, y compris la nomination d'un agent financier qualifié et sa divulgation au directeur général ou à la directrice générale des élections du NPD, ainsi que la signature de personnes provenant des groupes d'équité et de membres d'au moins cinq régions du pays.
- b. Le candidat a reçu l'approbation du directeur général ou de la directrice générale des élections du NPD. Le directeur général ou la directrice générale des élections du NPD approuve la candidature des candidats ayant respecté l'ensemble des exigences et des attentes énoncée aux articles 4 et 5 des *Règles – Leadership 2017* et ayant été acceptés comme candidats éventuels à la chefferie par le directeur national. Il n'existe actuellement pas de lignes directrices pour guider le directeur national dans son processus décisionnel. Les candidats dont la demande a été rejetée peuvent porter la décision en appel conformément au processus prévu aux articles 5(h) à 5(k) des *Règles – Leadership 2017*.
- c. Le candidat a versé en totalité au NPD les frais d'inscription non remboursables. Par exemple, en 2017, les frais d'inscription se chiffraient à 30 000 \$.

3.4 – Conditions d'admissibilité des membres votants

1. Pour voter à l'assemblée d'investiture du NPD, une personne doit être membre en règle du parti 45 jours avant le dernier jour du vote du premier tour de scrutin.
 - a. Un membre en règle est défini comme une personne d'au moins 14 ans qui a acquitté ses frais annuels et qui peut présenter une preuve de son adhésion pour l'année en cours. Les frais annuels sont les frais d'adhésion qui doivent être versés chaque année pour maintenir la qualité de membre du NPD. Les frais d'adhésion sont fixés par la section de la province dans laquelle résident les membres. Dans le cas des provinces où il n'existe aucune section provinciale, le parti fédéral a fixé les frais d'adhésion à 10 \$. Le Conseil fédéral peut modifier ces frais à tout moment.
 - b. Le NPD interdit à un candidat ou à une personne œuvrant au nom d'un candidat de payer les frais d'adhésion ou les frais associés à la course au leadership pour une autre personne. L'application de cette règle ainsi qu'une enquête potentielle en cas de non-respect de celle-ci peuvent résulter d'une plainte ou d'une vérification des demandes d'adhésion pendant une course au leadership dans le cadre de laquelle des irrégularités surgissent, de telle sorte que le directeur national peut être d'avis qu'une enquête plus approfondie est nécessaire pour assurer l'intégrité de la course.
-



2. Il est à noter que les règles applicables aux courses au leadership sont approuvées par le Conseil fédéral et revues par la suite après chaque élection au leadership. Les règles et les processus particuliers aux courses au leadership, ainsi que la structure de ces dernières, ne sont pas inscrits dans les Statuts et sont par conséquent assujettis à la revue et la mise à jour par le Conseil fédéral avant chaque élection au leadership.

Partie 4 – Financement du parti

4.1 – Administration générale

1. Le NPD sollicite des fonds auprès de ses membres et du public par différents moyens, y compris en ligne, par la poste ou par téléphone.
 - a. Toutes les contributions politiques, qu’elles soient ponctuelles ou récurrentes, donnent lieu à la délivrance d’un reçu à des fins fiscales par le directeur national du NPD.
 - b. Les fonds amassés sont utilisés par le NPD pour financer ses activités et ses campagnes, y compris les élections générales et les élections partielles fédérales.
2. Tous les fonds amassés font l’objet d’un rapport trimestriel présenté à Élections Canada, comme requis par la *Loi électorale du Canada*.

4.2 – Associations de circonscription

1. Le NPD interagit avec les associations de circonscription à diverses fins, y compris, et sans s’y limiter :
 - a. À titre de ressource pour les agents financiers de ces associations et les agents officiels des campagnes afin de les aider à respecter les règles de la *Loi électorale du Canada*.
 - b. Le NPD gère l’infrastructure informatique spécialisée, notamment les portails Web sécurisés, pour aider les associations de circonscription à obtenir des contributions politiques.
 - c. Le NPD appuie les associations de circonscription dans leurs efforts de collecte de fonds par le truchement de formations et de ressources modèles afin d’aider les organisateurs locaux à atteindre leur public cible grâce aux canaux de collecte de fonds disponibles.
-



2. Le NPD ne recueille pas de contributions politiques au nom des associations de circonscription.

3. Le NPD fournit du financement aux associations de circonscription et aux campagnes locales de façon ponctuelle afin d'appuyer leurs campagnes. À titre d'exemple, un tel financement est généralement offert pour préparer une élection partielle ayant lieu entre les cycles habituels de campagne électorale.

Partie 5 – Renseignements additionnels

Les documents suivants sont annexés au présent rapport à titre de référence :

- ANNEXE A - Statuts du Nouveau Parti démocratique (2021)
Statuts du Nouveau Parti démocratique (2018)
Statuts du Nouveau Parti démocratique (2016)
Statuts du Nouveau Parti démocratique (2013)

 - ANNEXE B - Statuts du Nouveau Parti démocratique de l'Alberta
Statuts du Nouveau Parti démocratique de la Colombie-Britannique (2021)
Statuts du Nouveau Parti démocratique de l'Île-du-Prince-Édouard
Statuts du Nouveau Parti démocratique du Manitoba (2022)
Statuts du Nouveau Parti démocratique du Nouveau-Brunswick (2015)
Statuts du Nouveau Parti démocratique de la Nouvelle-Écosse (2024)
Statuts et règlements du Nouveau Parti démocratique de l'Ontario (2022)
Statuts du Nouveau Parti démocratique de la Saskatchewan (2023)
Statuts du Nouveau Parti démocratique de Terre-Neuve-et-Labrador (2018)
Statuts du Nouveau Parti démocratique du Yukon (2017)

 - ANNEXE C - Rules Governing the Nomination Process (2019)
Règles régissant le processus d'investiture (2019)
Rules Governing the Nomination Process (2020)
Règles régissant le processus d'investiture (2020)
Rules Governing the Nomination Process (2023)
Règles régissant le processus d'investiture (2023)

 - ANNEXE D - *Règles – Leadership 2017*
-

Part 5 – Additional Information

APPENDIX A

Constitutions of the New Democratic Party of Canada

CONSTITUTION OF THE

New Democratic Party of Canada

EFFECTIVE APRIL 2016

PREAMBLE

Canada is a great country, one of the hopes of the world. New Democrats are Canadians who believe we can be a better one — a country of greater equality, justice, and opportunity. We can build sustainable prosperity and a society that shares its benefits more fairly. We can look after our seniors. We can offer better futures for our children. We can do our part to save the world's environment. New Democrats work together to these ends for the sake of our fellow citizens and in the interests of all of humanity.

New Democrats are proud of our political and activist heritage, and our long record of visionary, practical, and successful governments. That heritage and that record have distinguished and inspired our party since the creation of the Co-operative Commonwealth Federation in 1933 and the founding of the New Democratic Party in 1961.

New Democrats seek a future that brings together the best of the insights and objectives of Canadians who, within the social democratic and democratic socialist traditions, have worked through farmer, labour, co-operative, feminist, human rights and environmental movements, and with First Nations, Métis and Inuit peoples, to build a more just, equal, and sustainable Canada within a global community dedicated to the same goals.

New Democrats celebrate Canada's diversity and the deep histories, traditions and aspirations of all of its peoples. New Democrats believe in an intercultural integration model based on solidarity

and harmonious exchanges among individuals of differing cultures.

New Democrats believe in freedom and democracy and in a positive role for democratically elected and accountable Parliaments, legislatures, and the governments responsible to them.

New Democrats affirm a role for government in helping to create the conditions for sustainable prosperity. We believe in a rules-based economy, nationally and globally, in which governments have the power to address the limitations of the market in addressing the common good by having the power to act in the public interest for social and economic justice, and for the integrity of the environment.

New Democrats belong to the family of other progressive democratic political parties that govern successfully in many countries around the world. In co-operation with like minded political parties and governments, New Democrats are committed to working together for peace, international co-operation, and the common good of all – the common good being our fundamental purpose as a movement and as a party.

ARTICLE I
NAME

The name of this political party shall be the New Democratic Party.

ARTICLE II
DEFINITION AND INTERPRETATION

1. Definitions

In this constitution, wherever the words “province” or “provincial” appear, they shall be read to include “territory” or “territorial” unless the context otherwise requires.

2. Interpretation

This constitution shall be interpreted by the President. Any such interpretation may be over-ruled by a majority vote of all members present and voting at any meeting of the Executive, Council or Convention.

3. Languages

This constitution shall be printed in both official languages of Canada.

ARTICLE III
MEMBERSHIP

There shall be individual and affiliated membership in the Party.

1. Individual Membership

(1) Individual membership shall be open to every resident of Canada, regardless of race, colour, religion, sex, gender identity or expression, sexual orientation, or national origin who undertakes to accept and abide by the constitution and principles of the Party and who is not a member or supporter of any other political party.

(2) Applications for individual membership shall be dealt with in accordance with the constitution of the appropriate provincial Party and shall be subject to the approval of that provincial Party.

2. Affiliated Membership

(1) Affiliated membership shall be open to trade unions, farm groups, co-operatives, women’s organizations and other groups and organizations which, by official act, undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party, and are not associated or identified with any other political party.

(2) An application for affiliated membership may be received from:

(a) an international, national, provincial or regional organization in respect of its membership in Canada or in the province or region concerned;

(b) a provincial or regional section of an international or national organization in respect of its membership in that province or region;

(c) a local, lodge or branch of any of the above-mentioned organizations in respect of the membership of that local, lodge or branch;

(d) a local group or organization in respect of its membership.

(3) An application for affiliation must be made to the Executive and include

(a) evidence that the applicant organization officially supports the NDP

(b) confirmation of the number of individual NDP members within the applicant organization.

(4) The NDP Executive may waive Article III (2)

(3) (a) in cases where it deems just cause.

ARTICLE IV

FEES AND CONTRIBUTIONS

1. The Federal Party and all provincial Sections shall remit, immediately on receipt, all monies received on behalf of another section of the Party.
2. Individual Members: Each provincial Section shall set the amount of the fee in each province for individual membership in the New Democratic Party.

ARTICLE V

CONVENTIONS

General Description: There are two kinds of Conventions: Biennial Conventions and Special Conventions.

1. Timing and Location of Conventions

- (a) Biennial Conventions shall take place at least once every other calendar year at a time and place determined by the Council.
- (b) Special Conventions shall be called by the Council or if requested by a majority of Electoral District Associations in a majority of provinces and territories.

2. Notice of Conventions

- (a) Notice of Biennial Conventions will be sent to each Electoral District Association, affiliate and every group or organization eligible for representation at least 150 days prior to the date of the Convention.
- (b) Notice of Special Conventions shall be determined by the Council.

3. Quorum at Conventions

A quorum for the transaction of business shall consist of not less than one-third of the total registered delegates at the Convention.

4. Procedure at Conventions

The rules of procedure at Conventions will be those described in the Appendix to this Constitution.

5. Authority of Conventions

Conventions are the supreme governing body of the Party and shall have final authority in all matters of federal policy, program and constitution.

6. Delegates to Conventions

(a) Eligibility of Delegates and Credential Calculations

- i each delegate must be an individual member in good standing of the Party.
- ii each delegate may have only one vote at Convention.
- iii for the purpose of calculating credential entitlements for electoral district associations, affiliates and youth organizations, formulas shall be calculated based on membership lists as at the end of the previous membership year, or as at 120 days prior to the convention, whichever is the greater.

(b) Electoral District Association Delegates

Each electoral district association shall be entitled to:

- i one (1) delegate for 50 party members or less;
- ii one (1) additional delegate for each additional 50 party members or major fraction thereof; and
- iii one (1) additional credential reserved for a youth delegate.

(c) Affiliate Delegates

Each affiliate shall be entitled to:

- i one (1) delegate for 50 party members or less; and
- ii one (1) delegate for each additional 50 party members or major fraction thereof.

(d) Youth Delegates

Each federally chartered chapter, campus club, provincial or territorial New Democratic Youth Section shall be entitled to:

- i one (1) delegate for 50 party members or less;
- ii one (1) additional delegate for each additional 50 party members or major fraction thereof up to 200 members; and
- iii one (1) additional delegate for each 100 party members or major fraction thereof.

(e) Delegate Entitlements

The following shall be entitled to delegate credentials:

- i All former federal leaders of the Party;
- ii All members of the federal Caucus;
- iii All members of the Council;
- iv The Canadian Labour Congress shall be entitled to four (4) delegate credentials;
- v Each national labour organization with at least one affiliate to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials;
- vi Each affiliated provincial and territorial federation of labour with at least one affiliate to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials; and
- vii Each affiliated labour council with at least one local affiliated to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials.

7. Resolutions at Convention

(a) Notice

The Party headquarters must receive all resolutions no less than 60 days prior to start of Convention.

(b) Submission of Resolutions

The following may submit resolutions to Conventions:

- i Electoral District Associations;
- ii Affiliates or affiliated groups or organizations entitled to representation;
- iii Provincial Parties or Sections;
- iv New Democratic Youth of Canada;
- v Provincial Sections of the New Democratic Youth of Canada, or federally chartered youth chapters;
- vi Council;
- vii Councils of Electoral District Associations;
- viii Participation of Women Committee;
- ix Aboriginal Commission;
- x Participation of Visible Minorities Committee;
- xi Lesbian, Gay, Bisexual, Transgendered Committee
- xii Persons Living with disAbilities Committee; and
- xiii Standing committees as established by the Federal Council

ARTICLE VI
OFFICERS

1. Composition

Officers shall be comprised of:

- (a) Leader;
- (b) President;
- (c) Vice President;
- (d) Vice President Labour;
- (e) Treasurer; and
- (f) National Director.

2. Powers and Responsibilities of the Officers

- (a) Officers shall be responsible for:
 - i emergencies that occur between regularly scheduled meetings of Executive and Council;
 - ii the administration and finances of the Party, and;
 - iii the preparation of agendas for Executive and Council.
- (b) Decisions made by Officers shall be subject to approval by Executive or Council.
- (c) Officers shall meet prior to Executive and Council, or as circumstances necessitate.
- (d) At all meetings of Officers, 50% plus one of the total number of sitting Officers shall constitute a quorum.

3. Elections and Appointment of Officers

(a) Leader

- i The Leader shall be elected by secret ballot.
- ii Every member is entitled to cast a ballot for the selection of the Leader.
- iii Candidates for the leadership with the fewest number of votes will drop off the ballot in subsequent rounds until one candidate receives 50% plus one or more of the total votes cast in that round. The Council shall determine other leadership selection guidelines.
- iv Should the position of Leader become vacant at any point, the Council may, in consultation with the Parliamentary Caucus, appoint a Leader for the interim period until a new Leader has been elected.
- v At every convention that is not a leadership convention; a secret ballot vote will be held to determine whether or not a leadership election should be called. If 50% plus one delegate supports the calling of a leadership election, such an election will be held within one year of the convention vote.

(b) President

All delegates at each Convention shall elect the President.

(c) Vice President

The Vice President shall be a member of the linguistic language group other than the President. When the elected President identifies as an Anglophone, the francophone caucus shall nominate the Vice President to be ratified by Convention. The francophone caucus shall consist of delegates who identify themselves as Francophone. When the elected President identifies as a Francophone, the Vice President shall be elected by all Convention delegates.

- (d) Vice President Labour
General Description: The Vice President shall represent affiliates and the partnership with the Labour Movement.
- i The Vice President Labour shall be nominated by a caucus of labour delegates and ratified by Convention.
- (e) Treasurer
All delegates at each Convention shall elect the Treasurer.
- (f) National Director
General Description: The National Director shall be the Chief Executive Officer of the Party and shall be paid such remuneration as may be determined by the Officers.
- i The National Director shall be appointed by the Officers and ratified by the Council.
- (g) Between Conventions, the Council shall fill any the vacancy among the Officers. The Executive may, on an interim basis, fill such vacancies until the Council meets.
- (h) The Convention may name a President Emeritus and an Honorary President, who shall be members of the Council and the Executive by virtue of their offices.
- i Gender parity shall apply when electing or appointing Officers.

ARTICLE VII EXECUTIVE

1. The Executive shall concern itself primarily with the setting of goals and objectives for the Party. The Executive shall form the basis of the Election Planning Committee. The Executive shall also receive administrative and financial reports from Officers. As such, it shall have the authority to incur credit and loan obligations as required for the proper conduct of Party affairs and elections. Such undertakings shall be executed by two of the following Officers; President, Secretary and Treasurer, and such Officers as the Executive may from time to time empower for this purpose.
2. The Executive may also issue statements in the name of the Party, subject to report to and confirmation by the Council.
3. The Executive of the Party shall consist of the Officers, and:
 - (a) eleven regional representatives. For the purpose of representation on Executive and Council, the regions defined as: British Columbia, Ontario, Québec and the Atlantic provinces shall be entitled to two representatives, at least one of whom will be a woman. The regions defined as: Alberta, Saskatchewan and Manitoba shall each receive one representative. Gender parity will be respected within each of these regions. Each region shall elect these representatives at a Caucus of delegates from the said region, and submit them to Convention for ratification;
 - (b) the Northern Caucus shall elect one regional representative on Executive at their regional caucus meeting of delegates at Convention and submit that name to Convention for ratification. The Northern Caucus at Convention shall consist of delegates from the Yukon, the Northwest Territories, and Nunavut.

- (c) two representatives from Labour affiliates elected by the Labour Caucus at Convention and submitted to Convention for ratification. At least one of the two shall be a woman;
 - (d) the Chairs of the Participation of Women Committee, the New Democratic Youth of Canada, the Participation of Visible Minorities Committee, the Aboriginal Committee, the Lesbian-Gay Bisexual-Transgendered Committee, the Persons Living with disAbilities Committee and the Federal Caucus representative - all elected by the respective Caucus at Convention and ratified by Convention.
4. The Executive may, on an interim basis, fill vacancies from among the members of the Council.
 5. The Executive shall meet at least three times per calendar year. At all meetings of the Executive, ten members shall constitute a quorum. An Executive member who fails to attend three successive meetings without adequate justification shall cease to be a member of the Executive.

ARTICLE VIII
COUNCIL

1. Composition

The Council shall be comprised of:

- (a) The Officers;
- (b) The Executive;
- (c) One Representative from each province and territory; and
 - i a second representative from each province or territory where membership exceeds 5,000
 - ii a third representative from each province or territory where membership exceeds 10,000
 - iii a fourth representative from each province or territory where membership exceeds 15,000
 - iv a fifth representative from each province or territory where membership exceeds 25,000

Representation from provinces or territories that have more than one Council representative shall be gender balanced. Representation from provinces or territories with only one Council representative shall elect a representative that ensures gender parity within the provincial and territorial presentation to Council.

- (d) Two Officers from each provincial or territorial party or section, at least one of whom shall be a woman, appointed by the respective executive or council.
- (e) No more than thirty representatives from national labour organizations, elected by delegates comprising the labour caucus at convention.
 - i Each national labour organization with more than 500 Party members is eligible to have one (1) representative for its first 1,000 members and one (1) additional representative for its

second 1,000 Party members or major fraction thereof.

- ii No national labour organization may have more than two (2) Council representatives.
 - iii If there are more than thirty labour sector Council representatives eligible under the terms described in this section, the caucus of labour delegates at convention will determine the allotment of these thirty representatives.
- (f) Two Caucus representatives, one of whom shall be a woman.
 - (g) Six regional Women Commission representatives, to be elected by the respective regional caucus of women delegates at Convention and ratified by Convention;
 - (h) Eleven youth representatives, selected in accordance with the terms and conditions defined by the New Democratic Youth of Canada. Including the Youth Chair on Executive, at least six of the 12 youth representatives shall be women; One representative from each of the:
 - i Aboriginal Commission;
 - ii Persons Living with disAbilities Committee;
 - iii Participation of Visible Minorities Committee; and
 - iv Lesbian, Gay, Bisexual and Transgendered Committee; to be elected by the respective groups at Convention and ratified by Convention. Each shall be of the gender other than that of the Chair of the Committee.

2. Powers and Responsibilities

General Description: The Council is the governing body of the Party between Conventions. The Officers and the Executive shall report to Council on administrative

and financial matters and Council shall have the final word on such matters between Conventions.

The Council shall:

- (a) Have full authority to issue policy statements and election statements in the name of the Party, consonant with the decisions of the Convention, and to initiate policy statements consonant with the philosophy of the Party in matters not yet considered by Convention.
- (b) With the approval of two thirds of its members present and voting, elect not more than three additional persons to be members of the Council, at least two of whom shall be women.
- (c) Meet at least twice per calendar year at the call of the Executive.
- (d) Strike ad hoc committees of the Party provided that such committees have clearly set out objectives, and that once such objectives have been realized, the said committee will cease to exist.
- (e) Have at least one third of its members present to constitute a quorum.
- (f) Elect a replacement for any position elected at Convention that becomes vacant, and shall ratify all replacements to other positions.
- (g) Deem a Council member resigned for failing to attend two successive meetings, without adequate justification.

ARTICLE IX ELECTORAL DISTRICT ASSOCIATIONS

1. Description

The Electoral District Association is the primary organization through which the rights of the members of the Party are exercised.

2. Council of Electoral District Associations
- (a) Upon recognition by the Council, a provincial or regional grouping of electoral district associations shall be known as Council of Electoral District Associations.
- (b) The purpose of a Council of Electoral District Associations is to:
- i Offer a venue for collaboration, planning and information sharing between Associations;
 - ii Support associations in their communications, organization, fundraising, policy development and candidate search;
 - iii Offer advice to the Party on organizational and strategic matters;
 - iv Elect delegates to positions on the Council.
- (c) Upon approval of the Council, each Council of Electoral District Associations shall conduct its affairs through its own representational structure and bylaws.
- (d) Each Council of Electoral District Associations shall meet at least once annually.

ARTICLE X COMMISSIONS

Within the NDP, Commissions may be established. A Commission is a formal organization, internal to the Party, which regroups members on a basis of identity, or around a specific political issue.

- (a) A Commission has clearly stated objectives, which would include:
- i offer a forum for action and information sharing between its members;
 - ii make outreach to people or groups outside the Party, notably with the intent of recruiting members or candidates for the Party;

- iii contribute to policy development in their area of interest;
- (b) in order to hold the title of “Commission” of the New Democratic Party” such an organization must be formally recognized by the Federal Council of the Party. It must, among other things, establish a working Executive. It must also present the Party Executive with an annual action plan and an annual report of its activities;
- (c) if a Commission is set up emanating from an existing Committee (including Equity Committees), the Commission would replace the relevant Committee, including its right to representation and submission of resolutions included in the present Party Constitution.

ARTICLE XI NEW DEMOCRATIC YOUTH

1. There shall be an autonomous youth section of the NDP of Canada whose name shall be the New Democratic Youth of Canada and whose constitution shall not conflict with the constitution of the NDP of Canada.
2. A provincial Party shall, if in its opinion sufficient interest is shown, charter a youth provincial Section to be known as the Young New Democrats, subject to Article XII.
3. Each such provincial Section shall be fully autonomous as to its constitution and program, provided that the constitution and program are not in conflict with those of the Federal Party or with those of the provincial Party.
4. Where a provincial/territorial Party has not chartered a Young New Democrats’ section, New Democratic Youth of Canada may charter a federal youth chapter. To be eligible to send delegates to federal conventions, such a chapter must also comply with the following provisions, to the satisfaction of Federal Council:
 - (a) membership in a federal chapter shall

be open to all youth members in good standing as defined by their respective provincial or territorial constitution;

- (b) application for a charter shall be made or renewed bi-annually and shall include with the application: a current membership list of at least 15 youth members, a list of the chapter's executive, and a copy of the chapter's bylaws;
 - (c) applications for a charter must be accompanied by a recommendation from the NDYC;
 - (d) there shall be only one federal youth chapter chartered in any one province or territory.
5. The New Democratic Youth of Canada may charter campus clubs. To be eligible to send delegates to Federal Conventions, such a campus club must also comply with the following provisions, to the satisfaction of Federal Council:
- (a) Membership in a campus club shall be open to all youth members in good standing as defined by their respective provincial or territorial constitution;
 - (b) Application for a charter shall be made or renewed bi-annually and shall include with the application: a current membership list of at least 15 youth members, a list of the chapter's executive, and a copy of the chapter's bylaws;
 - (c) Applications for a charter must be accompanied by a recommendation from the NDYC;
 - (d) There shall be only one federal youth campus club chartered on any one campus;
 - (e) A campus shall be understood to refer to any secondary or post-secondary institution.

ARTICLE XII PROVINCIAL PARTIES

1. Each province of Canada shall have a fully autonomous provincial Party, provided its constitution and principles are not in conflict with those of the Federal Party.
2. In the event of dispute as to whether any particular organization is or is not a provincial Party in good standing, the Federal Council of the Party is empowered to rule on whether an organization shall continue to be a provincial Party, subject to appeal to Convention.

ARTICLE XIII QUEBEC

1. There shall be a Quebec section of the Federal Party to be known as the New Democratic Party of Canada (Quebec) to carry out the work of the New Democratic Party in the federal jurisdiction in Quebec.
2. There may also be an autonomous provincial Party working within the provincial electoral jurisdiction known as the Nouveau parti démocratique – Québec. The NPD-Québec will conduct itself in general consistency with the social democratic principles of the New Democratic Party of Canada as outlined in the preamble of this constitution, and will be governed otherwise only by Article XIII.
3. (a) The NDP Canada (Quebec) will exercise authority on federal matters in Quebec, under a constitution approved by the Federal Council;
- (b) Except where a matter of responsibility or authority is specifically addressed in the constitution of NDP Canada (Quebec), the Federal Party Constitution shall apply to the NDP Canada (Quebec) so that where the federal constitution refers to "provincial Party" or "provincial Section" in Quebec this shall be interpreted to mean NDP Canada (Quebec), except for Article XIII, which shall apply to both NDP Canada (Quebec) and NPD-Québec;
- (c) Membership: for the purposes of federal individual membership in the province of Quebec, membership shall be open

to every resident of Quebec, regardless of race, colour, religion, sex or national origin, who undertakes to accept and abide by the constitution and principles of the Federal Party and who is not a member or supporter of any other federal political party.

ARTICLE XIV DISCIPLINE

1. Provincial Parties shall be responsible for the discipline of individual and affiliated members of the Party including the youth section, in accordance with the provisions of the appropriate provincial constitution.
2. The Council of the Federal Party shall be responsible for the discipline of organizations affiliated under Article III, section 2.

ARTICLE XV CANDIDATES

1. The Federal Council shall create rules and procedures for the nomination of the federal candidates.
2. The Federal Council shall review these rules after each general election.

ARTICLE XVI AMENDMENT

This constitution may be amended by a two-thirds majority vote of all delegates present and voting at any Convention.

APPENDIX

RULES OF PROCEDURE
FOR PLENARY SESSIONS

(See Article V, Section 4)

1. The President or one of the Vice Presidents shall take the Chair at the time specified, at all regular or special Conventions. The President or one of the Vice Presidents, or a Convention Chairperson or Chairpersons chosen by the Convention, shall occupy the Chair and preside over the plenary sessions of a Convention.
2. A delegate wishing to speak shall proceed to one of the microphones provided for that purpose. When recognized by the chairperson the delegate shall give his/her name and the constituency or organization represented and shall confine any remarks to the question at issue.
3. Speeches shall be limited to three minutes. This shall not apply to the spokesperson for a committee when introducing a report on behalf of the committee.
4. A delegate shall not speak more than once upon a motion, except that the spokesperson for a committee who introduced a report may also close the debate.
5. A delegate shall not interrupt another except if it be to call to a point of order.
6. A delegate called to order shall yield the floor until the question of order has been decided.
7. Two delegates may appeal the decision of the Chair, one of whom may state the reasons for the appeal. When thus challenged, the Chairperson must vacate the Chair until the appeal is resolved. The question shall not be debatable except that the Chairperson may make an explanation of the decision. The acting Chairperson shall put the question thus: "Shall the decision of the Chair be sustained?"
8. Questions shall be decided by a show of hands or by a standing vote. A standing vote shall be counted upon a request from the floor when there is an apparent closeness in the vote.
9. The Chairperson shall not vote on any question, except in the case of a tie. In that event the Chairperson shall cast the deciding vote.
10. When "the previous question" is moved, no discussion or amendment of either motion is permitted. If a majority of voting delegates vote that "the question be now put," it shall be put without debate. If the motion to put the question is defeated, discussion will continue. If in the view of the Chairperson sufficient debate has taken place, a motion for "the previous question" made directly from the floor, may be accepted at the discretion of the Chairperson, whether or not the mover thereof has proceeded to one of the microphones as provided in Rule 2.
11. Reports from panels shall not be amended directly from the floor. Panels shall report resolutions to plenary in numerical order in the following order of categories: those passed by panel, those tabled by panel, those defeated in panel, and those without a mover in panel. A delegate may, however move a motion to refer a resolution to the Resolutions Committee, with instructions, and if this is supported by a majority vote, the Resolutions Committee will consider the instructions. Following such consideration, the Resolutions Committee will bring back the resolutions to plenary with their recommendation.
12. Reports of committees shall not be amended directly on the floor, but it shall be in order to refer a committee's report, or any section thereof, back to the committee for reconsideration in the light of the discussion on the floor, or for consideration of a particular point raised in the motion to refer. A motion to refer is not debatable unless it raises a particular point, in which case debate shall be confined to such point.
13. A delegate shall not move a motion to refer back after having spoken on the question at issue.
14. A motion may be reconsidered provided the mover of the motion to reconsider voted with the majority, and notice of motion is given for

consideration at the next plenary session, and said motion to reconsider is supported by two-thirds of the delegates present and voting.

15. The hours of a Convention shall be established at the first plenary session of the Convention. These hours may be changed during a Convention only under the provision of Rule 17.
16. In all matters not regulated herein, Roberts' Rules of Order shall apply.
17. Any of the above rules may be suspended by unanimous consent or may be changed for the Convention at which such change is made, by a majority vote, on a motion of which one day's notice has been given.
18. The unfinished business of the Convention shall be referred to the Council.

RULES OF PROCEDURE FOR PANEL OR COMMITTEE SESSIONS

The above rules shall, with such changes as the context requires, apply to proceedings in panel or committee sessions provided that a panel or committee may limit the length of speeches made in the panel or committee, as they see fit.



CONSTITUTION OF THE

New Democratic Party of Canada

EFFECTIVE FEBRUARY 2018



PREAMBLE

Canada is a great country, one of the hopes of the world. New Democrats are Canadians who believe we can be a better one — a country of greater equality, justice, and opportunity. We can build sustainable prosperity and a society that shares its benefits more fairly. We can look after our seniors. We can offer better futures for our children. We can do our part to save the world's environment. New Democrats work together to these ends for the sake of our fellow citizens and in the interests of all of humanity.

New Democrats are proud of our political and activist heritage, and our long record of visionary, practical, and successful governments. That heritage and that record have distinguished and inspired our party since the creation of the Co-operative Commonwealth Federation in 1933 and the founding of the New Democratic Party in 1961.

New Democrats seek a future that brings together the best of the insights and objectives of Canadians who, within the social democratic and democratic socialist traditions, have worked through farmer, labour, co-operative, feminist, human rights and environmental movements, and with First Nations, Métis and Inuit peoples, to build a more just, equal, and sustainable Canada within a global community dedicated to the same goals.

New Democrats celebrate Canada's diversity and the deep histories, traditions and aspirations of all of its peoples. New Democrats believe in an intercultural integration model based on solidarity

and harmonious exchanges among individuals of differing cultures.

New Democrats believe in freedom and democracy and in a positive role for democratically elected and accountable Parliaments, legislatures, and the governments responsible to them.

New Democrats affirm a role for government in helping to create the conditions for sustainable prosperity. We believe in a rules-based economy, nationally and globally, in which governments have the power to address the limitations of the market in addressing the common good by having the power to act in the public interest for social and economic justice, and for the integrity of the environment.

New Democrats belong to the family of other progressive democratic political parties that govern successfully in many countries around the world. In co-operation with like minded political parties and governments, New Democrats are committed to working together for peace, international co-operation, and the common good of all — the common good being our fundamental purpose as a movement and as a party.

ARTICLE I NAME

The name of this political party shall be the New Democratic Party.

ARTICLE II DEFINITION AND INTERPRETATION

1. Definitions

In this constitution, wherever the words “province” or “provincial” appear, they shall be read to include “territory” or “territorial” unless the context otherwise requires.

2. Interpretation

This constitution shall be interpreted by the President. Any such interpretation may be over-ruled by a majority vote of all members present and voting at any meeting of the Executive, Council or Convention.

3. Languages

This constitution shall be printed in both official languages of Canada.

ARTICLE III MEMBERSHIP

There shall be individual and affiliated membership in the Party.

1. Individual Membership

(1) Individual membership shall be open to every resident of Canada, regardless of race, colour, religion, sex, gender identity or expression, sexual orientation, or national origin who undertakes to accept and abide by the constitution and principles of the Party and who is not a member or supporter of any other political party.

(2) Applications for individual membership shall be dealt with in accordance with the constitution of the appropriate provincial Party and shall be subject to the approval of that provincial Party.

2. Affiliated Membership

(1) Affiliated membership shall be open to trade unions, farm groups, co-operatives, women’s organizations and other groups and organizations which, by official act, undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party, and are not associated or identified with any other political party.

(2) An application for affiliated membership may be received from:

- (a) an international, national, provincial or regional organization in respect of its membership in Canada or in the province or region concerned;
- (b) a provincial or regional section of an international or national organization in respect of its membership in that province or region;
- (c) a local, lodge or branch of any of the above-mentioned organizations in respect of the membership of that local, lodge or branch;
- (d) a local group or organization in respect of its membership.

(3) An application for affiliation must be made to the Executive and include

- (a) evidence that the applicant organization officially supports the NDP
- (b) confirmation of the number of individual NDP members within the applicant organization.

(4) The NDP Executive may waive Article III (2)

- (3) (a) in cases where it deems just cause.

ARTICLE IV FEES AND CONTRIBUTIONS

1. The Federal Party and all provincial Sections shall remit, immediately on receipt, all monies received on behalf of another section of the Party.
2. Individual Members: Each provincial Section shall set the amount of the fee in each province for individual membership in the New Democratic Party.

ARTICLE V CONVENTIONS

General Description: There are two kinds of Conventions: Biennial Conventions and Special Conventions.

1. Timing and Location of Conventions

- (a) Biennial Conventions shall take place at least once every other calendar year at a time and place determined by the Council.
- (b) Special Conventions shall be called by the Council or if requested by a majority of Electoral District Associations in a majority of provinces and territories.

2. Notice of Conventions

- (a) Notice of Biennial Conventions will be sent to each Electoral District Association, affiliate and every group or organization eligible for representation at least 150 days prior to the date of the Convention.
- (b) Notice of Special Conventions shall be determined by the Council.

3. Quorum at Conventions

A quorum for the transaction of business shall consist of not less than one-third of the total registered delegates at the Convention.

4. Procedure at Conventions

The rules of procedure at Conventions will be those described in the Appendix to this Constitution.

5. Authority of Conventions

Conventions are the supreme governing body of the Party and shall have final authority in all matters of federal policy, program and constitution.

6. Delegates to Conventions

(a) Eligibility of Delegates and Credential Calculations

- i each delegate must be an individual member in good standing of the Party.
- ii each delegate may have only one vote at Convention.
- iii for the purpose of calculating credential entitlements for electoral district associations, affiliates and youth organizations, formulas shall be calculated based on membership lists as at the end of the previous membership year, or as at 120 days prior to the convention, whichever is the greater.

(b) Electoral District Association Delegates

Each electoral district association shall be entitled to:

- i one (1) delegate for 50 party members or less;
- ii one (1) additional delegate for each additional 50 party members or major fraction thereof; and
- iii one (1) additional credential reserved for a youth delegate.

(c) Affiliate Delegates

Each affiliate shall be entitled to:

- i one (1) delegate for 50 party members or less; and
- ii one (1) delegate for each additional 50 party members or major fraction thereof.

(d) Youth Delegates

Each federally chartered chapter, campus club, provincial or territorial New Democratic Youth Section shall be entitled to:

- i one (1) delegate for 50 party members or less;
- ii one (1) additional delegate for each additional 50 party members or major fraction thereof up to 200 members; and
- iii one (1) additional delegate for each 100 party members or major fraction thereof.

(e) Delegate Entitlements

The following shall be entitled to delegate credentials:

- i All former federal leaders of the Party;
- ii All members of the federal Caucus;
- iii All members of the Council;
- iv The Canadian Labour Congress shall be entitled to four (4) delegate credentials;
- v Each national labour organization with at least one affiliate to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials;
- vi Each affiliated provincial and territorial federation of labour with at least one affiliate to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials; and
- vii Each affiliated labour council with at least one local affiliated to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials.

7. Resolutions at Convention**(a) Notice**

The Party headquarters must receive all resolutions no less than 60 days prior to start of Convention.

(b) Submission of Resolutions

The following may submit resolutions to Conventions:

- i Electoral District Associations;
- ii Affiliates or affiliated groups or organizations entitled to representation;
- iii Provincial Parties or Sections;
- iv New Democratic Youth of Canada;
- v Provincial Sections of the New Democratic Youth of Canada, or federally chartered youth chapters;
- vi Council;
- vii Councils of Electoral District Associations;
- viii Participation of Women Committee;
- ix Aboriginal Commission;
- x Racial Justice and Equity Minorities Committee;
- xi Lesbian, Gay, Bisexual, Transgendered Committee
- xii Persons Living with disAbilities Committee; and
- xiii Standing committees as established by the Federal Council

ARTICLE VI OFFICERS

1. Composition

Officers shall be comprised of:

- (a) Leader;
- (b) President;
- (c) Vice President;
- (d) Vice President Labour;
- (e) Treasurer; and
- (f) National Director.

2. Powers and Responsibilities of the Officers

- (a) Officers shall be responsible for:
 - i emergencies that occur between regularly scheduled meetings of Executive and Council;
 - ii the administration and finances of the Party, and;
 - iii the preparation of agendas for Executive and Council.
- (b) Decisions made by Officers shall be subject to approval by Executive or Council.
- (c) Officers shall meet prior to Executive and Council, or as circumstances necessitate.
- (d) At all meetings of Officers, 50% plus one of the total number of sitting Officers shall constitute a quorum.

3. Elections and Appointment of Officers

(a) Leader

- i The Leader shall be elected by secret ballot.
- ii Every member is entitled to cast a ballot for the selection of the Leader.
- iii Candidates for the leadership with the fewest number of votes will drop off the ballot in subsequent rounds until one candidate receives 50% plus one or more of the total votes cast in that round. The Council shall determine other leadership selection guidelines.
- iv Should the position of Leader become vacant at any point, the Council may, in consultation with the Parliamentary Caucus, appoint a Leader for the interim period until a new Leader has been elected.
- v At every convention that is not a leadership convention; a secret ballot vote will be held to determine whether or not a leadership election should be called. If 50% plus one delegate supports the calling of a leadership election, such an election will be held within one year of the convention vote.

(b) President

All delegates at each Convention shall elect the President.

(c) Vice President

The Vice President shall be a member of the linguistic language group other than the President. When the elected President identifies as an Anglophone, the francophone caucus shall nominate the Vice President to be ratified by Convention. The francophone caucus shall consist of delegates who identify themselves as Francophone. When the elected President identifies as a Francophone, the Vice President shall be elected by all Convention delegates.

(d) Vice President Labour

General Description: The Vice President shall represent affiliates and the partnership with the Labour Movement.

- i The Vice President Labour shall be nominated by a caucus of labour delegates and ratified by Convention.

(e) Treasurer

All delegates at each Convention shall elect the Treasurer.

(f) National Director

General Description: The National Director shall be the Chief Executive Officer of the Party and shall be paid such remuneration as may be determined by the Officers.

- i The National Director shall be appointed by the Officers and ratified by the Council.

(g) Between Conventions, the Council shall fill any the vacancy among the Officers.

The Executive may, on an interim basis, fill such vacancies until the Council meets.

(h) The Convention may name a President Emeritus and an Honorary President, who shall be members of the Council and the Executive by virtue of their offices.

- i Gender parity shall apply when electing or appointing Officers.

ARTICLE VII EXECUTIVE

1. The Executive shall concern itself primarily with the setting of goals and objectives for the Party. The Executive shall form the basis of the Election Planning Committee. The Executive shall also receive administrative and financial reports from Officers. As such, it shall have the authority to incur credit and loan obligations as required for the proper conduct of Party affairs and elections. Such undertakings shall be executed by two of the following Officers; President, Secretary and Treasurer, and such Officers as the Executive may from time to time empower for this purpose.
2. The Executive may also issue statements in the name of the Party, subject to report to and confirmation by the Council.
3. The Executive of the Party shall consist of the Officers, and:
 - (a) eleven regional representatives. For the purpose of representation on Executive and Council, the regions defined as: British Columbia, Ontario, Québec and the Atlantic provinces shall be entitled to two representatives, at least one of whom will be a woman. The regions defined as: Alberta, Saskatchewan and Manitoba shall each receive one representative. Gender parity will be respected within each of these regions. Each region shall elect these representatives at a Caucus of delegates from the said region, and submit them to Convention for ratification;
 - (b) the Northern Caucus shall elect one regional representative on Executive at their regional caucus meeting of delegates at Convention and submit that name to Convention for ratification. The Northern Caucus at Convention shall consist of delegates from the Yukon, the Northwest Territories, and Nunavut.

- (c) two representatives from Labour affiliates elected by the Labour Caucus at Convention and submitted to Convention for ratification. At least one of the two shall be a woman;
 - (d) the Chairs of the Participation of Women Committee, the New Democratic Youth of Canada, the Racial Justice and Equity Committee, the Aboriginal Commission, the Lesbian-Gay Bisexual-Transgendered Committee, the Persons Living with disAbilities Committee and the Federal Caucus representative - all elected by the respective Caucus at Convention and ratified by Convention.
4. The Executive may, on an interim basis, fill vacancies from among the members of the Council.
 5. The Executive shall meet at least three times per calendar year. At all meetings of the Executive, ten members shall constitute a quorum. An Executive member who fails to attend three successive meetings without adequate justification shall cease to be a member of the Executive.

ARTICLE VIII COUNCIL

1. Composition

The Council shall be comprised of:

- (a) The Officers;
- (b) The Executive;
- (c) One Representative from each province and territory; and
 - i a second representative from each province or territory where membership exceeds 5,000
 - ii a third representative from each province or territory where membership exceeds 10,000
 - iii a fourth representative from each province or territory where membership exceeds 15,000
 - iv a fifth representative from each province or territory where membership exceeds 25,000

Representation from provinces or territories that have more than one Council representative shall be gender balanced. Representation from provinces or territories with only one Council representative shall elect a representative that ensures gender parity within the provincial and territorial presentation to Council.

- (d) Two Officers from each provincial or territorial party or section, at least one of whom shall be a woman, appointed by the respective executive or council.
- (e) No more than thirty representatives from national labour organizations, elected by delegates comprising the labour caucus at convention.
 - i Each national labour organization with more than 500 Party members is eligible to have one (1) representative for its first 1,000 members and one (1) additional representative for its

second 1,000 Party members or major fraction thereof.

- ii No national labour organization may have more than two (2) Council representatives.
 - iii If there are more than thirty labour sector Council representatives eligible under the terms described in this section, the caucus of labour delegates at convention will determine the allotment of these thirty representatives.
- (f) Two Caucus representatives, one of whom shall be a woman.
- (g) Twelve regional Women Commission representatives, to be elected by the respective regional caucus of women delegates at Convention and ratified by Convention;
- (h) Eleven (11) youth representatives, selected in accordance with the terms and conditions defined by the New Democratic Youth of Canada. Including the Youth Chair on Executive, at least 6 of the 12 youth representatives shall be women.
- i One representative from each of the:
 - Aboriginal Commission;
 - Persons Living with disAbilities Committee;
 - Racial Justice and Equity Committee; and
 - Lesbian, Gay, Bisexual and Transgendered Committee; to be elected by the respective groups at Convention and ratified by Convention. Each shall be of the gender other than that of the Chair of the Committee.

2. Powers and Responsibilities

General Description: The Council is the governing body of the Party between Conventions. The Officers and the Executive shall report to Council on administrative and financial matters and Council shall have the final word on such matters between Conventions.

The Council shall:

- (a) Have full authority to issue policy statements and election statements in the name of the Party, consonant with the decisions of the Convention, and to initiate policy statements consonant with the philosophy of the Party in matters not yet considered by Convention.
- (b) With the approval of two thirds of its members present and voting, elect not more than three additional persons to be members of the Council, at least two of whom shall be women.
- (c) Meet at least twice per calendar year at the call of the Executive.
- (d) Strike ad hoc committees of the Party provided that such committees have clearly set out objectives, and that once such objectives have been realized, the said committee will cease to exist.
- (e) Have at least one third of its members present to constitute a quorum.
- (f) Elect a replacement for any position elected at Convention that becomes vacant, and shall ratify all replacements to other positions.
- (g) Deem a Council member resigned for failing to attend two successive meetings, without adequate justification.

ARTICLE IX ELECTORAL DISTRICT ASSOCIATIONS

1. Description

The Electoral District Association is the primary organization through which the rights of the members of the Party are exercised.

2. Council of Electoral District Associations

- (a) Upon recognition by the Council, a provincial or regional grouping of electoral

district associations shall be known as Council of Electoral District Associations.

- (b) The purpose of a Council of Electoral District Associations is to:
 - i Offer a venue for collaboration, planning and information sharing between Associations;
 - ii Support associations in their communications, organization, fundraising, policy development and candidate search;
 - iii Offer advice to the Party on organizational and strategic matters;
 - iv Elect delegates to positions on the Council.
- (c) Upon approval of the Council, each Council of Electoral District Associations shall conduct its affairs through its own representational structure and bylaws.
- (d) Each Council of Electoral District Associations shall meet at least once annually.

ARTICLE X COMMISSIONS

Within the NDP, Commissions may be established. A Commission is a formal organization, internal to the Party, which regroups members on a basis of identity, or around a specific political issue.

- (a) A Commission has clearly stated objectives, which would include:
 - i offer a forum for action and information sharing between its members;
 - ii make outreach to people or groups outside the Party, notably with the intent of recruiting members or candidates for the Party;
 - iii contribute to policy development in their area of interest;

- (b) in order to hold the title of “Commission” of the New Democratic Party” such an organization must be formally recognized by the Federal Council of the Party. It must, among other things, establish a working Executive. It must also present the Party Executive with an annual action plan and an annual report of its activities;

- (c) if a Commission is set up emanating from an existing Committee (including Equity Committees), the Commission would replace the relevant Committee, including its right to representation and submission of resolutions included in the present Party Constitution.

ARTICLE XI NEW DEMOCRATIC YOUTH

1. There shall be an autonomous youth section of the NDP of Canada whose name shall be the New Democratic Youth of Canada and whose constitution shall not conflict with the constitution of the NDP of Canada.
2. A provincial Party shall, if in its opinion sufficient interest is shown, charter a youth provincial Section to be known as the Young New Democrats, subject to Article XII.
3. Each such provincial Section shall be fully autonomous as to its constitution and program, provided that the constitution and program are not in conflict with those of the Federal Party or with those of the provincial Party.
4. Where a provincial/territorial Party has not chartered a Young New Democrats’ section, New Democratic Youth of Canada may charter a federal youth chapter. To be eligible to send delegates to federal conventions, such a chapter must also comply with the following provisions, to the satisfaction of Federal Council:
 - (a) membership in a federal chapter shall be open to all youth members in good standing as defined by their respective provincial or territorial constitution;

- (b) application for a charter shall be made or renewed bi-annually and shall include with the application: a current membership list of at least 15 youth members, a list of the chapter's executive, and a copy of the chapter's bylaws;
 - (c) applications for a charter must be accompanied by a recommendation from the NDYC;
 - (d) there shall be only one federal youth chapter chartered in any one province or territory.
5. The New Democratic Youth of Canada may charter campus clubs. To be eligible to send delegates to Federal Conventions, such a campus club must also comply with the following provisions, to the satisfaction of Federal Council:
- (a) Membership in a campus club shall be open to all youth members in good standing as defined by their respective provincial or territorial constitution;
 - (b) Application for a charter shall be made or renewed bi-annually and shall include with the application: a current membership list of at least 15 youth members, a list of the chapter's executive, and a copy of the chapter's bylaws;
 - (c) Applications for a charter must be accompanied by a recommendation from the NDYC;
 - (d) There shall be only one federal youth campus club chartered on any one campus;
 - (e) A campus shall be understood to refer to any secondary or post-secondary institution.

ARTICLE XII PROVINCIAL PARTIES

1. Each province of Canada shall have a fully autonomous provincial Party, provided its constitution and principles are not in conflict with those of the Federal Party.
2. In the event of dispute as to whether any particular organization is or is not a provincial Party in good standing, the Federal Council of the Party is empowered to rule on whether an organization shall continue to be a provincial Party, subject to appeal to Convention.

ARTICLE XIII QUEBEC

1. There shall be a Quebec section of the Federal Party to be known as the New Democratic Party of Canada (Quebec) to carry out the work of the New Democratic Party in the federal jurisdiction in Quebec.
2. There may also be an autonomous provincial Party working within the provincial electoral jurisdiction known as the Nouveau parti démocratique – Québec. The NPD-Québec will conduct itself in general consistency with the social democratic principles of the New Democratic Party of Canada as outlined in the preamble of this constitution, and will be governed otherwise only by Article XIII.
3. (a) The NDP Canada (Quebec) will exercise authority on federal matters in Quebec, under a constitution approved by the Federal Council;
 - (b) Except where a matter of responsibility or authority is specifically addressed in the constitution of NDP Canada (Quebec), the Federal Party Constitution shall apply to the NDP Canada (Quebec) so that where the federal constitution refers to "provincial Party" or "provincial Section" in Quebec this shall be interpreted to mean NDP Canada (Quebec), except for Article XIII, which shall apply to both NDP

Canada (Quebec) and NPD-Québec;

- (c) Membership: for the purposes of federal individual membership in the province of Quebec, membership shall be open to every resident of Quebec, regardless of race, colour, religion, sex or national origin, who undertakes to accept and abide by the constitution and principles of the Federal Party and who is not a member or supporter of any other federal political party.

ARTICLE XIV DISCIPLINE

1. Provincial Parties shall be responsible for the discipline of individual and affiliated members of the Party including the youth section, in accordance with the provisions of the appropriate provincial constitution.
2. The Council of the Federal Party shall be responsible for the discipline of organizations affiliated under Article III, section 2.

ARTICLE XV CANDIDATES

1. The Federal Council shall create rules and procedures for the nomination of the federal candidates.
2. The Federal Council shall review these rules after each general election.

ARTICLE XVI AMENDMENT

This constitution may be amended by a two-thirds majority vote of all delegates present and voting at any Convention.

APPENDIX

RULES OF PROCEDURE
FOR PLENARY SESSIONS

(See Article V, Section 4)

1. The President or one of the Vice Presidents shall take the Chair at the time specified, at all regular or special Conventions. The President or one of the Vice Presidents, or a Convention Chairperson or Chairpersons chosen by the Convention, shall occupy the Chair and preside over the plenary sessions of a Convention.
2. A delegate wishing to speak shall proceed to one of the microphones provided for that purpose. When recognized by the chairperson the delegate shall give his/her name and the constituency or organization represented and shall confine any remarks to the question at issue.
3. Speeches shall be limited to three minutes. This shall not apply to the spokesperson for a committee when introducing a report on behalf of the committee.
4. A delegate shall not speak more than once upon a motion, except that the spokesperson for a committee who introduced a report may also close the debate.
5. A delegate shall not interrupt another except if it be to call to a point of order.
6. A delegate called to order shall yield the floor until the question of order has been decided.
7. Two delegates may appeal the decision of the Chair, one of whom may state the reasons for the appeal. When thus challenged, the Chairperson must vacate the Chair until the appeal is resolved. The question shall not be debatable except that the Chairperson may make an explanation of the decision. The acting Chairperson shall put the question thus: "Shall the decision of the Chair be sustained?"
8. Questions shall be decided by a show of hands or by a standing vote. A standing vote shall be counted upon a request from the floor when there is an apparent closeness in the vote.
9. The Chairperson shall not vote on any question, except in the case of a tie. In that event the Chairperson shall cast the deciding vote.
10. When "the previous question" is moved, no discussion or amendment of either motion is permitted. If a majority of voting delegates vote that "the question be now put," it shall be put without debate. If the motion to put the question is defeated, discussion will continue. If in the view of the Chairperson sufficient debate has taken place, a motion for "the previous question" made directly from the floor, may be accepted at the discretion of the Chairperson, whether or not the mover thereof has proceeded to one of the microphones as provided in Rule 2.
11. Reports from panels shall not be amended directly from the floor. Panels shall report resolutions to plenary in numerical order in the following order of categories: those passed by panel, those tabled by panel, those defeated in panel, and those without a mover in panel. A delegate may, however move a motion to refer a resolution to the Resolutions Committee, with instructions, and if this is supported by a majority vote, the Resolutions Committee will consider the instructions. Following such consideration, the Resolutions Committee will bring back the resolutions to plenary with their recommendation.
12. Reports of committees shall not be amended directly on the floor, but it shall be in order to refer a committee's report, or any section thereof, back to the committee for reconsideration in the light of the discussion on the floor, or for consideration of a particular point raised in the motion to refer. A motion to refer is not debatable unless it raises a particular point, in which case debate shall be confined to such point.
13. A delegate shall not move a motion to refer back after having spoken on the question at issue.
14. A motion may be reconsidered provided the mover of the motion to reconsider voted with the majority, and notice of motion is given for

consideration at the next plenary session, and said motion to reconsider is supported by two-thirds of the delegates present and voting.

15. The hours of a Convention shall be established at the first plenary session of the Convention. These hours may be changed during a Convention only under the provision of Rule 17.
16. In all matters not regulated herein, Roberts' Rules of Order shall apply.
17. Any of the above rules may be suspended by unanimous consent or may be changed for the Convention at which such change is made, by a majority vote, on a motion of which one day's notice has been given.
18. The unfinished business of the Convention shall be referred to the Council.

RULES OF PROCEDURE FOR PANEL OR COMMITTEE SESSIONS

The above rules shall, with such changes as the context requires, apply to proceedings in panel or committee sessions provided that a panel or committee may limit the length of speeches made in the panel or committee, as they see fit.



CONSTITUTION OF THE

New Democratic Party of Canada

EFFECTIVE APRIL 2021

PREAMBLE

Canada is a great country, one of the hopes of the world. New Democrats are Canadians who believe we can be a better one — a country of greater equality, justice, and opportunity. We can build sustainable prosperity and a society that shares its benefits more fairly. We can look after our seniors. We can do our part to save the world's environment. New Democrats work together to these ends for the sake of our fellow citizens and in the interests of all of humanity.

New Democrats are proud of our political and activist heritage, and our long record of visionary, practical, and successful governments. That heritage and that record have distinguished and inspired our party since the creation of the Co-operative Commonwealth Federation in 1933 and the founding of the New Democratic Party in 1961.

New Democrats seek a future that brings together the best of the insights and objectives of Canadians who, within the social democratic and democratic socialist traditions, have worked through farmer, labour, co-operative, feminist, human rights and environmental movements, and with First Nations, Métis and Inuit peoples, to build a more just, equal, and sustainable Canada within a global community dedicated to the same goals.

New Democrats celebrate Canada's diversity and the deep histories, traditions and aspirations of all of its peoples. New Democrats believe in an intercultural integration model based on solidarity and harmonious exchanges among individuals of differing cultures.

New Democrats believe in freedom and democracy and in a positive role for democratically elected and accountable Parliaments, legislatures, and the governments responsible to them.

New Democrats affirm a role for government in helping to create the conditions for sustainable prosperity. We believe in a rules-based economy, nationally and globally, in which governments have the power to address the limitations of the market in addressing the common good by having the power to act in the public interest for social and economic justice, and for the integrity of the environment.

New Democrats belong to the family of other progressive democratic political parties that govern successfully in many countries around the world. New Democrats are committed to working together for peace, international co-operation, and the common good of all — the common good being our fundamental purpose as a movement and as a party.

ARTICLE I NAME

The name of this political party shall be the New Democratic Party..

ARTICLE II DEFINITIONET INTERPRETATION

1. Definitions

In this constitution, wherever the words “province” or “provincial” appear, they shall be read to include “territory” or “territorial” unless the context otherwise requires.

2. Interpretation

This constitution shall be interpreted by the President. Any such interpretation may be over-ruled by a majority vote of all members present and voting at any meeting of the Executive, Council or Convention.

3. Languages

This constitution shall be printed in both official languages of Canada.

ARTICLE III MEMBERSHIP

There shall be individual and affiliated membership in the Party.

1. Individual Membership

(a) Individual membership shall be open to every resident of Canada, regardless of race, colour, religion, sex, gender identity or expression, sexual orientation, or national origin who undertakes to accept and abide by the constitution and principles of the Party and who is not a member or supporter of any other political party.

(b) Applications for individual membership shall be dealt with in accordance with the

constitution of the appropriate provincial Party and shall be subject to the approval of that provincial Party.

2. Affiliated Membership

(a) Affiliated membership shall be open to trade unions, farm groups, co-operatives, women’s organizations and other groups and organizations which, by official act, undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party, and are not associated or identified with any other political party.

(b) An application for affiliated membership may be received from:

- i an international, national, provincial or regional organization in respect of its membership in Canada or in the province or region concerned;
- ii a provincial or regional section of an international or national organization in respect of its membership in that province or region;
- iii a local, lodge or branch of any of the above-mentioned organizations in respect of the membership of that local, lodge or branch;
- iv a local group or organization in respect of its membership.

(c) An application for affiliated membership may be received from:

- i evidence that the applicant organization officially supports the NDP;
- ii confirmation of the number of members of the applicant organization.

(d) The NDP Executive may waive Article III (2) (3) (a) in cases where it deems just cause.

ARTICLE IV FEES AND CONTRIBUTIONS

1. The Federal Party and all provincial Sections shall remit, immediately on receipt, all monies received on behalf of another section of the Party.

2. Individual Members

Each provincial Section shall set the amount of the fee in each province for individual membership in the New Democratic Party.

ARTICLE V CONVENTIONS

There are two kinds of Conventions: Biennial Conventions and Special Conventions.

1. Timing and Location of Conventions

(a) Biennial Conventions shall take place at least once every other calendar year at a time and place determined by the Council.

(b) Special Conventions shall be called by the Council or if requested by a majority of Electoral District Associations in a majority of provinces and territories.

2. Notice of Conventions

(a) Notice of Biennial Conventions will be sent to each Electoral District Association, affiliate and every group or organization eligible for representation at least 150 days prior to the date of the Convention.

(b) Notice of Special Conventions shall be determined by the Council.

3. Quorum at Conventions

A quorum for the transaction of business shall consist of not less than one-third of the total registered delegates at the Convention.

4. Procedure at Conventions

The rules of procedure at Conventions will be those described in the Appendix to this Constitution.

5. Authority of Conventions

Conventions are the supreme governing body of the Party and shall have final authority in all matters of federal policy, program and constitution.

6. Delegates to Conventions

(a) Eligibility of Delegates and Credential Calculations

- i each delegate must be an individual member in good standing of the Party.
- ii each delegate may have only one vote at Convention.
- iii for the purpose of calculating credential entitlements for electoral district associations and youth organizations, formulas shall be calculated based on membership lists as at the end of the previous membership year, or as at 120 days prior to the convention, whichever is the greater.

(b) Electoral District Association Delegates

Each electoral district association shall be entitled to:

- i one (1) delegate for 50 party members or less;
- ii one (1) additional delegate for each additional 50 party members or major fraction thereof; and
- iii one (1) additional credential reserved for a youth delegate.

(c) Affiliate Delegates

Each affiliate shall be entitled to:

- i one delegate for affiliating to the party;

- ii one additional delegate for each 300 members or major fraction thereof of the affiliating organization; and
- iii no affiliated union (central bodies and locals combined) will be eligible for more than a maximum of 300 convention delegates. Such delegates shall be members of the affiliated organizations or the parent organization to which the affiliated organization belongs. At no time shall any one Union (affiliates and national organization combined) constitute a majority of delegates at any given Convention.
- vi each affiliated provincial and territorial federation of labour with at least one affiliate to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials; and
- vii each affiliated labour council with at least one local affiliated to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials.

7. Resolutions at Convention

(a) Notice

The Party headquarters must receive all resolutions no less than 60 days prior to start of Convention.

(b) Submission of Resolutions

The following may submit resolutions to Conventions:

(d) Youth Delegates

Each federally chartered chapter, campus club, provincial or territorial New Democratic Youth Section shall be entitled to:

- i one (1) delegate for 50 party members or less;
- ii one (1) additional delegate for each additional 50 party members or major fraction thereof up to 200 members; and
- iii one (1) additional delegate for each 100 party members or major fraction thereof.

(e) Delegate Entitlements

The following shall be entitled to delegate credentials:

- i all former leaders of the Party;
- ii all members of the federal Caucus;
- iii all members of the Council;
- iv the Canadian Labour Congress shall be entitled to four (4) delegate credentials;
- v each national labour organization with at least one affiliate to the party shall be entitled to two (2) delegate credentials;

- i Electoral District Associations;
- ii Affiliates or affiliated groups or organizations entitled to representation;
- iii Provincial Parties or Sections;
- iv New Democratic Youth of Canada;
- v Provincial Sections of the New Democratic Youth of Canada, or federally chartered youth chapters;
- vi Council;
- vii Councils of Electoral District Associations;
- viii Participation of Women Committee;
- ix Aboriginal Commission;
- x Racial Justice and Equity Minorities Committee;
- xi Lesbian, Gay, Bisexual, Transgendered Committee;

- xii Persons Living with disabilities Committee; and
- xiii Standing committees as established by the Federal Council

ARTICLE VI OFFICERS

1. Composition

Officers shall be comprised of:

- (a) Leader;
- (b) President;
- (c) Vice President;
- (d) Vice President Labour;
- (e) Treasurer; and
- (f) National Director.

2. Powers and Responsibilities of the Officers

(a) Officers shall be responsible for:

- i emergencies that occur between regularly scheduled meetings of Executive and Council;
- ii the administration and finances of the Party, and
- iii the preparation of agendas for Executive and Council.

(b) Decisions made by Officers shall be subject to approval by Executive or Council.

(c) Officers shall meet prior to Executive and Council, or as circumstances necessitate.

(d) At all meetings of Officers, 50% plus one of the total number of sitting Officers shall constitute a quorum.

3. Elections and Appointment of Officers

(a) Leader

- i the Leader shall be elected by secret ballot;
- ii every member is entitled to cast a ballot for the selection of the Leader;
- iii candidates for the leadership with the fewest number of votes will drop off the ballot in subsequent rounds until one candidate receives 50% plus one or more of the total votes cast in that round. The Council shall determine other leadership selection guidelines;
- iv should the position of Leader become vacant at any point, the Council may, in consultation with the Parliamentary Caucus, appoint a Leader for the interim period until a new Leader has been elected; and
- v at every convention that is not a leadership convention; a secret ballot vote will be held to determine whether or not a leadership election should be called. If 50% plus one delegate supports the calling of a leadership election, such an election will be held within one year of the convention vote.

(b) President

All delegates at each Convention shall elect the President.

(c) Vice-présidence

The Vice President shall be a member of the linguistic language group other than the President. When the elected President identifies as an Anglophone, the francophone caucus shall nominate the Vice President to be ratified by Convention. The francophone caucus shall consist of delegates who identify themselves as Francophone. When the elected President identifies as a Francophone, the Vice President shall be elected by all Convention delegates.

(d) Vice President Labour

The Vice President shall represent affiliates and the partnership with the Labour Movement.

- i the Vice President Labour shall be nominated by a caucus of labour delegates and ratified by Convention.

(e) Treasurer

All delegates at each Convention shall elect the Treasurer.

(f) National Director

The National Director shall be the Chief Executive Officer of the Party and shall be paid such remuneration as may be determined by the Officers.

- i the National Director shall be appointed by the Officers and ratified by the Council.

(g) Between Conventions, the Council shall fill any the vacancy among the Officers. The Executive may, on an interim basis, fill such vacancies until the Council meets.

(h) The Convention may name a President Emeritus and an Honorary President, who shall be members of the Council and the Executive by virtue of their offices.

(i) Gender parity shall apply when electing or appointing Officers.

ARTICLE VII EXECUTIVE

1. The Executive shall concern itself primarily with the setting of goals and objectives for the Party. The Executive shall form the basis of the Election Planning Committee. The Executive shall also receive administrative and financial reports from Officers. As such, it shall have the authority to incur credit and loan obligations as required for the proper conduct of Party affairs and elections. Such

undertakings shall be executed by two of the following Officers; President, Secretary and Treasurer, and such Officers as the Executive may from time to time empower for this purpose.

2. The Executive may also issue statements in the name of the Party, subject to report to and confirmation by the Council.
3. The Executive of the Party shall consist of the Officers, and:

(a) eleven regional representatives.

For the purpose of representation on Executive and Council, the regions defined as: British Columbia, Ontario, Québec and the Atlantic provinces shall be entitled to two representatives, at least one of whom will be a woman.

The regions defined as: Alberta, Saskatchewan and Manitoba shall each receive one representative. Gender parity will be respected within each of these regions.

Each region shall elect these representatives at a Caucus of delegates from the said region, and submit them to Convention for ratification.

(b) the Northern Caucus shall elect one regional representative on Executive at their regional caucus meeting of delegates at Convention and submit that name to Convention for ratification. The Northern Caucus at Convention shall consist of delegates from the Yukon, the Northwest Territories, and Nunavut.

(c) two representatives from Labour affiliates elected by the Labour Caucus at Convention and submitted to Convention for ratification. At least one of the two shall be a woman.

(d) the Chairs of the Participation of Women Committee, the New Democratic Youth of Canada, the Racial Justice and Equity Committee, the Aboriginal Commission,

the Lesbian-Gay Bisexual-Transgendered Committee, the Persons Living with disabilities Committee and the Federal Caucus representative - all elected by the respective Caucus at Convention and ratified by Convention.

4. The Executive may, on an interim basis, fill vacancies from among the members of the Council.
5. The Executive shall meet at least three times per calendar year. At all meetings of the Executive, ten members shall constitute a quorum. An Executive member who fails to attend three successive meetings without adequate justification shall cease to be a member of the Executive.

ARTICLE VIII COUNCIL

Composition

The Council shall be comprised of:

- (a) The Officers;
- (b) The Executive;
- (c) One Representative from each province and territory; and
 - i a second representative from each province or territory where membership exceeds 5,000;
 - ii a third representative from each province or territory where membership exceeds 10,000;
 - iii a fourth representative from each province or territory where membership exceeds 15,000; and
 - iv a fifth representative from each province or territory where membership exceeds 25,000.

Representation from provinces or territories that have more than one Council representative shall be gender balanced. Representation from provinces or territories with only one Council representative shall elect a representative that ensures gender parity within the provincial and territorial presentation to Council.

(d) Two Officers from each provincial or territorial party or section, at least one of whom shall be a woman, appointed by the respective executive or council.

(e) No more than thirty representatives from national labour organizations, elected by delegates comprising the labour caucus at convention.

i each national labour organization with affiliated bodies to the party shall be eligible to have one representative for its first 10,000 members and one additional representative for its second 20,000 members or major fraction thereof;

ii no national labour organization may have more than two (2) Council representatives; and

iii if there are more than thirty labour sector Council representatives eligible under the terms described in this section, the caucus of labour delegates at convention will determine the allotment of these thirty representatives.

(f) Two Caucus representatives, one of whom shall be a woman.

(g) Twelve regional Women Commission representatives, to be elected by the respective regional caucus of women delegates at Convention and ratified by Convention.

(h) Eleven (11) youth representatives, selected in accordance with the terms and conditions defined by the New Democratic Youth of Canada. Including the Youth Chair

on Executive, at least 6 of the 12 youth representatives shall be women.

(i) One representative from each of the:

- Aboriginal Commission;
- Persons Living with disabilities Committee;
- Racial Justice and Equity Committee; and
- Lesbian, Gay, Bisexual and Transgendered Committee; to be elected by the respective groups at Convention and ratified by Convention. Each shall be of the gender other than that of the Chair of the Committee.

2. Powers and Responsibilities

The Council is the governing body of the Party between Conventions. The Officers and the Executive shall report to Council on administrative and financial matters and Council shall have the final word on such matters between Conventions.

The Council shall:

- (a) Have full authority to issue policy statements and election statements in the name of the Party, consonant with the decisions of the Convention, and to initiate policy statements consonant with the philosophy of the Party in matters not yet considered by Convention.
- (b) With the approval of two thirds of its members present and voting, elect not more than three additional persons to be members of the Council, at least two of whom shall be women.
- (c) Meet at least twice per calendar year at the call of the Executive.
- (d) Strike ad hoc committees of the Party provided that such committees have clearly set out objectives, and that once such objectives have been realized, the said committee will cease to exist.

(e) Have at least one third of its members present to constitute a quorum.

(f) Elect a replacement for any position elected at Convention that becomes vacant, and shall ratify all replacements to other positions.

(g) Deem a Council member resigned for failing to attend two successive meetings, without adequate justification.

ARTICLE IX ELECTORAL DISTRICT ASSOCIATIONS

1. Description

The Electoral District Association is the primary organization through which the rights of the members of the Party are exercised.

2. Council of Electoral District Associations

(a) Upon recognition by the Council, a provincial or regional grouping of electoral district associations shall be known as Council of Electoral District Associations.

(b) The purpose of a Council of Electoral District Associations is to:

- i offer a venue for collaboration, planning and information sharing between Associations;
- ii support associations in their communications, organization, fundraising, policy development and candidate search;
- iii offer advice to the Part on organizational and strategic matters; and
- iv elect delegates to positions on the Council.

(c) Upon approval of the Council, each Council of Electoral District Associations

shall conduct its affairs through its own representational structure and bylaws.

(d) Each Council of Electoral District Associations shall meet at least once annually.

ARTICLE X COMMISSIONS

Within the NDP, Commissions may be established. A Commission is a formal organization, internal to the Party, which regroups members on a basis of identity, or around a specific political issue.

(a) A Commission has clearly stated objectives, which would include:

- i offer a forum for action and information sharing between its members;
- ii make outreach to people or groups outside the Party, notably with the intent of recruiting members or candidates for the Party; and
- iii contribute to policy development in their area of interest;

(b) In order to hold the title of “Commission” of the New Democratic Party” such an organization must be formally recognized by the Federal Council of the Party. It must, among other things, establish a working Executive. It must also present the Party Executive with an annual action plan and an annual report of its activities.

(c) If a Commission is set up emanating from an existing Committee (including Equity Committees), the Commission would replace the relevant Committee, including its right to representation and submission of resolutions included in the present Party Constitution.

ARTICLE XI NEW DEMOCRATIC YOUTH

1. There shall be an autonomous youth section of the NDP of Canada whose name shall be the New Democratic Youth of Canada and whose constitution shall not conflict with the constitution of the NDP of Canada.
2. A provincial Party shall, if in its opinion sufficient interest is shown, charter a youth provincial Section to be known as the Young New Democrats, subject to Article XII.
3. Each such provincial Section shall be fully autonomous as to its constitution and program, provided that the constitution and program are not in conflict with those of the Federal Party or with those of the provincial Party.
4. Where a provincial/territorial Party has not chartered a Young New Democrats’ section, New Democratic Youth of Canada may charter a federal youth chapter. To be eligible to send delegates to federal conventions, such a chapter must also comply with the following provisions, to the satisfaction of Federal Council:

(a) Membership in a federal chapter shall be open to all youth members in good standing as defined by their respective provincial or territorial constitution.

(b) Application for a charter shall be made or renewed bi-annually and shall include with the application: a current membership list of at least 15 youth members, a list of the chapter’s executive, and a copy of the chapter’s bylaws.

(c) Applications for a charter must be accompanied by a recommendation from the NDYC.

(d) There shall be only one federal youth chapter chartered in any one province or territory.

5. The New Democratic Youth of Canada may charter campus clubs. To be eligible to send delegates to Federal Conventions, such a campus club must also comply with the following provisions, to the satisfaction of Federal Council:

(a) Membership in a campus club shall be open to all youth members in good standing as defined by their respective provincial or territorial constitution.

(b) Application for a charter shall be made or renewed bi-annually and shall include with the application: a current membership list of at least 15 youth members, a list of the chapter's executive, and a copy of the chapter's bylaws.

(c) Applications for a charter must be accompanied by a recommendation from the NDYC.

(d) There shall be only one federal youth campus club chartered on any one campus.

(e) A campus shall be understood to refer to any secondary or post-secondary institution.

ARTICLE XII

PROVINCIAL PARTIES

1. Each province of Canada shall have a fully autonomous provincial Party, provided its constitution and principles are not in conflict with those of the Federal Party.
2. In the event of dispute as to whether any particular organization is or is not a provincial Party in good standing, the Federal Council of the Party is empowered to rule on whether an organization shall continue to be a provincial Party, subject to appeal to Convention.

ARTICLE XIII

QUEBEC

1. There shall be a Quebec section of the Federal Party to be known as the New Democratic Party of Canada (Quebec) to carry out the work of the New Democratic Party in the federal jurisdiction in Quebec.
2. There may also be an autonomous provincial Party working within the provincial electoral jurisdiction known as the Nouveau parti démocratique – Québec. The NPD-Québec will conduct itself in general consistency with the social democratic principles of the New Democratic Party of Canada as outlined in the preamble of this constitution, and will be governed otherwise only by Article XIII.
3. **(a)** The NDP Canada (Quebec) will exercise authority on federal matters in Quebec, under a constitution approved by the Federal Council.

(b) Except where a matter of responsibility or authority is specifically addressed in the constitution of NDP Canada (Quebec), the Federal Party Constitution shall apply to the NDP Canada (Quebec) so that where the federal constitution refers to "provincial Party" or "provincial Section" in Quebec this shall be interpreted to mean NDP Canada (Quebec), except for Article XIII, which shall apply to both NDP Canada (Quebec) and NPD-Québec.

(c) Membership: for the purposes of federal individual membership in the province of Quebec, membership shall be open to every resident of Quebec, regardless of race, colour, religion, sex or national origin, who undertakes to accept and abide by the constitution and principles of the Federal Party and who is not a member or supporter of any other federal political party.

ARTICLE XIV

DISCIPLINE

1. Provincial Parties shall be responsible for the discipline of individual and affiliated members of the Party including the youth section, in accordance with the provisions of the appropriate provincial constitution.
2. The Council of the Federal Party shall be responsible for the discipline of organizations affiliated under Article III, section 2.

ARTICLE XV

CANDIDATES

1. The Federal Council shall create rules and procedures for the nomination of the federal candidates.
2. The Federal Council shall review these rules after each general election.

ARTICLE XVI

AMENDEMENT

This constitution may be amended by a two-thirds majority vote of all delegates present and voting at any Convention.

APPENDIX**RULES OF PROCEDURE FOR
PLENARY SESSIONS**

(See Article V, Section 4)

1. The President or one of the Vice Presidents shall take the Chair at the time specified, at all regular or special Conventions. The President or one of the Vice Presidents, or a Convention Chairperson or Chairpersons chosen by the Convention, shall occupy the Chair and preside over the plenary sessions of a Convention.
2. A delegate wishing to speak shall proceed to one of the microphones provided for that purpose. When recognized by the chairperson the delegate shall give his/her name and the constituency or organization represented and shall confine any remarks to the question at issue.
3. Speeches shall be limited to three minutes. This shall not apply to the spokesperson for a committee when introducing a report on behalf of the committee.
4. A delegate shall not speak more than once upon a motion, except that the spokesperson for a committee who introduced a report may also close the debate.
5. A delegate shall not interrupt another except if it be to call to a point of order.
6. A delegate called to order shall yield the floor until the question of order has been decided.
7. Two delegates may appeal the decision of the Chair, one of whom may state the reasons for the appeal. When thus challenged, the Chairperson must vacate the Chair until the appeal is resolved. The question shall not be debatable except that the Chairperson may make an explanation of the decision. The acting Chairperson shall put the question thus: "Shall the decision of the Chair be sustained?"
8. Questions shall be decided by a show of hands or by a standing vote. A standing vote shall be counted upon a request from the floor when there is an apparent closeness in the vote.
9. The Chairperson shall not vote on any question, except in the case of a tie. In that event the Chairperson shall cast the deciding vote.
10. When "the previous question" is moved, no discussion or amendment of either motion is permitted. If a majority of voting delegates vote that "the question be now put," it shall be put without debate. If the motion to put the question is defeated, discussion will continue. If in the view of the Chairperson sufficient debate has taken place, a motion for "the previous question" made directly from the floor, may be accepted at the discretion of the Chairperson, whether or not the mover thereof has proceeded to one of the microphones as provided in Rule 2.
11. Reports from panels shall not be amended directly from the floor. Panels shall report resolutions to plenary in numerical order in the following order of categories: those passed by panel, those tabled by panel, those defeated in panel, and those without a mover in panel. A delegate may, however move a motion to refer a resolution to the Resolutions Committee, with instructions, and if this is supported by a majority vote, the Resolutions Committee will consider the instructions. Following such consideration, the Resolutions Committee will bring back the resolutions to plenary with their recommendation.
12. Reports of committees shall not be amended directly on the floor, but it shall be in order to refer a committee's report, or any section thereof, back to the committee for reconsideration in the light of the discussion on the floor, or for consideration of a particular point raised in the motion to refer. A motion to refer is not debatable unless it raises a particular point, in which case debate shall be confined to such point.

13. A delegate shall not move a motion to refer back after having spoken on the question at issue.
14. A motion may be reconsidered provided the mover of the motion to reconsider voted with the majority, and notice of motion is given for consideration at the next plenary session, and said motion to reconsider is supported by two-thirds of the delegates present and voting.
15. The hours of a Convention shall be established at the first plenary session of the Convention. These hours may be changed during a Convention only under the provision of Rule 17.
16. In all matters not regulated herein, Roberts' Rules of Order shall apply.
17. Any of the above rules may be suspended by unanimous consent or may be changed for the Convention at which such change is made, by a majority vote, on a motion of which one day's notice has been given.
18. The unfinished business of the Convention shall be referred to the Council.

RULES OF PROCEDURE FOR PANEL OR COMMITTEE SESSIONS

The above rules shall, with such changes as the context requires, apply to proceedings in panel or committee sessions provided that a panel or committee may limit the length of speeches made in the panel or committee, as they see fit.



STATUTS DU

Nouveau Parti démocratique du Canada

EN VIGUEUR À PARTIR D'AVRIL 2016

PRÉAMBULE

Le Canada est un magnifique pays, un pays qui représente les espoirs du monde entier. Mais nous pouvons bâtir un meilleur pays, un pays où il y a plus d'égalité, de justice et de possibilités pour tous. Nous pouvons bâtir une économie prospère et partager les avantages de notre société plus équitablement. Nous pouvons prendre mieux soin de nos aînés. Nous pouvons offrir à nos enfants de meilleures perspectives d'avenir. Nous pouvons faire notre part pour sauver l'environnement et la planète.

En travaillant ensemble, les néo-démocrates s'efforcent de répondre à ces espoirs, dans l'intérêt de leurs concitoyens et de l'humanité toute entière.

Les néo-démocrates sont fiers de leur passé marqué par l'engagement politique et le militantisme ainsi que par une série de gouvernements visionnaires, pragmatiques et productifs. Cet héritage et notre bilan nous distinguent de nos adversaires et nous inspirent depuis la création de la Fédération du Commonwealth coopératif en 1933 et celle du Nouveau Parti démocratique en 1961.

Les néo-démocrates veulent un avenir à l'image des idéaux et des objectifs des Canadiens qui, suivant nos traditions sociales-démocrates et socialistes démocratiques, ont œuvré au sein des mouvements agricole, ouvrier, coopératif, féministe, environnementaliste, des Premières nations, métis et inuits, et de défense des droits de la personne dans l'espoir de bâtir un Canada plus juste, plus équitable et plus respectueux de l'environnement, au sein d'une communauté internationale qui partage ces objectifs.

Les néo-démocrates célèbrent la diversité canadienne, les traditions et les aspirations de tous les peuples de notre pays. Les néo-démocrates ont foi en un modèle d'intégration interculturelle basée sur la solidarité et des échanges harmonieux entre les personnes de différentes culturelles.

Les néo-démocrates ont foi en la liberté et en la démocratie. Nous respectons les pouvoirs des parlements élus démocratiquement et des gouvernements qui leur sont redevables.

Les néo-démocrates estiment que le gouvernement a un rôle à jouer pour favoriser la création d'une prospérité durable. Nous sommes favorables à une économie réglementée, à l'échelle nationale et internationale, au sein de laquelle les gouvernements ont le pouvoir de palier aux limites du marché pour protéger le bien commun et assurer la justice sociale, l'équité économique et le respect de l'environnement.

Les néo-démocrates appartiennent à une grande famille de partis politiques qui ont gouverné avec succès dans plusieurs pays du monde. En coopérant avec les partis et les gouvernements qui partagent notre vision du monde, nous, les néo-démocrates, sommes déterminés à travailler ensemble au renforcement de la paix, de la coopération internationale et du bien commun— ce bien commun demeurant l'objectif fondamental de notre mouvement et de notre parti.

ARTICLE I
NOM

Ce parti s'appelle le Nouveau Parti démocratique du Canada.

ARTICLE II
DÉFINITION ET INTERPRÉTATION

1. Définitions

Dans les présents statuts, les termes « province » et « provincial » devront être interprétés comme incluant les mots « territoire » et « territorial », à moins que le contexte n'exclue cette interprétation.

2. Interprétation

Le président est l'interprète des présents statuts. Toute interprétation de sa part peut être renversée par un vote majoritaire de tous les membres présents et votant à une réunion de l'Exécutif, du Conseil ou du Congrès.

3. Langues

Les présents statuts doivent être imprimés dans les deux langues officielles du Canada.

ARTICLE III
MEMBRES

Le parti se compose de membres individuels et de membres affiliés.

1. Membres individuels

(1) Peut être membre individuel tout résident du Canada, peu importe la race, la couleur, la religion, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, l'orientation sexuelle, ou l'origine nationale qui accepte et respecte les Statuts et les principes du parti et qui n'est ni membre, ni partisan d'aucun autre parti politique.

(2) Les demandes d'adhésion à titre de membre individuel seront traitées de façon conforme aux statuts du parti provincial concerné et seront assujetties à l'approbation de ce parti provincial.

2. Membres affiliés

(1) Peuvent être membres affiliés les syndicats ouvriers et agricoles, les coopératives, les groupes de femmes, ainsi que les autres groupes et organismes qui s'engagent officiellement à admettre et à respecter les statuts et principes du parti et qui ne sont ni associés ni identifiés à un autre parti politique.

(2) Peuvent soumettre une demande d'adhésion à titre de membre affilié :

(a) une organisation internationale, nationale, provinciale ou régionale au nom des membres qu'elle regroupe au Canada, ou dans la province ou la région intéressée;

- (b) une section provinciale ou régionale d'une organisation internationale ou nationale au nom des membres qu'elle regroupe dans cette province ou cette région;
 - (c) une section, loge ou division d'une des organisations susmentionnées au nom des membres de cette section, loge ou division;
 - (d) un groupe local ou une organisation locale au nom de ses membres.
- (3) Toute demande d'adhésion à titre de membre affilié doit être adressée à l'Exécutif du parti fédéral et inclure :
- (a) une preuve à l'effet que l'organisme faisant la demande appuie officiellement le NPD;
 - (b) une confirmation du nombre de membres individuels du NPD au sein de l'organisme faisant la demande.
- (4) L'Exécutif du NPD peut renoncer à l'Article III (2) (3) (a) lorsqu'il le juge convenable.

ARTICLE IV

COTISATIONS ET REDEVANCES

1. Le parti fédéral et toutes les sections provinciales doivent remettre, dès réception, tous les fonds qui leur sont remis au nom d'une autre section du parti.
2. Membres individuels Chaque section provinciale fixe le montant des droits d'adhésion au Nouveau Parti démocratique des membres individuels dans sa province.

ARTICLE V

CONGRÈS

Description générale : il y a deux genres de congrès, à savoir les congrès biennaux et les congrès extraordinaires.

1. Moment et emplacement des congrès
 - (a) Les congrès biennaux devraient avoir lieu

au moins une fois tous les deux ans à un endroit déterminé par le conseil.

- (b) Le conseil doit convoquer un congrès extraordinaire si une majorité des associations de circonscription de la majorité des provinces et territoires le demande.

2. Préavis de congrès

- (a) Il faut faire parvenir un préavis d'au moins 150 jours avant la date fixée pour le congrès biennal à chaque association de circonscription, à chaque affilié et à chaque groupe ou organisme qui ont droit d'y être représentés.
- (b) Dans le cas d'un congrès extraordinaire, il reviendra au conseil de déterminer la date du préavis.

3. Quorum au congrès

Le quorum requis pour mener à bien les affaires du congrès sera d'au moins un tiers du nombre total de délégués inscrits au congrès.

4. Procédures au congrès

Les règles de procédures régissant le congrès seront celles qui sont décrites à l'Annexe de ces Statuts.

5. Autorité du congrès

Le congrès est l'autorité suprême du parti et est investi de l'autorité de dernière instance sur le plan fédéral en matière de politiques, de programmes et de statuts.

6. Délégués au congrès

(a) Délégués admissibles
et calcul des créances

- i Tout délégué doit être membre individuel en règle du parti.
- ii Chaque délégué à un congrès n'a droit qu'à un vote.
- iii Afin de déterminer le nombre de créances auquel les associations de circonscription, les affiliés et les organismes-jeunesse ont droit, la représentation sera calculée selon le nombre de membres figurant à la liste de l'effectif à la fin de l'année d'adhésion précédente ou le nombre de membres en règle au moins 120 jours avant la tenue du congrès, le plus grand nombre des deux étant retenu.

(b) Délégués de l'association de circonscription
Chaque association de circonscription a droit à :

- i Un (1) délégué par tranche de 50 membres du parti ou moins;
- ii Un (1) délégué supplémentaire pour chaque tranche supplémentaire de 50 membres du parti ou fraction majoritaire de ce nombre; et
- iii Un (1) délégué supplémentaire, devant être un jeune.

(c) Délégué affilié

Chaque organisme affilié a droit à :

- i Un (1) délégué par tranche de 50 membres du parti ou moins; et
- ii Un (1) délégué pour chaque tranche supplémentaire de 50 membres du parti ou fraction majoritaire de ce nombre.

(d) Jeunesdélégués

Chaque chapitre, club universitaire, section provinciale ou territoriale des Jeunesnéo-démocrates accrédité a droit à :

- i Un (1) délégué par tranche de 50 membres du parti ou moins;
 - ii Un (1) délégué pour chaque tranche supplémentaire de 50 membres du parti ou fraction majoritaire de ce nombre jusqu'à concurrence de 200 membres; et
 - iii Un (1) délégué pour chaque tranche supplémentaire de 100 membres du parti, ou fraction majoritaire de ce nombre.
- (e) Délégués ayant droit à une créance
Les personnes suivantes auront droit à une créance :
- i Tous les anciens chefs du parti fédéral
 - ii Tous les membres du caucus fédéral
 - iii Tous les membres du conseil
 - iv Le Congrès du travail du Canada aura droit à quatre créances
 - v Chaque organisme syndical affilié comptant au moins un affilié au parti aura droit à deux créances
 - vi Chaque fédération du travail provinciale et territoriale comptant au moins un affilié au parti aura droit à deux créances; et
 - vii Chaque conseil du travail affilié comptant au moins une section locale affiliée au parti aura droit à deux créances.

7. Résolutions au congrès

(a) Avis

Les résolutions doivent parvenir au siège social du parti au moins 60 jours avant la tenue du congrès.

(b) Soumission des résolutions

Les organismes et comités suivants ont le droit de soumettre des résolutions au congrès :

- i Les associations de circonscription
- ii Les affiliés ou les groupes affiliés ou organismes ayant droit de représentation
- iii Les partis provinciaux ou les sections provinciales
- iv Les Jeunes néo-démocrates du Canada
- v Les sections provinciales des Jeunes néo-démocrates du Canada ou les sections détenant une charte fédérale
- vi Le conseil
- vii Les conseils de circonscriptions fédérales
- viii Le Comité de participation des femmes
- ix La Commission autochtone
- x Le Comité de participation des minorités visibles
- xi Le Comité des lesbiennes, des gais, des bisexuels et des transgenres
- xii Le Comité des personnes en situation de handicap
- xiii Les comités permanents tels qu'établis par le conseil fédéral

ARTICLE VI

LES DIRIGEANTS

1. Composition

Les dirigeants seront composés d'un :

- (a) Chef
- (b) Président
- (c) Vice-président
- (d) Vice-président, mouvement syndical
- (e) Trésorier
- (f) Directeur national

2. Pouvoirs et responsabilités des dirigeants

- (a) Les dirigeants seront responsables :
 - i Des urgences survenant entre les réunions de l'Exécutif et du conseil régulièrement prévues à l'horaire;
 - ii De l'administration et des finances du parti; et
 - iii De la préparation des ordres du jour de l'Exécutif et du conseil.
- (b) Les décisions prises par les dirigeants seront sujettes à l'approbation de l'Exécutif ou du conseil.
- (c) Les dirigeants devront se réunir avant les réunions de l'Exécutif et du conseil ou lorsque les circonstances l'exigent.
- (d) Lors de toutes les réunions des dirigeants, le quorum sera constitué de 50 %, plus un du nombre total de dirigeants siégeant.

3. Élections et nominations des dirigeants

(a) Le chef

- i Le chef sera élu par scrutin secret.
- ii Tous les membres ont le droit de voter lors de la sélection du chef.
- iii Les candidats à la chefferie détenant le moins de votes seront retirés des tours de scrutin subséquents jusqu'à ce qu'un candidat reçoive 50 %, plus un ou plus du total des voies exprimées à ce tour de scrutin. Il relèvera du conseil fédéral de déterminer les autres lignes directrices relatives à la sélection du chef.
- iv Si le poste de chef devient vacant à quelque moment que ce soit, le conseil peut, en consultation avec le caucus parlementaire, nommer un chef intérimaire jusqu'à ce qu'un nouveau chef ait été élu.
- v À chaque congrès qui n'est pas un congrès à la chefferie, un scrutin secret aura lieu afin de déterminer si une élection à la chefferie est nécessaire. Si la moitié des délégués, plus un, appuie une élection à la chefferie, cette dite élection aura lieu dans l'année suivant le vote tenu au congrès.

(b) Le président

Tous les délégués au congrès éliront le président.

(c) Le vice-président

Le vice-président appartiendra au groupe linguistique autre que celui du président. Lorsque le président élu se présente comme un anglophone, le caucus francophone devra nommer le vice-président qui devra être ratifié par le congrès. Le caucus francophone se compose des délégués qui se sont présentés comme étant francophones. Lorsque le président élu se présente comme étant francophone, le vice-président devra être élu par tous les délégués au congrès.

(d) Le vice-président, mouvement syndical
Description générale : le vice-président représentera les affiliés et le partenariat avec le mouvement syndical.

- i Le vice-président, mouvement syndical, sera choisi par le caucus des délégués du mouvement syndical et il sera ratifié par le congrès.

(e) Le trésorier

Tous les délégués au congrès éliront le trésorier.

(f) Directeur national

Description générale : le directeur national est le directeur général du parti et il est rémunéré selon le traitement fixé par les dirigeants.

- i Le directeur national est nommé par les dirigeants et ratifié par le conseil.

(g) Entre les congrès, le conseil doit combler les postes devenus vacants au sein des dirigeants. L'Exécutif peut combler par intérim de telles vacances jusqu'à la prochaine réunion du conseil.

(h) Le congrès peut nommer un président émérite et un président honoraire qui seront d'office membres du conseil et de l'Exécutif.

- i Il faudra respecter la parité des sexes au moment de nommer les dirigeants du parti.

ARTICLE VII

L'EXÉCUTIF

1. L'Exécutif est chargé essentiellement de fixer les objectifs poursuivis par le parti. L'Exécutif constitue aussi le noyau du Comité de la planification électorale. Il reçoit aussi des rapports de nature financière et administrative que préparent les dirigeants du parti. En conséquence, l'Exécutif a le pouvoir de contracter, sous forme de crédit ou d'emprunt, les obligations qui sont nécessaires à la bonne gestion des affaires du parti et des élections. Ces obligations doivent être exécutées par deux des dirigeants suivants : le président, le secrétaire, le trésorier et tout autre dirigeant que le Conseil pourrait habiliter à cette fin de temps à autre.
2. L'Exécutif peut aussi émettre des déclarations au nom du parti, sous réserve d'en faire rapport au Conseil et d'obtenir l'approbation de cette dernière instance.
3. L'Exécutif du parti se compose de ses dirigeants et :
 - (a) de onze représentants régionaux. Pour les besoins de la représentation au sein de l'Exécutif et du Conseil fédéral, les régions sont définies de la façon suivante : la Colombie-Britannique, les provinces des Prairies, l'Ontario, le Québec et les provinces de l'Atlantique. Chaque région a droit à deux représentants, dont au moins l'un des deux doit être une femme. Chaque région doit élire ces représentants au moment d'une réunion de délégués de ladite région, et soumettre leurs noms à l'approbation du Congrès.
 - (b) le caucus du nord devra élire un représentant régional à l'Exécutif lors de la réunion de son caucus régional composé de délégués au congrès et soumettre le nom au congrès pour ratification. Le caucus du nord au congrès sera composé de délégués du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et de Nunavut.
 - (c) de deux représentants des organismes syndicaux affiliés qui sont élus par le caucus syndical au moment du congrès et dont les noms sont soumis à l'approbation du Congrès. Au moins un des deux représentants doit être une femme.
 - (d) des présidents du Comité de participation des femmes, des Jeunes néo-démocrates du Canada, du Comité de participation des minorités visibles, du Comité autochtone, du Comité des lesbiennes, des gais, des bisexuel(le)s et des transgenres, le Comité des personnes en situation de handicap et le représentant du caucus du Parti au Parlement fédéral – qui sont tous élus par leur caucus respectif au moment du congrès et dont les noms sont soumis à l'approbation du congrès.
4. L'Exécutif peut combler par intérim les vacances parmi les membres du Conseil.
5. L'Exécutif doit se réunir au moins trois fois par année. À chacune de ses réunions, dix de ses membres constituent le quorum. Un membre de l'Exécutif qui manque trois réunions consécutives – sans justification valable – cessé d'être un membre de l'Exécutif.

ARTICLE VIII
LE CONSEIL

1. Composition

Le conseil se compose :

- (a) des dirigeants
- (b) des membres de l'Exécutif
- (c) d'un représentant de chaque province et territoire; et
 - i d'un deuxième représentant de chaque province ou territoire là où il y a plus de 5 000 membres
 - ii d'un troisième représentant de chaque province ou territoire là où il y a plus de 10 000 membres
 - iii d'un quatrième représentant de chaque province ou territoire là où il y a plus de 15 000 membres
 - iv d'un cinquième représentant de chaque province ou territoire là où il y a plus de 25 000 membres

La représentation dans les provinces ou territoires ayant droit à plus d'un délégué au conseil doit respecter le principe de la parité des sexes. Les provinces ou territoires qui ne comptent qu'un représentant doivent veiller à ce que la représentation régionale dans son ensemble respecte le principe de la parité des sexes.

- (d) deux dirigeants provenant de chaque section provinciale ou territoriale, dont au moins un doit être une femme nommée par l'Exécutif ou le conseil de la section.
- (e) pas plus de trente représentants des organismes syndicaux affiliés qui devront être élus par le caucus syndical pendant le congrès.
 - i Chaque affilié national comptant plus de 500 membres du Nouveau Parti démocratique du Canada a droit à un

représentant pour sa première tranche de 1 000 membres et d'un représentant supplémentaire pour sa deuxième tranche de 1 000 membres ou fraction majoritaire de ce nombre.

- ii Aucun affilié ne peut compter plus de deux représentants au conseil.
- iii Lorsque plus de trente représentants du mouvement syndical sont admissibles en vertu des termes décrits dans cette section, le caucus du mouvement syndical déterminera l'allocation de ces trente représentants.
- (f) deux représentants du caucus, dont au moins un doit être une femme.
- (g) six représentantes régionales de la Commission des femmes qui devront être élues par les caucus régionaux respectifs des femmes pendant le congrès et elles doivent être ratifiées par le congrès.
- (h) onze membres des Jeunesnéo-démocrates du Canada, sélectionnés selon les modalités définies par les Jeunesnéo-démocrates du Canada. En tenant compte du président des JNDC à l'Exécutif, au moins six des douze représentants des JNDC doivent être des femmes. Un représentant de chaque comité suivant:
 - i La Commission autochtone
 - ii Le Comité des personnes en situation de handicap
 - iii Le Comité de participation des minorités visibles; et

iv Le Comité des lesbiennes, des gais, des bisexuels et des transgenres, qui doit être élu par leur caucus respectif pendant le congrès et il devra être ratifié par le congrès. Ce représentant doit être d'un sexe différent de celui du président du comité.

deux réunions successives, sans justification convenable.

ARTICLE IX LES ASSOCIATIONS DE CIRCONSCRIPTION

2. Pouvoirs et responsabilités :

Description générale : le conseil est l'instance décisionnelle du parti entre les congrès. Les dirigeants et les membres de l'Exécutif relèvent du conseil en ce qui a trait aux questions financières et administratives. Le conseil est l'instance décisionnelle finale à l'égard de ces questions.

Le conseil :

- (a) a pleins pouvoirs d'émettre au nom du parti des déclarations de nature politique et électorale qui sont conformes aux décisions du congrès, et de formuler des déclarations politiques qui sont compatibles avec la philosophie du parti au sujet de questions n'ayant pas fait l'objet de délibérations par le congrès.
- (b) Avec l'approbation des deux tiers des membres présents et votant, peut élire au maximum trois personnes supplémentaires au poste de membre du conseil. Au moins deux doivent être des femmes.
- (c) Doit se réunir au moins deux fois par année sur convocation de l'Exécutif.
- (d) Peut établir des comités ad hoc du parti pourvu que des objectifs clairs leur soient confiés et qu'une fois ces objectifs atteints, lesdits comités cessent d'exister.
- (e) Le tiers au moins de ses membres constitue le quorum.
- (f) Le conseil peut élire un remplaçant pour tout poste élu par le congrès qui devient vacant. Il doit ratifier tous les remplacements aux autres postes.
- (g) Peut exiger la démission d'un membre du conseil qui se serait absenté pendant

1. Description

L'association de circonscription est le principal organisme par l'entremise duquel les membres du parti exercent leurs droits.

2. Conseil des associations de circonscription

- (a) Une fois reconnu par le conseil, un regroupement provincial ou régional d'associations de circonscription sera formellement connu sous l'appellation 'Conseil des associations de circonscription'.
- (b) L'objectif du conseil des associations de circonscription est :
 - i d'offrir aux associations la possibilité de collaborer, de planifier et de partager l'information entre elles.
 - ii d'appuyer les efforts des associations au chapitre de la communication, de l'organisation, de la collecte de fonds, de l'élaboration des politiques et de la recherche de candidats.
 - iii d'offrir des conseils au parti sur des questions organisationnelles et d'ordre stratégique.
 - iv d'élire des délégués au conseil.
- (c) Sur l'approbation du conseil, chaque conseil des associations de circonscription devra gérer ses affaires par le biais de sa propre structure de représentation et de ses propres règlements.
- (d) Chaque conseil des associations de circonscription devra se réunir au moins une fois par année.

ARTICLE X

LES COMMISSIONS

Des commissions peuvent être établies au sein du NPD. Une commission est un organisme formel, interne au parti, qui regroupe les membres sur une base d'identité ou autour d'un enjeu politique précis.

- (a) Une commission a des objectifs clairement énoncés qui comprendraient :
- i être un forum d'action et de partage d'information entre ses membres
 - ii rejoindre les gens ou groupes hors du parti, dans l'intention notamment de recruter des membres ou des candidats pour le parti
 - iii contribuer à l'élaboration des politiques dans leur domaine d'intérêt.
- (b) Afin de porter le titre de « commission » du Nouveau Parti démocratique, un tel organisme doit être formellement reconnu par le Conseil fédéral du parti. Elle doit, entre autres, établir un Exécutif fonctionnel. Elle doit aussi déposer auprès de l'Exécutif du parti un plan d'action annuel et un rapport annuel de ses activités.

- (c) Si une Commission est établie émanant d'un comité existant (notamment les comités recherchant l'équité), la Commission remplacerait le comité pertinent, notamment son droit de représentation et de soumission de résolutions compris dans les statuts actuels du parti.

ARTICLE XI

LES JEUNES NÉO-DÉMOCRATES

1. Il sera constitué au sein du NPD du Canada une section autonome de jeunes dont le nom est désormais les Jeunesnéo-démocrates du Canada et dont les statuts n'entreront pas en conflit avec ceux du parti fédéral.
2. Un parti provincial doit, lorsqu'à son avis il existe suffisamment d'intérêt, accorder une charte à une section provinciale des jeunes qui sera désignée Jeunesnéo-démocrates et assujettie aux dispositions de l'article XII.
3. Chaque section provinciale des jeunes accréditée est entièrement autonome quant à ses statuts et son programme, pourvu que ses statuts et son programme n'entrent pas en conflit avec ceux du parti fédéral ou du parti provincial.
4. Si un parti provincial ou territorial n'a pas créé de section accréditée de Jeunesnéo-Démocrates, les Jeunesnéo-Démocrates du Canada peuvent former un club de jeunes à charte fédérale. Afin d'être admissible à envoyer des délégués aux congrès fédéraux, un club doit aussi répondre aux exigences suivantes, à la satisfaction du Conseil fédéral :
 - (a) tous les jeunes membres en règle du parti peuvent être membres d'un club tel que défini par les statuts de la province ou du territoire concerné.
 - (b) la demande de création d'un club est faite ou renouvelée deux fois par an et comprend en plus de la demande une liste à jour des membres d'au moins 15 jeunes membres, une liste de l'Exécutif du club et une copie des règlements du club.

- (c) une demande de création d'un club doit être accompagnée d'une recommandation des JNDC.
- (d) il n'y a qu'un seul club de jeunes à charte fédérale par province ou territoire.

5. Les Jeunes néo-démocrates du Canada peuvent accorder une charte aux clubs sur les campus. Pour pouvoir envoyer des délégués aux congrès fédéraux, ce dit campus devra aussi se conformer aux clauses suivantes à la satisfaction du Conseil fédéral :

- (a) l'effectif d'un club sur le campus devrait être ouvert à tous les jeunes en règle tel que défini par leur statut provincial ou territorial.
- (b) la demande pour une charte devra être faite ou renouvelée à chaque semestre et devra inclure : une liste de l'effectif à jour d'au moins 15 jeunes, une liste de l'Exécutif du chapitre et un exemplaire des règlements de la section.
- (c) les demandes pour une charte doivent être accompagnées d'une recommandation des JNDC.
- (d) il n'y aura qu'un seul club fédéral de jeunes à charte sur un campus.
- (e) il faut bien comprendre qu'un campus fait référence à tout établissement d'enseignement secondaire ou post secondaire.

ARTICLE XII

LES PARTIS PROVINCIAUX

1. Chaque province au Canada aura un parti provincial entièrement autonome pourvu que ses statuts et ses principes n'entrent pas en conflit avec ceux du parti fédéral.
2. S'il survient un différent quant à savoir si une organisation quelconque est ou non un parti provincial en règle, le Conseil fédéral du parti est investi du pouvoir de décider si une

organisation continue ou non d'être un parti provincial, sous réserve d'un appel au congrès.

ARTICLE XIII

QUÉBEC

1. Il existe une section québécoise du parti fédéral appelée le Nouveau Parti démocratique du Canada (Québec) qui poursuit les activités de compétence fédérale au Québec du Nouveau Parti démocratique.
2. Il peut exister un parti provincial autonome œuvrant sur la scène électorale provinciale appelé Nouveau parti démocratique du Québec. Les activités du NPD-Québec sont conformes aux principes sociaux-démocrates du Nouveau Parti démocratique du Canada tel qu'énoncés dans le préambule de ces Statuts, et sauf indication contraire, est régi seulement par l'Article XIII.
3. (a) Le NPD Canada (Québec) exerce l'autorité en matière de questions fédérales au Québec, conformément aux statuts approuvés par le Conseil fédéral.
- (b) Mis à part les cas où une question de responsabilité ou d'autorité est traitée spécifiquement dans les Statuts du NPD Canada (Québec), les Statuts du Parti fédéral s'appliquent au NPD Canada (Québec), donc, là où les Statuts font référence à un « parti provincial » ou à une « section provinciale » au Québec cette référence signifie NPD Canada (Québec), à l'exception de l'Article XIII qui s'applique à la fois au NPD Canada (Québec) et au NPD-Québec.
- (c) Membres individuels: dans la province de Québec tout résident du Québec peut devenir membre du parti fédéral, sur une base individuelle, sans distinction de race, de couleur, de religion, de sexe, d'origine ethnique s'il s'engage à admettre et à respecter les statuts et les principes du parti fédéral à la condition qu'il ne soit ni membre ni partisan d'un autre parti politique fédéral.

ARTICLE XIV
DISCIPLINE

1. Les partis provinciaux sont chargés de voir à la discipline des membres individuels et des membres affiliés du parti, y compris les membres de la section des Jeunes Néo-démocrates, conformément aux dispositions des statuts provinciaux appropriés.
2. Le Conseil du parti fédéral est chargé de voir à la discipline des organisations affiliées en vertu de l'article III, paragraphe 2.

ARTICLE XV
LES CANDIDATS

1. Le conseil fédéral doit établir des règles et des procédures pour l'investiture de candidates et de candidats fédéraux.
2. Le conseil fédéral doit revoir ces règles après chaque élection générale.

ARTICLE XVI
AMENDEMENTS

Ces Statuts peuvent être modifiés par la majorité des deux tiers des délégués présents et qui votent à un congrès quelconque.

ANNEXE
RÈGLES DE PROCÉDURE
POUR LES PLÉNIÈRES
(Voir Article V, paragraphe 4)

1. Le président, ou l'un des vice-présidents occupe le fauteuil à l'heure prévue, à tous les congrès réguliers ou extraordinaires. Le président ou l'un des présidents associés, ou un président ou des présidents désignés par l'assemblée de délégués au congrès occupe le fauteuil lors des séances plénières et préside celles-ci.
2. Si un délégué désire prendre la parole, il doit s'avancer vers l'un des microphones installés à cette fin. Dès que le président d'assemblée lui donne la parole, il décline son nom et le nom de la circonscription ou de l'organisation qu'il représente; il doit s'en tenir à la question à l'étude.
3. Les discours ne doivent pas durer plus de trois minutes, exception faite de la présentation par le porte-parole d'un comité du rapport de ce comité.
4. Un délégué ne doit pas parler plus d'une fois sur une motion, exception faite du porte-parole d'un comité qui a présenté un rapport, lequel peut aussi conclure le débat.
5. Un délégué ne doit pas interrompre un autre sauf pour invoquer le règlement.
6. Si on invoque le règlement contre un délégué, il doit, à la demande du président d'assemblée, se rasseoir jusqu'à ce que la question du règlement soit tranchée.
7. Deux délégués peuvent en appeler de la décision du président d'assemblée. L'un des deux peut exposer les motifs de l'appel. Lorsqu'on met en doute l'avis du président d'assemblée, celui-ci doit quitter le fauteuil jusqu'à ce que la question soit tranchée. La question ne doit pas donner lieu à un débat, mais le président peut expliquer les motifs de sa décision. Le président suppléant met alors la question aux voix de la façon suivante : « La décision du président doit-elle être maintenue »?

8. Les décisions doivent se prendre par un vote à mains levées, ou par un vote debout. Lorsque le résultat du vote n'est pas clair, un vote debout doit être pris et compté si l'assemblée le demande.
9. Le président d'assemblée ne participe pas au vote sauf en cas d'égalité, il a alors un vote prépondérant.
10. Lorsqu'on pose la question préalable, aucune des deux motions ne peut être débattue ni modifiée. Si une majorité des délégués votant décide que « la question soit mise aux voix dès maintenant », la motion originale doit être mise aux voix sans débat. Si la motion portant mise aux voix est rejetée, la discussion continue sur la motion originale. Si le président d'assemblée est d'avis qu'une question a été suffisamment débattue, il peut admettre une motion portant mise aux voix proposée par l'assemblée sans que le délégué qui la propose ait à s'avancer à un microphone tel que prévu à la règle 2.
11. Les rapports des groupes de discussion ne sont pas susceptibles d'amendement par l'assemblée. Les groupes doivent faire rapport des résolutions à la plénière par ordre numérique dans l'ordre de catégorie suivant : celles adoptées par le groupe de discussion, celles déposées par le groupe, celles rejetées par le groupe et celles n'ayant pas été proposées par le groupe. Cependant, un délégué peut déposer une motion portant renvoi d'une résolution au comité des résolutions pour instructions, et si ceci est appuyé par un vote majoritaire, le Comité des résolutions reconsidérera ses instructions. Après ces dites considérations, le Comité des résolutions ramènera les résolutions à la plénière avec leur recommandation.
12. Les rapports des comités ne sont pas susceptibles d'amendement par l'assemblée, mais une motion portant renvoi d'un rapport, ou d'une section d'un rapport, au comité pour reconsidération à la lumière des délibérations à son égard ou pour reconsidération d'un sujet particulier qui figure à la motion portant renvoi est conforme au règlement. Une motion portant renvoi n'admet pas de débat à moins qu'elle soulève un sujet particulier et dans un tel cas le débat doit s'en tenir à ce sujet.
13. Un délégué ne peut pas présenter une motion de renvoi après avoir parlé sur la question à l'étude.
14. Une motion peut être reconsidérée pourvu que celui qui propose la reconsidération ait voté avec la majorité, qu'un avis de motion soit donné pour reconsidération à la prochaine séance plénière et que ladite motion portant reconsidération soit appuyée par les deux tiers des délégués présents et votant.
15. L'horaire d'un congrès doit être déterminé lors de la première séance plénière. Toute modification de cet horaire ne peut être effectuée qu'en vertu des stipulations de la règle 13.
16. Pour toute question non prévue par les présentes règles, les *Roberts' Rules of Order* font autorité.
17. On peut, avec le consentement unanime, suspendre l'application des règles ci-dessus ou on peut les modifier pour la durée du congrès lors duquel l'amendement est proposé, en vertu d'une majorité des voix exprimées en faveur d'une motion portant modification qui a fait l'objet d'un préavis d'un jour.
18. Toutes affaires du congrès à terminer doivent être portées devant le Conseil.

RÈGLES DE PROCÉDURE RÉGISSANT LES SÉANCES SPÉCIALES ET DE COMITÉ

Les règles ci-dessus, modifiées en fonction des circonstances, s'appliquent aux délibérations des séances spéciales ou de comité sauf que les participants aux séances spéciales ou de comité peuvent limiter la durée des discours faits au cours des séances spéciales et de comité selon ce qu'ils jugent à propos.



STATUTS DU

Nouveau Parti démocratique du Canada

EN VIGUEUR À COMPTER DE FÉVRIER 2018

PRÉAMBULE

Le Canada est un magnifique pays, un pays qui représente les espoirs du monde entier. Les néo-démocrates croient que nous pouvons bâtir un meilleur pays, un pays où il y a plus d'égalité, de justice et de possibilités pour toutes et tous. Nous pouvons bâtir une économie prospère et partager les avantages de notre société plus équitablement. Nous pouvons prendre mieux soin de nos aîné.es. Nous pouvons offrir à nos enfants de meilleures perspectives d'avenir. Nous pouvons faire notre part pour sauver l'environnement et la planète.

En travaillant ensemble, les néo-démocrates s'efforcent de répondre à ces espoirs, dans l'intérêt de leurs concitoyennes et concitoyens et de l'humanité tout entière.

Les néo-démocrates sont fières et fiers de leur histoire marquée par l'engagement politique et le militantisme, ainsi que par une série de gouvernements visionnaires, pragmatiques et efficaces. Cet héritage et notre bilan nous distinguent et nous inspirent depuis la création de la Fédération du Commonwealth coopératif en 1933 et celle du Nouveau Parti démocratique en 1961.

Les néo-démocrates veulent un avenir à l'image des idéaux et des objectifs des Canadiennes et Canadiens qui, suivant nos traditions sociales-démocrates et socialistes démocratiques, ont oeuvré au sein des mouvements agricole, ouvrier, coopératif, féministe, environnementaliste, des Premières Nations, Métis et Inuits, et de défense des droits de la personne dans l'espoir de bâtir un Canada plus juste, plus équitable et plus

respectueux de l'environnement, au sein d'une communauté internationale qui partage ces objectifs.

Les néo-démocrates célèbrent la diversité canadienne, les traditions et les aspirations de tous les peuples de notre pays. Les néo-démocrates ont foi en un modèle d'intégration interculturelle basée sur la solidarité et des échanges harmonieux entre les personnes de différentes cultures.

Les néo-démocrates ont foi en la liberté et en la démocratie. Nous respectons les pouvoirs des parlements élus démocratiquement et des gouvernements qui leur sont redevables.

Les néo-démocrates estiment que le gouvernement a un rôle à jouer pour favoriser la création d'une prospérité durable. Nous sommes favorables à une économie réglementée, à l'échelle nationale et internationale, au sein de laquelle les gouvernements ont le pouvoir de pallier les limites du marché pour protéger le bien commun et assurer la justice sociale, l'équité économique et le respect de l'environnement.

Les néo-démocrates appartiennent à une grande famille de partis politiques qui gouvernent avec succès dans plusieurs pays du monde. En coopérant avec les partis et les gouvernements qui partagent notre vision du monde, nous, les néo-démocrates, sommes déterminé.es à travailler ensemble au renforcement de la paix, de la coopération internationale et du bien commun – ce bien commun demeurant l'objectif fondamental de notre mouvement et de notre parti.

ARTICLE I NOM

Ce parti s'appelle le Nouveau Parti démocratique du Canada.

ARTICLE II DÉFINITION ET INTERPRÉTATION

1. Définitions
Dans les présents statuts, les termes « province » et « provincial » doivent être interprétés comme incluant les mots « territoire » et « territorial », à moins que le contexte n'exclue cette interprétation.
2. Interprétation
La présidence est l'interprète des présents statuts. Toute interprétation de sa part peut être renversée par un vote majoritaire des membres présents et votant à une réunion de l'Exécutif, du Conseil ou du congrès.
3. Langues
Les présents statuts doivent être imprimés dans les deux langues officielles du Canada.

ARTICLE III MEMBRES

Le parti se compose de membres individuel.les et de membres affilié.es.

1. Membres individuel.les

- (1) Peut être membre individuel.le toute personne résidente du Canada, peu importe l'origine ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, l'orientation sexuelle, ou l'origine nationale, qui s'engage à accepter et à respecter les statuts et les principes du parti et qui n'est ni membre, ni partisan.e d'aucun autre parti politique.
- (2) Les demandes d'adhésion à titre de membre individuel.le seront traitées de façon conforme aux statuts du parti provincial concerné et seront assujetties à l'approbation de ce parti provincial.

2. Membres affilié.es

- (1) Peuvent être membres affilié.es les syndicats ouvriers et agricoles, les coopératives, les groupes de femmes, ainsi que les autres groupes et organismes qui s'engagent officiellement à accepter et à respecter les statuts et principes du parti et qui ne sont ni associé.es ni identifié.es à un autre parti politique.
- (2) Peuvent soumettre une demande d'adhésion à titre de membre affilié.e :
 - (a) une organisation internationale, nationale, provinciale ou régionale au nom des membres qu'elle regroupe au Canada, ou dans la province ou la région concernée;

- (b) une section provinciale ou régionale d'une organisation internationale ou nationale au nom des membres qu'elle regroupe dans cette province ou cette région;
 - (c) une section, loge ou division d'une des organisations susmentionnées au nom des membres de cette section, loge ou division;
 - (d) un groupe local ou une organisation locale au nom de ses membres.
- (3) Toute demande d'adhésion à titre de membre affilié.e doit être adressée à l'Exécutif du parti fédéral et inclure :
- (a) une preuve que l'organisme faisant la demande appuie officiellement le NPD;
 - (b) une confirmation du nombre de membres individuel.les du NPD au sein de l'organisme faisant la demande.
- (4) L'Exécutif du NPD peut renoncer à l'Article III (2) (3) (a) lorsqu'il le juge convenable.

ARTICLE IV

COTISATIONS ET REDEVANCES

1. Le parti fédéral et toutes les sections provinciales doivent remettre, sur réception, tous les fonds qui leur sont remis au nom d'une autre section du parti.
2. Membres individuel.les

Chaque section provinciale fixe le montant des droits d'adhésion au Nouveau Parti démocratique des membres individuel.les dans sa province.

ARTICLE V

CONGRÈS

Description générale

Il y a deux genres de congrès : les congrès biennaux et les congrès extraordinaires.

1. Moment et emplacement des congrès
 - (a) Les congrès biennaux doivent avoir lieu au moins une fois tous les deux ans, à un endroit et une date déterminés par le Conseil.
 - (b) Un congrès extraordinaire doit être convoqué sur décision du Conseil ou si une majorité des associations de circonscription de la majorité des provinces et territoires le demande.
2. Préavis de congrès
 - (a) Il faut faire parvenir un préavis d'au moins 150 jours avant la date fixée pour le congrès biennal à chaque association de circonscription, à chaque affilié.e et à chaque groupe ou organisme qui ont droit d'y être représentés.
 - (b) Dans le cas d'un congrès extraordinaire, il reviendra au Conseil de déterminer la date du préavis.
3. Quorum aux congrès

Le quorum requis pour mener à bien les affaires du Congrès sera d'au moins un tiers du nombre total de délégué.es inscrit.es au Congrès.
4. Procédures aux congrès

Les règles de procédures régissant le Congrès seront celles qui sont décrites à l'Annexe de ces statuts.
5. Autorité du Congrès

Le Congrès est l'autorité suprême du parti et est investi de l'autorité de dernière instance sur le plan fédéral en matière de politiques, de programmes et de statuts.

6. Délégations aux congrès

(a) Délégations admissibles et calcul des lettres de créance.

- i Chaque délégué.e doit être membre individuel.le en règle du parti.
- ii Chaque délégué.e de congrès n'a droit qu'à un vote.
- iii Afin de déterminer le nombre de lettres de créance auxquelles les associations de circonscription, les affilié.es et les organismes jeunesse ont droit, la représentation sera calculée selon le nombre de membres figurant à la liste de l'effectif à la fin de l'année d'adhésion précédente ou le nombre de membres en règle 120 jours avant la tenue du congrès, le plus grand nombre des deux étant retenu.

(b) Délégations des associations de circonscription

Chaque association de circonscription a droit à :

- i Un.e (1) délégué.e pour 50 membres du parti ou moins;
- ii Un.e (1) délégué.e supplémentaire pour chaque tranche supplémentaire de 50 membres du parti ou fraction majoritaire de ce nombre; et
- iii Une (1) lettre de créance supplémentaire réservée à un.e jeune délégué.e.

(c) Délégations affiliées

Chaque organisme affilié a droit à :

- i Un.e (1) délégué.e pour 50 membres du parti ou moins; et
- ii Un.e (1) délégué.e supplémentaire pour chaque tranche supplémentaire de 50 membres du parti ou fraction majoritaire de ce nombre.

(d) Délégations jeunes

Chaque groupe, club universitaire, section provinciale ou territoriale des Jeunes néodémocrates reconnu par le parti fédéral a droit à :

- i Un.e (1) délégué.e pour 50 membres du parti ou moins;
- ii Un.e (1) délégué.e supplémentaire pour chaque tranche supplémentaire de 50 membres du parti ou fraction majoritaire de ce nombre jusqu'à concurrence de 200 membres; et
- iii Un.e (1) délégué.e supplémentaire pour chaque tranche supplémentaire de 100 membres du parti, ou fraction majoritaire de ce nombre.

(e) Délégations ayant droit à une lettre de créance

Les personnes suivantes ont droit à une lettre de créance :

- i Chaque ancien.ne chef du parti fédéral;
- ii Chaque membre du caucus fédéral;
- iii Chaque membre du Conseil;
- iv Le Congrès du travail du Canada a droit à quatre (4) lettres de créance;
- v Chaque organisme syndical fédéral comptant au moins un affilié au parti a droit à deux (2) lettres de créance;
- vi Chaque fédération syndicale provinciale et territoriale affiliée comptant au moins un affilié au parti a droit à deux (2) lettres de créance; et
- vii Chaque conseil syndical affilié comptant au moins une section locale affiliée au parti a droit à deux (2) lettres de créance.

7. Résolutions aux congrès

(a) Avis

Les résolutions doivent parvenir au siège social du parti au moins 60 jours avant le début du congrès.

(b) Soumission des résolutions

Les organismes et comités suivants ont le droit de soumettre des résolutions aux congrès :

- i Les associations de circonscription;
- ii Les affiliés ou les groupes affiliés ou organismes ayant droit de représentation;
- iii Les partis provinciaux ou les sections provinciales;
- iv Les Jeunes néo-démocrates du Canada;
- v Les sections provinciales des Jeunes néo-démocrates du Canada ou les groupes de jeunes reconnus par le parti fédéral;
- vi Le Conseil;
- vii Les conseils d'associations de circonscription;
- viii La Commission des femmes;
- ix La Commission autochtone;
- x Le Comité pour la justice raciale et l'équité;
- xi Le Comité des lesbiennes, des gais, des bisexuels et des personnes trans;
- xii Le Comité des personnes en situation de handicap; et
- xiii Les comités permanents tels qu'établis par le Conseil fédéral.

ARTICLE VI

LES DIRIGEANTES ET DIRIGEANTS

1. Composition

La direction du parti est composée des dirigeantes et dirigeants suivants :

- (a) Chef
- (b) Présidence;
- (c) Vice-présidence;
- (d) Vice-présidence, mouvement syndical;
- (e) Trésorerie; et
- (f) Direction nationale.

2. Pouvoirs et responsabilités des dirigeantes et dirigeants

- (a) Les dirigeantes et dirigeants sont responsables :
 - i Des urgences survenant entre les réunions de l'Exécutif et du Conseil régulièrement prévues à l'horaire;
 - ii De l'administration et des finances du parti; et
 - iii De la préparation des ordres du jour de l'Exécutif et du Conseil.
- (b) Les décisions prises par les dirigeantes et dirigeants sont sujettes à l'approbation de l'Exécutif ou du Conseil.
- (c) Les dirigeantes et dirigeants doivent se réunir avant les réunions de l'Exécutif et du Conseil ou lorsque les circonstances l'exigent.
- (d) Lors de toutes les réunions des dirigeantes et dirigeants, le quorum sera constitué de 50 % plus un du nombre total de membres de la direction siégeant.

3. Élections et nominations des dirigeantes et dirigeants

(a) Chef

- i La ou le chef sera élu par scrutin secret.
- ii. Chaque membre a le droit de voter lors de la sélection de la chefferie.
- iii. Les candidatures à la chefferie détenant le moins de votes seront retirées des tours de scrutin subséquents jusqu'à ce qu'une candidature reçoive 50 % plus un ou plus du total des voix exprimées à ce tour de scrutin. Il relèvera du Conseil fédéral de déterminer les autres lignes directrices relatives à la sélection de la chefferie.
- iv Si le poste de chef devient vacant à quelque moment que ce soit, le Conseil peut, en consultation avec le caucus parlementaire, nommer une chefferie intérimaire jusqu'à ce qu'une nouvelle personne soit élue chef
- v À chaque congrès qui n'est pas un congrès à la chefferie, un scrutin secret aura lieu afin de déterminer si une élection à la chefferie est nécessaire. Si plus de la moitié de la délégation appuie une élection à la chefferie, cette élection aura lieu dans l'année suivant le vote tenu au congrès.

(b) Présidence

Les délégué.es éliront la présidence lors des congrès.

(c) Vice-présidence

La personne élue à la vice-présidence doit appartenir à un groupe linguistique différent de celui de la personne élue à la présidence. Lorsque la personne élue à la présidence s'identifie comme anglophone, le caucus francophone devra nommer une personne à la vice-présidence, laquelle devra être ratifiée par le Congrès. Le caucus francophone se compose des délégué.es qui s'identifient comme francophones. Lorsque la personne

élue à la présidence s'identifie comme francophone, la vice-présidence devra être élue par les délégué.es du Congrès.

(d) Vice-présidence, mouvement syndical

La vice-présidence représentera les affilié.es et le partenariat avec le mouvement syndical.

- i La vice-présidence, mouvement syndical, sera choisie par le caucus des délégué.es du mouvement syndical et sera ratifiée par le Congrès.

(e) Trésorerie

Les délégué.es élisent la trésorerie à chaque congrès

(f) Direction nationale

La personne titulaire du poste assume la direction générale du parti et est rémunérée selon le traitement déterminé par les dirigeantes et dirigeants.

- i La directrice ou le directeur national est nommé par les dirigeantes et dirigeants et ratifié par le Conseil.

(g) Entre les congrès, le Conseil doit pourvoir les postes vacants parmi les dirigeantes et dirigeants. L'Exécutif peut combler par intérim de telles vacances jusqu'à la prochaine réunion du Conseil.

(h) Le Congrès peut nommer une présidence émérite et une présidence honoraire qui sont d'office membres du Conseil et de l'Exécutif.

(i) La parité des genres doit être respectée lors de l'élection ou de la nomination des dirigeantes et dirigeants.

ARTICLE VII L'EXÉCUTIF

1. L'Exécutif est chargé essentiellement de fixer les objectifs poursuivis par le parti.
L'Exécutif constitue aussi le noyau du Comité de planification électorale. Il reçoit aussi des rapports de nature financière et administrative que préparent les dirigeantes et dirigeants du parti. En conséquence, l'Exécutif a le pouvoir de contracter, sous forme de crédit ou d'emprunt, les obligations qui sont nécessaires à la bonne gestion des affaires du parti et des élections. Ces obligations doivent être signées par deux des dirigeantes ou dirigeants suivants : présidente ou président, secrétaire, trésorière ou trésorier, et tout autres dirigeante ou dirigeant que le Conseil pourrait habiliter à cette fin de temps à autre.
2. L'Exécutif peut aussi émettre des déclarations au nom du parti, sous réserve d'en faire rapport au Conseil et d'obtenir l'approbation de cette dernière instance.
3. L'Exécutif du parti est composé des dirigeantes et dirigeants, et :
 - (a) de onze (11) membres représentant les différentes régions.

Pour les besoins de représentation au sein de l'Exécutif et du Conseil, les régions sont définies de la façon suivante : la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec et les provinces de l'Atlantique ont chacune droit à deux (2) représentant.es, dont au moins une femme.

Les régions définies comme l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba ont chacune droit à un.e (1) représentant.e.

Chaque région doit élire ces représentant.es au moment d'une réunion de délégué.es de ladite région, et soumettre leurs noms à la ratification du Congrès.
 - (b) le caucus du nord devra élire une personne pour représenter la région à l'Exécutif lors de la réunion de son caucus régional composé de délégué.es au Congrès et soumettre le nom au Congrès pour ratification. Le caucus du nord au congrès sera composé de délégué.es du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.
 - (c) de deux (2) personnes représentant des organisations syndicales affiliées, dont l'élection par le caucus syndical a lieu au Congrès et doit être ratifiée par ce dernier. Au moins une de ces deux personnes doit être une femme.
 - (d) des présidences de la Commission des femmes, des Jeunes néo-démocrates du Canada, du Comité pour la justice raciale et l'équité, de la Commission autochtone, du Comité des lesbiennes, des gais, des bisexuel.les et des personnes trans, du Comité des personnes en situation de handicap et d'une personne représentant le caucus fédéral - qui sont élu.es par leur caucus respectif lors du Congrès et dont la nomination doit être ratifiée par le Congrès.
4. L'Exécutif peut combler par intérim les vacances parmi les membres du Conseil.
5. L'Exécutif doit se réunir au moins trois fois par année. À chacune de ses réunions, dix de ses membres constituent le quorum. Un.e membre de l'Exécutif qui manque trois réunions consécutives sans justification valable cesse d'être membre de l'Exécutif.

ARTICLE VIII LE CONSEIL

1. Composition

Le Conseil se compose :

- (a) des dirigeantes et dirigeants;
 - (b) des membres de l'Exécutif;
 - (c) d'une ou un (1) représentant de chaque province et territoire; et
 - i d'une ou un deuxième représentant pour chaque province ou territoire où il y a plus de 5 000 membres,
 - ii d'une ou un troisième représentant pour chaque province ou territoire où il y a plus de 10 000 membres,
 - iii d'une ou un quatrième représentant pour chaque province ou territoire où il y a plus de 15 000 membres,
 - iv d'une ou un cinquième représentant pour chaque province ou territoire où il y a plus de 25 000 membres.
- La représentation des provinces ou territoires ayant droit à plus d'un.e délégué.e au Conseil doit respecter la parité des genres. Les provinces ou territoires qui comptent un seul siège au Conseil doivent veiller à ce que la parité des genres soit respectée à l'intérieur de l'ensemble des représentations régionales.
- (d) de deux membres de la direction de chaque parti ou section provinciale ou territoriale, dont au moins une femme nommée par l'exécutif ou le conseil de la section.
 - (e) d'un maximum de trente (30) membres représentant des organismes syndicaux affiliés qui devront être élus par le caucus syndical pendant le congrès.
 - i Chaque affilié national comptant plus de 500 membres du parti a droit à un.e (1) représentant.e pour sa première

tranche de 1 000 membres et d'un.e (1) représentant.e supplémentaire pour sa deuxième tranche de 1 000 membres ou fraction majoritaire de ce nombre.

- ii Aucune organisation nationale affiliée ne peut avoir plus de deux (2) représentant.es au Conseil.
- iii Si plus de trente (30) personnes du mouvement syndical sont admissibles en vertu des modalités décrites dans la présente section, le caucus syndical du Congrès déterminera l'attribution de ces trente postes de la représentation syndicale.
- (f) de deux (2) membres du caucus, dont au moins une femme
- (g) de douze (12) représentantes régionales auprès de la Commission des femmes, qui seront élues par les déléguées de chaque caucus régional au Congrès et dont la nomination sera ratifiée par le Congrès.
- (h) de onze (11) représentant.es jeunes, sélectionné.es selon les modalités définies par les Jeunes néodémocrates du Canada. En tenant compte de la présidence des JNDC à l'Exécutif, au moins six des douze membres de la représentation doivent être des femmes.
- (i) Une ou un (1) représentant.e de chaque commission ou comité suivant :
 - La Commission autochtone;
 - Le Comité des personnes en situation de handicap;
 - Le Comité pour la justice raciale et l'équité; et
 - Le Comité des lesbiennes, des gais, des bisexuel.les et des personnes trans;

qui doivent être élu.es par leur caucus respectif lors du Congrès et dont la nomination doit être ratifiée par ce dernier. Chacune de ces personnes doit être d'un genre différent de celui de la présidence de son comité ou de sa commission.

2. Pouvoirs et responsabilités :

Le Conseil est l'instance décisionnelle du parti entre les congrès. Les dirigeantes et dirigeants et de l'Exécutif relèvent du Conseil en ce qui a trait aux questions financières et administratives. Le Conseil est l'instance décisionnelle finale à l'égard de ces questions.

Le Conseil :

- (a) a pleins pouvoirs d'émettre au nom du parti des déclarations de nature politique et électorale qui sont conformes aux décisions du congrès, et de formuler des déclarations politiques qui sont compatibles avec la philosophie du parti au sujet de questions n'ayant pas fait l'objet de délibérations par le congrès.
- (b) Avec l'approbation des deux tiers des membres présents et votant, peut élire au maximum trois personnes supplémentaires au poste de membre du Conseil. Au moins deux doivent être des femmes.
- (c) Doit se réunir au moins deux fois par année sur convocation de l'Exécutif.
- (d) Peut établir des comités ad hoc du parti pourvu que des objectifs clairs leur soient confiés et qu'une fois ces objectifs atteints, lesdits comités cessent d'exister.
- (e) Le tiers au moins de ses membres constitue le quorum.
- (f) Peut élire une personne remplaçante pour tout poste électif du Congrès qui devient vacant.
- (g) Doit considérer qu'une ou un membre du Conseil qui s'est absenté pendant deux réunions successives, sans justification adéquate, est réputé avoir démissionné.

ARTICLE IX

LES ASSOCIATIONS DE CIRCONSCRIPTION

1. Description

L'association de circonscription est le principal organisme par l'entremise duquel les membres du parti exercent leurs droits.

2. Conseil d'associations de circonscription

- (a) Une fois reconnu par le Conseil, un regroupement provincial ou régional d'associations de circonscription est formellement connu sous l'appellation « Conseil des associations de circonscription ».
- (b) L'objectif d'un Conseil d'associations de circonscription est :
 - i d'offrir aux associations la possibilité de collaborer, de planifier et de partager l'information entre elles;
 - ii d'appuyer les efforts des associations au chapitre de la communication, de l'organisation, de la collecte de fonds, de l'élaboration de politiques et de la recherche de candidatures;
 - iii d'offrir des conseils au parti sur des questions organisationnelles et d'ordre stratégique; et
 - iv d'élire des délégué.es à différents postes sur le Conseil.
- (c) Sur approbation du Conseil, chaque Conseil d'associations de circonscription doit gérer ses affaires par le biais de sa propre structure de représentation et ses propres règlements.
- (d) Chaque Conseil d'associations de circonscription doit se réunir au moins une fois par année.

ARTICLE X

LES COMMISSIONS

Des commissions peuvent être établies au sein du NPD. Une commission est un organisme formel, interne au parti, qui regroupe des membres selon leur identité ou autour d'un enjeu politique précis. Peut élire une personne remplaçante pour tout poste électif du Congrès qui devient vacant.

- (a) Une commission a des objectifs clairement énoncés qui peuvent comprendre :
 - i être un forum de partage d'informations et d'actions entre ses membres;
 - ii établir des relations avec des gens ou des groupes extérieurs au parti dans l'intention, notamment, de recruter des membres ou des candidatures pour le parti; et
 - iii contribuer à l'élaboration des politiques dans leur domaine d'intérêt.
- (b) Afin de porter le titre de « commission » du Nouveau Parti démocratique, un tel organisme doit être formellement reconnu par le Conseil fédéral du parti. Il doit, entre autres, établir un exécutif fonctionnel. Il doit aussi déposer auprès de l'Exécutif du parti un plan d'action annuel et un rapport annuel de ses activités.
- (c) Si une commission est créée à partir d'un comité existant (incluant les commissions d'équité), la commission remplace alors le comité pertinent, notamment son droit de représentation et de soumission de résolutions compris dans les présents statuts.

ARTICLE XI

LES JEUNES NÉO-DÉMOCRATES

1. Il sera constitué au sein du NPD du Canada une section autonome de jeunes dont le nom est les Jeunes néo-démocrates du Canada (JNDC) et dont les statuts ne doivent pas entrer en conflit avec ceux du parti fédéral.
2. Un parti provincial doit, lorsqu'à son avis il existe suffisamment d'intérêt, accréditer une section provinciale de jeunes qui sera désignée Jeunes néo-démocrates et assujettie aux dispositions de l'article XII.
3. Chaque section provinciale des jeunes accréditée est entièrement autonome quant à ses statuts et son programme, pourvu que ses statuts et son programme n'entrent pas en conflit avec ceux du parti fédéral ou du parti provincial.
4. Si un parti provincial ou territorial n'a pas créé de section accréditée de Jeunes néo-démocrates, les JNDC peuvent former un club de jeunes à charte fédérale. Afin d'être admissible à envoyer une délégation de membres aux congrès fédéraux, un club doit aussi répondre aux exigences suivantes, à la satisfaction du Conseil fédéral :
 - (a) l'adhésion au club doit être ouverte aux jeunes membres en règle selon les statuts de la province ou du territoire concerné;
 - (b) la demande de création d'un club doit être faite ou renouvelée tous les deux ans et doit inclure, en plus de la demande, une liste à jour des membres d'au moins 15 jeunes membres, une liste de l'exécutif du club et une copie des règlements du club;
 - (c) une demande de création d'un club doit être accompagnée d'une recommandation des JNDC; et
 - (d) il ne peut y avoir qu'un seul club de jeunes à charte fédérale par province ou territoire.

5. Les Jeunes néo-démocrates du Canada peuvent accorder une charte à des Clubs campus. Pour pouvoir envoyer une délégation de membres aux congrès fédéraux, un Club campus devra aussi se conformer aux clauses suivantes à la satisfaction du Conseil fédéral :
- (a) l'adhésion à un Club campus doit être ouverte aux jeunes membres en règle tel que défini par les statuts de leur parti ou section provinciale ou territoriale;
 - (b) la demande pour une charte doit être faite ou renouvelée tous les deux ans et doit inclure une liste de membres à jour d'au moins 15 jeunes, une liste de l'exécutif du club et un exemplaire des règlements du club;
 - (c) les demandes pour une charte doivent être accompagnées d'une recommandation des JNDC;
 - (d) il ne peut y avoir qu'un seul Club campus du parti fédéral par campus;
 - (e) on entend par campus tout établissement d'enseignement secondaire ou post secondaire.

ARTICLE XII

LES PARTIS PROVINCIAUX

1. Chaque province du Canada aura un parti provincial entièrement autonome pourvu que ses statuts et ses principes n'entrent pas en conflit avec ceux du parti fédéral.
2. S'il survient un différend quant à savoir si une organisation quelconque est ou non un parti provincial en règle, le Conseil fédéral du parti est investi du pouvoir de décider si une organisation continue ou non d'être un parti provincial, sous réserve d'un appel au congrès.

ARTICLE XIII

QUÉBEC

1. Il existe une section québécoise du parti fédéral appelée le Nouveau Parti démocratique du Canada (Québec) qui poursuit les activités de compétence fédérale du Nouveau Parti démocratique au Québec.
2. Il peut exister un parti provincial autonome oeuvrant sur la scène électorale provinciale appelé Nouveau parti démocratique du Québec. Les activités du NPD-Québec doivent être conformes aux principes sociaux-démocrates du Nouveau Parti démocratique du Canada tels qu'énoncés dans le préambule des présents statuts, et sauf indication contraire, le NPD-Québec sera régi seulement par l'Article XIII.
3. (a) Le NPD du Canada (Québec) exerce l'autorité en matière de questions fédérales au Québec, conformément aux statuts approuvés par le Conseil fédéral.
- (b) Mis à part les cas où une question de responsabilité ou d'autorité est traitée spécifiquement dans les statuts du NPD du Canada (Québec), les statuts du parti fédéral s'appliquent au NPD du Canada (Québec), donc, là où les statuts font référence à un « parti provincial » ou à une « section provinciale », au Québec, cette référence signifie NPD du Canada (Québec), à l'exception de l'Article XIII qui s'applique à la fois au NPD du Canada (Québec) et au NPD-Québec.
- (c) Membres individuel.les : toute personne résidant au Québec peut devenir membre du parti fédéral, sur une base individuelle, sans distinction de couleur, de religion, de genre ou d'origine ethnique, si elle s'engage à accepter et respecter les statuts et les principes du parti fédéral et elle n'est ni membre ni sympathisante d'un autre parti politique fédéral.

ARTICLE XIV DISCIPLINE

1. Les partis provinciaux sont chargés de voir à la discipline des membres individuel.les et des membres affilié.es du parti, y compris les membres Jeunes Néo-démocrates, conformément aux dispositions des statuts provinciaux pertinents.
2. Le Conseil du parti fédéral est chargé de voir à la discipline des organisations affiliées en vertu de l'article III, paragraphe 2.

ARTICLE XV CANDIDATURES

1. Le Conseil fédéral doit établir des règles et des procédures pour l'investiture de candidates et de candidats fédéraux.
2. Le Conseil fédéral doit revoir ces règles après chaque élection générale.

ARTICLE XVI AMENDEMENTS

Les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux tiers des délégué.es présent.es et votant à un congrès.

ANNEXE RÈGLES DE PROCÉDURE POUR LES PLÉNIÈRES (Voir Article V, paragraphe 4)

1. La présidence ou l'une des vice-présidences du parti assumera la présidence de la séance à l'heure prévue, à tous les congrès réguliers ou extraordinaires. La présidence ou l'une des vice-présidences du parti, ou une présidence du congrès choisie par ce dernier, assumera la présidence des séances plénières.
2. Si une personne déléguée désire prendre la parole, elle doit s'avancer vers l'un des microphones installés à cette fin. Dès que la présidence d'assemblée lui donne la parole, elle doit décliner son nom et celui de la circonscription ou de l'organisation qu'elle représente; elle doit s'en tenir à la question à l'étude.
3. Les discours ne doivent pas durer plus de trois minutes, exception faite de la présentation par la personne porte-parole d'un comité du rapport de ce comité.
4. Une ou un délégué ne doit pas parler plus d'une fois sur une motion, exception faite de la personne porte-parole d'un comité qui a présenté un rapport, laquelle peut aussi conclure le débat.
5. Une ou un délégué ne doit pas interrompre un.e autre, sauf pour invoquer le règlement.
6. Si un appel au règlement est invoqué contre un.e délégué.e, celui ou celle-ci doit céder la parole jusqu'à ce que la question de règlement ait été tranchée.
7. Deux délégué.es peuvent en appeler de la décision de la présidence d'assemblée. L'un.e des deux peut exposer les motifs de l'appel. Lorsqu'on fait appel d'une décision de la présidence d'assemblée, celle-ci doit quitter le fauteuil jusqu'à ce que la question soit tranchée. La question ne doit pas donner lieu à un débat, mais la présidence

- peut expliquer les motifs de sa décision. La présidence suppléante met alors la question aux voix de la façon suivante : « La décision de la présidence doit-elle être maintenue »?
8. Les décisions doivent se prendre par un vote à mains levées, ou par un vote debout. Lorsque le résultat du vote n'est pas clair, un vote debout doit être pris et compté si l'assemblée le demande.
 9. La présidence d'assemblée ne participe pas au vote sauf en cas d'égalité, elle a alors un vote prépondérant.
 10. Lorsqu'on pose la question préalable, aucune des deux motions ne peut être débattue ni modifiée. Si une majorité des délégué.es votant décide que « la question soit mise aux voix dès maintenant », la motion originale doit être mise aux voix sans débat. Si la motion portant mise aux voix est rejetée, la discussion continue sur la motion originale. Si la présidence d'assemblée est d'avis qu'une question a été suffisamment débattue, elle peut admettre une motion portant mise aux voix proposée par l'assemblée sans que la ou le délégué qui la propose ait à s'avancer à un microphone comme prévu à la règle 2.
 11. Les rapports des groupes de discussion ne sont pas susceptibles d'amendement par l'assemblée. Les groupes doivent faire rapport des résolutions à la plénière par ordre numérique dans l'ordre de catégorie suivant : celles adoptées par le groupe de discussion, celles mises en dépôt par le groupe, celles rejetées par le groupe et celles n'ayant pas été proposées par le groupe. Cependant, un.e délégué.e peut déposer une motion portant renvoi d'une résolution au comité des résolutions avec instructions, et si cette motion est appuyée par un vote majoritaire, le Comité des résolutions reconsidérera ses instructions. Après ces dites considérations, le comité des résolutions ramènera les résolutions à la plénière avec sa recommandation.
 12. Les rapports des comités ne sont pas susceptibles d'amendement par l'assemblée, mais une motion portant renvoi d'un rapport, ou d'une section d'un rapport, au comité pour reconsidération à la lumière des délibérations à son égard ou pour reconsidération d'un sujet particulier qui figure à la motion portant renvoi est conforme au règlement. Une motion portant renvoi n'admet pas de débat à moins qu'elle soulève un sujet particulier et dans un tel cas le débat doit s'en tenir à ce sujet.
 13. Un.e délégué.e ne peut pas présenter une motion de renvoi après avoir parlé sur la question à l'étude..
 14. Une motion peut être reconsidérée pourvu que celui qui propose la reconsidération ait voté avec la majorité, qu'un avis de motion soit donné pour reconsidération à la prochaine séance plénière et que ladite motion portant reconsidération soit appuyée par les deux tiers de la délégation présente et votante.
 15. L'horaire d'un congrès doit être déterminé lors de la première séance plénière. Toute modification de cet horaire ne peut être effectuée qu'en vertu de la règle 17.
 16. Pour toute question non prévue par les présentes règles, les *Roberts' Rules of Order* font autorité.
 17. On peut, avec le consentement unanime, suspendre l'application des règles ci-dessus, ou on peut les modifier pour la durée du congrès lors duquel l'amendement est proposé en vertu d'une majorité des voix exprimées en faveur d'une motion portant modification qui a fait l'objet d'un préavis d'un jour.
 18. Toutes les affaires du Congrès à terminer doivent être portées devant le Conseil.

RÈGLES DE PROCÉDURE RÉGISSANT LES SÉANCES SPÉCIALES ET DE COMITÉ

Les règles ci-dessus, modifiées en fonction des circonstances, s'appliquent aux délibérations des séances spéciales ou de comité sauf que les participants aux séances spéciales ou de comité peuvent limiter la durée des discours faits au cours des séances spéciales et de comité selon ce qu'ils jugent à propos.

STATUS DU

Nouveau Parti démocratique du Canada

EN VIGUEUR À COMPTER AVRIL 2021

PRÉAMBLE

Le Canada est un magnifique pays, un pays qui représente les espoirs du monde entier. Les néo-démocrates croient que nous pouvons bâtir un meilleur pays, un pays où il y a plus d'égalité, de justice et de possibilités pour toutes et tous. Nous pouvons bâtir une économie prospère et partager les avantages de notre société plus équitablement. Nous pouvons prendre mieux soin de nos aîné.es. Nous pouvons offrir à nos enfants de meilleures perspectives d'avenir. Nous pouvons faire notre part pour sauver l'environnement et la planète.

En travaillant ensemble, les néo-démocrates s'efforcent de répondre à ces espoirs, dans l'intérêt de leurs concitoyennes et concitoyens et de l'humanité tout entière.

Les néo-démocrates sont fières et fiers de leur histoire marquée par l'engagement politique et le militantisme, ainsi que par une série de gouvernements visionnaires, pragmatiques et efficaces. Cet héritage et notre bilan nous distinguent et nous inspirent depuis la création de la Fédération du Commonwealth coopératif en 1933 et celle du Nouveau Parti démocratique en 1961.

Les néo-démocrates veulent un avenir à l'image des idéaux et des objectifs des Canadiennes et Canadiens qui, suivant nos traditions sociales-démocrates et socialistes démocratiques, ont oeuvré au sein des mouvements agricole, ouvrier, coopératif, féministe, environnementaliste, des Premières Nations, Métis et Inuits, et de défense des droits de la personne dans l'espoir de bâtir un Canada plus juste, plus équitable et plus respectueux de l'environnement, au sein d'une communauté internationale qui partage ces objectifs.

Les néo-démocrates célèbrent la diversité canadienne, les traditions et les aspirations de tous les peuples de notre pays. Les néo-démocrates ont foi en un modèle d'intégration interculturelle basée sur la solidarité et des échanges harmonieux entre les personnes de différentes cultures.

Les néo-démocrates ont foi en la liberté et en la démocratie. Nous respectons les pouvoirs des parlements élus démocratiquement et des gouvernements qui leur sont redevables.

Les néo-démocrates estiment que le gouvernement a un rôle à jouer pour favoriser la création d'une prospérité durable. Nous sommes favorables à une économie réglementée, à l'échelle nationale et internationale, au sein de laquelle les gouvernements ont le pouvoir de pallier les limites du marché pour protéger le bien commun et assurer la justice sociale, l'équité économique et le respect de l'environnement.

Les néo-démocrates appartiennent à une grande famille de partis politiques qui gouvernent avec succès dans plusieurs pays du monde. En coopérant avec les partis et les gouvernements qui partagent notre vision du monde, nous, les néo-démocrates, sommes déterminé.es à travailler ensemble au renforcement de la paix, de la coopération internationale et du bien commun – ce bien commun demeurant l'objectif fondamental de notre mouvement et de notre parti.

ARTICLE I**NOM**

Ce parti s'appelle le Nouveau Parti démocratique du Canada.

ARTICLE II**DÉFINITION ET INTERPRÉTATION****1. Définitions**

Dans les présents statuts, les termes « province » et « provincial » doivent être interprétés comme incluant les mots « territoire » et « territorial », à moins que le contexte n'exclue cette interprétation.

2. Interprétation

La présidence est l'interprète des présents statuts. Toute interprétation de sa part peut être renversée par un vote majoritaire des membres présents et votant à une réunion de l'Exécutif, du Conseil ou du congrès.

3. Langues

Les présents statuts doivent être imprimés dans les deux langues officielles du Canada.

ARTICLE III**MEMBRES**

Le parti se compose de membres individuel.les et de membres affilié.es.

1. Membres individuel.les

(a) Peut être membre individuel.le toute personne résidente du Canada, peu importe l'origine ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, l'orientation sexuelle, ou l'origine nationale, qui s'engage à accepter et à respecter les statuts et les principes du parti et qui n'est ni membre, ni partisan.e d'aucun autre parti politique.

(b) Les demandes d'adhésion à titre de membre individuel.le seront traitées de façon conforme aux statuts du parti provincial concerné et seront assujetties à l'approbation de ce parti provincial.

2. Membres affilié.es

(a) Peuvent être membres affilié.es les syndicats ouvriers et agricoles, les coopératives, les groupes de femmes, ainsi que les autres groupes et organismes qui s'engagent officiellement à accepter et à respecter les statuts et principes du parti et qui ne sont ni associé.es ni identifié.es à un autre parti politique.

(b) Peuvent soumettre une demande d'adhésion à titre de membre affilié.e :

- i une organisation internationale, nationale, provinciale ou régionale au nom des membres qu'elle regroupe au Canada, ou dans la province ou la région concernée;
- ii Confirmation du nombre de membres de l'organisation faisant la demande;

- iii une section, loge ou division d'une des organisations susmentionnées au nom des membres de cette section, loge ou division; et
 - iv un groupe local ou une organisation locale au nom de ses membres.
- (c) Toute demande d'adhésion à titre de membre affilié.e doit être adressée à l'Exécutif du parti fédéral et inclure :
- i une preuve que l'organisme faisant la demande appuie officiellement le NPD;
 - ii Un-e délégué-e supplémentaire par tranche de 300 membres ou fraction majeure de 300 membres de l'organisation affiliée.
- (d) L'Exécutif du NPD peut renoncer à l'Article III (2) (3) (a) lorsqu'il le juge convenable.

ARTICLE IV

COTISATIONSET REDEVANCES

1. Le parti fédéral et toutes les sections provinciales doivent remettre, sur réception, tous les fonds qui leur sont remis au nom d'une autre section du parti.
2. Membres individuel.les

Chaque section provinciale fixe le montant des droits d'adhésion au Nouveau Parti démocratique des membres individuel.les dans sa province.

ARTICLE V

CONGRÈS

Description générale

Il y a deux genres de congrès : les congrès biennaux et les congrès extraordinaires.

1. Moment et emplacement des congrès

(a) Les congrès biennaux doivent avoir lieu au moins une fois tous les deux ans, à un endroit et une date déterminés par le Conseil.

(b) Un congrès extraordinaire doit être convoqué sur décision du Conseil ou si une majorité des associations de circonscription de la majorité des provinces et territoires le demande.

2. Préavis de congrès

(a) Il faut faire parvenir un préavis d'au moins 150 jours avant la date fixée pour le congrès biennal à chaque association de circonscription, à chaque affilié.e et à chaque groupe ou organisme qui ont droit d'y être représentés.

(b) Dans le cas d'un congrès extraordinaire, il reviendra au Conseil de déterminer la date du préavis.

3. Quorum aux congrès

Le quorum requis pour mener à bien les affaires du Congrès sera d'au moins un tiers du nombre total de délégué.es inscrit.es au Congrès.

4. Procédures aux congrès

Les règles de procédures régissant le Congrès seront celles qui sont décrites à l'Annexe de ces statuts.

5. Autorité du Congrès

Le Congrès est l'autorité suprême du parti et est investi de l'autorité de dernière instance sur le plan fédéral en matière de politiques, de programmes et de statuts.

6. Délégations aux congrès

(a) Délégations admissibles et calcul des lettres de créance.

- i Un-e délégué-e pour l'affiliation au parti;

- ii Chaque délégué.e de congrès n'a droit qu'à un vote; et
- iii Afin de déterminer le nombre de lettres de créance auxquelles les associations de circonscription, les affilié.es et les organismes jeunesse ont droit, la représentation sera calculée selon le nombre de membres figurant à la liste de l'effectif à la fin de l'année d'adhésion précédente ou le nombre de membres en règle 120 jours avant la tenue du congrès, le plus grand nombre des deux étant retenu.

(b) Délégations des associations de circonscription

Chaque association de circonscription a droit à :

- i Un.e (1) délégué.e pour 50 membres du parti ou moins;
- ii Un.e (1) délégué.e supplémentaire pour chaque tranche supplémentaire de 50 membres du parti ou fraction majoritaire de ce nombre; et
- iii Une (1) lettre de créance supplémentaire réservée à un.e jeune délégué.e.

(c) Délégations affiliées

Chaque organisme affilié a droit à :

- i Un.e délégué.e pour l'affiliation au parti;
- ii Un.e délégué.e supplémentaire par tranche de 300 membres ou fraction majeure de 300 membres de l'organisation affiliée; et
- iii Aucun syndicat affilié (centrales et sections locales confondues) ne sera admissible pour avoir plus de 300 délégué-es au congrès. Ces délégué-es doivent être membres des organisations affiliées ou de l'organisation mère à laquelle appartient l'organisation affiliée. À aucun moment, un syndicat (affiliés et organisation nationale confondus) ne peut constituer une majorité de délégué-es à un congrès donné.

(b) Délégations jeunes

Chaque groupe, club universitaire, section provinciale ou territoriale des Jeunes néodémocrates reconnu par le parti fédéral a droit à :

- i Un.e (1) délégué.e pour 50 membres du parti ou moins;
- ii Un.e (1) délégué.e supplémentaire pour chaque tranche supplémentaire de 50 membres du parti ou fraction majoritaire de ce nombre jusqu'à concurrence de 200 membres; et
- iii Un.e (1) délégué.e supplémentaire pour chaque tranche supplémentaire de 100 membres du parti, ou fraction majoritaire de ce nombre.

(e) Délégations ayant droit à une lettre de créance

Les personnes suivantes ont droit à une lettre de créance :

- i Chaque ancien.ne chef du parti fédéral;
- ii Chaque membre du caucus fédéral;
- iii Chaque membre du Conseil;
- iv Le Congrès du travail du Canada a droit à quatre (4) lettres de créance;
- v Chaque organisme syndical fédéral comptant au moins un affilié au parti a droit à deux (2) lettres de créance;
- vi Chaque fédération syndicale provinciale et territoriale affiliée comptant au moins un affilié au parti a droit à deux (2) lettres de créance; et
- vii Chaque conseil syndical affilié comptant au moins une section locale affiliée au parti a droit à deux (2) lettres de créance.

7. Résolutions aux congrès

(a) Avis

Les résolutions doivent parvenir au siège social du parti au moins 60 jours avant le début du congrès.

(b) Soumission des résolutions

Les organismes et comités suivants ont le droit de soumettre des résolutions aux congrès :

- i Les associations de circonscription; fraction majeure de 300 membres de l'organisation affiliée;
- ii Les affiliés ou les groupes affiliés ou organismes ayant droit de représentation;
- iii Les partis provinciaux ou les sections provinciales;
- iv Lex Jeunes néo-démocrates du Canada;
- v Les sections provinciales des Jeunes néo-démocrates du Canada ou les groupes de jeunes reconnus par le parti fédéral;
- vi Le Conseil;
- vii Les conseils d'associations de circonscription;
- viii La Commission des femmes;
- ix La Commission autochtone;
- x Le Comité pour la justice raciale et l'équité;
- xi Le Comité des lesbiennes, des gays, des bisexuel.les et des personnes trans;
- xii Le Comité des personnes en situation de handicap; et
- xiii Les comités permanents tels qu'établis par le Conseil fédéral.

ARTICLE VI

LES DIRIGEANTES ET DIRIGEANTS

1. Composition

La direction du parti est composée des dirigeantes et dirigeants suivants :

- (a) Chef;
- (b) Présidence;
- (c) Vice-présidence;
- (d) Vice-présidence, mouvement syndical;
- (e) Trésorerie; et
- (f) Direction nationale.

2. Pouvoirs et responsabilités des dirigeantes et dirigeants

(a) Les dirigeantes et dirigeants sont responsables:

- i Des urgences survenant entre les réunions de l'Exécutif et du Conseil régulièrement prévues à l'horaire;
- ii De l'administration et des finances du parti; et
- iii De la préparation des ordres du jour de l'Exécutif et du Conseil.

(b) Les décisions prises par les dirigeantes et dirigeants sont sujettes à l'approbation de l'Exécutif ou du Conseil.

(c) Les dirigeantes et dirigeants doivent se réunir avant les réunions de l'Exécutif et du Conseil ou lorsque les circonstances l'exigent.

(d) Lors de toutes les réunions des dirigeantes et dirigeants, le quorum sera constitué de 50 % plus un du nombre total de membres de la direction siégeant.

3. Élections et nominations des dirigeantes et dirigeants

(a) Chef

- i La ou le chef sera élu par scrutin secret;
- ii Chaque membre a le droit de voter lors de la sélection de la chefferie;
- iii Les candidatures à la chefferie détenant le moins de votes seront retirées des tours de scrutin subséquents jusqu'à ce qu'une candidature reçoive 50 % plus un ou plus du total des voix exprimées à ce tour de scrutin. Il relèvera du Conseil fédéral de déterminer les autres lignes directrices relatives à la sélection de la chefferie;
- iv Si le poste de chef devient vacant à quelque moment que ce soit, le Conseil peut, en consultation avec le caucus parlementaire, nommer une chefferie intérimaire jusqu'à ce qu'une nouvelle personne soit élue chef; et
- v À chaque congrès qui n'est pas un congrès à la chefferie, un scrutin secret aura lieu afin de déterminer si une élection à la chefferie est nécessaire. Si plus de la moitié de la délégation appuie une élection à la chefferie, cette élection aura lieu dans l'année suivant le vote tenu au congrès.

(b) Présidence

Les délégué.es éliront la présidence lors des congrès.

(c) Vice-présidence

La personne élue à la vice-présidence doit appartenir à un groupe linguistique différent de celui de la personne élue à la présidence. Lorsque la personne élue à la présidence s'identifie comme anglophone, le caucus francophone devra nommer une personne à la vice-présidence, laquelle devra être ratifiée par le Congrès. Le caucus francophone se compose des délégué.es qui s'identifient comme francophones. Lorsque la personne élue à la présidence s'identifie comme francophone, la vice-présidence devra être élue par les délégué.es du Congrès.

(d) Vice-présidence, mouvement syndical

La vice-présidence représentera les affilié.es et le partenariat avec le mouvement syndical.

- i La vice-présidence, mouvement syndical, sera choisie par le caucus des délégué.es du mouvement syndical et sera ratifiée par le Congrès.

(e) Trésorerie

Les délégué.es élisent la trésorerie à chaque congrès

(f) Direction nationale

La personne titulaire du poste assume la direction générale du parti et est rémunérée selon le traitement déterminé par les dirigeantes et dirigeants.

- i La directrice ou le directeur national est nommé par les dirigeantes et dirigeants et ratifié par le Conseil.

(g) Entre les congrès, le Conseil doit pourvoir les postes vacants parmi les dirigeantes et dirigeants. L'Exécutif peut combler par intérim de telles vacances jusqu'à la prochaine réunion du Conseil.

(h) Le Congrès peut nommer une présidence émérite et une présidence honoraire qui sont d'office membres du Conseil et de l'Exécutif.

(i) La parité des genres doit être respectée lors de l'élection ou de la nomination des dirigeantes et dirigeants.

ARTICLE VII

L'EXÉCUTIF

1. L'Exécutif est chargé essentiellement de fixer les objectifs poursuivis par le parti. L'Exécutif constitue aussi le noyau du Comité de planification électorale. Il reçoit aussi des rapports de nature financière et administrative que préparent les dirigeantes et dirigeants du parti. En conséquence, l'Exécutif a le pouvoir de contracter, sous forme de crédit ou d'emprunt, les obligations qui sont nécessaires à la bonne gestion

des affaires du parti et des élections. Ces obligations doivent être signées par deux des dirigeantes ou dirigeants suivants : présidente ou président, secrétaire, trésorière ou trésorier, et tout autres dirigeante ou dirigeant que le Conseil pourrait habiliter à cette fin de temps à autre.

2. L'Exécutif peut aussi émettre des déclarations au nom du parti, sous réserve d'en faire rapport au Conseil et d'obtenir l'approbation de cette dernière instance.
3. L'Exécutif du parti est composé des dirigeantes et dirigeants, et :

(a) de onze (11) membres représentant les différentes régions.

Pour les besoins de représentation au sein de l'Exécutif et du Conseil, les régions sont définies de la façon suivante : la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec et les provinces de l'Atlantique ont chacune droit à deux (2) représentant.es, dont au moins une femme.

Les régions définies comme l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba ont chacune droit à un.e (1) représentant.e.

Chaque région doit élire ces représentant.es au moment d'une réunion de délégué.es de ladite région, et soumettre leurs noms à la ratification du Congrès.

(b) le caucus du nord devra élire une personne pour représenter la région à l'Exécutif lors de la réunion de son caucus régional composé de délégué.es au Congrès et soumettre le nom au Congrès pour ratification. Le caucus du nord au congrès sera composé de délégué.es du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.

(c) de deux(2)personnes représentant des organisations syndicales affiliées, dont l'élection par le caucus syndical a lieu au Congrès et doit être ratifiée par ce dernier. Au moins une de ces deux personnes doit être une femme.

(d) des présidences de la Commission des femmes, des Jeunes néo-démocrates du

Canada, du Comité pour la justice raciale et l'équité, de la Commission autochtone, du Comité des lesbiennes, des gais, des bisexuel.les et des personnes trans, du Comité des personnes en situation de handicap et d'une personne représentant le caucus fédéral - qui sont élu.es par leur caucus respectif lors du Congrès et dont la nomination doit être ratifiée par le Congrès.

4. L'Exécutif peut combler par intérim les vacances parmi les membres du Conseil.
5. L'Exécutif doit se réunir au moins trois fois par année. À chacune de ses réunions, dix de ses membres constituent le quorum. Un.e membre de l'Exécutif qui manque trois réunions consécutives sans justification valable cesse d'être membre de l'Exécutif.

ARTICLE VIII

LE CONSEIL

1. Composition

Le Conseil se compose :

(a) des dirigeantes et dirigeants;

(b) des membres de l'Exécutif;

(c) d'une ou un (1) représentant de chaque province et territoire; et

- i d'une ou un deuxième représentant pour chaque province ou territoire où il y a plus de 5 000 membres;
- ii d'une ou un troisième représentant pour chaque province ou territoire où il y a plus de 10 000 membres;
- iii d'une ou un quatrième représentant pour chaque province ou territoire où il y a plus de 15 000 membres; et
- iv d'une ou un cinquième représentant pour chaque province ou territoire où il y a plus de 25 000 membres.

La représentation des provinces ou territoires ayant droit à plus d'un.e délégué.e au Conseil

doit respecter la parité des genres. Les provinces ou territoires qui comptent un seul siège au Conseil doivent veiller à ce que la parité des genres soit respectée à l'intérieur de l'ensemble des représentations régionales.

(d) de deux membres de la direction de chaque parti ou section provinciale ou territoriale, dont au moins une femme nommée par l'exécutif ou le conseil de la section

(e) d'un maximum de trente (30) membres représentant des organismes syndicaux affiliés qui devront être élus par le caucus syndical pendant le congrès.

- i Chaque organisation syndicale nationale avec des affiliés au parti a droit à un·e représentant·e pour ses 10 000 premiers membres et à un·e représentant·e supplémentaire pour ses 20 000 seconds membres ou une fraction majeure de ce nombre;
- ii Aucune organisation nationale affiliée ne peut avoir plus de deux (2) représentants au Conseil; et
- iii Si plus de trente (30) personnes du mouvement syndical sont admissibles en vertu des modalités décrites dans la présente section, le caucus syndical du Congrès déterminera l'attribution de ces trente postes de la représentation syndicale.

(f) de deux (2) membres du caucus, dont au moins une femme

(g) de douze (12) représentantes régionales auprès de la Commission des femmes, qui seront élues par les déléguées de chaque caucus régional au Congrès et dont la nomination sera ratifiée par le Congrès

(h) de onze (11) représentant.es jeunes, sélectionné.es selon les modalités définies par les Jeunes néodémocrates du Canada. En tenant compte de la présidence des JNDC à l'Exécutif, au moins six des douze membres de la représentation doivent être des femmes.

(i) Une ou un (1) représentant.e de chaque commission ou comité suivant :

- La Commission autochtone;
- Le Comité des personnes en situation de handicap;
- Le Comité pour la justice raciale et l'équité; et
- Le Comité des lesbiennes, des gais, des bisexuel.les et des personnes trans;

qui doivent être élu.es par leur caucus respectif lors du Congrès et dont la nomination doit être ratifiée par ce dernier. Chacune de ces personnes doit être d'un genre différent de celui de la présidence de son comité ou de sa commission.

2. Pouvoirs et responsabilités :

Le Conseil est l'instance décisionnelle du parti entre les congrès. Les dirigeantes et dirigeants et de l'Exécutif relèvent du Conseil en ce qui a trait aux questions financières et administratives. Le Conseil est l'instance décisionnelle finale à l'égard de ces questions

Le Conseil :

(a) a pleins pouvoirs d'émettre au nom du parti des déclarations de nature politique et électorale qui sont conformes aux décisions du congrès, et de formuler des déclarations politiques qui sont compatibles avec la philosophie du parti au sujet de questions n'ayant pas fait l'objet de délibérations par le congrès.

(b) Avec l'approbation des deux tiers des membres présents et votant, peut élire au maximum trois personnes supplémentaires au poste de membre du Conseil. Au moins deux doivent être des femmes.

(c) Doit se réunir au moins deux fois par année sur convocation de l'Exécutif.

(d) Peut établir des comités ad hoc du parti pourvu que des objectifs clairs leur soient confiés et qu'une fois ces objectifs atteints, lesdits comités cessent d'exister.

(e) Le tiers au moins de ses membres constitue le quorum.

(f) Peut élire une personne remplaçante pour tout poste électif du Congrès qui devient vacant.

(g) Doit considérer qu'une ou un membre du Conseil qui s'est absenté pendant deux réunions successives, sans justification adéquate, est réputé avoir démissionné.

ARTICLE IX LES ASSOCIATIONS DE CIRCONSCRIPTION

1. Description

L'association de circonscription est le principal organisme par l'entremise duquel les membres du parti exercent leurs droits.

2. Conseil d'associations de circonscription

(a) Une fois reconnu par le Conseil, un regroupement provincial ou régional d'associations de circonscription est formellement connu sous l'appellation « Conseil des associations de circonscription ».

(b) L'objectif d'un Conseil d'associations de circonscription est :

- i d'offrir aux associations la possibilité de collaborer, de planifier et de partager l'information entre elles;
- ii d'appuyer les efforts des associations au chapitre de la communication, de l'organisation, de la collecte de fonds, de l'élaboration de politiques et de la recherche de candidatures;
- iii d'offrir des conseils au parti sur des questions organisationnelles et d'ordre stratégique; et
- iv d'élire des délégués à différents postes sur le Conseil.

(c) Sur approbation du Conseil, chaque Conseil d'associations de circonscription doit gérer ses affaires par le biais de sa propre structure de représentation et ses propres règlements.

(d) Chaque Conseil d'associations de circonscription doit se réunir au moins une fois par année.

ARTICLE X LES COMMISSIONS

Des commissions peuvent être établies au sein du NPD. Une commission est un organisme formel, interne au parti, qui regroupe des membres selon leur identité ou autour d'un enjeu politique précis. Peut élire une personne remplaçante pour tout poste électif du Congrès qui devient vacant.

(a) Une commission a des objectifs clairement énoncés qui peuvent comprendre :

- i être un forum de partage d'informations et d'actions entre ses membres;
- ii établir des relations avec des gens ou des groupes extérieurs au parti dans l'intention, notamment, de recruter des membres ou des candidatures pour le parti; et
- iii contribuer à l'élaboration des politiques dans leur domaine d'intérêt.

(b) Afin de porter le titre de « commission » du Nouveau Parti démocratique, un tel organisme doit être formellement reconnu par le Conseil fédéral du parti. Il doit, entre autres, établir un exécutif fonctionnel. Il doit aussi déposer auprès de l'Exécutif du parti un plan d'action annuel et un rapport annuel de ses activités.

(c) Si une commission est créée à partir d'un comité existant (incluant les commissions d'équité), la commission remplace alors le comité pertinent, notamment son droit de représentation et de soumission de résolutions compris dans les présents statuts.

ARTICLE XI**LES JEUNES NÉO-DÉMOCRATES**

1. Il sera constitué au sein du NPD du Canada une section autonome de jeunes dont le nom est les Jeunes néo-démocrates du Canada (JNDC) et dont les statuts ne doivent pas entrer en conflit avec ceux du parti fédéral.
2. Un parti provincial doit, lorsqu'à son avis il existe suffisamment d'intérêt, accréditer une section provinciale de jeunes qui sera désignée Jeunes néo-démocrates et assujettie aux dispositions de l'article XII.
3. Chaque section provinciale des jeunes accréditée est entièrement autonome quant à ses statuts et son programme, pourvu que ses statuts et son programme n'entrent pas en conflit avec ceux du parti fédéral ou du parti provincial.
4. Si un parti provincial ou territorial n'a pas créé de section accréditée de Jeunes néo-démocrates, les JNDC peuvent former un club de jeunes à charte fédérale. Afin d'être admissible à envoyer une délégation de membres aux congrès fédéraux, un club doit aussi répondre aux exigences suivantes, à la satisfaction du Conseil fédéral :

(a) l'adhésion au club doit être ouverte aux jeunes membres en règle selon les statuts de la province ou du territoire concerné;

(b) la demande de création d'un club doit être faite ou renouvelée tous les deux ans et doit inclure, en plus de la demande, une liste à jour des membres d'au moins 15 jeunes membres, une liste de l'exécutif du club et une copie des règlements du club;

(c) une demande de création d'un club doit être accompagnée d'une recommandation des JNDC; et

(d) il ne peut y avoir qu'un seul club de jeunes à charte fédérale par province ou territoire.

5. Les Jeunes néo-démocrates du Canada peuvent accorder une charte à des Clubs campus. Pour pouvoir envoyer une délégation de membres aux congrès fédéraux, un Club

campus devra aussi se conformer aux clauses suivantes à la satisfaction du Conseil fédéral :

(a) l'adhésion à un Club campus doit être ouverte aux jeunes membres en règle tel que défini par les statuts de leur parti ou section provinciale ou territoriale;

(b) la demande pour une charte doit être faite ou renouvelée tous les deux ans et doit inclure une liste de membres à jour d'au moins 15 jeunes, une liste de l'exécutif du club et un exemplaire des règlements du club;

(c) les demandes pour une charte doivent être accompagnées d'une recommandation des JNDC;

(d) il ne peut y avoir qu'un seul Club campus du parti fédéral par campus; et

(e) on entend par campus tout établissement d'enseignement secondaire ou post secondaire.

ARTICLE XII**LES PARTIS PROVINCIAUX**

1. Chaque province du Canada aura un parti provincial entièrement autonome pourvu que ses statuts et ses principes n'entrent pas en conflit avec ceux du parti fédéral.
2. S'il survient un différend quant à savoir si une organisation quelconque est ou non un parti provincial en règle, le Conseil fédéral du parti est investi du pouvoir de décider si une organisation continue ou non d'être un parti provincial, sous réserve d'un appel au congrès.

ARTICLE XIII**QUÉBEC**

1. Il existe une section québécoise du parti fédéral appelée le Nouveau Parti démocratique du Canada (Québec) qui poursuit les activités de compétence fédérale du Nouveau Parti démocratique au Québec
2. Il peut exister un parti provincial autonome oeuvrant sur la scène électorale provinciale appelé Nouveau parti démocratique du Québec. Les activités du NPD-Québec doivent être conformes aux principes sociaux-démocrates du Nouveau Parti démocratique du Canada tels qu'énoncés dans le préambule des présents statuts, et sauf indication contraire, le NPD-Québec sera régi seulement par l'Article XIII.
3. **(a)** Le NPD du Canada (Québec) exerce l'autorité en matière de questions fédérales au Québec, conformément aux statuts approuvés par le Conseil fédéral.

(b) Mis à part les cas où une question de responsabilité ou d'autorité est traitée spécifiquement dans les statuts du NPD du Canada (Québec), les statuts du parti fédéral s'appliquent au NPD du Canada (Québec), donc, là où les statuts font référence à un « parti provincial » ou à une « section provinciale », au Québec, cette référence signifie NPD du Canada (Québec), à l'exception de l'Article XIII qui s'applique à la fois au NPD du Canada (Québec) et au NPD-Québec

(c) Membres individuel.les : toute personne résidant au Québec peut devenir membre du parti fédéral, sur une base individuelle, sans distinction de couleur, de religion, de genre ou d'origine ethnique, si elle s'engage à accepter et respecter les statuts et les principes du parti fédéral et elle n'est ni membre ni sympathisante d'un autre parti politique fédéral.

ARTICLE XIV**DISCIPLINE**

1. Les partis provinciaux sont chargés de voir à la discipline des membres individuel.les et des membres affilié.es du parti, y compris les membres Jeunes Néo-démocrates, conformément aux dispositions des statuts provinciaux pertinents.
2. Le Conseil du parti fédéral est chargé de voir à la discipline des organisations affiliées en vertu de l'article III, paragraphe 2.

ARTICLE XV**CANDIDATURES**

1. Le Conseil fédéral doit établir des règles et des procédures pour l'investiture de candidates et de candidats fédéraux.
2. Le Conseil fédéral doit revoir ces règles après chaque élection générale.

ARTICLE XVI**AMENDEMENTS**

Les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux tiers des délégué.es présent.es et votant à un congrès.

ANNEXE**RÈGLES DE PROCÉDURE
POUR LES PLÉNIÈRES**

(Voir Article V, paragraphe 4)

1. La présidence ou l'une des vice-présidences du parti assumera la présidence de la séance à l'heure prévue, à tous les congrès réguliers ou extraordinaires. La présidence ou l'une des vice-présidences du parti, ou une présidence du congrès choisie par ce dernier, assumera la présidence des séances plénières.
2. Si une personne déléguée désire prendre la parole, elle doit s'avancer vers l'un des microphones installés à cette fin. Dès que la présidence d'assemblée lui donne la parole, elle doit décliner son nom et celui de la circonscription ou de l'organisation qu'elle représente; elle doit s'en tenir à la question à l'étude.
3. Les discours ne doivent pas durer plus de trois minutes, exception faite de la présentation par la personne porte-parole d'un comité du rapport de ce comité.
4. Une ou un délégué ne doit pas parler plus d'une fois sur une motion, exception faite de la personne porte-parole d'un comité qui a présenté un rapport, laquelle peut aussi conclure le débat.
5. Une ou un délégué ne doit pas interrompre un.e autre, sauf pour invoquer le règlement.
6. Si un appel au règlement est invoqué contre un.e délégué.e, celui ou celle-ci doit céder la parole jusqu'à ce que la question de règlement ait été tranchée.
7. Deux délégué.es peuvent en appeler de la décision de la présidence d'assemblée. L'un.e des deux peut exposer les motifs de l'appel. Lorsqu'on fait appel d'une décision de la présidence d'assemblée, celle-ci doit quitter le fauteuil jusqu'à ce que la question soit tranchée. La question ne doit pas donner lieu à un débat, mais la présidence peut expliquer les motifs de sa décision. La présidence suppléante met alors la question aux voix de la façon suivante : « La décision de la présidence doit-elle être maintenue »?
8. Les décisions doivent se prendre par un vote à mains levées, ou par un vote debout. Lorsque le résultat du vote n'est pas clair, un vote debout doit être pris et compté si l'assemblée le demande.
9. La présidence d'assemblée ne participe pas au vote sauf en cas d'égalité, elle a alors un vote prépondérant.
10. Lorsqu'on pose la question préalable, aucune des deux motions ne peut être débattue ni modifiée. Si une majorité des délégué.es votant décide que « la question soit mise aux voix dès maintenant », la motion originale doit être mise aux voix sans débat. Si la motion portant mise aux voix est rejetée, la discussion continue sur la motion originale. Si la présidence d'assemblée est d'avis qu'une question a été suffisamment débattue, elle peut admettre une motion portant mise aux voix proposée par l'assemblée sans que la ou le délégué qui la propose ait à s'avancer à un microphone comme prévu à la règle 2.
11. Les rapports des groupes de discussion ne sont pas susceptibles d'amendement par l'assemblée. Les groupes doivent faire rapport des résolutions à la plénière par ordre numérique dans l'ordre de catégorie suivant : celles adoptées par le groupe de discussion, celles mises en dépôt par le groupe, celles rejetées par le groupe et celles n'ayant pas été proposées par le groupe. Cependant, un.e délégué.e peut déposer une motion portant renvoi d'une résolution au comité des résolutions avec instructions, et si cette motion est appuyée par un vote majoritaire, le Comité des résolutions reconsidérera ses instructions. Après ces dites considérations, le comité des résolutions ramènera les résolutions à la plénière avec sa recommandation.
12. Les rapports des comités ne sont pas susceptibles d'amendement par l'assemblée, mais une motion portant renvoi d'un rapport, ou d'une section d'un rapport, au comité pour reconsidération à la lumière des délibérations à son égard ou pour reconsidération d'un sujet particulier qui figure à la motion portant renvoi est conforme au règlement. Une motion portant renvoi n'admet pas de débat à moins qu'elle soulève un sujet particulier et dans un tel cas le débat doit s'en tenir à ce sujet.

13. Un.e délégué.e ne peut pas présenter une motion de renvoi après avoir parlé sur la question à l'étude.
14. Une motion peut être reconsidérée pourvu que celui qui propose la reconsidération ait voté avec la majorité, qu'un avis de motion soit donné pour reconsidération à la prochaine séance plénière et que ladite motion portant reconsidération soit appuyée par les deux tiers de la délégation présente et votante.
15. L'horaire d'un congrès doit être déterminé lors de la première séance plénière. Toute modification de cet horaire ne peut être effectuée qu'en vertu de la règle 17.
16. Pour toute question non prévue par les présentes règles, les Roberts' Rules of Order font autorité.
17. On peut, avec le consentement unanime, suspendre l'application des règles ci-dessus, ou on peut les modifier pour la durée du congrès lors duquel l'amendement est proposé en vertu d'une majorité des voix exprimées en faveur d'une motion portant modification qui a fait l'objet d'un préavis d'un jour.
18. Toutes les affaires du Congrès à terminer doivent être portées devant le Conseil.

RÈGLES DE PROCÉDURE RÉGISSANT LES SÉANCES SPÉCIALES ET DE COMITÉ

Les règles ci-dessus, modifiées en fonction des circonstances, s'appliquent aux délibérations des séances spéciales ou de comité sauf que les participants aux séances spéciales ou de comité peuvent limiter la durée des discours faits au cours des séances spéciales et de comité selon ce qu'ils jugent à propos.



Part 5 – Additional Information

APPENDIX B

Constitutions of Provincial NDP

Constitution of the Alberta New Democratic Party



Constitution of the Alberta New Democratic Party

Article I - Name and Purpose

1.01 The name of the organization is the Alberta New Democratic Party, hereinafter referred to as “the Party”.

1.02 The Party shall constitute a section of the New Democratic Party of Canada.

1.03 The purpose of the Party is to promote the principles of democratic socialism in Alberta and to establish and maintain a democratic socialist government in Alberta through the electoral process.

1.04 The Party shall be controlled and directed by its members.

1.05 In any matter not dealt with by this Constitution, the Constitution of the New Democratic Party of Canada shall prevail.

Article II - Membership

2.01 Every resident of Alberta who is 14 years of age or older and agrees to abide by the Constitution and principles of the Party, and who is not a member or supporter of another political party, shall be eligible to apply for membership in the Party.

2.02 Application for membership with the required membership fee must be sent to the Provincial Secretary, who shall accept or reject the application.

2.03 Should an application be rejected by the Provincial Secretary, the applicant shall be entitled to appeal the decision to the President. Such an appeal shall be filed in writing no later than fourteen days following notification of the Provincial Secretary's rejection. The decision of the President shall be final.

2.04 No application for membership from an individual denied membership as set out in Articles 2.02 and 2.03 shall be entertained for a period of one year.

2.05 The membership year shall commence on January 1 and end on December 31.

2.06 (a) Each membership approved on or after Sept. 1 in any year shall be deemed to be a valid membership in the final four months of the year in which it is bought and for the whole of the following membership year.

(i) Any donation to the Alberta NDP over \$10.00 in the year(s) following the purchase of an approved Alberta NDP membership shall be deemed to be a valid membership renewal for that calendar year.

(b) A member in good standing shall be defined as a person with a valid membership. Being expelled or placed under suspension by order of Council negates good standing.

2.07 Only members in good standing shall have the following rights:

(a) to be elected to the Party Executive;

(b) to be elected as a member of the executive of a Constituency Association;

(c) to be elected as a delegate to any New Democratic Convention or Council meeting;

(d) to vote at a nomination meeting in their constituency of residence, providing their membership has been valid for 14 days prior to the meeting;

(e) to be a member of the Constituency Association in the constituency of residence, subject to section 10.04;

(f) to speak freely and openly and to vote at the general meeting of the appropriate Constituency Association and other New Democratic clubs and organizations of which they are a member.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

2.08 The membership fees shall be established by resolution of either Provincial Council or Provincial Convention.

2.09 Fees, dues and donations are payable to the Alberta New Democratic Party.

2.10 Honorary life membership may be granted by the Provincial Convention upon recommendation by the Provincial Executive. The number of honorary life memberships granted in any year shall not exceed ten. An honorary life member shall be an individual member of the Party without payment of fee.

2.11 Affiliation

(a) Affiliated membership shall be open to any groups and/or organizations which, by official act, undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party, and are not members and/or supporters of any other political party.

(b) Application for affiliation membership may be accepted from:

(i) a provincial or regional organization in Alberta;

(ii) the provincial or regional section of an international or national organization with members in Alberta;

(iii) a local group or organization, with members in Alberta;

(c) Applications for Affiliation shall be sent to the Provincial Secretary who shall accept or reject same in similar fashion as described in Article 2.02.

Article III - Provincial Convention

3.01 The Provincial Convention is the ultimate governing body of the Party.

3.02 The party shall meet in Provincial Convention at least once every other calendar year and at a time and place determined by the Provincial Council. Provincial Council shall have the authority to postpone the Convention if the original date set for Convention falls within an election period. Should the new date for convention fall within the following year, it shall be deemed to be the Convention for that following year, unless Provincial Council decides otherwise.

3.03 At least one hundred and twenty (120) days' notice of the date and place of a Provincial Convention shall be given to each provincial constituency association and group or organization eligible for representation.

3.04 Resolutions for submission to a Provincial Convention must be received by the Provincial Secretary not later than ninety (90) calendar days prior to the convention date. All resolutions shall be submitted to the Policy Development Committee for review, and this committee shall be authorized to place before the Convention a proposed compilation of two or more similar resolutions.

3.05 (a) The Provincial Council may, by a two-thirds majority vote, call a Special Provincial Convention; and

(b) shall do so within sixty (60) days if requested by two thirds of the constituency associations, representing at least 50 per cent of the provincial membership.

3.06 (a) Thirty (30) days written notice of such a Special Convention shall be given by the Provincial Secretary to those eligible for representation.

(b) Resolutions for a Special Provincial Convention shall be submitted to the Provincial Secretary not later than ten (10) days before the date of the Special Provincial Convention.

3.07 Resolutions may be submitted by:

(a) a provincial Constituency Association;

(b) any organization affiliated with the New Democratic Party of Canada and eligible for representation at a Provincial Convention;

(c) the Provincial Council and its policy committees, including the Policy Development Committee;

(d) the Provincial Executive;

Constitution of the Alberta New Democratic Party

- (e) a Caucus of the Party
- (f) special Committees of Convention;
- (g) a Federal Electoral District Association.

3.08 Resolutions and reports as per Article 5.01 shall be made available to all bodies entitled to representation not less than 30 days prior to the Convention date.

3.09 The Policy Development Committee shall have full authority to order the resolutions received, as set out in Article 3.04. The order of resolutions shall be placed before the Convention, and voted on at that point. If the order is passed, it shall not be amended for the duration of the Convention.

3.10 Where there is a conflict between two or more policies adopted by the Alberta New Democrats in Convention, that policy last adopted shall prevail and all policies inconsistent with it shall, to the extent of the inconsistency, be deemed to have been repealed at the time of the adoption of the prevailing policy.

3.11 An emergency resolution shall be defined as a resolution of an urgent and pressing nature on an issue which emerges after the Convention resolution deadline. An emergency resolution may be submitted to the Policy Development Committee no later than 24 hours before the time set on the agenda for emergency resolutions. The Policy Development Committee shall rule on whether the resolution is an emergency resolution and only those resolutions deemed emergency resolutions may be placed before the Convention.

3.12 A Provincial Convention of the Party shall be governed by the Rules of Order appended here as Appendix A, and in all matters not here ordered, by Robert's Rules of Order.

Article IV - Representation at Provincial Conventions

4.01 Every delegate to a Provincial Convention shall be an individual member in good standing of the Party.

4.02 The delegates shall be:

- (a) all members of the Provincial Executive and Council;
- (b) all members of the Council of the New Democratic Party (of Canada) residing in Alberta;
- (c) all members of the Party Caucus in the Alberta Legislative Assembly;
- (d) all members of the Party Caucus in the Federal Parliament representing Alberta electoral districts;
- (e) from each provincial Constituency Association, six from the first fifty members, and six from each subsequent fifty members or major portion thereof, with a minimum of six;
- (f) members of the party from each of the following affiliated organizations:
 - (i) four (4) Delegates from the Alberta Federation of Labour;
 - (ii) four (4) Delegates from each provincial or regional organization with members in Alberta;
 - (iii) four (4) Delegates from each provincial or regional section of an international or national organization with members in Alberta;
 - (iv) four (4) Delegates from each local group or organization with members in Alberta;
- (g) fifteen (15) Delegates from each Caucus of the party;
- (h) from each Federal Electoral District Association, six (6) members;
- (i) all honorary life members.

4.03 Provincial Constituency Associations, federal Electoral District Associations, affiliated organizations, central bodies composed of affiliated organizations, and the New Democratic Youth of Alberta shall be encouraged to pay due regard to gender diversity in the selection of delegates to Provincial Convention.

4.04 Each Delegate to a Provincial Convention shall only have one vote.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

4.05 At any Convention, one-third of the registered delegates shall constitute a quorum.

4.06 Each body eligible for representation at Provincial Convention shall also be entitled to send a number of alternate delegates to Convention equal to the number of full delegates registered as representing that body. Alternate delegates shall have voice but no vote. If a full delegate is unable to continue representing their body for whatever reason, that body may appoint one of its alternate delegates to take their place as a full voting delegate. Alternate delegates shall be members in good standing.

4.07 Anyone may register as an observer at Provincial Convention. Observers shall have neither voice nor vote.

4.08 Fees for delegates, alternates and observers are to be set by Provincial Council.

Article V - Business at Regular Provincial Conventions

5.01 The business of the regular Provincial Convention shall include:

- (a) to receive and pass upon the Reports of
 - (i) the Provincial President;
 - (ii) the Provincial Leader;
 - (iii) the Provincial Treasurer, including the audited financial report;
 - (iv) the Provincial Secretary;
 - (v) the Caucuses of the Party;
 - (vi) the Alberta representatives on the Federal Council of the New Democratic Party (of Canada);
 - (vii) the Party caucus in the Alberta Legislative Assembly;
- (b) to consider and pass upon:
 - (i) proposed amendments and additions to the Constitution;
 - (ii) proposed amendments and additions to the policies of the Party;
 - (iii) other resolutions pertaining to the Party;
- (c) to elect the executive of the Party.

Article VI - Provincial Executive

6.01 The Provincial Executive Officers are:

- (a) The Leader, who shall have voice and vote at all executive meetings and shall be elected by all members of the Party in good standing, according to the following rules:
 - (i) The ballots cast by Party members shall be weighted to a total of at least 75% of the votes counted in a leadership election, with the balance of up to 25% of the votes being allocated among the affiliated members. The Provincial Council shall determine the exact percentage to be allocated to affiliates, based on the number of affiliated organizations at the time that the Leadership election is called.
 - (ii) The election of Leader shall be conducted by secret ballot, using mail-in ballots and Internet voting. Candidates for the leadership with the fewest number of weighted votes will drop off the ballot in subsequent rounds until one candidate receives 50% plus one or more of the total weighted votes cast in that round. Other leadership selection guidelines, such as the closing date for nominations will be determined by Provincial Council.
 - (iii) Should the position of Leader become vacant at any point, the Provincial Council may, in consultation with the Legislative Caucus, appoint a Leader for the interim period until a new Leader has been elected.
 - (iv) At the convention following a provincial election, there shall be an automatic leadership review by a secret ballot vote of all delegates. If 50% plus one of the delegates supports the calling of a leadership election, such an election will be held within one year of the convention vote.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

- (v) A vote on a leadership review shall be held at Provincial Convention if at least 20 constituency associations agree to bring a resolution to convention calling for such a review. If 50% plus one of the delegates supports the calling of a leadership election, such an election will be held within one year of the convention vote.
- (b) The following Table Officers elected by Provincial Convention, and having voice and vote at all executive meetings, at least 50% of whom shall be women:
 - (i) the President;
 - (ii) the Treasurer;
 - (iii) the First Vice-President;
 - (iv) the Second Vice-President;
 - (v) two Labour Vice Presidents to be elected by the Labour Caucus and ratified by Provincial Convention.
- (c) To be eligible to be an Officer, a person must:
 - (i) be a member in good standing with the Party;
 - (ii) be nominated by at least two members in good standing with the Party;
 - (iii) have informed the Provincial Secretary of their intent to run for the position no later than twenty-one (21) days prior to Provincial Convention;
 - (iv) be willing, for information purposes only, to consent to a vetting process as established by Provincial Council.
- (d) The following executive members elected by Provincial Convention, and having voice and vote at all Executive meetings:
 - (i) ten General Vice-Presidents, two (at least one of which shall be a woman) from each region as follows: Southern Alberta, Central Alberta, Northern Alberta, Calgary, Edmonton.
 - (ii) one Past President, who shall be the person who filled the position of President in the immediately previous term, provided that person does not hold another executive position independent of this role; and
 - (iii) one representative of each Caucus of the Party, to be selected by the Caucus they represent.
- (e) And, having voice but no vote:
 - (i) a representative of the Party Caucus in the Alberta Legislature, as determined by the legislative caucus;
 - (ii) all members of the Council of the New Democratic Party (of Canada) residing in Alberta;

6.02 There shall be gender parity within each of the multiple positions elected by Convention; gender parity shall be defined as at least 50% of positions being held by those identifying as female where there is an even number of officers, and a difference of only one between the representation of those not identifying as female and any other genders where there is an odd number of officers.

6.03 The Provincial Council shall establish the membership and structure of an Executive Candidates Search Committee no less than one hundred twenty (120) days prior to each Provincial Convention.

6.04 The Provincial Secretary shall be the chief administrative officer and chief financial officer of the Party and shall be appointed by the Provincial Executive on recommendation of the Table Officers.

6.05 Vacancies in the Provincial Executive shall be filled in the following manner:

- (a) Should the position of Leader become vacant between Conventions, the Provincial Council may, after consultation with the Caucus in the Legislative Assembly, appoint an Acting Leader to serve until such time as a Convention for the purpose of electing a new Leader can be convened. Such a convention shall be called at the earliest possible opportunity.
- (b) Should the Presidency or First Vice-Presidency fall vacant between Conventions, the post shall be filled by the First or Second Vice-President, respectively.
- (c) Should the position of Second Vice-President, Treasurer, or General Vice President fall vacant between Conventions, the position shall be filled by election at the next meeting of the Provincial Council, subject to Article 6.01.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

6.06 The Executive shall consist of the Provincial Executive Officers.

6.07 The Executive shall conduct and administer the affairs and business of the Party between Provincial Council meetings.

6.08 The Table Officers of the Party (Leader, President, 1st and 2nd Vice Presidents, the Treasurer and the Labour Vice-Presidents) shall form the Administration Committee, and shall administer the affairs of the Party between executive meetings, subject to direction and review of the Provincial Executive.

6.09 (a) At all meetings of the Executive, ten voting members shall constitute a quorum.
 (b) If a Table Officer, other than the Leader, misses two consecutive Executive meetings without good and sufficient cause the position shall be declared vacant.

Article VII - Provincial Council

7.01 The Provincial Council shall consist of:

- (a) the Provincial Executive;
- (b) two (2) members to be elected from the Party Caucus in the Legislative Assembly of Alberta;
- (c) one (1) member elected by those members of the Party caucus in the House of Commons representing Alberta Electoral Districts.
- (d) three (3) members elected from each provincial Constituency Association;
- (e) one (1) member elected from each Federal Electoral District Association within the Province of Alberta.
- (f) the members of the Federal Council residing in Alberta;
- (g) five (5) members from each caucus of the Party;
- (h) two (2) members of the Alberta Federation of Labour; and
- (i) one (1) member from each of the affiliates in Alberta.

7.02 Provincial Council shall meet at least twice a year at the call of the Executive.

7.03 Provincial Council shall be the governing body of the Party in Alberta between Provincial Conventions. It shall have the full authority to issue policy and election statements regarding provincial matters in the name of the Party, consistent with the decisions of the Provincial Convention. A motion must be moved and passed at convention to send all, or some, outstanding resolutions to Provincial Council (with the exception of constitutional amendments). Before convention is adjourned, the Chair shall ask for motions from the floor to send all or specific outstanding resolutions to Provincial Council.

7.04 Policy resolutions to be debated at Provincial Council shall be submitted in writing to all members of Provincial Council not less than 30 days prior to each meeting of Provincial Council.

7.05 At all meetings of the Provincial Council, one-third of the registered members shall constitute a quorum, with a minimum of 20 registered members.

Article VIII - Caucuses of the Party

8.01 (a) The purpose of the caucuses is to be a vehicle for like-minded individuals to discuss, debate and promote their area of interest.
 (b) The current Caucuses of the Party are:

- (i) New Democratic Youth of Alberta
- (ii) Women's
- (iii) Indigenous Peoples
- (iv) Environment

Constitution of the Alberta New Democratic Party

- (v) Gender and Sexual Diversity
- (vi) Rural
- (vii) Labour
- (viii) Race Equity
- (ix) disAbility Caucus

8.02 Any group of members within the party which shares a clearly identifiable community of interest may place before the Provincial Convention a proposal that it be constituted as a Caucus.

- 8.03 (a) Provincial Convention may, by a 2/3 majority, vote in favour on a motion moved for this purpose by the Provincial Executive, to approve the constitution of the group as a Caucus.
 (b) Any group applying for status as a Caucus of the Party, shall as a condition of its application, set out in its proposal to Provincial Convention:
- (i) the nature of its identifiable community of interest, and
 - (ii) the qualifications for membership in the Caucus.

8.04 Any Caucus constituted pursuant to this Article shall enjoy the same rights, privileges and responsibilities accorded all other Caucuses by this Constitution and this Article.

8.05 The Caucuses of the party shall be fully autonomous as to their Constitution and program, provided that such are not in conflict with the policies and Constitution of the Party.

8.06 Membership shall be open to any Alberta resident who is a member of the Party and who qualifies as a member according to the Constitution of that Caucus.

8.07 The Caucuses of the Party shall file with the Provincial Secretary a copy of their Constitution and all amendments or additions thereto.

8.08 In all matters of discipline, the Constitution of the Party shall apply.

Article IX - Federal Electoral District Associations

9.01 In all matters in which the Federal Constitution is silent, Federal Electoral District Associations shall conduct themselves according to the provisions of this Constitution governing Provincial Constituency Associations.

Article X - Provincial Constituency Associations

10.01 In every provincial constituency there shall be a Provincial Constituency Association.

10.02 All officers of Constituency Associations shall be individual members in good standing of the party.

10.03 All individual members of the Party in good standing who reside within the boundaries of that provincial electoral district shall be members of that Provincial Constituency Association, except as provided for in Section 10.04.

10.04 Provincial constituency associations may admit to membership a member of the Party in good standing who does not reside in their constituency. The Constituency Executive shall then notify the Provincial Executive and the Constituency Executive of the member's residence of a transfer of membership. Such transfer entitles the transferred member to all rights and privileges of membership in the constituency association to which that member has transferred with the exception of the right to vote for the nomination of that constituency's candidate for election to the Alberta Legislative Assembly. Such a transferred member ceases to be a member of the Constituency Association of the constituency in which that member resides.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

Article XI - Provincial Constituency Association Bylaws

11.01 All Provincial Constituency Associations shall adopt and abide by the bylaws which are appended as Appendix B to the Constitution.

Article XII – Nomination Contests

12.01 Nomination meetings shall be governed by the rules in place as per Appendix B.

12.02 If a constituency has not held a nomination meeting by the campaign period, or a candidate resigns, the Table Officers may waive notification requirements laid out in Appendix B to ensure a candidate is placed by the close of nominations with Elections Alberta.

12.03 The Table Officers shall create a policy for approval by Provincial Council preceding each general election to ensure that at least 50% of all nominated candidates identify as women and that other equity seeking groups are appropriately represented.

- (a) The goal of this policy shall be gender parity in the Legislative Caucus with appropriate representation of other equity seeking groups.
- (b) The Table Officers may waive this policy if a candidate resigns in the campaign period and before the close of nominations with Elections Alberta.
- (c) The policy may allow the Table Officers to deem a non-equity candidate ineligible to contest a nomination if their nomination would result in the party not meeting its equity requirements.
- (d) The Table Officers will report on the policy to provincial council following each provincial election.

Article XIII - Local Organizations

13.01 Six or more members in any locality, or two constituency associations with the approval of the Provincial Executive, may form themselves into a New Democratic Party Club for social, educational and political purposes; holding meetings, electing officers and raising for themselves the necessary funds to carry on such activities, provided that for the purpose of election campaigns, members of all clubs in the provincial constituencies shall act through their constituency organizations.

13.02 Every club formed as per Article 12.01 shall forward its name, the names of its officers and copies of its by-laws, if any, to the Provincial Constituency Secretary and Provincial Secretary of the Party. All club by-laws, and all amendments, must have the approval of the Provincial Executive, and no by-laws, or amendments, shall be valid without such approval.

Article XIV - Financial Accounts

14.01 The Provincial Executive shall cause true accounts to be kept of the sums of money received and expended by the Party, all matters in respect of which receipts and expenditures take place and of the assets and liabilities of the Party.

14.02 The Provincial Executive shall appoint an Auditor of the Party who is not a member of the Executive, who shall make an audit of the books and accounts of the Party each fiscal year and report to the Convention, in accordance with the Elections Act.

Article XV - Accountability of New Democrat MLAs & Elected Officials

15.01 Any elected officer or Official of the Party who crosses a picket line will be subject to censure at the next Provincial Council meeting following the incident.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

Article XVI - Discipline

16.01 Each member of the Party, including candidates for, and holders of, public office has sworn an oath or affirmed, that they will accept and abide by the Constitution, principles and practices of the Alberta New Democratic Party; breach of this sworn oath or affirmation is a violation of the Constitution.

16.02 A complaint may be lodged with the Provincial President and any member or constituted body of the Party alleging:

- (a) violation of the Constitution;
- (b) conduct which would serve to bring the Party or one of its constituted bodies into disrepute; or
- (c) a statement or action resulting in severe and evident injustice to a member or constituted body of the Party.

16.03 Satisfaction must first have been sought under existing Party procedures, including the anti-harassment policy, and rules of the appropriate organizations before a complaint will be received by the President.

16.04 A complaint must be in writing and must set out the details of the action or statement which gave rise to the complaint and must state the remedy sought and such evidence as may be pertinent.

16.05 Unless the President is personally affected by the complaint, the President shall endeavour to achieve an amicable settlement of the complaint. If no settlement can be achieved, the President shall refer the complaint to Provincial Council for resolution unless the President determines that the complaint is without merit. If the President is personally affected by the complaint, the Executive shall appoint one of its members to act in the President's place.

16.06 If the complaint is referred to Provincial Council, the Provincial Secretary shall serve by registered mail copies of the complaint to those against whom the complaint has been made at least fourteen (14) days prior to the next Provincial Council. The notice shall state the time and place that the complaint will be heard and a time for a hearing established.

16.07 At the next meeting of the Provincial Council, a hearing into the complaint shall be held to determine the merits of the complaint and the penalty to be imposed, if any. Both the Complainant and the person(s) against whom the complaint has been lodged shall be entitled to be present, to present evidence and argument and to be represented by a person of their choosing.

16.08 The Provincial Council may dismiss the complaint, reprimand the person(s) involved, suspend or expel the person(s) against whom the complaint has been lodged, or impose any other penalty (including fines) that it deems fit. The decision of the Council shall be mailed to the parties involved within fourteen (14) days of the hearing date.

16.09 Any person disciplined under 15.08 shall have the right to appeal to the next Provincial Convention; however, any penalty imposed by Council shall stand until overruled by such Convention.

Article XVII - Financial Year

17.01 The financial year shall end on December 31.

Article XVIII - Amendments

18.01 This Constitution may be amended by a two-thirds majority of all delegates present and voting at any Provincial Convention.

18.02 The Provincial Secretary of the Party shall maintain a copy of this Constitution and may correct spelling and renumber as required following final ratification of the Constitution at Provincial

Constitution of the Alberta New Democratic Party

Convention.

APPENDIX A

RULES OF ORDER

1. The President or Convention Chairperson or an officer designated by one of them or chosen by the Convention shall occupy the Chair and preside over the sittings of a Convention.
 - 1.1 When putting forward a motion submitted in accordance with Article 3.07, such motion being put forward by the appropriate policy committee struck by the Provincial Council,
 - (a) where the policy committee does not oppose the motion, the person speaking on the committee's behalf shall move the motion on behalf of its sponsor and the chair shall call for a seconder from the floor whereupon, if the motion is seconded from the floor, the chair shall call for a speaker associated with the submitting body to put the case for the motion, and
 - (b) where the policy committee opposes the motion, the person speaking on the committee's behalf shall declare that the committee opposes the motion and the chair shall call for a mover and a seconder from the floor whereupon, if the motion is moved and seconded from the floor, the chair shall call for a speaker associated from the submitting body to put the case for the motion.
2. Where it has been established that a convention will be organized as a Panel Convention, the following rules shall apply:
 - (a) resolutions concerning Constitution and Party Affairs shall be dealt with by Plenary session only;
 - (b) no more than 4 panels shall run concurrently;
 - (c) resolutions which have been debated by panel will be presented to the plenary session for restricted debate. The restrictions shall consist of the following:
 - (i) the panel chair shall report the points of debate which took place in panel and these points having been brought to the attention of the delegates will be out of order during the subsequent debate in plenary session.
 - (ii) if a resolution has been amended in panel, the amendment will be debated.
3. A delegate wishing to speak must go to one of the microphones provided for that purpose. When recognized by the Chairperson, the delegate shall give their name and representative capacity and shall confine their remarks to the question at issue.
4. Speeches shall be limited to three minutes. This shall not apply to the spokesperson for a panel when the spokesperson is introducing a report on behalf of the panel.
5. A delegate shall not speak more than once upon a motion, except the mover of any motion from the floor may be able to reply.
6. No speaker shall be interrupted except on a point of order.
7. If a delegate is called to order, that delegate shall yield the floor until the question of order has been decided.
8. Two delegates may appeal the decision of the chair, one of whom shall state the reasons for the appeal. The Chairperson shall put the question thus: "Shall the decision of the Chair be sustained?". The Chairperson may make an explanation of their decision, but the question is not otherwise debatable. The chairperson must relinquish the Chair for appeal.
9. Questions shall be decided by voice, a show of hands, or by a standing vote. A standing vote shall be taken upon a request from the floor by two delegates, or at the discretion of the Chairperson.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

10. Where the previous question is moved, no discussion or amendment of either motion is permitted. If a simple majority vote “that the question be now put”, it shall be put without debate. If the motion to put the question is defeated, discussion will continue.

11. A delegate shall not move to refer back after the delegate has spoken on the question at issue.

12. Policy motions may be amended from the floor, or by way of referral with or without instructions, unless the Convention, by a simple majority of those present and voting, shall have otherwise decided at the beginning of the Convention.

13. A resolution on a motion may be reconsidered if:

- (a) the mover voted with the majority;
- (b) notice of motion is given to the Chair (who will announce it forthwith);
- (c) the notice is for reconsideration to take place at a time specified in the notice which shall not be prior to the adjournment of the session for which the notice is given. (For this Order, “session” means any period commencing with a call to order by the Chair and concluding with an adjournment motion or an adjournment made pursuant to the agenda and may include a special session called for the purpose of considering a notice for reconsideration following the adjournment of the last scheduled session), and
- (d) the motion to reconsider is passed by a two-thirds majority of delegates present and voting.

14. The hours of the Convention shall be established at the first sitting of the Convention. These hours may be extended only upon the last day of the Convention and only by a two-thirds majority of the delegates voting and present.

15. The following procedures shall be used in electing Executive Officers:

- (a) Different numbered ballots will be used for the election of each of the Executive positions.
- (b) The time allotted to each candidate for executive positions is set at five minutes. This includes nomination and acceptance.
- (c) In the election of single posts:
 - (i) Fifty (50) percent plus one of the valid ballots cast shall be required for election.
 - (ii) When any three of the Table Officer positions listed in Article 6.08 are filled by persons of one gender, the person of the opposite gender receiving the most valid ballots cast shall be elected in each of the remaining positions.
- (d) in the election of multiple posts:
 - (i) if there are an even number of positions, one-half of the positions shall be filled by the candidates identifying as female who receive the largest number of votes, and the remaining positions shall be filled by the candidates identifying as male who receive the largest number of votes amongst those candidates identifying as male.
 - (ii) if there are an odd number of positions, the person who receives the largest number of votes shall be elected, and the remaining positions shall be elected according to (i) above;
 - (iii) ballots with fewer votes than the number of positions to be filled are in order;
- (e) each candidate will be allowed two scrutineers at each counting station.
- (f) The order of elections shall be:
 - (i) President
 - (ii) Treasurer
 - (iii) First Vice-President
 - (iv) Second Vice-President
 - (v) General Vice-Presidents

16. Any of the above rules may be suspended by unanimous consent, or may be changed for the Convention in which such a change is made by a majority vote on a motion of which one day's notice is given.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

Establishment of the Order of Debate for Resolutions (Adopted for the 1990 Convention.)

The purpose of these rules is to provide a procedure whereby members can alter the order of debate established by the Policy Development Committee without creating a situation where there is protracted debate on the order of resolutions.

1. The Chair of the Policy Development Committee, shall move acceptance of the order of debate of resolutions set out in the Convention Booklet. That motion shall be non-debatable.
2. Appeals to the order of resolutions may be heard in plenary following adoption of the agenda.
3. The sponsor of the change shall advise the chair of their intention to challenge the order presented by the Policy Development Committee and shall present the change as an amendment to the order of debate. There shall be no more than one speaker for each amendment, who shall have up to two minutes to present.
4. The Policy Development Committee shall have a maximum of two minutes to present the committee's rationale for the order.
5. There shall be no further debate on the amendment, and the Convention Chair shall then call the question on the amendment.
6. Once all sponsors of changes have been heard, the Convention Chair shall call the question on the order of debate of resolutions, including any amendments. Amendments to alter the order of debate which have not been heard shall not be in order.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

APPENDIX B

REQUIRED STANDARD BYLAWS

1. Membership

The membership of this Constituency Association shall be defined by the Constitution of the New Democratic Party of Alberta.

2. Federal Electoral District Associations

In all matters relating to federal Electoral District Associations, these by-laws shall equally apply, changing only those provisions that need to be changed.

3. Executive Officers

- (a) the Executive Officers of this Association shall be:
 - (i) the President;
 - (ii) the Treasurer;
 - (iii) such other officers as may be added by resolution of an annual general meeting;
 - (iv) A youth representative between the ages of 14 and 30, who would have liaising with the NDYA as part of their duties.
- (b) It shall be the responsibility of the Treasurer to maintain all books of this Constituency Association, and to submit an annual financial statement to the Chief Electoral Officer of the Province of Alberta, and to the Provincial Secretary of the Party.
- (c) It shall be the responsibility of the Executive Officers to ensure representation of this Constituency Association at all meetings of the Provincial Council and Provincial Convention.
- (d) The Executive Officers shall have the authority to conduct the affairs of the Constituency Association between general meetings.

4. Annual Meetings

- (a) The Constituency Association shall hold at least one general meeting each year, called the Annual General Meeting.
- (b) All members of the Constituency Association shall be notified in writing of the time and location of the Annual General Meeting at least fourteen days in advance.
- (c) the business of the Annual General Meeting shall be:
 - (i) to receive and consider the reports of
 - (A) the President
 - (B) the Treasurer
 - (C) other Executive Officers, if any;
 - (D) the New Democratic MLA for the constituency, if any;
 - (ii) to elect Executive Officers; and
 - (iii) to deal with the business of the Constituency Association.

5. Nomination meetings

- (a) The Constituency Association may from time to time hold a general meeting, hereinafter called the Nomination Meeting, for the purpose of selecting a candidate to stand for election to the Legislative Assembly. The person shall continue to hold the position until:
 - (i) the date of the election; or
 - (ii) the candidate resigns or becomes ineligible as per clause 5(d).
- (b) At least thirty (30) days prior to the Nomination Meeting, the President shall submit to the Provincial Secretary of the Party the minutes of the meeting of the Executive officers of the Constituency Association which approved by a majority vote:
 - (i) the date of the Nomination Meeting and the time at which the first ballot shall be cast, hereinafter called the "cut-off time"; and
 - (ii) the name of the person who shall act as the Nomination Chairperson.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

- (c) At least fourteen (14) days prior to the Nomination Meeting, all members then eligible to vote shall be informed in writing at their last known address of the date, location and time of the Meeting, and of the name, address and telephone number of the Nomination Chairperson. Inadvertent failure to notify every member shall not invalidate the Nomination meeting.
- (d) To be eligible to be a Candidate, a person must be:
- (i) eligible for election to the Legislative Assembly as Specified in the Alberta Elections Act; and
 - (ii) be a member in good standing with the Party.
- (e) To be eligible to run for the position of Candidate, a person must:
- (i) be eligible to be a Candidate as set out in Clause 5(d); and
 - (ii) have informed the Provincial Secretary of their intent to run for the position no later than 21 days prior to the Nomination Meeting.
- (f) Any person who:
- (i) is a member in good standing of the Party, and
 - (A) was a member in good standing on the fourteenth day prior to the Nomination Meeting; or
 - (B) has submitted an application for or renewal of membership to the Provincial Secretary by 10 p.m. on the fourteenth day prior to the Nomination Meeting; and
 - (ii) is a resident within the boundaries of the Provincial Constituency; and
 - (iii) has registered at the Nomination Meeting prior to the cut-off time, is eligible to vote at the Nomination Meeting.
- (g) To be eligible to act as a Nomination Chairperson, a person must:
- (i) be a member in good standing of the Party; and
 - (ii) be and remain strictly neutral in the nomination contest; and
 - (iii) not stand for nomination at this nomination meeting.
- (h) It is the responsibility of the Nomination Chairperson to ensure that a list of eligible voters is prepared and available at the nomination meeting.
- (i) To register to vote a person must show either:
- (i) their current membership card; or
 - (ii) proof satisfactory to the Nomination Chairperson of eligibility to vote.
- (j) Voting for nominated candidates shall be by a series of secret ballots, at which each person eligible to vote receives exactly one vote, except the Nomination Chairperson who may not vote except as indicated below:
- (i) If on any ballot, any person receives more than one-half the votes cast, (i.e. votes meeting the instructions given by the meeting chairperson), that person shall be declared the candidate; otherwise,
 - (ii) if there are only two candidates, and they each receive the same number of votes, the Nomination Chairperson shall cast the deciding vote, whether, they would otherwise be ineligible to vote; otherwise,
 - (iii) if there is one candidate who receives the least number of votes, that candidate shall be eliminated from further balloting; and another ballot held; and finally
 - (iv) if more than one person is tied for the lowest vote, the Nomination Chairperson shall subtract one vote from one of those candidates, who shall then be eliminated from further balloting, and then another ballot shall be held.
 - (v) The Nomination Chairperson shall announce to the meeting the number of votes cast for each candidate after each ballot has been counted, but they need not reveal to the meeting whether they voted or for whom.
 - (vi) Any person may voluntarily remove their name from future balloting at any time, but having done so, may not have it added back on.
- (k) The final results of the election shall be communicated to the Provincial Secretary of the Party within one week of the date of the Nomination Meeting.
- (l) No ballots may be destroyed without the written permission of the Provincial Secretary of the Party.
- (m) Any member in good standing of the Party may lodge a complaint with the Nomination chairperson within seven days of the Nomination Meeting alleging that there has been a violation of the above rules. The Nomination Chairperson shall attempt to resolve the complaint. If the

Constitution of the Alberta New Democratic Party

Nomination Chairperson is unable to do so within seven days, the complaint shall be referred to the Executive of the Party. In all cases, the decision of the Executive of the Party shall be final.

(n) In the event that a Provincial election, or by-election in this Constituency, is called and no Nomination Meeting has been scheduled, or a Nomination Meeting has been scheduled, but the scheduled date is more than three days after the day of the election date is announced, the Executive of the Constituency Association may waive the above rules and may cause a Nomination Meeting to be held at any date provided that at least five days' notice is given to every member residing in this Constituency.

(o) All duly nominated candidates shall be required to sign a pledge of honour to uphold the policies of the party in order to have their nomination approved by the party.

6. Meetings of the Executive

(a) All meetings of the Executive shall be open to any member of the Constituency Association, unless a motion to exclude such members is passed by a two-thirds majority of Executive members present.

(b) Quorum for all Executive Meetings shall be one-half of the Executive.

(c) Minutes of all meetings shall be kept and shall be open to inspection by any member of the Constituency Association upon request.

7. Amendments to these By-Laws

The by-laws of the Constituency Association may be amended by a two-thirds majority vote at the Annual General Meeting, or a Special General Meeting called for that purpose and when the proposed amendment has been printed as part of the meeting notice. In no case shall any amendment contradict or change any provision contained in Schedule B of the Constitution of the Party, nor any provision of the Constitution of the Party or the Constitution of the New Democratic Party of Canada. In addition, no amendment shall conflict with the principles of the Party. All such amendments shall be communicated immediately to the Provincial Secretary of the Party.

Constitution of the Alberta New Democratic Party

APPENDIX C

The Principles and Aims of the Alberta New Democratic Party

The New Democratic Party offers an alternative vision of the future based on the following three principles:

Democracy is one of the most valuable parts of our heritage and recognizes that all citizens, including minorities, must receive equal civil rights with representatives elected by way of proportional representation. Our country will only be a genuinely democratic one when all people participate fully in determining the policies of the institutions which directly affect their lives. The necessary role of governments must be recognized in order to build an equitable and socially just society.

Socialism is essentially the application of democracy to the economy. Economic democracy, i.e. democratic socialism, assures production to supply the needs of all people. Decisions about what shall be produced, when and where, and decisions about where we shall make our living and under what conditions, are now left largely in the hands of private interests. The market economy produces transnational corporations, who give private profit priority over public interest, social justice and workplace democracy. Through the efforts of many, we have achieved a degree of social and political democracy. Economic democracy demands a co-operative rather than a competitive system.

Ecological Sustainability must permeate all economic and social policy. Meeting human material needs must not use more of Earth's resources than can be renewed within each generation. Wastes produced in meeting needs must not endanger future generations' rights to clean air, pure water and productive soil. Life on Earth is best protected by ensuring biodiversity, requiring recognition of each species' contribution to the planet's health. Consequently, we have to view other species not as resources for human wants, but as respected members of Earth's living family. Human economic security is assured by reducing consumption, and is achieved by conservation programs. Such policies will also contribute to intergenerational equity.

The New Democratic Party believes that only a revolution in thinking can lead to the establishment of democratic socialism.

THE CONSTITUTION OF THE NEW DEMOCRATIC PARTY OF BRITISH COLUMBIA

Incorporating all amendments adopted at the 2021 BC NDP Convention

PREAMBLE

The New Democratic Party believes that social, economic and political progress in Canada can only be assured by the application of democratic socialist principles to government and the administration of public affairs.

The principles of democratic socialism can be defined briefly as follows: a) the production and distribution of goods and services shall be directed to meeting the social and individual needs of people and not for profit, b) the modification and control of the operations of monopolistic productive and distributive organizations through economic and social planning, towards these ends, and c) where necessary, the extension of the principle of social ownership.

The New Democratic Party holds firm to the belief that the dignity, freedom and equality of the individual is a basic right that must be maintained and extended.

The New Democratic Party is proud to be associated with the democratic socialist parties of the world and to share in the struggle for peace, international co-operation and the abolition of poverty.

ARTICLE I — NAME AND PURPOSE

- 1.1 The name of the organization is the New Democratic Party of British Columbia; herein after called "the BC NDP".
- 1.2 The primary purpose of the BC NDP is to field candidates for election to the Legislative Assembly of British Columbia.
- 1.3 The BC NDP shall constitute a section of the New Democratic Party of Canada, herein after called "Canada's NDP".
- 1.4 Should conflict arise between the Constitutions of the BC NDP and Canada's

NDP, the Constitution of Canada's NDP shall prevail.

- 1.5 The BC NDP shall be controlled by its membership.
- 1.6 The BC NDP name, logo and symbols are solely for the use of the BC NDP and its duly constituted bodies, and may not be used by others except in circumstances approved by formal motions of the Provincial Executive.

ARTICLE II — INDIVIDUAL MEMBERSHIP

- 2.1.1 The Provincial Executive may admit to membership any person who is:
 - a) A resident of British Columbia who is also a Canadian citizen or Permanent Resident, with discretion granted to the Provincial Executive to grant membership approval in special circumstances.
 - b) Twelve (12) years of age or older for new members.
- 2.1.2 Payment of membership fees must be made directly by the individual applicant.
- 2.2 Upon notice to the BC Provincial Office, a member in good standing of the New Democratic Party of any other province or territory who becomes a resident of British Columbia is a member in good standing of the New Democratic Party of British Columbia.
- 2.3 Honorary Life Membership may be granted by Convention upon recommendation by the Provincial Council.
 - a) The number of Honorary Life Memberships granted in any year shall not exceed ten.
 - b) An Honorary Life Member shall be an individual member of the BC NDP without payment of fee.
 - c) Honorary Life Members shall be

considered members in good standing for the duration of their life membership.

- 2.4 An individual member shall be in good standing for twelve months from the date of their last donation to the BC NDP.

Notwithstanding other sections of this Constitution, those individuals entitled to vote or stand for election at a general meeting of any Provincial or Federal Electoral District Association, or any organization chartered under this Constitution shall be only those individuals who have been members in good standing for a minimum of ninety (90) days prior to the meeting except as allowed by Article 2.5.

- 2.5 Notwithstanding other sections of this Constitution, where an individual renews and was a member in good standing within ninety (90) days following a lapse of membership, that individual shall be eligible to vote and stand for any position as if the individual's membership had been continuous.

ARTICLE III — AFFILIATED MEMBERSHIP

- 3.1 Affiliated organizations shall be those BC organizations affiliated to Canada's NDP.

ARTICLE IV – YOUNG NEW DEMOCRATS

- 4.1 There shall be a youth section of the BC NDP, as provided for in the Constitution of Canada's NDP, whose name shall be the British Columbia Young New Democrats (the "BC YND"). It shall operate under its own Constitution, as provided for by the Constitution of Canada's NDP.
- 4.2 Membership in the BC YND shall be open

to all members in good standing who are younger than 30 years of age.

- 4.3 The BC YND may charter campus clubs. A campus shall be understood to refer to any secondary or post-secondary campus.
- 4.4 To be eligible to send BC YND Campus Club delegates to Provincial Conventions, the BC YND President shall furnish to the Provincial Director, at least 60 days prior to any Convention, a list of the chartered clubs of the BC YND, if any, and of the members thereof. BC YND Campus Clubs are responsible for ensuring that their chartered status and membership lists remain current.
- 4.5 The number of BC YND Campus Club members entitled to representation as BC YND delegates shall be deducted from the delegate entitlement of the Provincial Electoral District Association concerned.
- 4.6 BC YND Campus Club members shall participate in the selection of BC YND delegates to Convention as provided for in Article 8.10 of this Constitution.
- 4.7 Only those members of the BC YND entitled to representation, who are not members of BC YND Campus Clubs, shall be entitled to participate in the selection of delegates from the Provincial Electoral District Association in which they are normally resident.
- 4.8 Thirty days prior to the date of any Convention, the Provincial Director shall notify the Provincial Electoral District Associations affected by Article 4.5.
- 4.9 In all other respects, members in good standing of the BC YND shall enjoy all rights and privileges of the BC NDP.

ARTICLE V — PROVINCIAL ELECTORAL DISTRICT ASSOCIATIONS

- 5.1 In every provincial electoral district in British Columbia there shall be a Provincial Electoral District Association.
- 5.2 Each Provincial Electoral District Association shall submit on demand, to the Provincial Council, a written report of its activities and financial circumstances.
- 5.3 All officers of Electoral District Associations shall be individual members in good standing of the BC NDP.
- 5.4 Only individual members of the BC NDP in good standing who reside within the boundaries of that provincial electoral district shall be members in that Provincial Electoral District Association, except as provided for in Section 5.5.
- 5.5 Provincial Electoral District Associations may, with the concurrence of the Provincial Executive, admit to membership a member of the BC NDP in good standing who does not reside in its electoral district, and the Provincial Executive shall notify the Electoral District Association of residence of the transfer of members.
- 5.6 Each Provincial Electoral District Association shall adopt bylaws for the conduct of Association business. All such Provincial Electoral District Association bylaws, and all amendments thereto, must bear the approval of the Provincial Executive bylaws, or amendments thereto, shall not be valid without such approval.
- 5.7 The Provincial Executive may impose bylaws upon an Electoral District Association which fails to comply with Article 5.6.
- 5.8 Where there is a BC YND Campus Club, the Provincial Electoral District Association shall have in place an ex-officio position

with full voice and vote on their respective Executive for a representative of the Campus Club.

ARTICLE VI — AREA COUNCILS

- 6.1 The Provincial Executive may, upon application from two or more Provincial Electoral District Associations, authorize the formation of an Area Council, which shall consist of delegates from the component Associations, which shall coordinate activities of the BC NDP on a regional basis.
- 6.2 Each Area Council shall adopt bylaws for the conduct of regional business. All such by-laws and all such amendments thereto, must bear the approval of the Provincial Executive and by-laws or amendments thereto, shall not be valid without such approval.

ARTICLE VII — PROVINCIAL PUBLIC OFFICE

- 7.1 Each Provincial Electoral District Association shall be responsible for the nomination of candidates for election to the Legislative Assembly of British Columbia in its electoral district. Should it fail to nominate, the Provincial Executive may name a candidate or candidates.
- 7.2 Those individuals entitled to nominate and vote at a Nomination Convention of a Provincial Electoral District Association shall be only those members who have been in good standing in the BC NDP and resident within the electoral district boundaries of the Association for at least 90 days prior to a Nomination Convention. Membership forms for new members must have been received at Provincial Office

during normal business hours at least 90 days prior to a Nomination Convention.

- 7.3 Each person entitled to vote at a Nomination Convention, including the chairperson, shall have only one vote.
- 7.4 All persons proposed as candidates of the BC NDP shall be only those BC NDP members who have been in good standing for at least 90 days prior to a Nominating Convention. All prospective candidates shall obtain approval from the Provincial Director prior to the Nomination Convention.

The membership requirement may be waived in special circumstances upon application by the prospective candidate to the Provincial Director before the date of the Nomination Convention.

- 7.5 The Provincial Executive may make regulations governing the nomination of candidates for provincial office.
- 7.6 Notwithstanding the provisions of Article 14, complaints arising from the conduct of Nomination Conventions for public office shall be referred to the Provincial Executive.

The Provincial Executive shall determine if the complaint will be heard by written submissions or by a hearing. The parties to the dispute shall each be entitled to one representative at any hearing. The decision of the Provincial Executive shall be final.

ARTICLE VIII — CONVENTIONS

- 8.1 Subject to the provisions of the Constitution of Canada's NDP and the procedures contained in this Constitution, sovereign power is vested in the Convention.
- 8.2 Convention shall be held at least every two years.
- 8.3 Time and place of Conventions shall be

determined by Provincial Council.

8.4 Not less than 90 days' notice of the date and place of a Convention shall be given to each Provincial Electoral District Association, the BC YND, each affiliated organization, each Honorary Life Member, each member of the Provincial Council, each member of the BC NDP who is a member of the Legislative Assembly of British Columbia or the House of Commons representing a British Columbia electoral district and each member of the Federal Council of Canada's NDP resident in British Columbia.

- 8.5 Resolutions for consideration by the Convention must originate from Provincial Electoral District Associations, the BC YND (including its chartered Campus Clubs, if any), affiliated organizations, the Provincial Council, the Provincial Executive, or duly constituted bodies of the BC NDP.
- 8.6 Resolutions for consideration by the Convention must be received by the Provincial Director not less than 60 days in advance of the date of the Convention.
- 8.7 All resolutions so received shall be distributed to each Provincial Electoral District Association, the BC YND, each affiliated organization and all duly constituted bodies of the BC NDP not less than 30 days in advance of the date of the Convention.
- 8.8 All resolutions not dealt with at the Convention shall be returned to their originators for further consideration and disposition.
- 8.9 The Provincial Executive shall determine the registration fees for delegates to Convention, which shall include separate registration fees for BC YND delegates. From the registration fees so collected, the Provincial Executive shall establish a

hardship fund to alleviate costs for delegates who could not otherwise afford to attend Convention. This hardship fund shall also be used to waive the registration fee for one delegate per electoral district, who could not otherwise afford to attend Convention, as determined necessary by each Electoral District Association.

8.10 Delegates to Convention, who must hold individual memberships in the BC NDP, shall consist of:

8.10.1 Delegates elected by Provincial Electoral District Associations on the basis of one delegate for each 25 members in good standing, or major fraction thereof, providing that every Provincial Electoral District Association shall be entitled to at least one delegate.

In determining the number of delegates to which an Electoral District Association is entitled, the Electoral District Association's membership shall be computed on the basis of a whole year's (365 days) membership by each individual. Delegate entitlement shall be calculated on a pro-rated basis for members of an Electoral District Association with fewer than 365 days' membership.

In addition to the regular delegate entitlement, one delegate per Electoral District shall be reserved for a BC YND delegate.

In a provincial electoral district where chartered BC YND Campus Clubs exist, the Electoral District Association shall allocate delegates on a membership basis to such clubs within the electoral district, but in no case shall the total number of delegates so allocated exceed the entitlement outlined above.

8.10.2 Calculation of delegate credential entitlement for affiliated organizations will

be based upon the same formula used to determine Provincial Electoral District Association entitlement. Affiliated delegate entitlement is based on BC NDP membership within the affiliated organization.

- (i) Each affiliated organization is entitled to one (1) delegate for 25 BC NDP members or less; plus (1) delegate for each additional 25 BC NDP members or major fraction thereof.
- (ii) Provincially affiliated organizations are entitled to additional delegate credentials based on the total number of BC NDP members within that affiliate, including all its branches or locals, and staff. Such entitlement is equal to one (1) credential for 250 BC NDP members or less; plus one (1) credential for each additional 250 BC NDP members or major fraction thereof.
- (iii) Every provincial Federation of Labour and/or Labour Council that includes one (1) affiliate may itself apply for affiliation. Each such affiliated organization is entitled to two (2) delegate credentials.

8.10.3 All members of Provincial Council.

8.10.4 All members of the BC NDP who are members of the Legislative Assembly of British Columbia or the House of Commons, representing a British Columbia electoral district.

8.10.5 All members of the Federal Council of Canada's NDP resident in British Columbia.

8.10.6 Delegates chosen by the BC YND on the basis of one delegate for each 50 members or major fraction thereof.

8.10.7 The President of each Provincial Electoral District Association.

8.11 The number of members in the BC NDP on a date at least 90 days prior to Convention

shall be used in calculating delegate entitlements. If at that time, BC NDP membership exceeds 20,000, the number of members required for delegate entitlements as provided for in Articles 8.10.1, 8.10.2 and 8.10.6 shall be increased by 20 per cent for each 5,000 members or fraction thereof over the figures prescribed.

BC NDP MEMBERSHIP

| | |
|------------------------|-----------|
| 20,000 | 25 |
| 20,000 - 25,000 | 30 |
| 25,001 - 30,000 | 35 |
| 30,001 - 35,000 | 40 |

With a membership of 20,000, there would be approximately 800 Electoral District Association and BC YND delegates.

The total number of delegates including affiliates, Council members, Executive members, etc., would be approximately 950.

- 8.12 All Honorary Life Members shall have voice and vote at Conventions.
- 8.13 Each delegate to the Convention shall have only one vote at Conventions.
- 8.14 Two-thirds of the delegates registered at Convention shall constitute a quorum.
- 8.15 The Convention shall elect, by secret ballot, the members of the Provincial Executive and members of the Oversight Committee.
- 8.16 A Special Convention shall be one which is held in addition to the biennial Convention held pursuant to Article 10.2.
- 8.17 Special Conventions may be called by a two-thirds majority of the Provincial Council.
- 8.18 Special Conventions may be called on 30

days' minimum notice.

- 8.19 Notice of such Convention shall specify the matters to be considered, and the Special Convention shall confine itself to these matters.
- 8.20 Only members who have been in good standing for 90 days prior to an Electoral District Association meeting to select delegates to Convention shall be entitled to vote at that meeting or to be nominated for the position of Association delegate or alternate.
- 8.21 In alternate years, when there is no biennial Convention, the BC NDP will convene a training conference open to all members that will focus on strengthening the long-term development of the BC NDP by recruiting and training a diverse range of individuals.

ARTICLE IX — THE PROVINCIAL LEADER

- 9.1 The Provincial Leader shall be the chief political spokesperson of the BC NDP and, subject to the authority of the Convention and the Provincial Council, shall interpret to the public the policies of the BC NDP.
- 9.2 In the event that the position of Leader becomes vacant, the Provincial Council, after considering the recommendations of the Caucus, shall elect an Interim Leader.
- 9.3 At every Convention that is not a Leadership Convention a secret ballot vote will be held among Convention delegates to determine whether or not a leadership election should be called. If 50% plus one delegate supports the calling of a leadership election, such an election will be held within one year of the Convention vote. This Article may be waived by Provincial Executive when there is a general provincial election that would not allow

sufficient time to comply with the time frame set out.

ARTICLE X — ELECTION OF THE PROVINCIAL LEADER

10.1 The Provincial Leader shall be elected through a secret ballot of all individual members of the BC NDP residing in BC who are in good standing 90 days prior to the date of the election of the Leader. Appropriate regulations for the conduct of the Leadership Election and of election balloting shall be developed from time to time by the Provincial Executive and all such regulations shall be placed before the Provincial Council for ratification.

10.2 All persons proposed as candidates for Provincial Leader shall be only those members who have been in good standing in the BC NDP for at least 90 days prior to a Leadership Election.

10.3 Individuals who nominate a candidate for Provincial Leader shall be only those members who have been in good standing in the BC NDP for at least 90 days prior to the Leadership election.

10.4 The Provincial Executive may establish regulations governing the nomination of candidates for the Provincial Leadership.

ARTICLE XI — THE PROVINCIAL EXECUTIVE

11.1 The Provincial Executive of the BC NDP shall consist of:

- a) Composition of Executive
 - i) Leader
 - ii) President
 - iii) Treasurer
 - iv) One Labour Vice-President

- v) Six Vice-Presidents
- vi) One Equity Vice-President
- vii) Four Members-at-Large including one chosen by affiliated labour organizations
- viii) Sixteen regional members
- ix) Two representatives from the BC YND
- x) The Chair of the Women's and Gender Rights Committee
- xi) The Chair of the Standing Committee on the Environment
- xii) The Chair of the Standing Committee on Agriculture
- xiii) A Co-Chair of the Sexual Orientation and Gender Identity Caucus
- xiv) A Co-Chair of the Persons Living with Disabilities Caucus
- xv) A Co-Chair of the Indigenous People's Committee
- xvi) Two representatives from the Indigenous, Black and People of Colour Committee
- xvii) Provincial Director (non-voting)
- xviii) Oversight Committee members (ex-officio, non-voting)

b) Election of Executive

The Provincial Executive, except for the Leader, shall be elected at a Provincial Convention. All votes, where required, shall be a secret ballot of accredited delegates present during the time set aside for balloting, in the following manner:

- i) The President and Treasurer each shall be elected on a separate ballot.
- ii) The Labour Vice-President elected by

- Labour delegates at Labour Caucus at Convention.
- iii) Six Vice-Presidents, elected on a single ballot.
- iv) One equity Vice-President, elected by members of equity seeking committees of the BC NDP at a joint meeting of all equity seeking committees at Convention. Candidates for this position are members of at least one equity seeking committee of the BC NDP. The primary function of the Equity Vice-President shall be to work with and support all equity seeking committees of the BC NDP to further their work, organization, training, and success. The Equity Vice-President may coordinate joint meetings of some of all equity seeking committees for which they will begin as the default Chair.
- v)
- vi) Four Members-at-Large, elected on a single ballot.
- vii) Two Regional Representatives shall be elected at each of the eight regional caucuses. Only accredited delegates to the Provincial Convention are eligible to participate in the election of representatives from their region, as defined by Provincial Council.
- c) Gender Requirements
- i) There shall be gender diversity in the three positions of Leader, President, and Treasurer.
- ii) The positions of Vice-President, Members-at-Large, Regional Representatives, and YND Representatives shall have at least 50% women.
- 11.2 It shall be a specific responsibility of the Provincial Executive to oversee the administration of the BC NDP and to supervise the work of the President, Provincial Director and Treasurer.
- 11.3 The President shall be the chief executive officer of the BC NDP, and shall be responsible to the Provincial Executive.
- 11.4 The Vice-Presidents shall assume the duties of the President in the President's absence.
- 11.5 The Provincial Director shall be an employee of the BC NDP, and is the senior administrative officer, responsible to the Provincial Executive. The terms of the Provincial Director's contract shall be negotiated between the Provincial Executive and the Provincial Director. The Provincial Director shall have voice but no vote at meetings of the Provincial Executive, Provincial Council and at Conventions.
- 11.6 For legal and banking purposes, the signing officers of the BC NDP shall be any two of the President, Provincial Director and Treasurer.
- 11.7 In the event of a vacancy in the office of Treasurer, the Provincial Executive shall name a replacement.
- 11.8 An Executive member may be replaced by appointment by the Table Officers subject to ratification by the Provincial Executive and Provincial Council after three consecutive absences from meetings of the Provincial Executive without just cause.
- 11.9 All members of the Provincial Executive shall be members in good standing of the BC NDP.
- 11.10 The Table Officers shall consist of the Leader, President, Treasurer, the Labour Vice-President, the six Vice-Presidents, the Equity Vice-President, and the Provincial Director (who shall have no vote).
- 11.11 The Table Officers shall deal with

administrative matters and matters of clear emergency. Minutes of Table Officers' meetings will be provided to the Executive and the Table Officers will be responsible to the Executive.

- 11.12 The Executive will administer matters of political and strategic importance to the BC NDP and will ratify and oversee the decisions of the Table Officers. The Executive shall be responsible to Provincial Council. The Minutes of the Provincial Executive meetings shall be distributed in a timely manner to the Provincial Council.
- 11.13 The Provincial Council shall deal with all matters of BC NDP policy between Conventions. The Council will ratify and oversee actions of the Executive and Table Officers.
- 11.14 When an elected position on the Executive other than President becomes vacant, the Provincial Council shall appoint a new person to the remainder of that term at the next meeting of Provincial Council. If the position of President becomes vacant during the term of office, the Provincial Council shall appoint a new person from among the Executive for the remainder of that term.
- 11.15 For Provincial Executive positions elected at Convention or later filled through the process in Article 11.14, the term shall be from the date of their election or appointment until the conclusion of the subsequent regular Convention.

ARTICLE XII — OVERSIGHT COMMITTEE

- 12.1 The Oversight Committee shall consist of three members elected at a Provincial Convention.
- 12.2 Oversight Committee members shall serve

terms of four years, and no member may serve more than one consecutive term.

- 12.3 The election of Oversight Committee members shall be staggered so that no more than two members are elected at one time. In the first election of the Oversight Committee, three members shall be elected, two for four years and one for two years.
- 12.4 The members of the Oversight Committee shall choose a Chair from among their number.
- 12.5 There shall be gender diversity on the Oversight Committee.
- 12.6 During their term of office, Oversight Committee Members are barred from holding any other office in the BC NDP, including at the Electoral District Association level. Oversight Committee members are also barred from being employees of the BC NDP during their term of office.
- When a position on the Oversight Committee becomes vacant in mid-term, the Provincial Council shall appoint a new member to fulfill the period of the term remaining until the next Provincial Convention. At such Convention, an election will be held to fulfill the balance of the term.

- 12.7 The Oversight Committee shall examine all financial records, Council, Executive and Table Officer meeting minutes and other relevant documents at least quarterly. The material examined shall include appropriate records of Subsidiary Organizations primarily controlled by the BC NDP. The Oversight Committee shall determine whether bodies of the BC NDP are acting in accordance with the Constitution, policy and directives of senior BC NDP bodies. Additionally, the Oversight

Committee shall have the right to determine whether receipts are properly recorded and that expenditures have been authorized by the Provincial Convention, Council, Executive, Table Officers or other appropriate authority.

12.8 The Oversight Committee shall report on its activities and findings to Provincial Council and Convention.

12.9 At its sole discretion, the Oversight Committee may report to the Table Officers or Provincial Executive.

12.10 At its sole discretion, the Oversight Committee may make expenditures as required of funds allocated to its operations by Convention or Provincial Council. Details regarding the nature of such expenditures, along with appropriate receipts, shall be presented at the time of the Committee's report to Convention.

ARTICLE XIII — PROVINCIAL COUNCIL

13.1 The Provincial Council of the BC NDP shall consist of the members of the Provincial Executive, one delegate chosen by each Provincial Electoral District Association, four members chosen by the BC YND, six representatives of affiliated organizations, a Co-Chair of the Sexual Orientation and Gender Identity Caucus, a Co-Chair of the Persons Living with Disabilities Caucus, a Co-Chair of the Indigenous People's Committee, two representatives of the Black, Indigenous, and People of Colour Committee and the Past President.

13.2 Subject only to the authority of the Convention and the provisions of this Constitution, the Provincial Council shall be the governing body of the BC NDP between Conventions.

13.3 It shall be a specific responsibility of the

Provincial Council to amplify, extend and add to policy decisions enunciated by the Convention and that such amplifications or extensions not be inconsistent with existing Convention policy.

Where policy revisions are considered appropriate and urgent or where the problems are unable to be resolved in discussion with the appropriate duly constituted body of the BC NDP, the matter shall be directed to the Provincial Council for decision in accordance with this Article.

13.4 It shall be the right of any individual member of the BC NDP to attend open meetings of the Provincial Council.

13.5 Members of the BC NDP who are members of the Legislative Assembly of British Columbia or the House of Commons may attend meetings of the Provincial Council and shall have voice but not vote.

13.6 Meetings of the Provincial Council shall be called by the President. Calls may be issued on the order of the Provincial Executive or two-thirds (2/3) of the members of Provincial Council.

There shall be a minimum of four meetings of the Provincial Council in each calendar year.

13.7 A per capita assessment to cover the costs of Provincial Council meetings shall be levied on every Provincial Electoral District Association.

13.8 The Provincial Council shall determine the annual and supplementary budgets of the BC NDP and the raising and division of contributions, such decisions to be implemented by the Executive. Provincial Council shall review these decisions and their implementation at least yearly with full consultation with Electoral District Associations and the Provincial Executive.

ARTICLE XIV — APPEAL

- 14.1 Each member of the BC NDP, including candidates for, and holders of, public office has covenanted that:
- “I accept and will abide by the Constitution, principles and policies of the BC NDP.”
- Breach of this covenant is a violation of the Constitution.
- 14.2 A complaint may be lodged with the President by any member or constituted body of the BC NDP alleging a violation of the Constitution or a statement or action resulting in severe and evident injustice to a member or constituted body of the BC NDP in relation to BC NDP affairs.
- 14.3 Satisfaction must first have been sought under existing BC NDP procedures and rules of the appropriate bodies before the appeal is directed to the President.
- 14.4 Such complaint must be in writing, must set out the details of the action or statement which gave rise to the complaint, the remedy sought, and such evidence as may be pertinent.
- 14.5 The President, or persons appointed by the President, shall endeavour to achieve an amicable settlement. If this is not successful, the President, with the advice of the Table Officers, shall appoint a special panel to promptly mediate the dispute, or if a mediated solution is not possible, make recommendations as to the appropriate resolution of the dispute to the Provincial Executive.
- 14.6 The Provincial Executive shall determine the matter promptly and communicate their decision to the persons concerned. The persons concerned have 30 days from receiving notice of the decision to appeal to the Provincial Council. Provincial Council shall determine the matter promptly and summarily, and its decision shall be final with no appeal to any other body.
- 14.7 The Provincial Executive may make any additional rules that are necessary to deal with appeals or dispute resolution procedures in a fair and expedient manner. Remedies under this part include reprimand, prohibition from seeking BC NDP or public office, fines and suspension of membership for up to two years.
- 14.8 It is a breach of the principles and policies of the BC NDP for any member to seek redress for any complaint against another member or body of the BC NDP in relation to BC NDP affairs through public notice or solicitation, or legal redress without first exhausting the procedures outlined in this Constitution, and following the directions of the Provincial Council in their final decision.
- 14.9 If the complaint to the President concerns allegations of malfeasance with respect to BC NDP funds or property (including wilful abuse or improper personal profit from the handling of BC NDP funds or data, knowing and wilful criminal action in the course of publicly acting on the BC NDP’s behalf, or similar serious conduct), the possible penalty under this part is expulsion from the BC NDP.
- 14.10 The procedures to be followed under Article 14.09 are the same as those under Articles 14.02 to 14.08, except that the original complaint must specifically state that the remedy sought is expulsion.
- False or malicious complaints under Article 14.9 is a breach of the principles and policies of the BC NDP.
- 14.11 At any hearing the complainants and the defendants shall each be entitled to one representative of their choice to speak on their behalf.

14.12

(a) In any case where a complaint is made against the BC NDP President, the complaint shall be referred to the Chair of the Oversight Committee or any member thereof, and the Oversight Committee, or a majority thereof, shall have all the powers and responsibility to determine the matter by settlement or otherwise without referring the matter to the Table Officers or any “special panel”.

(b) In any case where the BC NDP President has a conflict of interest as determined by the Oversight Committee or a majority thereof, the BC NDP President shall have no involvement in the complaint process and all their responsibilities with regards to the resolution of the complaint shall be assumed instead by the Oversight Committee.

(c) In any case where a complainant believes that the BC NDP President has a conflict of interest, they may refer the issue of the conflict of interest to the Oversight Committee, which shall in any event have exclusive authority to determine the existence of a conflict of interest and thereupon act accordingly.

(d) Insofar as applicable, the provisions of Articles 14.2 through to 14.11 shall apply with such modifications as are necessary to give effect to this provision.

ARTICLE XV — RULES OF ORDER

15.1 The BC NDP may adopt such rules and regulations as it deems necessary for the conduct of its business, but in all matters not governed by such rules, the most current version of Robert’s Rules of Order shall govern.

ARTICLE XVI — SUBSIDIARY ORGANIZATIONS

16.1 The Provincial Executive shall be empowered to create Subsidiary Organizations to manage properties of the BC NDP and for other such purposes as may become necessary.

16.2 The Table Officers shall be the Directors of any such organizations, and the Provincial Executive shall be the members of the organizations.

16.3 Any such organizations shall present minutes, financial statements, and annual reports to Provincial Council and Provincial Convention.

16.4 The minutes of any such Subsidiary Organizations shall be distributed in a timely manner to Table Officers, Provincial Executive and Provincial Council.

16.5 All duly constituted bodies of the BC NDP may be empowered to create Subsidiary Organizations to manage properties and for other such purposes as may become necessary.

16.6 All such Subsidiary Organizations shall be approved in advance by the Provincial Executive and must be primarily controlled by the BC NDP.

16.7 All such Subsidiary Organizations shall present minutes, financial statements, and annual reports to their applicable general and annual general meetings.

16.8 All such organizations shall file minutes, financial statements, and annual reports with the Provincial Executive.

ARTICLE XVII — AMENDMENT

17.1 Amendments to this Constitution shall be dealt with as resolutions submitted under Articles 8.5, 8.6 and 8.7 of this Constitution, and shall require a two-thirds majority of delegates present and voting to pass.



Article 1: Name

1.1 The name of this political party shall be the New Democratic Party of Prince Edward Island.

Article 2: Purpose

- 1.** The New Democratic Party of Prince Edward Island shall be affiliated with the New Democratic Party of Canada and is committed to the objectives of the national body in working towards a just social order in both Prince Edward Island and the country as a whole.
- 2.** To this end, the New Democratic Party of Prince Edward Island will strive to:
 - 2.1.** Extend the New Democratic Party of Prince Edward Island's policies and programs with all the resources at its command;
 - 2.2.** Promote, through political action and other appropriate means, the policies of the New Democratic Party of Canada, both domestic and international;
 - 2.3.** Unite progressive people and organizations into a party democratically controlled and openly financed by its membership and supporters;
 - 2.4.** Ensure equal representation of women at all levels of the party in its policies and programs;
 - 2.5.** Establish in this province, a government whose object shall be to substitute economic planning for irresponsible control with all its unjust consequences and, thereby, to give maximum opportunity for public, co-

operative and private enterprise to contribute to the development of our province;

- 2.6. Support and assist organizations and individuals who share our goals and values; and
 - 2.7. Promote co-operative efforts and the exchange of information among and between organizations that share our goals and values.
3. To these ends, we will invite the co-operation of all persons who are dedicated to the extension of freedom, the abolition of poverty and the elimination of exploitation.

Article 3: Interpretation

3.1 The name of this political party shall be the New Democratic Party of Prince Edward Island.

Article 4: The Federal Constitution

4.1 Should conflict arise between the constitution of this party and that of the New Democratic Party of Canada, hereafter referred to as "The Federal Constitution," the Federal Constitution shall prevail.

Article 5: Membership

1. Individual Membership

- 1.1. Membership in the New Democratic Party of Prince Edward Island – and thus, in the New Democratic Party of Canada – may be granted to every applicant 14 years of age and over, regardless of, but not limited to, race, ethnic background, colour, religion or religious belief, national origin, sex or sexual orientation, who undertakes to abide by the

constitution and principles of the New Democratic Party of Prince Edward Island and who is not a member or supporter of any other political party.

- 1.2. All applications shall be forwarded as soon as possible to the Provincial Office.
- 1.3. Upon application, a member in good standing of the New Democratic Party of any other province or territory who transfers their primary residence to Prince Edward Island shall be a member in good standing, without payment of fees, for the remainder of the current year.
- 1.4. A member in good standing of the New Democrat Youth of Prince Edward Island shall be an individual member of the party without any additional payment of fees.
- 1.5. Beginning on January 1, 2017 and thereafter, individual and affiliate memberships shall be based on an annual fee due and payable on January 1 of each calendar year.

2. Affiliated Membership

- 2.1. Affiliated membership shall be open to trade unions, farm groups, co-operatives and other groups and organizations that, by official act, undertake to accept and abide by the constitution and principles of the party and are not associated or identified with any other political party.
- 2.2. Affiliate membership fees for national groups or organizations shall be as set out in the Federal Constitution (Article 4.3).
- 2.3. Affiliate membership applications for groups or organizations based in Prince Edward Island and the fees for their affiliation shall be as determined by the Provincial Council.

3. Honourary Life Membership

- 3.1. Honourary Life Membership may be conferred upon any member in good standing of the party, upon recommendation of the Provincial

Executive and upon approval of the Annual Convention.

- 3.2. The number of such Honourary Life Memberships granted in the year shall not exceed five, with every effort made to achieve equal representation of women.
- 3.3. An Honourary Life Member shall be an individual member of the party without payment of fees.
- 3.4. Honourary Life Membership shall entitle the holder to delegate status at any Convention of the provincial party with voice and vote.

4. Non-Resident Membership

- 4.1. 1.1. Upon application, membership may be granted by the Provincial Executive to individuals whose primary residence lies outside of Prince Edward Island.

Article 6: New Democratic Youth

1. Subject to Article XII of the Constitution of the New Democratic Party of Canada, the New Democratic Party of Prince Edward Island shall, charter a young people's provincial section consisting of those members aged 14 to 29. This section shall be known as the New Democratic Youth of Prince Edward Island (NDYPEI).
2. Such young people's section shall be fully autonomous in its constitution and program, provided that the constitution and program are not in conflict with those of the federal party or those of the provincial party.

Article 7: New Democratic Women

- 1.** There shall be established a Women's Committee of the Party called the New Democratic Women of Prince Edward Island (NDW PEI) and it shall include all women members of the New Democratic Party of Prince Edward Island. The purpose of the Women's Committee shall be to:
 - 1.1.** Study and take action on matters of special concern to women;
 - 1.2.** Involve women at all levels of political activity in the Party;
 - 1.3.** Enhance awareness within the Party of issues affecting women and women's equality;
 - 1.4.** Develop, propose and monitor the implementation of policies related to women's equality;
 - 1.5.** Develop and administer the Hilda Ramsay Fund, according to guidelines approved by the NDW PEI, in support of women members of the NDP PEI who run as candidates in provincial elections; and
 - 1.6.** The Chair of the NDW PEI shall act in an advisory capacity to the Leader on issues affecting women, women's equality, and women within the Party.
- 2.** The Executive of the NDW PEI shall consist of no fewer than five women who shall be elected by and from women members of the Party at a meeting held at the same time and place as each Provincial Convention.
- 3.** The Executive shall consist of the Chair, Vice-Chair, Secretary, Treasurer and at least one member at large.
- 4.** The term of office for Executive members shall be two years.
- 5.** The Chair of the NDW PEI shall be designated the Participation of Women Representative, which is an Executive position in the NDP PEI.

Article 8: Fees and Duties

8.1 Categories of membership and membership fees shall be set by Provincial Council.

Article 9: Provincial Officers

- 1.** The officers of the provincial party shall be:
 - 1.1.** Provincial Leader;
 - 1.2.** Provincial President;
 - 1.3.** First Vice-President;
 - 1.4.** Second Vice-President;
 - 1.5.** Recording Secretary;
 - 1.6.** Membership Secretary; and
 - 1.7.** Treasurer.
- 2.** Provincial Officers shall be elected to a two-year term at the Annual Convention with the President, Second Vice-President and Treasurer elected in odd-numbered calendar years and the First Vice-President, Membership Secretary and Recording Secretary in even-numbered years.
 - 2.1.** Convention may review the office of any member of the Executive, other than the Leader, at any Convention where 50% plus one of the delegates in attendance agree to do so.
 - 2.2.** At every Convention that is not a Leadership Convention, a secret ballot vote shall be held to determine whether or not a Leadership Convention should be called. If 50% plus one of the delegates in attendance

support the calling of a Leadership Convention, such a Leadership Convention shall be held within 180 days.

- 3.** The Leader is elected at a Special Convention called for that specific purpose. Candidates for the position of Provincial Leader must have filed all necessary papers at least twenty (20) days prior to the date of voting at a Leadership Convention.
 - 3.1.** Candidates for the position of Provincial Leader must have filed nomination papers that contain the names of at least 25 members in good standing.
 - 3.2.** Candidates for the position of Provincial Leader must pay all registration fees as determined by the Provincial Executive.
 - 3.3.** Candidates for the position of Provincial Leader must stay within spending limits as set out by the Provincial Executive.
- 4.** Presidential terms shall alternate between women and men.
- 5.** A member of the Federal Parliament or Provincial Legislature may not be President of the party except that a President, who is elected an MP or MLA during his or her term of office, may complete that term of office.
- 6.** Excepting the Leader, at least three of the Officers of the provincial party shall be women.
- 7.** When a vacancy or vacancies occur in an Officer's position, other than that of Provincial Leader, such position(s) shall be filled on an interim basis by and from members of Provincial Council. A member elected to fill such a vacancy shall serve until the next Annual Convention.

- 1.** The Provincial Executive shall be the Party's main administrative and co-ordinating body, and shall be responsible for implementing Convention and Provincial Council decisions and for oversight of the Party's day-to-day operations.
- 2.** The Provincial Executive shall consist of:
 - 2.1.** All Provincial Officers;
 - 2.2.** Three (3) Provincial Council members;
 - 2.3.** The New Democrat Youth representative;
 - 2.4.** The Participation of Women representative; and
 - 2.5.** The immediate Past President.
- 3.** The Provincial Executive shall be elected as follows:
 - 3.1.** The Provincial Officers shall be elected in accordance with Article 9, Section 2;
 - 3.2.** Three (3) Provincial Council members, each to represent a geographic area of East, Central and West Prince Edward Island on the Provincial Executive shall be elected to a one-year term at the first Provincial Council meeting after the Annual Convention, as follows:
 - 3.2.1.** The East Council representative on Provincial Executive shall be elected from and by the District representatives of Districts 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9,
 - 3.2.2.** The Central Council representative on Provincial Executive shall be elected from and by the District representatives of Districts 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 and 18,
 - 3.2.3.** The West Council representative on Provincial Executive shall be elected from and by the District representatives of Districts 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27, and

3.2.4. In the event that one or more of the three Council positions on Provincial Executive becomes vacant during the one-year term, Council shall appoint a member or members in good standing from the affected district area(s) to complete the term.

3.2.5. As changes to district boundaries are made in accordance with the Electoral Boundaries Act, the representation provisions for the East, Central and West areas are to be amended to accord with such changes.

3.3. The New Democrats Youth representative shall be elected by and from the New Democrat Youth of Prince Edward Island;

3.4. The Participation of Women representative shall be elected by and from the New Democratic Women of Prince Edward Island, as described in Article 7.

3.5. The person with the most senior role from Prince Edward Island on the Federal Executive or Federal Council shall have voice but no vote on the Provincial Executive; and

3.6. A representative of the labour movement who is a member of the NDP PEI and selected by the PEI Federation of Labour in consultation with the NDP PEI shall have voice but no vote on the Provincial Executive.

4. At least one-half of the members of the Provincial Executive shall be women.

5. The Provincial Executive shall meet at least six (6) times a year and shall have full authority to administer the affairs of the party between meetings of the Provincial Council.

6. Quorum

6.1. A quorum at any meeting of the Provincial Officers or the Provincial Executive shall consist of one-third (1/3) of the members of the respective body; and

6.2. A quorum at any meeting of the Provincial Council shall consist of one quarter (1/4) of the members of the Provincial Council.

Article 11: Provincial Council

- 1.** The Provincial Council shall be the governing body of the party between Provincial Conventions.
- 2.** Provincial Council shall consist of:
 - 2.1.** The Provincial Executive;
 - 2.2.** One (1) member elected by each provincial district association; and wherever a provincial district association does not exist, Provincial Council is authorized to appoint a district representative only for provincial district associations;
 - 2.3.** The New Democrat Youth of Prince Edward Island' representative on the Provincial Executive and two (2) members elected from and by the New Democrat Youth of Prince Edward Island; and
 - 2.4.** A representative for seniors, one for aboriginals and one for persons with disabilities.
- 3.** At least one half of the members of the Provincial Council shall be women
- 4.** The Provincial Council shall meet at least four (4) times a year, at the call of the Council may suspend any council member missing three (3) consecutive meetings without just cause.
- 5.** Standing Committees:
 - 5.1.** The Provincial Council shall establish the following Standing Committees:

- 5.1.1.** Party Constitution (Chaired by President; members approved by Provincial Executive);
 - 5.1.2.** Finance (Chaired by the Treasurer; members approved by Provincial Executive);
 - 5.1.3.** Fundraising (Chair elected to a one-year term by Provincial Council; members appointed by Provincial Executive)
 - 5.1.4.** Policy and Education (Chair elected to a one-year term by Provincial Council; members appointed by Provincial Executive);
 - 5.1.5.** Women (with Chair and membership as described in Article 7);
 - 5.1.6.** Membership and Organizing (Chaired by the Membership Secretary; members approved by Provincial Executive);
 - 5.1.7.** Communications and Public Relations (Chair elected to a one-year term by Provincial Council; members approved by Provincial Executive); and
 - 5.1.8.** Election Readiness (Chair elected to a one-year term by Provincial Council; members appointed by Provincial Executive).
- 5.2.** All members of Standing Committees must be members in good standing of the New Democratic Party of Prince Edward Island.
- 5.3.** Every effort shall be made to ensure that at least one-half of the members of each Standing Committee are women, with the exception of 5.1.5 above.
- 5.4.** There shall be a Youth representative on each Standing
- 5.5.** Chairs of the Standing Committees listed above shall be appointed by Provincial Council on an annual basis at the first council meeting following the Annual Other Standing Committees established from time

to time by the Provincial Council shall commence their functions at the time of their creation. The Provincial Council shall approve the terms of reference for all Standing Committees.

- 5.6.** On a temporary basis, and to meet specific needs, the Provincial Council may establish one or more Ad Hoc committees. The council shall outline the terms of reference for these Ad Hoc Committees and determine the time period for their operation.
- 5.7.** The Provincial Council may authorize the establishment of one or more Advisory Committees and outline the terms of reference for the Advisory Committees so
- 5.8.** Each Advisory Committee shall, in co-ordination with the Leader, choose one or more spokesperson to serve as a public representative of the party for subjects within the committee's terms of reference and to assist the Leader in the public dissemination and communication of the party's policies and
- 5.8.1.** Although the composition of Advisory Committees may include individuals who are not members of the New Democratic Party of Prince Edward Island, only party members may vote on committee decisions and serve as committee spokespersons.
- 5.9.** If a member of Provincial Council elected by a district association is unable to attend a Provincial Council meeting, the respective district association president shall be permitted to appoint an alternate to attend the Provincial Council meeting and the alternate so named shall be entitled to full voice and

Article 12: Duties of Provincial Officers

- 1.** The Provincial Leader shall be the chief political spokesperson of the party and, subject to the Convention and Provincial Council, shall interpret to the public the policies of the

- 1.1.** In co-ordination with the Standing and Advisory Committees established under Article 11, Sections 5 & 6, the Leader shall ensure that party spokespersons are selected to assist the Leader in furthering the political aims and objectives of the
 - 1.2.** Bearing in mind party policy and positions within their area of responsibility, these spokespersons shall act under the direction of the Leader and in conjunction with the Advisory
- 2.** If the Provincial Leader is a member of the Legislative Assembly of Prince Edward Island, he or she shall be the House Leader. In the event that the Provincial Leader is not a member of the Legislative Assembly, or should the position of Leader become vacant, the caucus shall elect an interim House
- 3.** The Provincial President shall be the Chief Executive Officer of the party and shall be responsible to the Provincial Executive. He or she shall have supervision over the work of the party, sign all official documents and preside at Conventions and all meetings of the Council and
- 4.** The Vice-Presidents shall assist the President in order of standing and assume the duties of the President in his or her absence or Other duties shall be assigned by the Executive.
- 5.** The Recording Secretary shall be the Chief Administrative Officer of the party and the custodian of party records. The Recording Secretary shall be responsible for preparing and distributing materials in advance of Executive, Council and Convention meetings, taking minutes at all such meetings and, in consultation with the Leader and the President, co-ordinating the preparation of an agenda for all such meetings;
 - 5.1.** The Secretary shall be responsible for the recording of Executive, Council and Convention minutes and shall, in consultation with the Leader and the President, co-ordinate the preparation of the agenda of all meetings of the Executive, the Provincial Council and the
- 6.** The Membership Secretary shall be responsible for maintaining the membership list, co-ordinating membership drives, welcoming new

members, and supporting the efforts of the Leader and others in organizing the Districts;

7. The Treasurer shall be the Financial Officer of the party, the custodian of party funds and he or she shall formulate the party's financial policy, subject always to the approval of Provincial Council and/or
8. One of the Provincial Officers shall supervise the membership lists and constituency association structure, ensuring, wherever possible, that vacancies on constituency association executives are filled and defunct constituency associations are re-activated at the earliest
9. For legal and banking purposes, the signing officers of the party shall be any two (2) of the President, Secretary and Treasurer.

Article 13: Provincial District Associations

1. Each provincial district association shall adopt by-laws for the conduct of district business. Such by-laws shall include provisions for equal representation of women wherever possible. Such by-laws or regulations shall be subject to approval of the Provincial Council and shall be in accord with the Provincial Where no by- laws are in effect, the model by-laws outlined in Appendix A shall be in effect.
2. The purpose of the district association shall be to organize its electoral district for educational and election purposes and, generally, on a continuing basis, to undertake on behalf of the party, the furthering of party work within its particular district.
3. Each member shall be a member of the provincial district association in which he or she resides unless he or she requests and is granted membership in another provincial district
4. Members of affiliated organizations are entitled to send two (2) members to vote at district meetings and nominating conventions, provided their names

are submitted to the district Secretary at least fourteen (14) days prior to the meeting or nominating convention.

5. Where no district association exists, the Provincial Council may appoint an acting district association executive subject to the approval of the Provincial Council. Every effort will be made to ensure equal representation of women on appointed executives. These interim officers will hold office until regular district elections take place in accordance with the other provisions of Article 13.
6. Each provincial district association must hold at least two general membership meetings each year, one of which must be an Annual General

Article 14: Conventions

1. All Conventions

- 1.1. Subject to the provisions of the Federal Constitution and the procedures contained in this constitution, sovereign power is vested in the
- 1.2. Any member in good standing on the first day of a Convention of the New Democratic Party of Prince Edward Island is eligible to attend Convention as a voting
- 1.3. The Provincial Executive shall determine the registration fee for delegates to
- 1.4. Each affiliated organization is entitled to send representatives (as delegates) on the basis of two (2) delegates for the first one hundred (100) members or portion thereof and one (1) additional delegate for each additional fifty (50) members or major portion
- 1.5. Each delegate to Convention shall have only one
- 1.6. A majority of the delegates registered at the Convention shall constitute a quorum.

- 1.7. All Honourary Life Members shall have voice and vote at
- 1.8. The provincial party shall adopt such rules and regulations as it deems necessary for the conduct of its business but, in all matters not governed by those rules and regulations, Robert's Rules of Order shall
- 1.9. Subject to approval by Provincial Council, any Convention may be conducted at multiple locations, simultaneously, using video-conferencing and/or teleconferencing electronic technology.

2. Annual Conventions

- 2.1. A convention, known as the Annual Convention, shall be held in April of each calendar year, at the location and dates determined by Provincial Under exceptional circumstances, the Provincial Council may postpone the Annual Convention until no later than the first week of December. Should the convention be postponed, sixty (60) days' notice will be given.
- 2.2. Not less than forty-five (45) days' notice of the date and place of an Annual Convention shall be given to each provincial constituency association, each member of the party who is a member of the Legislative Assembly of Prince Edward Island or the House of Commons representing a Prince Edward Island constituency, and an advertisement taken in the local and social media for the purpose of notifying any member or prospective member of the party of the forthcoming Annual
- 2.3. The Annual Convention shall elect, by secret ballot, all Provincial Officers as prescribed in Article 9, Section (2).
- 2.4. Resolutions or recommendations for submission to an Annual Convention must be received by the Provincial Secretary at least thirty (30) days prior to the start of the Convention, and may be submitted by:
 - 2.4.1. Any District Association;
 - 2.4.2. The Provincial Council;

- 2.4.3.** The Provincial Executive;
- 2.4.4.** The New Democrat Youth;
- 2.4.5.** The New Democratic Women;
- 2.4.6.** Any Standing Committee;
- 2.4.7.** Any Advisory Committee; and
- 2.4.8.** Any

2.5. Resolutions or recommendations for submission to an Annual Convention must be available to members at the party office ten (10) days prior to the start of

2.6. Emergency resolutions may be submitted in writing by any delegate at an Annual Convention, up to the end of Such resolutions shall deal with important matters that arise after the resolution deadlines. Two-thirds of the delegates at the convention must support a motion to consider any resolution so submitted.

3. Special Conventions

3.1. A Special Convention shall be one that is held in addition to an Annual Convention.

3.2. Special Conventions may be called by a two-thirds (2/3) majority vote at a Provincial Council

3.3. Special Conventions may be called on thirty (30) days'

3.4. Notice of such convention shall specify the matters to be considered and the Special Convention shall confine itself to

Article 15: Discipline and Appeal Process

1. The Provincial Executive and any district associations have the right to expel, suspend or discipline any member for conduct contrary to this constitution and to the principles of the
2. Complaint may be lodged with the Provincial President by any member or constituted body of the party alleging a violation of the constitution or a statement or action resulting in severe and evident injustice to a member or constituted body of the party.
3. Such complaint(s) must be in writing, must set out details of action or statement that give rise to the complaint, the remedy sought and such evidence as may be pertinent.
4. Satisfaction must first have been sought under existing party procedures and rules of the appropriate organization before the appeal is directed to the
5. The President shall endeavour to achieve an amicable Failing such settlement, the complainant may lodge the complaint with the Provincial Council.
6. The Provincial Council shall rule on the complaint by motion and shall direct, within fourteen (14) days, its ruling by mail to those
7. When such suspension, expulsion or discipline is contemplated, adequate notice must be given to the individual concerned so that he or she may have the opportunity of a
8. At any hearing, the complainants and the defendants shall each be entitled to representation by someone of their choice to speak on their behalf, and any witnesses to the
9. Those affected by the ruling by motion of the Provincial Council may appeal the matter to Annual

10. Any individual expelled, suspended and , may appeal such action or decision to the next highest level of authority of the party, up to and including the Annual Convention.
11. Notice of appeal to the Annual Convention must be lodged with the Provincial Secretary within sixty (60) days of the ruling of the Provincial
12. The convention shall render its ruling by motion prior to adjournment and such ruling shall be final and binding on those
13. No member, and no constituted body of the party, shall seek redress of any matter arising from disputes within the party through legal action or by public notice or solicitation.

Article 16: Public Office

1. Each provincial district association shall be responsible for the nomination of its candidate(s) for all elections and by-elections.
2. The nomination and election of candidates shall occur at a general membership meeting open to all members in good standing of the provincial district association. However, where such a meeting fails to obtain a quorum as outlined in the district association by-laws, the provincial district association executive may hold a nominating meeting to elect a candidate. This meeting shall be open to all members in good standing of the provincial district association.
3. Wherever possible, meetings described in (1) above shall be preceded by at least one week's advance notice to all members of the provincial district
4. Should the meetings described in (1) above fail to secure the nomination and selection of a candidate or candidates, the Provincial Executive may appoint a candidate or
5. Where no provincial district association exists, the Provincial Council may authorize and/or approve the naming of a candidate or candidates to

contest an election or by-election with the approval of the majority of members in the

6. All persons proposed as candidates of the party for public office shall be members in good standing of the party and shall obtain acceptance from the Provincial
7. Each member of the party, including candidates for and holders of public office, has covenanted that: "I will accept and abide by the constitution, principles and policies of the New Democratic "

Article 17: Property

1. The Provincial Executive shall be empowered to nominate members of the party to serve as officers of societies and limited companies to manage the properties of the party.

Article 18: Amendments

1. This Constitution may be amended by a two-thirds (2/3) majority vote of all delegates present and voting at any Provincial
2. Constitutional amendments must be submitted to the Constitutional Committee and made available for members' scrutiny twenty-one (21) days prior to
3. Constitutional amendments shall become effective upon adjournment of the convention at which they are

Appendix A

**NEW DEMOCRATIC PARTY OF PRINCE EDWARD ISLAND
DISTRICT [#] _ _ [District Name] ASSOCIATION BY-LAWS**

1. Name

- 1.1. The name of the association shall be the New Democratic Party of Prince Edward Island District [#] Association.

2. Members

- 2.1. Members of the New Democratic Party of Prince Edward Island District [#] Association shall consist of all those individuals who are members in good standing of the New Democratic Party of Prince Edward Island and who are resident in District __ [#] except for those individual members who, under the provisions of the constitution of the New Democratic Party of Prince Edward Island, have requested and been granted membership in another provincial district association. Similarly, members of the New Democratic Party of Prince Edward Island who are not resident in District __ (#) may be granted membership in District (#) by a vote at a District Executive or Annual General Meeting.

3. Executive

- 3.1. The Executive shall be composed of a minimum of three positions, consisting of a President, Secretary-Treasurer and Provincial Council Representative. Wherever possible, no one individual shall occupy more than one position. All efforts shall be made to have each Executive position filled by different members of the District Association and with the goal of achieving gender balance if The term of office for each Executive position shall be one year.

4. Financial

- 4.1. An account shall be maintained for the financial management of the District Association at a designated credit union. Three Executive officers (including the Secretary-Treasurer and the President) shall have signing authority for the account, with all cheques drawn on the

account requiring the signature of two of the three designated Executive officers.

4.2. The Secretary-Treasurer shall provide a financial report to the Executive at each meeting, and to the membership at the Annual General Meeting and other general membership meetings.

4.3. The fiscal year shall run from April 1 to March 31.

5. Meetings

5.1. The Executive shall endeavor to follow the meeting schedule outlined in the provincial constitution (Article 6), but otherwise shall meet by email, phone or in person as expedient.

5.2. Wherever possible, the Secretary-Treasurer shall provide at least one week's notice of an Executive meeting by email or phone to all Executive members.

5.3. The Executive shall call an Annual General Meeting of the membership prior to the deadline date for submission of resolutions to the annual convention of the New Democratic Party of Prince Edward Island. Where the annual convention of the New Democratic Party of Prince Edward Island is delayed as per the party's constitutional provisions, the Annual General Meeting of the district association shall be held prior to March 31.

5.4. The Secretary shall give at least two weeks' notice to the District membership of any general membership meeting by email, phone or regular mail.

6. Quorum and voting

6.1. For Executive meetings, a simple majority of the Executive shall constitute a quorum, whether business is conducted in person or by phone or email.

6.2. For general membership meetings, a minimum of six members or one-third of the District Association membership, whichever is less, shall constitute a quorum.

7. Other business

7.1. All other business that may arise shall be the responsibility of the Executive to discharge on behalf of the association, providing that the Executive shall report to the general membership in an appropriate and timely In any case, each Executive officer shall provide a summary report at each Annual General Meeting.

8. Amendments

8.1. These by-laws may be amended by a two-thirds (2/3) majority vote of all members present and voting at any District Annual General Meeting.

8.2. Proposed by-law amendments must be made available to all members at least two weeks prior to the District Annual General Meeting.

8.3. By-law amendments shall become effective upon adjournment of the District Annual General Meeting at which they are adopted.

Mailing Address

81 Prince Street
Charlottetown, PE
C1A 4R3

Contact Us

(902) 892-1930

info@ndppei.ca (<mailto:info@ndppei.ca>)

Get Involved

Join (<https://www.ndppei.ca/membership/>)

Donate (<https://www.ndppei.ca/donate/>)

Volunteer
(<https://www.ndppei.ca/volunteer/>)

Follow Us

 (https://www.instagram.com/ndp_pei)

Sign up



© 2024 NDP PEI. All rights reserved.



MANITOBA NEW DEMOCRATIC PARTY CONSTITUTION

As amended by Convention 2022

As amended by Provincial Council 2022

MANITOBA NEW DEMOCRATIC PARTY CONSTITUTION

as amended at Convention 2022, Provincial Council 2022

As approved at the Provincial Founding Convention of 1961 and amended at subsequent conventions and by Provincial Council under Article 13, Section 7(2)

ARTICLE 1 NAME

The name of the Party shall be the Manitoba New Democratic Party.

ARTICLE 2 PURPOSE

The Party aims to unite all progressive people and organizations into a party, democratically controlled and financed by its members, and to further the objectives of the New Democratic Party of Canada.

Section 1

STATEMENT OF PRINCIPLES

Our society must change from one based on competition to one based on co-operation.

We wish to create a society where individuals give according to their abilities and receive according to their needs.

We believe present human endeavour must become environmentally sound to ensure that future generations may have access to an abundant and diverse biosphere.

Our purpose as a movement is to foster social change towards a more co-operative society. Our purpose as a political party is to develop a public mandate for that social change by giving individuals greater control in the economy, their workplace and their community.

Our actions and words must reflect our fundamental faith in the capacity of people to live cooperatively and to work for the betterment of all.

Our commitment to the electorate is to be forthright about our long-range goals as well as practical about our short-term political objectives.

Section 2

MEMBERSHIP CARDS AND APPLICATIONS FOR MEMBERSHIPS

The Statement of Principles shall be printed on each application for membership and on each membership card.

Members of the New Democratic Party must agree to abide by the Statement of Principles.

ARTICLE 3 INTERPRETATION

Section 1

This Constitution shall be interpreted in accordance with the Statement of Principles.

Section 2

This Constitution shall be interpreted by the President, who may be overruled by a majority vote at any meeting of the Provincial Executive or Council, or at a convention.

Section 3

This Constitution includes the Purpose and Appendices.

Section 4

This Constitution uses the gender-neutral “they” as a singular pronoun.

ARTICLE 4 MEMBERSHIPS

Section 1

INDIVIDUAL MEMBERSHIP

1. Individual membership shall be available to any resident of Manitoba who accepts and agrees to abide by the Constitution, principles and programs of the Party, who pays their own membership and who is not a member or supporter of:
 - (a) any other political party;
 - or
 - (b) any group of individuals one of whose main purposes is to elect a person or persons to any political office in opposition to anyone running for the New Democratic Party.
2. Individual applications for membership shall, upon written request of any two members, and after notice to show cause, be subject to ratification by the Provincial

Executive with right of appeal to the Provincial Council and the Provincial Convention.

3. Membership shall cease for any individual who:
 - (a) is three months in arrears in membership fees; or
 - (b) contests an election in opposition to a duly nominated or endorsed New Democratic Party candidate.
4. Any application for membership by a person previously suspended under Section 1.3(b) of this Article or under Article 16 shall be subject to ratification by the Provincial Executive and to appeal to Provincial Council and Provincial Convention.
5. Individual memberships shall become active no later than 14 days after being received by the Provincial Secretary, unless the membership application is referred to the next meeting of the Executive.
6. The Provincial Executive may award to an individual a gold card indicating outstanding contribution and dedication to the goals and principles of the Party. An individual to whom the Executive has awarded a gold card shall be recorded as a life member.

Section 2

AFFILIATED MEMBERSHIP

1. Affiliated membership shall be open to trade unions, farm groups, co-operatives, women's organizations and other groups and organizations which, by official act, undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party, and are not associated or identify with any other political party.
2. An application for affiliated membership shall be made, on the form required, to the Manitoba NDP Executive, which shall have the exclusive authority to deal with such application.

An application must include:

- (a) Evidence that the applicant organization has complied with Section 2.1 of this Article.

- (b) Confirmation of the number of individual NDP members within the applicant organization
- (c) A contact person that is an individual NDP member and authorized by the affiliate to act on their behalf.
- (d) Any other information requested by the Executive.

3. Executive may waive Section 2(b) in cases where it deems there is just cause.
4. Affiliated memberships must be renewed in writing each year.
5. The affiliated organizations in good standing shall be entitled to representation at any contest held in the 2017 calendar year.

ARTICLE 5 FINANCES

Section 1

Any membership purchased in the last four months of a calendar year shall be valid for the next calendar year.

Section 2

Subject to Section 3 of this Article, monies received by the Provincial Party shall be distributed in accordance with the constituency assessment formula as ratified by Provincial Council.

Section 3

Monies raised for election financing will be returned to the constituency or electoral agency of origin as determined by Provincial Council.

Section 4

1. Provincial Council shall establish membership fees by a two thirds majority vote of Provincial Council members present and voting.
2. Changes to membership fees shall be preceded by Notice of Motion to Provincial Council.

ARTICLE 6 YOUTH SECTION

Section 1

There may be a young people's section of the Provincial Party, Manitoba Young New Democrats (MYND), fully autonomous as to its constitution and program, provided that the said Constitution and program are not in conflict with the principles or constitution of the Federal and Provincial Party.

Section 2

Membership fees shall be collected and held by the Provincial Party but MYND reserves the right to request these funds by resolution of the MYND Executive.

Section 3

Members of the MYND shall be accorded full rights as constituency members in the constituencies in which they reside.

Section 4

The Provincial Party shall provide the MYND with a listing of MYND members and the MYND shall provide the Provincial Party with a listing of all locals

ARTICLE 7 CONSTITUENCY ASSOCIATIONS

Section 1

The purposes of a constituency association are to:

- (a) increase membership;
- (b) organize for electoral, political and educational purposes;
- (c) participate in policy development; and
- (d) nominate candidates for electoral office under the guidelines established by Provincial Council.

Section 2

Constituency association membership may consist of resident and non-resident members.

1. Resident Members: All current individual members of the Party who live within the boundaries of the electoral constituency, and who have not elected to become members of any other constituency association of the Party, shall be members of the association.

2. Non-Resident Members: All current individual members of the Party who have applied in writing to the Provincial Secretary of the Party to become members of an association, other than the constituency association in which they reside, shall be nonresident members of the constituency of their choice.
3. An individual member may be a member of only one constituency.

Section 3

For the purpose of nominating a candidate, members may only vote in their constituency of residence.

Section 4

Every member of the Party elected to public office must be a member of the constituency represented regardless of place of residence.

Section 5

An annual meeting shall be held in each calendar year for the election of officers.

Section 6

Each constituency association shall provide the Treasurer of the Provincial Party with a complete financial statement at the end of each calendar year.

Section 7

Each constituency shall adopt by-laws for the conduct of constituency business. Such bylaws shall be subject to the approval of the Provincial Executive and shall not be in conflict with the Provincial Constitution.

Section 8

Where a constituency association fails to adopt its own by-laws in accordance with Section 7 of this Article, the Provincial Constituency by-laws approved by the Provincial Executive shall govern all activities of the constituency association.

ARTICLE 8 PROVINCIAL CONVENTION

Section 1

The Provincial Convention is the supreme governing body of the Provincial Party. It shall decide the principles, policies and

programs of the Party and its decisions shall govern the actions of the Provincial Council and Provincial Executive.

Section 2

There are two types of convention:

1. a regular convention which shall take place every year at a time and place determined by Council; and
2. a special convention shall be called by the Council or if requested by a majority of constituency associations.

Section 3

1. At least 90 days' notice of the date and location of a regular convention shall be given to each constituency association and bodies entitled to representation at convention.
2. Notice of a special convention shall be determined by the Council.

Section 4

1. Resolutions for submissions to a regular convention must be received by the Provincial Secretary not less than 45 days prior to the convention date for distribution to the constituency associations and bodies entitled to representation at convention not less than 10 days prior to the convention date.
2. Resolutions may be submitted by the Provincial Executive, the Provincial Council and all those bodies that are entitled to representation at the convention, including Standing Committees of Council.
3. The Provincial Council shall appoint a Resolutions Committee at least 90 days before a regular convention.
4. The Committee shall be comprised of at least seven members, with two Co-Chairs, one of whom shall be a member of the Provincial Executive.
5. The responsibilities of the Resolutions Committee and its procedures shall be established by the Provincial Council.

Section 5

Registration fees for delegates to the convention shall be determined by the Provincial Council.

Section 6

1. The Provincial Council shall establish a Convention Planning Committee at least 90 days before a regular convention.
2. The responsibilities of the Convention Planning Committee shall be established by the Provincial Council.

Section 7

A majority of credentialed delegates shall constitute a quorum at a convention.

Section 8

1. Rules governing general procedures and voting procedures at any convention are set out in Appendix A of this Constitution.
2. The Provincial Convention may adopt additional rules and regulations as it deems necessary for the conduct of its business.

Section 9

In all meetings conducted pursuant to the provisions of the Constitution, where rules have not been adopted for the conduct of the meeting, "Robert's Rules of Order" shall prevail.

ARTICLE 9 REPRESENTATION AT CONVENTION

Section 1

- (a) Each delegate to a Provincial Convention must be an individual member of the Party for a minimum of 90 days prior to that convention.
- (b) A person must be a member for a minimum of 90 days prior to a convention to be eligible to vote at a meeting to select convention delegates.
- (c) Delegates from affiliates shall be members in good standing of both the affiliate and the Manitoba NDP
- (d) The list of members as of 90 days prior to the Convention shall be used for calculating the

number of delegates eligible to represent provincial constituencies, affiliates and MYND at Provincial Conventions.

Section 2

All members of the Provincial Council, MLAs and MPs from Manitoba elected as New Democrats shall be entitled to delegate status.

Section 3

Each provincial constituency association shall be entitled to:

- (a) Five delegates for the first fifty members or less: and
- (b) One delegate for each additional ten members or major fraction thereof.

Section 4

Each affiliated unit shall be entitled to send delegates who are members in good standing of this same unit and individual members of the Provincial Party on the following basis: one delegate for the first 25 members or less and one additional delegate for each additional 25 members or major fraction thereof; up to four delegates for 100 members; thereafter one delegate for each additional 100 members or major fraction thereof.

Section 5

Delegates from the MYND registered with the Provincial Office of the Party shall be allotted on the same basis as constituency associations.

Section 6

The political education committees of District Labour Councils shall be entitled to one delegate each and the Manitoba Federation of Labour political education committee shall be entitled to two delegates.

ARTICLE 10 PROVINCIAL EXECUTIVE

Section 1

The Provincial Executive shall consist of:

- (a) Table Officers
 - i. Leader
 - ii. President
 - iii. Immediate Past President

- iv. Six Regional Vice Presidents
 - v. Treasurer
 - vi. Provincial Secretary;
- (b) ten members at large;
 - (c) one member to be elected by the MYND;
 - (d) two members elected by the Legislative Caucus; and
 - (e) one member who serves as Chairperson of the Status of Women, Gender Equity, and Gender Diversity Committee in accordance with that Committee's terms of reference

Section 2

1. The Provincial Executive shall meet at least nine times per year and shall have full authority to administer the affairs of the Party between meetings of the Provincial Council.
2. The Provincial Executive is empowered to enter into binding contracts with banks, credit unions and other lending institutions. Such powers would include the borrowing of funds and the granting of security therefore.

Section 3

Upon receipt of a petition signed by five members of the Executive, the President must hold an emergency Executive meeting within seven days.

Section 4

A majority of the Executive shall constitute a quorum.

Section 5

Any member of the Executive absent without cause from two consecutive duly called Executive meetings shall be deemed to have vacated office.

Section 6

Any vacancy in the Executive excepting only the Party Leader and the Provincial Secretary shall be filled by Council.

Section 7

The Provincial Secretary shall be appointed by the Provincial Executive. The Secretary shall be paid such remuneration as

may be determined by the Provincial Executive and carry out all the duties assigned by the Executive.

Section 8

The Provincial Executive shall strike an Election Planning Committee and the Executive may delegate to that committee such powers as it deems appropriate.

ARTICLE 11 DUTIES OF OFFICERS

Section 1

LEADER

The Provincial Leader shall be the chief political spokesperson of the Party in Manitoba.

Section 2

PRESIDENT

The Provincial President shall exercise supervision over the affairs of the Party, sign all official documents, preside at regular and special conventions and at meetings of the Provincial Council and Provincial Executive.

Section 3

TABLE OFFICERS

The Table Officers shall constitute the Caucus Liaison Committee.

Section 4

REGIONAL VICE-PRESIDENTS

The Regional Vice-Presidents shall liaise with the constituencies within their geographic area, as defined by Article 12, Section 3, and, in the absence of the President, a Vice-President who is present at the meeting shall chair meetings of the Provincial Executive, Council or Convention.

Section 5

TREASURER

The Provincial Treasurer shall be responsible for the financial affairs of the Party.

Section 6

PROVINCIAL SECRETARY

The Provincial Secretary shall be the Chief Administrative Officer of the Party.

ARTICLE 12 ELECTION OF EXECUTIVE

Section 1

The Provincial Party in Convention shall elect the following:

- (a) President
- (b) Six Regional Vice-Presidents
- (c) Treasurer
- (d) Ten members at large

Section 2

- (a) With the exception of the Leader, at least 50% of the members of Provincial Executive elected pursuant to Article 12, Section 1, shall be women.
- (b) The remaining of positions may be filled by non-binary/gender nonconforming persons or men.

Section 3

For the purposes of the election of Regional Vice Presidents in Article 10, Section 1(d) there shall be established the following geographic regions:

- (a) The North
- (b) The Parklands
- (c) Brandon and the Southwest
- (d) The Interlake
- (e) The South and Southeast
- (f) Winnipeg

Provincial Council will determine the constituencies making up each region.

ARTICLE 13 PROVINCIAL COUNCIL

Section 1

The Provincial Council shall consist of:

- (a) The Provincial Executive
- (b) The President and Provincial Council Representative from each constituency association, at least one of whom must be a woman and the other of which may be a woman, man, or non-binary/gender nonconforming person.
 - i. in the absence of either, a member of the constituency association Executive as designated in writing to the Provincial Secretary may be substituted

- (c) Three members from the MYND consisting of:
 - i. The two co-chairs of MYND;
 - ii. One additional member of the MYND Executive selected to ensure that at least 50% of representatives from MYND from among the co-chairs, Provincial Executive position, and this additional member are women, with the remaining positions filled by women, men, or non-binary/gender nonconforming persons.
- (d) Five union members who are individual members of the Party, representing the affiliated unions, elected by union delegates at the Provincial Convention;
- (e) Federal Council members from Manitoba; and
- (f) Chairs of Standing Committees of Council.

Section 2

The Provincial Council shall be the governing body of the Party between conventions

Section 3

The Provincial Council shall meet at least four times yearly and not later than 14 days following receipt of a petition calling for an emergency meeting signed by more than 20 members of the Council.

Section 4

Forty members of Council shall constitute a quorum.

Section 5

A travel allowance for Provincial Council members may be paid by the Party.

Section 6

The Provincial Secretary shall provide minutes of Provincial Executive meetings to all Council members as information.

Section 7

1. At its first meeting after Convention, Provincial Council shall establish the following Standing Committees of Council:
 - (a) Indigenous Policy Committee

- (b) Membership Recruitment and Retention Committee
- (c) Multicultural Equity, Diversity, and Inclusion Committee
- (d) Policies and Procedure Committee
- (e) Rural and Agriculture Committee
- (f) Seniors Committee
- (g) Sustainability Committee
- (h) Status of Women, Gender Equity, and Gender Diversity Committee

2. Standing Committees may be added or deleted from Section 7(1). of this Article by a two-third vote of Council members present and voting.
3. Council may determine the number of members and terms of reference of Standing Committees.

Section 8

The Provincial Council shall appoint an Auditor to the Provincial Treasurer's accounts.

ARTICLE 14 LEADERSHIP

SELECTION PROCESS

Section 1

A leadership contest shall be held:

- (a) When there is a vacancy as a result of a leader's resignation, death, legal incapacity; or
- (b) When a majority of convention delegates, present and voting by secret ballot, support a resolution calling for a leadership contest under the following circumstances:
 - i. At the first Convention following an election in which the Party does not form government; or
 - ii. When Provincial Council, by a majority vote through secret ballot, submits such a resolution to convention for consideration;
 - iii. When 10 or more bodies, entitled to send delegates, submit a resolution passed at general meetings calling for a leadership contest.

- (c) No vote as outlined in Section b above should be held within 12 months of the date fixed for a forthcoming provincial election.

Section 2

Should the position of Leader become vacant or if Convention requests a leadership contest:

- (a) an Interim Leader shall, within 14 days, be elected at a joint meeting of the Members of the Manitoba NDP Legislative Caucus and the Provincial Council and serve until a new Leader is selected.
- (b) A leadership contest to select a new leader must be completed within 12 months of the appointment of the interim leader.
- (c) In extenuating circumstances, Provincial Council may extend the appointment of an interim leader by up to six months.

Section 3

A delegated Leadership Convention shall be held at a site and time as determined by the Executive. The Executive shall oversee the conduct of the Leadership Convention and may set such regulations as it deems necessary including the manner in which delegates are selected.

Section 4

The Executive may strike a Leadership Convention Planning Committee and the Executive may delegate to that committee such powers as it deems appropriate.

Section 5

To be eligible for election as Leader, a person must:

- (a) be a member of the Party
- (b) be eligible to be a candidate in an election of a member to serve in the Legislative Assembly under the Elections Act
- (c) have complied with any registration procedures and paid any fee set for the leadership contest

Section 6

To vote in a leadership contest an individual must have:

- (a) been a member of the Party for the 90 days immediately preceding the day of the Leadership vote; and
- (b) complied with any registration procedures and paid any registration fee set for the contest.

Section 7

The ruling of the Executive shall be final in any matter relating to the conduct of the Convention.

Section 8

The successful candidate must get 50% plus 1 of the votes cast.

Section 9

Whenever selecting a Leader, the party shall follow the procedures set out in this article. Should there be any conflict between the provisions of this article and other articles of this Constitution, the provisions of this article shall apply.

ARTICLE 15 SELECTION OF CANDIDATES

Section 1

The Provincial Executive, in consultation with the constituency association, shall establish the procedures to nominate a candidate for electoral office by secret ballot.

Section 2

All individual members of the Provincial Party resident within in the constituency shall receive notice, duly authorized by the Provincial Executive, at least 10 days before the first ballot begins.

Section 3

In the event no candidate is nominated at least 14 days prior to official nomination day, the Provincial Executive shall take all necessary action to ensure that a candidate is nominated.

Section 4

In the event of action being taken under Section 3 of this article, Section 2 of this article may be waived.

Section 5

Any person proposed as a candidate must be an individual member of the Party, and the nomination shall be subject to ratification by the Provincial Executive.

Section 6

A person must be a member as of 30 days prior to when the first ballot begins and be no younger than 14 years of age to be eligible to vote prior to the start of balloting.

Section 7

Each person seeking or planning to accept a nomination must:

- (a) be a member of the Party;
- (b) be eligible to be a candidate as defined by the Manitoba Elections Act;
- (c) have submitted to the Provincial Executive all completed forms, in the form set out by the Provincial Council, including a criminal record check; and any other documents deemed necessary by the Provincial Executive; and
- (d) have been approved as a candidate by the Provincial Executive after a review of the documents specified and any other information it deems relevant, such review to be completed within 14 days.

Section 3

- (a) One copy of the Amended Constitution shall be sent to each of the President, Vice-President, Secretary and Treasurer of each provincial constituency association.
- (b) At least one copy of the Amended Constitution shall be sent to the Chief Executive Officer of each body entitled to representation at convention.

As amended by Convention, October 16, 2022

As amended by Provincial Council, September 24, 2022 under Article 13, Section 7(2).

Authorized by CFO, Manitoba NDP

cope 342

ARTICLE 16 DISCIPLINE

The Provincial Executive after notice to show cause, may expel, suspend or discipline any member for conduct contrary to this Constitution, or detrimental to the New Democratic Party. Such expulsion or discipline shall be subject to appeal to the Provincial Council and Provincial Convention.

ARTICLE 17 AMENDMENTS

Section 1

Amendments to the Constitution that do not conflict with the Constitution, Principles or Policies of the New Democratic Party of Canada, may be adopted by a two-thirds majority of the delegates present and voting at convention

Section 2

All amendments to the Constitution shall come into effect immediately upon close of the convention at which they are approved, with the exception of amendments to ARTICLE 12 and ARTICLE 13, which shall come into effect immediately upon approval.

Appendix A: Rules of Order (Provincial Convention)

Convention 2022 adopted amended rules of order and election procedures for Convention to facilitate online and/or hybrid Conventions.

1. The President, or designate, shall call the convention to order, and designated members shall chair the sessions of the convention and shall facilitate orderly and open debate.
2. The hours of sitting shall be established at the first sitting of the convention, and shall only be changed as provided in Rule 22.

DEBATE

3. A delegate wishing to speak shall proceed to one of the microphones provided for the purpose. The microphones shall be identified as “pro” or “con”. Delegates wishing to speak, in favour of or against the motion being debated, shall do so only at the appropriately designated microphone with the exception of the portable microphone available for delegates who have difficulty getting to a floor microphone.

A delegate participating online shall contact a moderator through the online platform and indicate to the moderator whether they wish to speak in favour or not. The moderator will communicate this intention to the Chair and they will be placed on the speakers list.

4. When recognized by the Chair, delegates shall give their name and the constituency or affiliate they represent, and shall confine all remarks to the question under consideration.
5. Speeches, with the exception of prioritization as outlined below, shall be limited to three minutes, except that the mover of a motion shall be allowed five minutes in presenting the motion. At the conclusion of the allocated time, the microphone will be turned off.

6. A delegate shall not speak more than once upon a motion, except that the mover of the motion may also close debate.
7. A delegate shall not interrupt another except to raise a Point of Order, a Point of Privilege, or a Point of Information. A delegate called to order shall yield the floor until the question of order has been decided.

A delegate participating online shall contact a moderator through the online platform and indicate they wish to raise a point as noted above. The moderator will communicate this intention to the Chair, who will then recognize the speaker.

DECISIONS OF THE CHAIR

8. Two delegates may challenge any decision of the Chair. When thus challenged, the Chair must vacate the chair and an acting chairperson shall call on one of the challengers to give the reasons for the challenge, and then call upon the Chair to explain the decision in question. No other delegate may speak on the matter. The acting chairperson shall then put the question to the convention: “Shall the decision of the Chair be sustained?” Convention shall by vote determine the outcome of the challenge.

VOTING

9. A vote shall be taken by a show of hands, unless the Chair decides on, or at least two delegates call for, a standing vote. A standing vote shall be counted by the scrutineers appointed.

A delegate participating online shall contact a moderator through the online platform and indicate their vote. The moderator will communicate this intention to the Chair in the case of a standing vote.

10. The Chair shall not vote on any question except that, in the case of a tie, the Chair shall cast the deciding vote.
11. When “the previous question” is moved, no further discussion or amendment shall be permitted. The Chair

shall then put the motion: “That the Question be now put.” If passed, the motion or resolution under consideration shall be put to a vote without further debate. If the motion to put the question is defeated, debate on the main motion will continue.

12. If, in the opinion of the Chair, sufficient debate has taken place, a call for the previous question or for a vote, made directly from the floor, may be accepted without a formal motion and a vote on the question may be put forthwith.
13. A simple majority of delegates present and voting shall be sufficient to pass a resolution, except for motions and amendments dealing with the Constitution; and motions to “put the question”, to reconsider, to accept an emergency or special resolution, and to change the Rules of Order, all of which require a two-thirds majority of delegates present and voting to pass.

RESOLUTIONS & MOTIONS

14. Resolution Panels

- 14.1 Provincial Council has empowered the Resolutions Committee to establish a Resolutions Panel process to examine, prioritize, and edit resolutions prior to the formal opening of Convention. These Panels shall be convened by the Resolutions Committee.
- 14.2 Resolution Panels will be scheduled for a time prior to Convention and participation at a Resolution Panel will be drawn from bodies eligible to send delegates to Convention, including:
 - i. 1/5 of delegates from Provincial Executive
 - ii. 1/5 of each constituency’s delegate allotment
 - iii. 1/5 of each affiliate’s delegate allotment
 - iv. 1/5 of MYND’s delegate allotment

- v. One Registered Delegate from each Standing Committee
- vi. Two Registered Delegate drawn from central labor bodies entitled to send delegates to Convention

- 14.3 Each eligible body must identify their representative(s) for each Panel, and each Panel participant must be a Convention delegate who has paid their Convention registration fees
- 14.4 Resolution Panel priorities will be used to establish an order for debate and make recommendations to Convention regarding the disposition of priority resolutions, and Panels may combine resolutions for more effective debate at convention.
- 14.5 The top 10 resolutions from each policy block (other than Constitution) as determined by each Resolution Panel shall be forwarded to Convention for consideration. The order of consideration for resolutions shall proceed in cycles. The top priority resolution from each panel block will be considered as the first cycle, second priority resolution from each block will be considered as the next cycle, etc. Each new cycle shall consider resolutions from blocks in a different order than the prior cycle.
- 14.6 There shall be blocks of time set aside during convention for resolution discussion. Debate in each block will resume from where discussions ended in the previous block. To facilitate debate the Resolutions Committee will establish a rotation of resolutions from policy block areas.
15. Resolutions will be dealt with in plenary sessions and may be amended. Amendments must be submitted in writing to the Chair immediately after being moved.
16. Emergency resolutions must be submitted by the time designated in the Agenda. Emergency resolutions may be submitted by the Provincial Executive, the Provincial Council and all those bodies which are entitled to

representation at the convention. The Convention Resolutions Committee shall review any submitted emergency resolutions for eligibility. To be considered an emergency resolution, it shall deal only with an urgent and pressing policy or action that has arisen after the deadline for submission of resolutions. The Convention Resolutions Committee shall make a recommendation to Convention regarding the eligibility of submitted Emergency resolutions and where in the debate order the Emergency resolution shall be placed

hours notice is given by motion, setting out the changes and supported by two thirds of delegates present and voting.

23. Where these Rules of Order are silent, Roberts' Rules of Order shall apply.

17. A delegate shall not move a motion to refer back after having spoken on the question at issue.
18. A motion to reconsider may be made only by a delegate who voted with the majority. The business to be reconsidered shall be brought before the final session of Convention.

CONSTITUTIONAL AMENDMENTS

19. Motions to make changes to the Constitution of the Party shall be at a time specified in the Agenda. Such motions may be amended.

APPEALS

20. Appeals shall be heard at a time specified in the Agenda. An individual appealing a decision of Provincial Council shall be allowed five minutes to present their reasons for overturning the Council decision. A spokesperson for Council shall be given equal time to respond. An appeal is not debatable.
21. The Chair shall put the appeal to a vote of the convention thus: "Shall the decision of Council be sustained?" A simple majority is required to sustain the decision of Council.

APPLICATION OF THE RULES

22. Any of the above Rules may be suspended by unanimous consent of the convention, or may be changed during the convention, provided at least four

Election Procedures (Provincial Executive)

1. Any member of the Party is eligible to stand for any position except where the Constitution specifies otherwise. Members of the Nominating Committee with the exception of the Chair (Past President) are excluded from being a candidate for the Provincial Executive while serving on the committee.
2. Nominations for all offices except Leader shall be submitted to the Chair, Nominating Committee on the prescribed form signed by the nominator and nominee, or an electronic alternative.
3. Nominations shall close as indicated on the Agenda, as approved by the convention, for the following positions:
 - President
 - Treasurer
 - Ten Members-At-Large
 - Regional Vice-Presidents
4. All candidates for office shall provide a short biography by the deadline established by the Convention Planning Committee. This biography will be available in convention kits. Candidates submitting nomination papers after the deadline for receiving biographies must prepare and distribute information sheets directly to all delegates at convention prior to the time of voting. Information sheets can only be distributed by convention ushers.
5. No new names may be added to the list of nominees after the specified time for the closing of nominations. Each election must be completed before the next one may begin. A candidate for office who is not elected to that office may stand in nomination for a subsequent position by notifying the Chair, Nominating Committee of their intention to do so.
6. Nominees shall be listed alphabetically when being introduced to the convention and on the ballot sheet and shall speak to the convention in that order with the first candidate to speak being chosen by lot and candidates following alphabetically thereafter.
7. The Chair of the Balloting Committee shall conduct all elections and shall inform the convention of the nominees at the close of nominations and ask each nominee to signify willingness to stand for election or withdraw. Prior to the ballot all nominees will be given the opportunity to address the convention. Candidates for President and Treasurer shall speak for no more than five minutes. Candidates for Vice-President shall speak for no more than three minutes at regional meetings. Members-At-Large shall speak for no more than three minutes.
8. Election Procedure:
 - (a) The Balloting Chair will direct the distribution, collection and counting of ballots and shall take charge of all completed ballots until directed by convention to destroy the ballots. A delegate participating online shall vote using the electronic method available to them.
 - (b) Elections will be decided by majority vote for the positions of President, Treasurer, and Vice-Presidents. If more than one vote is required, the candidate receiving the lowest number of votes on the preceding ballot shall be dropped from the next ballot. Ties will be broken by a ballot between those candidates who are tied.
 - (c) Delegates may vote for no more than ten Members-At-Large.
9. Nomination Forms:

Nomination forms shall be prepared by the Provincial Secretary and made available to all requesting the form. The nomination form for all other members of the Provincial Executive except the Regional VicePresidents shall be signed by the nominee and onominator.

10. Regional Vice-Presidents representing each of the six regions shall be elected from the following regions:
 - (a) The North
 - (b) The Parklands
 - (c) Brandon & the Southwest
 - (d) The Interlake
 - (e) The Southeast
 - (f) Winnipeg

11. Regional meetings shall be chaired by members appointed by the Convention Planning Committee, and delegates shall elect a Regional VicePresident from among those for whom nominations forms were submitted by the deadline established under article 3. If required, the vote shall be made by delegates writing the name of their choice on the ballot slip identified by the Chair immediately prior to the vote, or through the online voting process as established by the Balloting Chair.

12.
 - (a) With the exception of the Leader, at least 50% of the members of Provincial Executive elected pursuant to Article 12, Section 1, shall be women.
 - (b) The remaining of positions may be filled by non-binary/gender nonconforming persons or men.

CONSTITUTION of the NEW BRUNSWICK NEW DEMOCRATIC PARTY
Adopted April 18, 2015

PREAMBLE

The New Brunswick New Democratic Party, informed by its democratic socialist history and longstanding alliances with a broad range of progressive social movements, is a social democratic party that believes in social, economic, and environmental justice, and champions as a right of citizenship the existence of a strong social safety net, sustained by a well-regulated economy.

The New Brunswick New Democratic Party is committed to seeking the common good and acting in the public interest, which includes addressing the limitations of the market; increasing economic equality; maximizing gender equality; encouraging ethno-cultural empathy; maintaining the vitality of our official language communities; preserving the integrity of the environment; and pursuing sustainable prosperity for all.

ARTICLE ONE - NAME

- 1 The name of the party shall be the New Brunswick New Democratic Party, hereinafter the "Party", and in French shall be "Nouveau Parti démocratique du Nouveau-Brunswick":

ARTICLE TWO - MEMBERSHIP

- 2(1) Membership in the Party, subject to the rights and responsibilities provided herein, shall be open to all individuals who:
- (a) Have reached fourteen years of age;
 - (b) Are ordinarily resident in New Brunswick within the definition provided by the *Elections Act*;
 - (c) Pay the prescribed fee pursuant to subsection (2).
- 2(2) Provincial Council (hereinafter referred to as Council) will prescribe a membership fee. Such fee shall be established in a manner consistent with ensuring that membership in the Party is accessible to all New Brunswickers regardless of income or social status. Membership shall be valid for the 12-month period following the payment of a minimum ten-dollar membership fee.
- 2(3) Members have the following rights:
- (a) To have a clear voice in the election of a Leader, Party Executive, and Party candidates for election to the Legislative Assembly,
 - (b) To collectively control the decisions of any Provincial Convention,

- (c) To collectively establish, as they see fit, policies of the Party with regard to public governance and internal operations,
- (d) To stand for election as Leader, as member of any elected party body, and for nomination as a candidate,
- (e) To receive courteous and prompt responses from the Party on any matter relating to the Party.

2(4) Members have the following responsibilities:

- (a) To demonstrate public support for the Party's electoral aims and objectives and refrain from membership in or support for any other provincial political party, or independent candidate in New Brunswick,
- (b) To respect the collective will of the Party as expressed by decisions duly rendered under the framework of this Constitution and the policies established thereunder,
- (c) To participate in Party debate in a manner which is respectful of the democratic process and of the rights of other members to their own effective voice,
- (d) To provide the Party with accurate contact information to allow for effective communication with the member.

2(5) The Provincial Council may deny membership to, or revoke the membership of, any person whose membership is detrimental to the aims of the Party or the collective will of the Membership, provided that:

- (a) at least seven days' notice is provided to the person whose membership might be denied or revoked, and said notice is provided to Council;
- (b) two-thirds of members present at a meeting of Council vote in the affirmative on a motion, duly presented, to deny or revoke membership;
- (c) the person whose membership may be denied or revoked is provided an opportunity to be heard by Council, and
- (d) Provincial Council appoint a standing committee on membership, who shall review disciplinary cases that have been subject to the process outlined in a), b) and c), and make a recommendation to Council.

2(6) (a) The Executive Director shall have the authority to suspend membership pending a hearing before a disciplinary tribunal when, in the opinion of the Executive Director:

- (i) A member has publicly endorsed the candidate of another party, or an independent candidate.
- (ii) A member seeks or accepts the nomination of another party, or files to run as an independent candidate,

- (iii) In the case of a nominated candidate or elected party officer, if that member has criticized the party, its policy, or its leader in such a manner as can be reasonably interpreted as to have withdrawn support for the party and its candidates.
- (b) A member whose membership is revoked under subsection a) may appeal to the next meeting of Provincial Council, who shall hear the appeal on such terms as it deems fair and may overturn the decision of the Executive Director by majority vote.
- (c) Nothing in this section shall be interpreted so as to derogate from the right of elected MLAs to communicate the opinions of their constituents, or to limit internal debate within the party at any level.

ARTICLE THREE - PROVINCIAL CONVENTION

- 3(1) The Provincial Executive shall fix a date for the call to order of a Provincial Convention (hereinafter the "Convention"), which shall be no fewer than two years but no more than three years following the adjournment of the previous Provincial Convention.
- 3(2) The Provincial Executive may set a location and agenda for the Provincial Convention and prescribe a fee for registration thereto, subject to any provisions of this Constitution and the policies thereunder.
- 3(3) No fewer than sixty days prior to the date set for the Call to Order of the Convention, the Executive Director shall cause to be published the dates and location of the Convention, the nomination process for election to offices of the Provincial Executive, and the process for submitting motions for consideration at the Convention.
- 3(4) At each Convention, the following offices on the Provincial Executive shall be open for election:
 - (a) President
 - (b) Vice President
 - (c) Secretary-Treasurer
 - (d) Five regional delegates
- 3(5) At the start of each Convention, the Convention shall appoint a Chief Electoral Officer, who shall receive nominations for each office for a fixed period of time, including at least four hours of the Convention itself; shall chair and set the rules for the portion of the Convention dedicated to candidate speeches; and to certify the counting of ballots for each position.

- 3(6) Nomination of a candidate for any office under subsection (4) shall be deemed to have occurred when the Chief Electoral Officer receives written notice of the candidate's consent to stand for said office and signed by ten members in good standing of the Party.
- 3(7) If, at the close of the period established for nominations under subsection (5), more than one candidate has been duly nominated for the same office, there shall be a vote of all members registered to vote at the convention. A simple majority of ballots cast shall be sufficient to declare a candidate elected. If no candidate receives a simple majority of ballots cast, the candidate receiving the lowest number of votes shall be dropped and another round of balloting shall be held.
- 3(8) At each Convention, motions submitted for consideration shall be debated and voted upon. Motions may deal with any of:
- (a) an amendment to this Constitution,
 - (b) establishment of Party policy, or
 - (c) a directive to any Party officer or body duly empowered to carry out said direction.
- 3(9) Motions may be moved by:
- (a) a Registered District Association under the signature of its President and one other executive member thereof,
 - (b) the Leader,
 - (c) the Provincial Executive
- 3(10) All motions to be considered at Convention must be received by the Executive Director no fewer than twenty days prior to the Call To Order of the Convention. The Executive Director shall cause any motions duly received to be published no fewer than ten days prior to the Call To Order of the Convention.
- 3(11) All motions not considered at Convention shall be referred to Council.
- 3(12) At each Convention where there is no vacancy in the office of Leader and the Leader does not hold the office of Premier of New Brunswick, there shall be deemed to be before the convention the following motion: "Do you wish to hold a Leadership Convention in the next 180 days?"
- 3(13) The motion established in subsection (12) shall be voted upon by secret ballot under the supervision of the Chief Electoral Officer. A simple majority shall be required to either adopt the motion as a directive to the Party Executive or to reject the motion.

- 3(14) In addition to the Convention mandated under subsection (1), the Executive may call additional conventions under these rules. Such conventions shall have all the authority of a regular Convention, but shall be limited to the agenda as set by the Executive and may not consider matters covered by subsections (4) and (11).
- 3(15) Voting delegates to Convention shall include all members of Council and those selected by RDAs based on the following allocation: Two delegates for each RDA and an additional delegate for every five members in good standing thirty days before the convening of the Convention.
- 3(16) For the Convention immediately following a provincial election all candidates who ran in that election and who are members of good standing of the party shall be voting delegates.

ARTICLE FOUR - THE PARTY EXECUTIVE

- 4(1) The Executive shall consist of:
- (a) the following officers, who shall be chosen by the Convention as enumerated in Article 3 with the proviso that at least one of the President or Vice-President be bilingual:
 - (i) the President;
 - (ii) the Vice-President,
 - (iii) the Secretary-Treasurer.
 - (b) the following regional representatives, to be elected by Convention delegates from the RDAs in question:
 - (iv) one representative elected by delegates from RDAs 1-8 and 47-49 inclusive;
 - (v) one representative elected by delegates from RDAs 9-16 inclusive;
 - (vi) one representative elected by delegates from RDAs 17-25 inclusive;
 - (vii) one representative elected by delegates from RDAs 26-36 inclusive;
 - (viii) one representative elected by delegates from RDAs 37-46 inclusive.
 - (c) the elected representative of the Cabinet or Shadow Cabinet, who shall be elected by the members of the Cabinet or Shadow Cabinet;
 - (d) the Leader, who shall be voting and ex officio, and the Executive Director, who shall be non-voting and ex officio, and the Past-President, who shall be non-voting.
- 4(2) The Executive shall be empowered to:
- (a) approve the reports of the Leader and Executive Director;

- (b) oversee the hiring of the Executive Director; set the location, agenda, budget and other operational details for all party conventions held under this Constitution;
- (c) manage the finances of the Party, including but not limited to adopting a budget and adopting financial policies and procedures;
- (d) operationalize decisions of the Party Conventions in between said conventions;
- (e) strike such committees as may be necessary for the operation of the Party;
- (f) oversee the establishment, management, and dissolution of RDAs and their nomination conventions, including the timing of the opening of nominations;
- (g) appoint interim Executive members as the result of a vacancy in any office, including Leader and President, any such interim members to be confirmed by the subsequent meeting of Council;
- (h) choose from among its members two table officers to serve on the Council of Canada's NDP and to notify Canada's NDP of the same upon their selection and of any changes.

4(3) The President shall:

- (a) convene and chair meetings of the Executive and Provincial Council;
- (b) provide advice to the Leader in between meetings;
- (c) act as a signing officer for the Party;
- (d) ensure the maintenance of Party policy in operations, finances, and public policy.

4(4) The Vice President shall fulfill the responsibilities of the President in the event of the President so delegating their authority, or the resignation or illness of the President and, at other times, assist the President and Executive in furthering the objectives of the Party.

4(5) The Secretary-Treasurer shall act as a signing officer for the Party, ensure minutes, meeting records, and financial records of the Party are maintained and a budget presented

4(6) The Executive shall meet no less than six (6) times per year, at the call of the President, with a minimum of two weeks notice, and with an agenda and other documents circulated electronically no less than one week in advance.

ARTICLE FIVE - PROVINCIAL COUNCIL

- 5(1) Provincial Council shall consist of:
- (a) all members of the Executive;
 - (b) one representative of each RDA, which shall be the President unless, by motion of the RDA executive, another member in good standing of the RDA is appointed;
 - (c) all NDP Members of the Legislative Assembly and any party members elected as NDP MPs to the House of Commons;
 - (d) any members of the Party on the Federal Council of Canada's NDP, and
 - (e) the nominated candidates from the upcoming general election or by-election as non-voting members.
- 5(2) Provincial Council may:
- (a) act in the stead of the membership between conventions, but not in negation of any decisions made at a Convention held during the preceding twelve months. Any decisions that are made under the authority of this article must be introduced at the next Convention;
 - (b) issue policy statements;
 - (c) provide advice to the Leader in matters of party policy and organization;
 - (d) review and approve the Party platform for general elections.
- 5(3) Provincial Council shall meet no less than two (2) times per year, at the call of the President, with a minimum of two weeks notice, and with an agenda, minutes and other documents circulated electronically no less than one week in advance.
- 5(4) A majority of the members of Council may petition the Party to convene a meeting of Council. Such a meeting must then be held within thirty days.

ARTICLE SIX - LEADERSHIP CONVENTIONS

- 6(1) In the event of a vacancy in the office of Leader, the Provincial Executive shall set, within three months of such a vacancy occurring, a date for a Leadership Convention to be held no more than two years from the date of the vacancy arising.
- 6(2) No less than four months before a Leadership Convention is convened, the Provincial Executive shall:
- (a) appoint a Chief Electoral Officer;
 - (b) strike an Appeals Committee to act as the final adjudicator of any interpretation or enforcement of rules under this section;

- (c) select a location for the Leadership Convention;
 - (d) consistent with Article Three, publish rules governing the registration of new members of the Party;
 - (e) consistent with Article Three, publish rules governing the agenda of the Leadership Convention;
 - (f) consistent with Article Three, amend bylaws pertaining to the nomination of candidates for Leader, including but not limited to any deposits, and any criteria necessary for admission to the ballot;
 - (g) consistent with Article Three, publish rules for the conduct of voting for Leader including polling locations and ballot format.
- 6(3) Any member in good standing who is a citizen of Canada may, pursuant to rules established under Article 6.2, stand for election as Leader.
- 6(4) In any election for Leader, each Member who is in good standing thirty days before the date established for the election of a Leader may cast a ballot. The Executive shall have the responsibility of ensuring access to balloting for all members.
- 6(5)
- (a) On the day identified for the Election of a Leader, each Member of the Party shall cast a ballot, listing in order their preference among the candidates for Leader. Their first choice shall be identified with a "1", their second choice with a "2", their third choice with a "3", and so on until all candidates have been prioritized or the member chooses not to list any further preferences.
 - (b) Once ballots are cast, the Chief Electoral officer or her delegate(s) shall tabulate the number of ballots on which a candidate appears as the first choice of the Member, and publish in a form to be prescribed the number of such votes received by each candidate.
 - (c) If one candidate is identified as the first preference on a simple majority of ballots cast, that candidate shall be deemed elected as Leader. If no candidate obtains such a majority, the candidate with the lowest total number of first-preference marks shall be dropped, and the cast ballots giving preference to the now dropped candidate shall be examined, with those voters' second choices being added to the first-preference total for each remaining eligible candidate.
 - (d) After each such re-tabulation as is described in 6(5)c), if no candidate has a simple majority of ballots cast, the remaining candidate with the lowest total number of votes shall be dropped and the re-tabulation performed again under the principles outlined above, until one candidate is the highest-preference candidate on a simple majority of ballots cast.

- 6(6) The Chief Electoral Officer shall be empowered to:
- (a) publish rules governing any matter not expressly covered in these bylaws;
 - (b) determine violations of the rules for Election and sanctions for the breach thereof;
 - (c) determine the final, authoritative version of the list of members;
 - (d) publish all notices due under these bylaws or the rules from time to time established.
- 6(7) All decisions of the Chief Electoral Officer made under Article 6.6 may be appealed to the Provincial Executive or the delegated Appeals Committee thereof within 48 hours of the decision being made.
- 6(8) If only one candidate is on the ballot to stand as Leader that person shall be acclaimed by the Chief Electoral Officer at the time nominations are closed.

ARTICLE SEVEN - LEADER

- 7 The leader of the Party shall:
- a) speak for the Party in public;
 - b) if elected lead the Party caucus in the Legislative Assembly;
 - c) in the absence of established party policy, establish interim policy subject to the approval of Council;
 - d) appoint and dismiss members of the Shadow Cabinet or Cabinet;
 - e) if a member of the Legislative Assembly, lead the party's legislative caucus and, if not a member of the Legislative Assembly, designate one NDP MLA to serve as the Leader's designate and lead the party's legislative caucus;
 - f) appoint up to two additional members of the Executive or Council;
 - g) approve the candidacy for nominations of all prospective candidates.

ARTICLE EIGHT - EXECUTIVE DIRECTOR

- 8(1) The Executive Director of the Party shall be responsible for:
- a) overseeing all day-to-day operations of the Party;
 - b) providing written reports to all meetings of the Executive and Provincial Council;
 - c) overseeing the day-to-day work of the office, including management of staff and volunteers;
 - d) acting as a signing officer for the Party at the discretion of the Executive, who may appoint an alternative signing officer;

- e) the organization of RDAs and their financial, political and structural health;
- f) the maintenance of a Standing Policy Manual and, in cooperation with the Leader, the management of policy engagement processes within the Party;
- g) the management of policies which govern contact with members of the Party between conventions.

8(2) The Executive Director shall serve at the pleasure of the Executive.

ARTICLE NINE - REGISTERED DISTRICT ASSOCIATIONS

9(1) There shall be established, in each electoral district under the *Elections Act* of New Brunswick, a Registered District Association (RDA).

9(2) The RDA shall be responsible for:

- a) promoting the aims of the Party between elections;
- b) recruiting and engaging members;
- c) raising money to elect an NDP candidate in the next election;
- d) identifying a candidate for the provincial election;
- e) nominating a candidate.

9(3) No later than June 30th of each year, the RDA shall hold an annual general meeting of its members, notice for same to be published on the Party website at least 30 days in advance.

9(4) At each annual general meeting of the membership of an RDA, the agenda must include:

- a) election of a President, Secretary and Treasurer of the RDA, and such additional offices as the meeting shall deem fit;
- b) receipt of a financial report by the Treasurer, and
- c) reports on activities by the RDA President and the Leader or the Leader's designate.

9(5) Every member in good standing shall be deemed to be a member of the RDA in which they are ordinarily resident under the definition contained in the *Elections Act* of New Brunswick, unless they apply to and are approved by the Executive Director and the Executive of the RDA to which the member wishes to transfer to transfer their membership to another RDA. Once transferred, a member must remain with their new RDA for at least twelve months.

9(6) An RDA executive may, by majority vote, apply to the executive for approval of a date and location for a Nomination Meeting to select a candidate for the next provincial general election or by-election.

- 9(7) Money raised by an RDA will be charged a 15% administrative fee that will remain with the Party; this excludes membership dues, 100% of which remain with the Party.

ARTICLE TEN - REGISTERED AFFILIATE WINGS

- 10(1) The Executive may, from time to time, approve an affiliate wing of the Party, which shall be a sub-group of members defined by common demographic trait or policy interest, who wish to assemble to engage in party decisions and promote party aims within that community.
- 10(2) The Executive may determine criteria and structures for such affiliate wings.

ARTICLE ELEVEN - DEFINITIONS & INTERPRETATION

- 11 Both English and French versions of the Constitution shall be authoritative.

ARTICLE TWELVE - AMENDMENT

- 12(1) Amendments may be made to this Constitution by two-thirds of members at a Convention.
- 12(2) The Provincial Council may, by three-quarters vote, adopt a temporary amendment to the Constitution, with the following conditions:
- (a) said temporary amendment shall remain in force or effect for no more than thirty days, and said period can only be renewed by three-quarters vote of Council one time between Conventions, and
 - (b) said temporary amendment, whether expired or not, shall be deemed to be on the agenda of the next Convention for ratification.
- 12(3) Any policy manual established under this Constitution may be amended by a simple majority of the body having such authority.
- 12(4) Questions of procedure not covered by this Constitution shall be decided using the latest edition of Roberts Rules of Order.



CONSTITUTION

of our

Nova Scotia

New Democratic Party

Approved by Provincial Convention
Last Amended by Provincial Convention

June 8, 2012
May 5th, 2024

Table of Contents

| | |
|--|----|
| Preamble | 1 |
| Article 1 Name | 2 |
| Article 2 Representation | 2 |
| Article 3 Interpretation | 2 |
| Article 4 Membership..... | 3 |
| Article 5 Affiliated Organizations | 4 |
| Article 6 Rejection of Membership | 4 |
| Article 7 Discipline of Members..... | 5 |
| Article 8 Fees..... | 5 |
| Article 9 Electoral District Associations..... | 5 |
| Article 10 Electoral District Association General Meetings | 6 |
| Article 11 Electoral District Association Nominating Meetings..... | 6 |
| Article 12 Provincial Convention | 7 |
| Article 13 Regular Conventions | 9 |
| Article 14 Special Conventions | 10 |
| Article 15 Leadership Convention | 10 |
| Article 16 Resolutions Committee | 11 |
| Article 17 Provincial Council..... | 11 |
| Article 18 Committees | 13 |
| Article 19 Provincial Executive | 14 |
| Article 20 Provincial Table Officers | 15 |
| Article 21 Powers and Responsibilities of Officers | 17 |
| Article 22 Provincial Caucus | 18 |
| Article 23 Nova Scotia Young New Democrats | 18 |
| Article 24 Publication and Amendments of Constitution | 19 |
| Appendix A: Rules of Procedure for Convention | 21 |
| Appendix B: Model Bylaws – Provincial Electoral District Association | 26 |

CONSTITUTION OF THE NOVA SCOTIA NEW DEMOCRATIC PARTY

Preamble

The New Democratic Party believes that the social, economic and political progress of Nova Scotia can be assured only by the application of social democratic and egalitarian principles to the governance and administration of public affairs.

The Principles of Social Democracy can be briefly described as:

- (1) That the production and distribution of goods and services shall be directed to meeting the social and individual needs of people within a framework that sustains the environment while maximizing the economy now and in the future;
- (2) That the dignity and freedom of the individual is a basic right that must be maintained and extended to all persons regardless of race, ethnic background, religion, gender, gender identity and expression, sexual orientation, or disability;
- (3) That the abolition of poverty and the elimination of exploitation are achievable goals and must be the priority of any thinking and compassionate government; and
- (4) That the people have a right to a meaningful voice in public policy through consultation and participation in all levels of public decision-making.

As an organization existing on the unceded and unconquered territory of the Mi'kmaq, the Nova Scotia New Democratic Party is committed to the principles of truth and reconciliation and living as treaty people in Mi'kma'ki. The Party shall take guidance from the Calls to Action in the Final Report of the Truth and Reconciliation Commission of Canada.

Article 1 Name

1.01 The name of this political party shall be the Nova Scotia New Democratic Party ("the Party").

Article 2 Representation

2.01 Representation on all bodies of the Party, including Provincial Table Officers, Provincial Executive, Provincial Council, and Committees shall reflect the diversity of the NSNDP community, as outlined in the Preamble of the Constitution.

2.02 Provincial Executive shall develop and annually review a diversity matrix that provides an overview of important identities and communities that the NSNDP pledges to include. Provincial Executive may delegate this power.

2.03 All bodies of the Party, including Provincial Table Officers, Provincial Executive, Provincial Council, and Committees shall use the diversity matrix to ensure that the distribution of leadership roles within each body reflects the diversity of the NSNDP community.

2.04 All bodies of the Party, including Provincial Table Officers, Provincial Executive, Provincial Council, and Committees shall ensure that no more than 50% of the leadership roles for each body are represented by people belonging to any one gender category.

2.05 Each body of the Party shall develop and implement policies to regularly report on its implementation of the diversity matrix, with such reports to be made no less than once per year.

Article 3 Interpretation

3.01 This Constitution shall be interpreted in accordance with the principles contained in the Preamble.

3.02 This Constitution shall be interpreted by the President, who may be overruled by a simple majority vote at any meeting of Executive or Council, or at a Convention.

3.03 This Constitution includes the Preamble and Appendices.

Article 4 Membership

4.01 An application for individual membership shall be open to every resident of Nova Scotia who is at least 14 years of age, and undertakes to accept and abide by the Constitution and principles of the Party, and who is not a member or supporter of any other political party.

4.02 Individuals shall apply for membership in writing to the Provincial Director.

4.03 Individual memberships shall become active no later than 14 days after being received by the Provincial Director, unless the membership application is referred to the next meeting of the Executive.

4.04 Annual memberships are in effect for the calendar year, unless the member applies for membership after September 30, in which case the fee paid covers the balance of that year and the following calendar year.

4.05 The Party shall award no more than five Life Memberships at a Convention of the Party.

4.06 Nominations for Life Memberships may be made as follows:

(a) Any member of the Party may nominate an individual who has been a continuous member for 25 years or more;

(b) An Electoral District Association Executive or the Provincial Executive may nominate an individual who has made a significant contribution to the Party through their service;

(c) Provincial Council may determine additional criteria for the nomination process.

4.07 Life Memberships shall be conferred by a vote of the Provincial Executive.

4.08 A Life Member shall be:

(a) An individual member of the Party without payment of fees; and

(b) Awarded delegate status to any Convention of the Party.

4.09 Life Memberships shall be presented at a time and location convenient to the individual receiving the Life Membership.

Article 5 Affiliated Organizations

5.01 Affiliated membership shall be available to organizations which, by official act, undertake to accept and abide by the Constitution and Principles of the Party, and are not associated or identified with any other political party.

5.02 An application for affiliated membership may be received from:

- (a) a provincial, national, regional or international organization in respect of its membership in Nova Scotia;
- (b) a provincial section of an international organization in respect of its membership in Nova Scotia;
- (c) a local, lodge or branch of any of the above-mentioned organizations in respect of the membership of that local, lodge or branch; or
- (d) a district labour council in respect of the delegates at that council.

5.03 An application for affiliation shall be made to the Provincial Council and shall include:

- (a) evidence that the applicant organization officially supports the Party, and
- (b) a list of Party members within the applicant organization.

5.04 Affiliated memberships are active for the calendar year.

Article 6 Rejection of Membership

6.01 Membership applications referred by the Provincial Director to the Executive may be accepted or rejected by the Executive.

6.02 The Executive may reject any application for membership that it deems detrimental to the interests and principles of the Party.

Article 7 Discipline of Members

7.01 In accordance with the procedure adopted by Provincial Council, the Executive may suspend, expel or otherwise discipline any individual or affiliate Party member, or body within the Party for any conduct which:

- (a) is contrary to this Constitution;
- (b) is contrary to the principles of the Party;
- (c) brings discredit to the Party; or
- (d) willfully damages the interests of the Party.

7.02 A request that disciplinary proceedings be taken against any member or group of the Party in Nova Scotia shall be:

- (a) made in writing;
- (b) outline the reason or reasons for the request; and
- (c) be sent to the Provincial Director, or, if the complaint is against the Provincial Director, to the Chairs of the Rules and Privileges Committee.

7.03 No particular form of written request (“complaint”) is required, so long as the complaint meets the requirements set out in the procedure adopted by Provincial Council.

Article 8 Fees

8.01 Categories of membership and fees shall be set by Provincial Council.

8.02 Membership fees are to be divided between the Party and the Electoral District Associations as determined by Provincial Council.

Article 9 Electoral District Associations

9.01 There shall be an Electoral District Association for each provincial electoral district.

9.02 The purposes of an Electoral District Association are:

- (a) to organize for electoral, political and educational purposes;
- (b) to participate in policy development; and
- (c) to nominate candidates for electoral office.

9.03 Membership in a particular Electoral District Association is open to any individual member who resides in that electoral district unless that member requests to be listed as a member of another Electoral District Association.

9.04 Voting rights at nomination meetings are limited to resident members of the electoral district.

9.05 All Electoral District Associations shall be deemed to have adopted and shall abide by the by-laws in **Appendix B** of this Constitution.

9.06 An Electoral District Association may amend its bylaws by a vote of members at a General Meeting. Amendments are subject to the approval of the Provincial Executive. Any amendments must be consistent with the Constitution.

Article 10 Electoral District Association General Meetings

10.01 Electoral District Association General Meetings must be held at least once per year for the purpose of electing an Electoral District Association Executive. Other meetings shall be held as prescribed by the Electoral District Association by-laws.

10.02 If an Electoral District Association has not held a general meeting within a 12-month period the Provincial Executive may call a general meeting.

Article 11 Electoral District Association Nominating Meetings

11.01 A nominating meeting shall be called by the Electoral District Executive for the purpose of choosing a candidate for elected office in accordance with rules and procedures established by the Provincial Council.

11.02 If, within five (5) days of the issuance of the election writ, the Electoral District has not called such meeting, the Table Officers may call a nominating

meeting.

11.03 To be eligible to vote in a Nominating meeting, a person must be:

- (a) a resident in the Constituency; and
- (b) a Party member in good standing, either on the date of the writ or, when the Convention is held before the writ, for fourteen (14) days before the Nomination meeting.

11.04 Notice of a Nominating meeting in a pre-writ period shall be in writing and e-mailed at least seven (7) days in advance to all eligible members. For members who do not have an e-mail address or where the email returns to the sender without delivery, the notice shall be mailed. After an election writ has been issued the Provincial Director may waive or abridge the notice period.

11.05 Every nominee for candidacy shall be a Party member in good standing and may appoint a scrutineer for the purposes of the ballot count at the Nominating Meeting.

11.06 Nomination of a candidate is subject to the approval of the Leader, and if a candidate is not approved, the Electoral District Association has the right to appeal the approval to the Executive.

Article 12 Provincial Convention

12.01 The Provincial Convention ("the Convention") is the governing body of the Party and is the final authority in all matters of principle, policy, and the Constitution of the Party.

12.02 There are two types of Convention:

- (a) a Regular Convention which shall take place every two years at a time and place determined by Council; and
- (b) a Special Convention which shall only be called for a specific purpose.

12.03 The delegates for any Convention shall include:

- (a) all members of Provincial Council;

- (b) all provincial and federal elected representatives and nominated candidates;
- (c) delegates elected at a general meeting of each Electoral District Association, which shall number:
 - (i) eight (8) delegates, where the Electoral District Association membership is fifty (50) or fewer; and
 - (ii) one (1) more delegate for each additional twenty-five (25) members.
- (d) delegates elected at a general meeting of the NSYND, which shall number:
 - (i) eight (8) delegates where the NSYND membership is fifty (50) or fewer; and
 - (ii) one (1) more delegate for each additional (25) twenty-five members.
- (e) Each Affiliated Organization is entitled to representation according to the number of its members:
 - (i) Namely one delegate for the first 200 members or any portion thereof, and one additional delegate for each additional 200 members. No affiliated union (central bodies and locals combined) will be eligible for more than a maximum of 100 Convention delegates. Such delegates shall be members of the Affiliated Organizations or the parent organization to which the Affiliated Organization belongs.
 - (b) Central bodies, union councils, and the Nova Scotia Federation of Labour, which are not eligible for direct affiliation to the Party, but undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party and have been recognized by the Executive of the Provincial Party, shall be entitled to two delegates from each such body.

12.04 Every delegate shall be a member in good standing of the Party at the time their election or designation.

12.05 One third (1/3) of registered delegates shall constitute a quorum at any Convention.

12.06 Convention fees shall be established by Provincial Council.

12.07 Rules governing general procedure and voting procedure at any Convention are set out in **Appendix A** of this Constitution.

12.08 The unfinished business of any Convention, including resolutions, shall be referred back to Provincial Council.

12.09 If, at the second regularly scheduled meeting of Council following Regular Convention, any resolutions remain unaddressed, then said resolutions shall be the first item of business at that meeting of Council and shall be addressed before moving to any further business of Council. For the purposes of determining the second regularly scheduled meeting of Council, the meeting of Council immediately after the close of Regular Convention provided by article 17.04 shall not count.

Article 13 Regular Conventions

13.01 Notice of the date and place of a Regular Convention must be given at least 90 days in advance to each Electoral District Association, each individual and affiliated member and any other group entitled to representation at Convention.

13.02 Constitutional amendments shall be received by the Provincial Director at least 35 days before a Regular Convention.

13.03 Resolutions must be submitted to the Resolutions Committee at least 35 days before Convention and can only be presented by Electoral District Associations, Provincial Council, Provincial Executive, NSYND, Affiliated organizations and Committees of the Party.

13.04 Executive may cancel the Convention in unusual or emergency circumstances.

13.05 If Convention is cancelled, Council will set a date as soon as possible after the date that was originally set for Convention.

13.06 At every Regular Convention that is not a Leadership Convention, a

secret ballot vote will be held to determine whether or not a Leadership Election should be called. If a majority of the voting delegates support a vote of non-confidence in the Leader, a Leadership Convention will be held according to the procedure outlined in Article 15 as if the position had become vacant. A Leader who loses the confidence of the membership in this manner will immediately cease to be Leader. The Caucus will identify an interim leader, to be confirmed by the Provincial Council.

Article 14 Special Conventions

14.01 Notice of the date, place and purpose must be given in advance within an adequate time to each Electoral District Association, each individual and affiliated member, any other group entitled to representation at Convention.

14.02 The Executive shall call a Special Convention if requested to do so by:

- (a) half of all the Electoral District Associations in the Province, which have passed a resolution at a properly held General meeting, and sent the results in writing to the Provincial Director;
- (b) a 2/3 majority vote of Provincial Council; or
- (c) a petition signed by over 50 per cent of the membership in good standing of the Party.

Article 15 Leadership Convention

15.01 When the position of Leader becomes vacant, Provincial Council shall select a date for a Leadership Convention and such date shall not be more than 12 months following the vacancy, unless approved by a two-thirds (2/3) majority vote of provincial council.

15.02 A Leadership election and Convention can be triggered at any time through the method described in Article 14 for a Special Convention and such election and Convention shall take place not more than 12 months following the triggering, unless approved by a two-thirds (2/3) majority vote of Provincial Council.

15.03 The new leader shall be elected by a vote of all members as defined in Article 4, in accordance with the rules and procedures adopted by Provincial

Council for the vote.

15.04 A voting member must have obtained membership at least 21 days prior to the vote, including the day of the vote.

Article 16 Resolutions Committee

16.01 The Resolutions Committee shall be appointed at least 90 days before a Regular Convention by Provincial Council.

16.02 The Committee shall be comprised of at least five members, two of whom will be the Co-Chairs.

16.03 The responsibilities of the Resolutions Committee and its procedures shall be established by Provincial Council.

16.04 Any decision of the Resolutions Committee may be appealed to the Resolutions Appeals Committee and is ultimately subject to the ruling of the Convention.

Article 17 Provincial Council

17.01 The Provincial Council shall consist of:

- (a) the Executive;
- (b) up to five (5) members of Provincial Caucus elected by Caucus;
- (c) up to two (2) Nova Scotia members of the federal Caucus elected by the Nova Scotia members of that Caucus;
- (d) two (2) representatives selected from each Electoral District Association;
- (e) ten (10) Members at Large elected at Convention or AGM;
- (f) the Chairs of all Advocacy Committees of the Council;
- (g) one (1) representative from the Nova Scotia Federation of Labour;

- (h) one (1) representative from each affiliate member; and
- (i) three (3) representatives chosen by the NSYND.

17.02 Quorum for the Council is one-third (1/3) of its members.

17.03 The duties of Provincial Council are:

- (a) to serve as the governing body of the Party between Conventions, and to issue policy and election-related statements when necessary for the Party; and
- (b) to appoint the Co-Chairs of a Nominating Committee, at least 4 months prior to Convention.

17.04 A meeting of Council must take place immediately after the close of a Regular Convention, and there must be at least three (3) meetings during the calendar year at the call of the Executive.

17.05 A position on the Council may be declared vacant by Council if a Council member is absent without a satisfactory excuse for two (2) meetings in a row between Conventions, and such vacancies:

- (a) involving Members-at-Large between Conventions, can be filled by Provincial Council; and
- (b) involving Electoral District Association representatives to Council, can be filled at a meeting of that Electoral District Association.

17.06 The Nominating Committee shall:

- (a) be composed of at least five (5) members, together with the Co-chairs, whose membership is to be approved by Council;
- (b) start its duties at least 90 days before Convention;
- (c) conduct a candidate search, including the current Executive, Council-at-large, and Committee Co-Chairs; and
- (d) bring forward at least one (1) name for each position on the Executive, Council-at-large, and Committee Co-Chairs.

17.07 Nominations for Executive:

(a) A candidate for each Executive position referred to in Article 17.01 may be nominated by submitting to the Co-chairs of the Nominating Committee before the thirtieth (30th) day prior to Convention:

- (i) a nomination form signed by two members of the Party;
and
- (ii) a consent form signed by the candidate.

(b) No nomination shall be accepted for any Executive position that would result in a contravention of Article 19.01 of the Constitution or that will provide regional imbalance to the Executive.

(c) If no nomination is received, those candidates identified by the Nominating Committee shall be declared elected.

(d) In keeping with the above, nominations may also be made at Convention.

Article 18 Committees**18.01** The Advocacy Committees of Council are:

- (a) Education Policy;
- (b) Environment;
- (c) Equity and Diversity;
- (d) Labour Liaison;
- (e) Rural Issues; and
- (f) Women's Action.

18.02 The Administrative Committees of Council are:

- (a) Election Planning;

- (b) Finance and Fundraising;
- (c) Membership Development;
- (d) Policy Review;
- (e) Resolutions (as set out in Article 16);
- (f) Resolutions Appeal; and
- (g) Rules and Privileges.

18.03 The Administrative Committees of Council shall be composed of five members elected by Provincial Council who individually and collectively possess the skills necessary for the Committee to conduct their responsibilities.

18.04 The Provincial Executive may establish additional ad hoc administrative committees as it sees fit to carry out its duties.

18.05 The Women's Action Committee shall be co-chaired by two women.

18.06 Committee co-chairs shall be elected to a term of two (2) years by Council at or immediately following a Regular Convention.

18.07 Membership and responsibilities for Committees shall be set by Council within the terms of reference for Committees.

18.08 The terms of reference for Committees shall be reviewed by Council every four (4) years at a minimum.

18.09 The Committees shall carry out and report upon such tasks and activities as are delegated to them by the Convention, the Council or the Executive, at each of those bodies' ordinary meetings.

Article 19 Provincial Executive

19.01 The Provincial Executive shall consist of:

- (a) the Table Officers;
- (b) eight (8) Executive-at-Large;

- (c) the immediate Past President;
- (d) a Federal Council Representative, elected by the delegates at Federal Convention;
- (e) a member of the Federal Party Executive if ordinarily resident in Nova Scotia;
- (f) one (1) representative chosen by the NSYND;
- (g) two (2) members of Provincial Caucus; and
- (h) one provincial Electoral District Association representative from each geographic federal electoral district in Nova Scotia.

19.02 Meetings shall take place at least six times per calendar year and quorum is one-third (1/3) of the members of the Executive.

19.03 The Executive has the full authority to administer the affairs of the Party between meetings of Council.

19.04 The Executive shall appoint an auditor annually.

19.05 Executive Members-at-Large shall be elected to a term of two (2) years at Regular Convention.

19.06 Vacancies of Executive-at-Large positions arising between Conventions shall be filled through appointment from the members of Council by the Executive, with this appointment subject to ratification or change by Council at its subsequent meeting.

19.07 A position on the Executive may be declared vacant by the Provincial Council if an Executive member is absent without a satisfactory excuse for two (2) meetings in a row.

Article 20 Provincial Table Officers

20.01 The Provincial Table Officers of the Party shall be:

- (a) Leader;
- (b) President;

- (c) First Vice-president;
- (d) Second Vice-president;
- (e) Vice-president Labour;
- (f) Treasurer; and
- (g) Secretary (this role is assigned to the Provincial Director).

20.02 Regular Convention shall elect the President, First Vice-president, Second Vice-president and Treasurer, for two-year terms.

20.03 The Party shall receive, prior to regular Convention, a recommendation from the NS Federation of Labour, of a party member in good standing, to serve as Vice-president Labour, subject to ratification by regular convention.

20.04 The Table Officers have the full authority to administer the affairs of the Party between meetings of Provincial Executive.

20.05 The Provincial Director shall be appointed by Provincial Council, following an approved process.

20.06 Except for the Leader, a Member of Parliament or a Member of the Legislative Assembly shall not be a Provincial Table Officer unless that person was first elected as an Officer in which case they can continue until the next Convention.

20.07 Officers, of whom at least two are women, shall meet if there is business that arises between Executive meetings and a quorum is a simple majority of officers.

20.08 Where a vacancy occurs, between Conventions, in the position of:

- (a) Leader: the Council may, after consultation with the Caucus, appoint an Acting Leader to serve until such time as a Leadership Convention may be held;
- (b) Vice-president Labour: the vacancy may be filled by Executive on the recommendation of the Nova Scotia Federation of Labour, subject to ratification by Council;

(c) Any of the other elected Officers: the vacancy can be filled through appointment from the members of Council by the Executive but such appointment is subject to ratification or change by Council at its subsequent meeting.

20.09 Notwithstanding Article 2, if an imbalance with regard to diversity occurs due to a change in the Provincial Director or Leader, a temporary imbalance may be permitted to remain in place until the next election or appointment of Provincial Table Officers. No officer needs to resign in these circumstances.

Article 21 Powers and Responsibilities of Officers

21.01 The Leader is the chief political spokesperson of the Party and shall:

- (a) make statements on behalf of the Party;
- (b) enunciate the Party policy as set by Conventions;
- (c) if a Member of the Legislative Assembly, lead the Caucus; and
- (d) actively encourage the development and building of the Party in every way possible.

21.02 The President is the chief executive officer of the Party and shall:

- (a) chair meetings of the Officers, Executive and the Council;
- (b) be a member of all Committees of the Party;
- (c) supervise the internal activities of the Party in general; and
- (d) upon consultation with the Officers, call the meetings of the Executive.

21.03 The Vice-Presidents are assistants to the President and shall:

- (a) assist the President in all of their duties; and
- (b) chair meetings of the Officers, Executive or the Council in the President's absence.

21.04 The Treasurer is the chief financial officer and shall:

- (a) be accountable for the money and assets of the Party;
- (b) prepare the budget in consultation with the Finance and Audit Committee; and
- (c) present an audited annual financial statement, which accurately discloses the current financial affairs of the Party based upon its fiscal year of January 1 to December 31, to:
 - (i) each Convention; or
 - (ii) if the Convention is cancelled, the Council within three (3) months of the audit's completion date.

21.05 The Provincial Director is the chief administrative officer of the Party and shall:

- (a) maintain active supervision over the day-to-day operations and administration of the Party; and
- (b) perform such functions as are determined by the Executive and the Council.

21.06 The Officers shall constitute the Personnel Committee with the responsibility of dealing with all employment issues in relation to hired Party personnel.

Article 22 Provincial Caucus

22.01 Members in good standing in the Party who are Members of the Legislative Assembly shall constitute the Caucus.

22.02 The Caucus shall have discretion to prioritize which policies of the Party they will pursue more vigorously both within the Legislative Assembly and the public in general.

Article 23 Nova Scotia Young New Democrats

23.01 The youth wing of the Party shall be called the Nova Scotia Young

New Democrats (the "NSYND").

- (a) The NSYND's role is to facilitate the entry of young people into the Party, to recruit young people into the Party and to represent the concerns and interests of young people within the NSNDP.
- (b) NSYND membership is open to all members in good standing of the Party between the ages of 14 and 29.
- (c) The NSYND must comply with the Party Constitution.
- (d) The NSYND is responsible solely to the Party, and to its Executive, Council, and Convention.
- (e) The NSYND shall have by-laws and such by-laws shall be subject to the limitations of these clauses.

23.02 The NSYND consists of:

- (a) the NSYND Executive; and
- (b) affiliated clubs and organizations.

23.03 The NSYND Executive shall consist of two Co-chairs and other members as established in the NSYND by-laws.

23.04 Affiliated clubs are groups of four or more NSYND members. Upon approval of the NSYND Executive, clubs shall be considered to be officially chartered for a period of one (1) year.

23.05 Affiliated clubs are those groups that find common cause with the goals of the NSYND which, by official act, undertake to accept and abide by the Constitution and Principles of the Party, and are not associated or identified with any other political party. Groups interested in affiliation with the NSYND must indicate their interest to the NSYND Executive. Upon approval of the NSYND Executive, clubs shall be considered to be officially chartered for a period of one (1) year.

Article 24 Publication and Amendments of Constitution

24.01 This Constitution shall be readily available to all members on request.

24.02 This Constitution can only be amended by a two-thirds (2/3) majority of all the delegates present and voting at the Convention.

24.03 The following bodies have the power to present amendments to Convention: the Provincial Council, the Electoral District Associations, the Executive, the NSYND, the Rules and Privileges Committee and affiliated organizations.

24.04 Amendments shall take effect immediately upon their adoption by the Convention, unless otherwise directed by the Convention.

Appendix A: Rules of Procedure for Convention

Article 1 Chairing of Meetings

1.01 The President or a Vice-President shall take the Chair at the time specified. Any of those Officers, any Officer designated by them, or a Convention Chair or a Chair approved by Convention, shall occupy the Chair and preside over the sessions of Convention.

Article 2 Rules for Speakers

2.01 When delegates wish to speak, they shall proceed to one of the microphones provided and when recognized by the Chair, give their name and the Electoral District or affiliate organization they represent and shall confine their remarks to the question or issue.

2.02 Speakers on motions and resolutions shall be limited to three (3) minutes, unless introducing a report on behalf of a Committee.

2.03 A delegate shall not speak more than once upon a motion, except the person introducing a committee report, who may close debate on it.

Article 3 Point of Order

3.01 A delegate shall not interrupt another except to call a point of order.

3.02 If a delegate is called to order, the floor shall be yielded until the point of order is decided by the Chair.

Article 4 Appealing the Decision of the Chair

4.01 The decision of the Chair on any motion or resolution can be appealed by two delegates, one of whom may state the reason for the appeal.

4.02 When challenged, the Chair must vacate until the appeal is resolved and an Acting Chair will take over the proceedings.

4.03 The question shall not be debatable except that the Chair may give reasons for the decision(s).

4.04 The Acting Chair shall put the question: "Shall the decision of the Chair be sustained?"

Article 5 Voting on Motions

5.01 Questions shall be decided by a show of hands or a standing vote.

5.02 A standing vote shall be counted upon request from the floor where the vote is unclear from a show of hands.

5.03 A Chair shall not vote on any question except where there is a tie, in which case, the Chair shall cast the deciding vote.

Article 6 Calling the Question

6.01 When the question is called, there is no further discussion or amendments.

6.02 If, in the view of the Chair, sufficient debate has taken place, the Chair may exercise the discretion to call the question.

6.03 If the majority vote in favour of calling the question, the question shall be called without debate. If that motion is defeated, discussion will continue.

Article 7 Resolutions Appeals

7.01 The Council shall appoint a Resolutions Appeals Committee whose purpose is to hear appeals regarding resolutions.

Article 8 Committee Reports

8.01 Committee reports shall not be amended directly from the floor, but it shall be in order to refer such report, or any section thereof, back to the Committee for reconsideration in light of the discussion on the floor, or the particular point raised in the Motion to Refer.

Article 9 Motion to Refer

9.01 A Motion to Refer is not debatable unless it raises a particular point, in which case debate shall be confined to that point.

9.02 A delegate cannot move a Motion to Refer after having spoken on the question in issue.

Article 10 Motion to Reconsider

10.01 A Motion may be reconsidered provided that the mover of the Motion to Reconsider voted with the majority.

10.02 Notice of the Motion to Reconsider must be given at the next session. It must be supported by two-thirds (2/3) of the delegates present and voting.

Article 11 Agenda

11.01 The agenda of the Convention shall be established at the first session of the Convention.

11.02 The agenda may be changed during Convention by a two-thirds (2/3) majority of the delegates present and voting.

Article 12 Speeches by Candidates for Table Officers

12.01 Candidates for the office of President shall be allowed five (5) minutes each to address Convention.

12.02 Leadership candidates shall be allowed time as scheduled on the agenda.

12.03 Candidates for Table Officer positions other than President shall be allowed three (3) minutes to address Convention.

Article 13 Rules

13.01 In regards to any matter not provided for in these Rules, Bourinot's Rules of Order shall apply.

13.02 Any of these Rules may be suspended by a two-thirds (2/3) majority of the delegates present and voting.

Article 14 Voting for Table Officers

14.01 Officers will be elected in this order:

- (a) President;
- (b) Treasurer;
- (c) First Vice-president; and
- (d) Second Vice-president.

Article 15 Voting for Executive

15.01 Executive Members-at-Large shall be elected in a single ballot. The candidate receiving the highest number of votes shall be declared elected to the first available position, the candidate receiving the second-highest number of votes shall be declared elected to the second available position, and so on. If, at any point in this process, the election of a candidate would result in a violation of Article 2 – Representation, that candidate's candidacy will be declared void, and that available position shall be filled by the candidate who received the highest number of votes among the remaining candidates whose election would not result in a violation of Article 2 – Representation.

15.02 Regional Electoral District Association (EDA) representatives on Executive. Regional representatives shall be elected by a vote of delegates from the EDAs comprising the Federal Electoral District that makes up the group. Such an election will take place at a short meeting at Convention.

Article 16 Voting for Council-at-Large

16.01 Council Members-at-Large shall be elected in a single ballot. The candidate receiving the highest number of votes shall be declared elected to the first available position, the candidate receiving the second-highest number of votes shall be declared elected to the second available position, and so on. If, at any point in this process, the election of a candidate would result in a violation of Article 2 – Representation, that candidate's candidacy will be declared void, and that available position shall be filled by the candidate who received the highest number of votes among the remaining candidates whose election would not result in a violation of Article 2 – Representation.

Article 17 Balloting Procedure

17.01

- (a) All elections shall be conducted by secret ballot.
- (b) Clearly distinguishable ballots shall be used for each vote.

17.02 At the Regular Convention, where elections are required, a balloting Committee shall be appointed by the Provincial Director to distribute, collect, count ballots, and report the count.

Appendix B: Model Bylaws – Provincial Electoral District Association

Article 1 NAME

1.01 The name of the Association shall be the New Democratic Party Provincial Electoral District Association (the "EDA").

Article 2 PURPOSE

2.01 The purposes of the Electoral District Association are:

- (a) to organize for electoral, political and educational purposes;
- (b) to participate in policy development; and
- (c) to nominate candidates for electoral office.

Article 3 INTERPRETATION

3.01 This By-Law shall be interpreted by the President. On formal motion any such interpretation may be over-ruled by a simple majority vote of all members present and voting at any meeting of the Executive or membership.

Article 4 MEMBERSHIP

4.01 Electoral District Association membership may consist of Resident and Non-Resident members.

(a) Resident Members: All current individual members of the Party who live within the boundaries of the Electoral District, and who have not elected to become members of any other Electoral District Association of the Party shall be members of the Association.

(b) Non-Resident Members: All current individual members of the Party who have applied in writing to the Provincial Director of the Party to become members of this Association, rather than of the Association of the Electoral District in which they live, shall be members of this Association. Non-Resident members shall not have the right to vote at Nomination Meetings.

Article 5 EXECUTIVE

5.01 The Executive shall be the governing body of the Electoral District Association between general meetings, subject to this By-Law, and the Constitution of the Party. All business of the Executive shall be transacted only at Executive meetings.

5.02 The Executive of the Electoral District Association shall be:

- (a) President;
- (b) Vice-President;
- (c) Secretary;
- (d) Official Agent;
- (e) two (2) Provincial Council Representatives;
- (f) Women's Action Representative;
- (g) NSYND Representative; and
- (h) any other members elected at large at a General Meeting.

5.03 The President shall chair general and executive meetings, shall maintain general supervision of all affairs of the Electoral District Association, and shall carry out other duties, as decided by the Executive. The President shall be an ex-officio member of all committees.

5.04 The Vice-President shall perform the duties of the President in the absence of the latter. If the office of the President becomes vacant, the Vice President shall become acting President until the next Annual General Meeting.

5.05 The Secretary shall keep a brief and accurate form of minutes of all meetings of the Association and of the executive. The Secretary shall also keep on file reports of committee chairpersons, Official Agent, etc., and shall have all of the Electoral District Association's filed correspondence and any other records of material belonging to the Association, and be responsible for the Electoral District Association's correspondence, when directed by the Executive.

5.06 The Official Agent shall handle the financial affairs of the Electoral District Association; have custody of the funds of the Association received by any member or committee; deposit same in bank or credit union agreed to by the Executive (keeping in mind the convenience to the Official Agent); sign all cheques issued on behalf of the Electoral District Association; see that the President counter-signs cheques; keep a complete record of receipts; submit a report to the Annual General Meeting.

5.07 The offices of the Secretary and Official Agent may be combined at the discretion of the Executive.

5.08 The Executive may present a budget for the approval of the Electoral District Association at its first meeting.

5.09 The Provincial Council Representatives, or their alternates, shall represent the Electoral District Association at all meetings of the Provincial Council of the Party and report the business conducted there to the Executive of the Association at its meetings.

5.10 The Women's Action Representative shall be a member of the Party's Women's Action Committee.

5.11 The NSYND Representative shall be a member of the NSYND.

Article 6 CANDIDATE/MLA

6.01 The Candidate nominated by the Electoral District Association to represent the Party in the election campaign for Member of the Legislature for the Electoral District shall be an Executive member from the time of nomination; if elected, the candidate shall remain an Executive member for as long as that person remains the Member of the Legislature for the Constituency; if defeated, the candidate shall remain an Executive member until the first Annual General Meeting, or until the first nomination meeting held following the election (whichever is sooner).

Article 7 COMMITTEES

7.01 The Executive may establish committees to work in particular areas. The Executive shall elect the people to serve on each committee. Members of the Party who are not Executive members may be placed on committees. Such

committees may include the following designated areas of responsibility:

- (a) Membership;
- (b) Social;
- (c) Financial;
- (d) Education; and
- (e) Election.

7.02 The Executive shall establish and approve the terms of reference for the committees.

7.03 Committees shall report at each Executive meeting all decisions they have taken since the last Executive meeting. Decisions by committees may be confirmed or overturned by the Executive.

Article 8 MEETINGS

8.01 There shall be a minimum of eight (8) Executive meetings in each calendar year and such meetings shall, whenever possible, be held on a regular basis.

8.02 Executive meetings may be called by the President, or upon written request of five (5) members of the Executive.

8.03 Quorum is 50 per cent of filled positions, plus 1.

8.04 Minutes shall be kept of all decisions taken at all Executive meetings; these minutes shall be available for inspection by members at general and Executive meetings and at reasonable times by arrangement.

8.05 Executive meetings shall in general be open to members of the Electoral District Association. The Executive may vote to discuss one or more particular items in private. The debate on a motion to discuss items in private must be held in an open Executive meeting; the only items that may be discussed in private are those specific items, whose discussion in private, has been debated and approved at an open Executive meeting. Decisions taken in private Executive meetings must be recorded in the regular minutes and be

available for inspection by any member.

8.06 Executive members shall be elected by those members present and voting at the Annual General Meeting and vacancies that occur between annual meetings shall be filled by a vote of the existing Executive. The terms of those Executive members shall expire at the first Annual General Meeting following their election.

8.07 Members who wish to be considered for nomination to the Executive under Article 8.06 above, but who are not able to attend the general meeting at which the election is to be held may submit a written statement signed by them and giving their wish to be considered for nomination; this statement must be received by the chairperson of the meeting before the close of nominations.

8.08 Executive and/or committee members elected under Article 8.06 above, shall be considered to have vacated their positions if they miss three (3) consecutive meetings without good cause. The Executive may appoint members-at-large to fill or replace vacancies.

8.09 Should the office of President become vacant, the Vice-President shall become Interim President until an Executive Meeting can be held, at which point the Executive shall elect a President from among the Executive Members to serve the remainder of the previous President's term.

Article 9 GENERAL MEETINGS

9.01 The Executive shall call at least one (1) general meeting in every calendar year. Other general meetings may be called by the Executive as necessary. Written notice of each general meeting shall be distributed to all members at least ten (10) days before the meeting. The Executive must call a membership meeting within thirty (30) days of receiving a written request that a general meeting be called for a specific reason, if the request is signed by at least thirty (30) members or one-half of the membership of the Electoral District Association.

9.02 One general meeting in each calendar year shall be designated the Annual General Meeting. At this meeting, the Executive shall be elected, financial reports for the previous fiscal year and for any election campaigns conducted by the Electoral District Association during that fiscal year shall be reviewed and any other appropriate business shall be transacted.

9.03 As prescribed in Article 11.01, prior to every Provincial Convention and Annual General Meeting, a general meeting must be held for the purpose of selecting delegates. Prior to Provincial Conventions, debate and voting on resolutions to be submitted to the Convention in the name of the Electoral District Association must also take place at a general meeting.

Article 10 FINANCES

10.01 The financial affairs of the Electoral District Association, not including Election campaign finances, shall be handled by the Official Agent. The raising and expenditure of funds shall be subject to the approval of the Executive.

10.02 The financial affairs of an Electoral District election campaign shall be handled by the Official Agent of the Candidate. The raising of funds for an election campaign shall be the responsibility of the Election Planning Committee. The expenditures shall be administered by the designated Campaign Manager, subject to the approval of the total expenditure amount by the Executive of the Electoral District Association.

10.03 The Electoral District Association's funds shall be deposited in accounts at one or more registered financial institutions.

10.04 The fiscal year of the Electoral District Association shall be from January 1 to December 31 of the same year.

10.05 Financial reports shall be presented to each Annual General Meeting for the previous fiscal year, and for any election campaigns that the Association may have conducted during that fiscal year.

Article 11 PARTY CONVENTIONS

11.01 Prior to every Provincial Convention of the Party the Executive shall call a general meeting for the purpose of delegate selection, and to debate and vote on Resolutions to be submitted to the Convention in the name of the Electoral District Association.

11.02 Resolutions may be proposed by any member. Resolutions may be proposed at the meeting or may be submitted in advance to the Executive.

11.03 Delegates to a Convention shall be elected by the members present

and voting at a general meeting.

11.04 Members not present at the meeting at which delegates are elected may be nominated as a delegate in their absence.

Article 12 ELECTION CAMPAIGNS

12.01 The Electoral District Association shall be responsible for the nomination of candidates to represent the Party and for the conduct of Election campaigns in the constituency.

12.02 A Nominating Meeting shall be called for the purpose of nominating candidates.

12.03 Only members living within the electoral district shall be eligible to vote at a Nominating Meeting.

12.04 Members living within the Electoral District shall be sent notice of such Meeting at least ten (10) days before it is held.

12.05 Only persons entitled to vote at a Nominating Meeting shall have the right to propose a person for nomination.

12.06 The successful candidate must receive a simple majority of the valid votes cast.

12.07 Every person offering himself/herself for nomination shall be a member of the Party in good standing in accordance with the rules set by Provincial Council.

12.08 The direction of an election campaign in the Electoral District shall be supervised by an Election Planning Committee.

(a) The Election Planning Committee shall report to the Executive on the direction and progress of the campaign, including the pre-writ and post-writ period.

(b) The Election Planning Committee shall be required to have a campaign budget approved by the Executive.

Article 13 AMENDMENTS

13.01 This By-Law may be amended by a vote of a least two-thirds (2/3) of the members present and voting at a membership meeting, provided that notice of the proposed amendment(s) was included with the written notice of the meeting, distributed to all members.

Article 14 CONDUCT OF MEETINGS

14.01 Bourinot's Rules of Order shall apply to all matters not covered in the By-Law, or in the Constitution of the Party.

14.02 Voting by proxy shall not be allowed.

14.03 This Article applies to all General, Executive and Committee Meetings.

Article 15 PARTY CONSTITUTION

15.01 Nothing in this By-Law shall be construed to be paramount to or to supersede any provision contained in the Constitution of the Nova Scotia New Democratic Party and a copy of this By-Law and all subsequent amendments thereto, shall be put on deposit at the provincial office of the Party and may be inspected thereat by any party member.

ONTARIO NEW DEMOCRATS PARTY CONSTITUTION AND BY-LAWS

AS AMENDED BY THE MEMBERS AT CONVENTION 2022

TABLE OF CONTENTS

| | |
|---|-----------|
| Article 1: Name | 3 |
| Article 2: Principles | 3 |
| Article 3: Individual Membership | 3 |
| Article 4: Affiliated Organizations | 4 |
| Article 5: Constituency Associations | 5 |
| Article 6: Nomination Meetings | 6 |
| Article 7: Provincial Conventions | 8 |
| Article 8: Provincial Officers | 10 |
| Article 9: Provincial Executive | 11 |
| Article 10: Provincial Council | 12 |
| Article 11: Special Sections and Equity Committees | 13 |
| Article 12: Ethno-Racial Equity Advisory Committees | 14 |
| Article 14: Discipline | 15 |
| Article 15: Interpretation and Amendments | 16 |
| Article 16: By-laws | 16 |
| Appendix A: Membership | 17 |
| Appendix B: Regional Representation | 18 |
| | |
| By-Laws of the Ontario NDP | 21 |
| By-law 1: The By-laws | 21 |
| By-law 2: Nominations for Candidacy for the Provincial Executive | 22 |
| By-law 3: Interpretations | 22 |
| By-law 4: Email Notices | 24 |
| By-law 5: Scent-free Policy | 24 |
| By-law 6: Eligibility for Reduced Fees | 25 |

Article 1: Name

The name of the Party shall be the NEW DEMOCRATIC PARTY OF ONTARIO. The New Democratic Party of Ontario will constitute a section of the New Democratic Party (of Canada).

Article 2: Principles

The provincial Party will unite progressive people and organizations into a party democratically controlled and openly financed by its membership. It will, with all the resources at its command, extend the policies and program on a provincial level of the New Democratic Party (of Canada). It will endeavour to establish in this province a government whose object shall be to substitute economic planning for irresponsible control with all its unjust consequences and thereby to give maximum opportunity for public, co-operative, and private enterprise to contribute to the development of our province. To this end we will invite the cooperation of all persons who are dedicated to the extension of freedom, the abolition of poverty and the elimination of exploitation.

Article 3: Individual Membership

Section 1:

- 1.1 Any individual who resides in Ontario may apply for individual membership in the Party.
- 1.2 An individual who applies for individual membership shall undertake that they:
 - (a) Will abide by the Constitution and principles of the Party; and
 - (b) Is not a member or supporter of any other political party.
- 1.3 There shall be no discrimination whatsoever with respect to individual membership in the Party provided the individual complies with the provisions of this Article.

Section 2:

- 2.1 Annual membership fees for individual members shall be established from time to time by a resolution of a Provincial Convention.

Section 3:

- 3.1 Each application for individual membership and each renewal of individual membership shall be forwarded to the Director of the Party together with the appropriate membership fee.
- 3.2 Subject to this Article and to Article 11.03, an applicant for individual membership becomes an individual member of the Party:
 - (a) Upon acceptance of the application by the Director of the Party, or designate; or
 - (b) Upon the expiration of the 30th day after the application for individual membership and the appropriate membership fee are received by the Director of the Party, unless the applicant is given notice in writing by the Director of the Party that the application has been referred to the Provincial Executive.

Section 4:

- 4.1 Individual membership shall be based on a calendar year.

- 4.2 An individual who becomes an individual member or who renews their membership on or after November 1 in any year shall remain a member in good standing until December 31 of the next year.
- 4.3 An individual member in good standing at the end of any calendar year retains all rights and privileges of membership until March 31 in the next year; thereafter, an individual member may immediately regain all rights and privileges of membership by renewing their membership at any time before the end of the year.
- 4.4 An individual member in good standing at the end of any calendar year who does not renew their membership before the end of the next year must apply for membership in the same manner as a new applicant.

Section 5:

- 5.1 The Director of the Party shall maintain the list of individual members of the Party.

Section 6:

- 6.1 Each individual member shall be a member of one provincial constituency association and one federal constituency association.
- 6.2 An individual member may be a member of more than one municipal constituency association provided that the boundaries of those municipal constituencies overlap.

Section 7:

- 7.1 An individual member has the right to be a member of the constituency association for the constituency in which they reside.
- 7.2 An individual member may become a member of a constituency association other than the one in which they reside by making a personal request to the constituency association to which they wish to belong, and by having that constituency association accept their membership.

Section 8:

- 8.1 To have voting rights within the Party an individual member must be thirteen years of age or older.

Article 4: Affiliated Organizations

Section 1:

- 1.1 Affiliated membership shall be open to trade unions, farm organizations, co-operatives, equity-seeking organizations and other appropriate organizations.
- 1.2 An organization wishing to affiliate shall do so through methods determined by the organization itself.
- 1.3 A local, regional, or provincial organization may apply for affiliation for its membership in the province or for members of a local, lodge, branch, or district.

Section 2:

- 2.1 Each affiliated organization shall undertake to accept and abide by the principles and Constitution of the Party, and shall not be associated or identified with any other political party.

Section 3:

- 3.1 Each affiliating union or local would be required to make written application to the Party, signed by a minimum of two officers of the organization and endorsed by the presiding body of the union or local.
- 3.2 Each application for affiliation shall be made to the Provincial Council. Any such decision for affiliation may be appealed to the following Provincial Convention, which shall have the final determination on any such appeal.
- 3.3 Upon acceptance of an application for affiliation, affiliated organizations should provide an up-to-date count of their current membership to allow for the calculation of representation and delegates to Provincial Council and Convention. Membership counts shall be provided on an annual basis in January of each year.

Article 5: Constituency Associations

Section 1:

- 1.1 There shall be a constituency association for each provincial constituency and a constituency association for each federal constituency within the province of Ontario.
- 1.2 There may be a constituency association for each municipal constituency.

Section 2:

- 2.1 The purpose of each constituency association shall be to organize within the constituency for electoral, political and educational purposes and to nominate candidates for electoral office.
- 2.2 In addition, the purpose of each provincial constituency association shall be:
 - (a) To recruit members;
 - (b) To carry out the administrative work of the party within its constituency; and
 - (c) To be the constituency association to which the Party assigns responsibilities under Ontario's election laws.

Section 3:

- 3.1 Subject to Article 3.07(2), the individual members who reside within a particular constituency shall constitute the membership of that constituency association.

Section 4:

- 4.1. Each constituency association shall be governed by an executive, which shall consist of a minimum of four (4) officers: a President, a Vice-President, a Secretary, and a Chief Financial Officer.
- 4.2 Each constituency association must offer for election representatives to all six Equity committees, including: ONDY, Ethno-Racial Equity, Persons Living With DisABILITIES Committee, Women's Committee, LGBTQ Committee, and Indigenous Peoples Committee.

Section 5:

- 5.1 Each constituency association shall adopt a constitution to govern its affairs.

- 5.2 Each constituency association shall forward its constitution and any amendments thereto to the Provincial Council as soon as the constitution or amendment has been adopted.
- 5.3 No constitution of a constituency association or amendment thereto, is valid unless it is in accordance with the Provincial Constitution and is approved by the Provincial Council.

Section 6:

- 6.1 The Provincial Council may adopt and amend model constitutions for federal, provincial and municipal constituency associations.
- 6.2 Any constituency association which has not adopted a constitution in accordance with this Article shall be deemed to have adopted the appropriate model constitution or amendment thereto and the Provincial Council shall be deemed to have approved it.

Section 7:

- 7.1 In a constituency where the holding of meetings and conducting of normal constituency association activities are extremely difficult because communities are widely separated, the constituency association may adopt a constitution to allow for "community clubs."
- 7.2 Community clubs" shall carry on the normal coordinating functions of a regular constituency association but shall be subordinate to the total constituency association.
- 7.3 Such matters as the selection of candidates, selection of convention delegates and adoption of resolutions for conventions must be done by the full constituency association.

Section 8:

- 8.1 Federal constituency associations shall abide by obligations to the New Democratic Party (of Canada) as determined by the New Democratic Party (of Canada) and agreed to by the New Democratic Party of Ontario.

Article 6: Nomination Meetings

Section 1:

- 1.1 The executive of every constituency association shall, in accordance with rules and procedures established by the Provincial Council, call a nomination meeting for the purpose of selecting a candidate to represent the Party in a general election or by-election.

Section 2:

- 2.1 The executive of the constituency association shall ensure that notice of the nomination meeting is emailed to every individual member of the constituency association no later than fourteen (14) days prior to the date of the nomination meeting. For members who do not have an email address or where the email returns to the sender without being delivered the executive of the constituency association shall ensure that notice is mailed no later than fourteen (14) days prior to the date of the nomination meeting.

- 2.2 The executive of the constituency association shall ensure that notice of the nomination meeting is issued to each person whose application for membership is received by the Director of the Party at least thirty (30) days prior to the date of the nomination meeting but whose application is received subsequent to the date on which the notice of nomination meeting was issued. Such notice to new members shall be issued no later than fourteen (14) days prior to the date of the nomination meeting. Associations shall be required to ensure alternative methods of notification are used in the case of electronic mail delivery failures.

Section 3:

- 3.1 After an election writ has been issued, the Provincial Executive or the Director of the Party may waive the notice provision or abridge the time period.

Section 4:

- 4.1 To have the right to vote at a nomination meeting, a person must be an individual member of the Party:
- (a) Who resides within the constituency; and
 - (b) Whose application for membership was received by the Director of the Party at least thirty (30) days prior to the date of the nomination meeting.
- 4.2 Where an individual member's name does not appear on the membership list of a constituency association provided by the Director of the Party for the purpose of a nomination meeting, it is the responsibility of that individual member to prove that they reside within the constituency and that they otherwise have the right to vote at the nomination meeting.

Section 5:

- 5.1 Only an individual member who is eligible to vote at the nomination meeting may nominate a member to be a candidate.
- 5.2 Only an individual member may be nominated to be a candidate.

Section 6:

- 6.1 In a contested nomination, there shall be a secret ballot to determine which member shall be endorsed as the candidate, and that member must receive more than fifty per cent (50%) of the votes cast.
- 6.2 In an uncontested nomination, in order for a member to become the candidate, they must be endorsed by a majority of the members present and voting.

Section 7:

- 7.1 The candidate selected at a nomination meeting must be endorsed by the Provincial Council before they become the Party's official candidate.
- 7.2 If the Provincial Council decides not to endorse a selected candidate, the Provincial Council shall provide the constituency association and the selected candidate with a full explanation of its reason and, if requested, shall provide the selected candidate and the constituency association with a full hearing before the Provincial Council.

Section 8:

- 8.1 Where a constituency association fails or is unable to call a nomination meeting, or where there is no appropriate constituency association, the nomination meeting may be called and conducted by the Provincial Executive.
- 8.2 Where a constituency association does not nominate a candidate, the Provincial Executive may intervene to ensure that there is an official candidate.

Section 9:

- 9.1 Should a Provincial Constituency Association Executive fail to or be unable to call an Annual General Meeting within 14 months of the previous AGM, or should no active Executive exist within a constituency, the Annual General Meeting may be called and conducted by the Provincial Executive.

Article 7: Provincial Conventions

Section 1:

- 1.1 The regular Provincial Convention shall take place every two years, at a time and place to be decided on by the Provincial Council.
- 1.2 The regular Provincial Convention shall not take place in the same year as the regular convention of the Federal Party.

Section 2:

- 2.1 The Provincial Convention shall be the governing body of the provincial Party, and shall have final authority in all matters of principles, policies, constitution and program.

Section 3:

- 3.1 At least ninety (90) days' notice of date and place of Convention shall be given to each provincial constituency association, affiliated organization, and any other group entitled to representation.

Section 4:

- 4.1 Registration fees for delegates to Conventions shall be determined by the Provincial Council.

Section 5:

- 5.1 The Provincial Council may call a special Convention when it deems such necessary and shall do so if requested in writing by two-thirds of the provincial constituency associations such request must be for a specific purpose or purposes.
- 5.2 Authority for the provincial constituency to make such a request must be passed at a properly called provincial constituency meeting.
- 5.3 A special convention will only be convened for the specific purpose or purposes stated in the written request for such a convention.

Section 6:

- 6.1 The provincial Party shall adopt such rules and regulations as it deems necessary for the conduct of its business, but in all matters not governed by these rules and

regulations, Robert's Rules of Order shall govern.

Section 7:

- 7.1 The basis of representation for the seating of delegates at Conventions shall be:
- (a) All members of the Provincial Council.
 - (b) Each provincial constituency association shall be entitled to one delegate for the first 25 members or any portion thereof, and one additional delegate for each additional 25 members or major fraction thereof. Such delegates shall be elected at a general membership meeting of the provincial constituency association. To have the right to be a delegate, and to have the right to vote in the election of delegates, a person must be an individual member of the Party whose application for membership was received by the Secretary of the Party at least thirty (30) days prior to the date the delegates are elected. A member may vote in the election of delegates in only one constituency association
 - (c) Each affiliated organization is entitled to representation according to the number of its members, namely one delegate for the first 300 members or any portion thereof, and one additional delegate for each additional 300 members or major fraction thereof. No affiliated union (central bodies and locals combined) will be eligible for more than a maximum of 150 Convention delegates. Such delegates shall be members of the affiliated organizations or the parent organization to which the affiliated organization belongs. Individual affiliate members shall be accounted for under either their local or central membership for the purposes of delegate allotment calculation.
 - (d) Delegates from organizations recognized under Articles 11 and 12 of this Constitution shall be entitled to representation on the same basis as provincial constituency associations subject to a maximum of four (4) delegates. For purposes of this subsection, to be counted for the purpose of establishing the number of delegates to which the organization is entitled, a member of any such organization shall be a member in good standing of the ONDP who has signed a declaration that they are an active member of such organization and such declaration has not been revoked. Such declarations shall be forwarded to the Secretary of the Party and must be received by the Secretary at least thirty (30) days prior to the day the delegates are elected.
 - (e) Where a provincial or regional organization comprised of more than one local or branch affiliates for the total membership in the province, it shall be entitled to one delegate.
 - (f) All members of the Party's Caucus in the Provincial Legislature and Ontario members of the Party's Caucus in the Federal Parliament shall be seated as delegates.
 - (g) Central bodies, specifically local Labour Councils, union councils, and the Ontario Federation of Labour, which are not eligible for direct affiliation to the Party, but undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party and have been recognized by the Executive of the Provincial Party, shall be entitled to representation as follows:

one delegate from each such central local body and two delegates from the Ontario Federation of Labour.

- (h) Each recognized youth club shall be entitled to representation at the Convention on the same basis and in the same manner as each constituency association. To be a delegate or to be counted for the purpose of establishing the number of delegates to which a recognized youth club is entitled, a member shall be a member of good standing in the ONDP who is eligible to be a member of ONDY pursuant to Article 11.05 (4) (b) of this Constitution and shall be a member of that youth club in accordance with the ONDY constitution. For purposes of delegate entitlement a member may be counted as well in the constituency association in which he or she is entitled to be counted as well in the constituency association in which he or she is a member in accordance with Article 7.07 (b).

Section 8:

- 8.1 Every delegate to a Convention shall be an individual member of the Party in good standing.

Section 9:

- 9.1 Resolutions or constitutional amendments may be submitted by provincial constituency associations, area councils, affiliated organizations, Provincial Executive, Provincial Council, regional conferences, recognized ONDY clubs or Special Sections and Equity Committees (Article 11), and recognized Ethno-Racial Equity advisory committees (Article 12).
- 9.2 Resolutions to Provincial Council and Convention shall be passed at an Annual or General Meeting or Conference of the committee.
- 9.3 The deadline and procedure for submitting such resolutions or constitutional amendments shall be as determined by the Provincial Executive before each Convention.

Section 10:

- 10.1 At each Provincial Convention one-third of the registered delegates shall constitute a quorum.

Article 8: Provincial Officers

Section 1:

- 1.1 The Officers of the Provincial Party elected by the Convention shall consist of: Leader; President; Six Vice-Presidents (at least 50% of which shall be women with any of the positions filled by Trans, genderqueer, or non-binary persons); and Treasurer.
- (a) With the exception of the Leader, and the Director, the Officers shall be elected by Convention.
- (b) The Leader shall be elected by a vote of the membership of the Party.

- 1.2 The Provincial Executive shall hire the Provincial Director. The Provincial Director shall be an Officer of the Party. The Executive's decision to hire must be ratified by Provincial Council.
- 1.3 A member of the Federal Parliament or the Provincial Legislature may not be President or Director except that a President or Director who is elected to the House of Commons or the Legislative Assembly during their term of office may complete that term.
- 1.4 When the Leader is unable to attend meetings of Executive or of any committee of Executive to which the Leader belongs, the Leader shall have the authority to appoint a Designate to act in their absence. This Designate shall be counted for quorum purposes and have the same authority as the Leader to participate in decisions, except that the Designate shall not vote.
- (a) Every member is entitled to cast a ballot for the election of the Leader.
 - (b) The ballots cast by Party members shall be weighted to a total of 75% of the votes counted in a Leadership election, and the balance, 25% of the votes counted in a Leadership election, shall be allocated among the affiliated members.
 - (c) At every regular convention that is not a leadership convention; a secret ballot vote will be held to determine whether or not a leadership election should be called. If a majority of the voting delegates supports the calling of a leadership election, such an election will be held within one year of the convention vote.
 - (d) The Leader will be chosen by secret ballot. Candidates for the leadership with the fewest number of weighted votes will drop off the ballot in subsequent rounds until one candidate receives a majority of the total weighted votes cast in that round. Other leadership selection procedures will be determined by Provincial Council.

Article 9: Provincial Executive

Section 1:

- 1.1 The Provincial Executive shall consist of:
- (a) Provincial Officers.
 - (b) Six (6) members-at-large, of whom at least 50% of which shall be women with any of the positions filled by Trans, genderqueer, or non-binary persons.
 - (c) Two (2) Co-Chairs from each of the Regional Caucuses, of whom at least one (1) must be a woman with any of the positions filled by Trans, genderqueer, or non-binary persons. The Provincial Council may determine the boundaries of the regions.
 - (d) Two (2) Co-Chairs of each Special Section and Equity Committee, of whom at least one (1) must be a woman with any of the positions filled by Trans, genderqueer, or non-binary persons.
 - (i) In the event that a nominee for Co-Chair declares that they are unable to fulfill the roles and responsibilities of the Provincial Executive, and that person is successful in being elected as a Co-Chair, then the Provincial Executive representative will be elected by the members of that Special Section or Equity Committee.
- 1.2 No more than five (5) of the Regional Caucus Co-Chairs and members-at-large may be Members of Parliament or Members of the Legislative Assembly at the time of their nomination to the Provincial Executive.

Section 2:

2.1

- (a) Provincial Officers and Members-at-Large shall be elected by Convention and vacancies shall be filled by Provincial Council with the exception of Provincial Leader and Director.
- (b) Regional caucuses, and all Special Sections and Equity Committees recognized in Article 11 of this Constitution shall choose their own representatives to Provincial Executive and shall fill vacancies as they arise.

2.2

- (a) When the position of Leader is vacant, or when the Leader has announced thier intention to resign as Leader, the Provincial Council may elect an Interim Leader.
- (b) When the Provincial Executive chooses to nominate a person for Interim Leader, it must first consult with the Party's Caucus in the Legislative Assembly of Ontario. Nominations from the floor of Provincial Council shall also be accepted.
- (c) An Interim Leader may attend and speak at all meetings of the Provincial Executive and Provincial Council but is not entitled to a vote.

Section 3:

3.1 Any member absenting themselves from three consecutive meetings of the Executive without a reasonable excuse shall be deemed to have vacated their office.

3.2 A quorum of the Provincial Executive shall be one-third of its members.

Article 10: Provincial Council

Section 1:

1.1 The Provincial Council shall consist of:

- (a) The Provincial Executive;
- (b) Two members elected by and from the Provincial Caucus;
- (c) Two members elected by and from the Federal Caucus, representing Ontario constituencies;
- (d) Two members, at least one of which shall be a woman with any of the positions filled by Trans, genderqueer or non-binary persons from the executive of each provincial constituency association of up to three hundred members and an additional member for each further three hundred members or fraction thereof;
- (e) The president or vice-president of each recognized area council;
- (f) Two members, at least one of which shall be a woman with any of the positions filled by Trans, genderqueer or non-binary persons elected by each organization recognized under Articles 11, of this Constitution;
- (g) Ten members elected by the Ontario New Democratic Youth;
- (h) One member from each affiliated local or grouping of affiliated unions with an affiliated membership in Ontario of three hundred or more and an additional delegate for each additional one thousand members to a maximum of three delegates from any one local or grouping of affiliated unions;
- (i) One delegate from the Ontario Federation of Labour and one delegate from each Labour Council;
- (j) Eight members elected by the ONDP Women's Committee;
- (k) Each recognized youth club shall be entitled to representation on the same basis as a constituency association as set out in subsection (d) of this Article; and

(l) Every delegate elected by the Ontario caucus of delegates at the Convention of the NDP of Canada to represent Ontario members who otherwise is not a delegate to Provincial Council.

1.2 Every delegate shall be an individual member of the Party in good standing.

1.3 Organizations entitled to delegates under this article shall elect or appoint alternates who will have full rights in the absence of the regular delegates.

Section 2:

2.1 The Provincial Council shall meet at least three times a year.

2.2 The Provincial Council shall meet at the call of the Executive or on the written request of twenty-five per cent (25%) or more of its members.

Section 3:

3.1 The Provincial Council shall be the governing body between Conventions.

3.2 The Provincial Council shall have full authority to adopt and issue statements in the name of the Party in conformity with and based as far as possible on Convention decisions.

3.3 The Provincial Council shall have full authority to accept or reject applications for membership or affiliation, subject to the requirements of Article 4.03.

3.4 The Provincial Council shall appoint an Auditor of the Party who is not a member of the Council, who shall make an audit of the books and accounts of the Party each fiscal year and report to the Convention, in accordance with the Ontario Election Finances Act.

Section 4:

4.1 Any member absenting themselves from three consecutive meetings of the Council without a reasonable excuse shall be deemed to have vacated their office.

Section 5:

5.1 At each meeting of the Provincial Council, fifty per cent (50%) plus one of the registered delegates shall constitute a quorum.

Article 11: Special Sections and Equity Committees

Section 1:

1.1 Special Sections and Equity Committees may, at the discretion of the Provincial Council, be formed and given representation at Conventions, Councils and Executives

Section 2:

2.1 The creation of Special Sections and Equity Committees will be brought to the next Convention for ratification.

Section 3:

3.1 Only members of the Party shall be eligible for membership in special sections.

Section 4:

4.1 Special Sections and Equity Committees shall be autonomous as to their Constitution and program, provided that the Constitution and program are not in conflict with those of the New Democratic Party of Ontario or the New Democratic Party of Canada.

Section 5:

5.1 The recognized Special Sections and Equity Committees are:

- (a) Ethno Racial Equity Committee;
- (b) Indigenous People's Committee;
- (c) Persons Living with Disabilities Committee;
- (d) Ontario New Democratic Youth;
 - (i) All members in good standing of the New Democratic Party of Ontario who are under twenty-six (26) years of age are eligible for membership in the Ontario New Democratic Youth.
 - (ii) One of the co-chairs will serve as the Federal Council Youth Delegate from Ontario.
- (e) ONDP Women's Committee; and
- (f) Lesbian, Gay, Bi-sexual, Trans, Queer Committee (LGBTQ)

Article 12: Ethno-Racial Equity Advisory Committees

Section 1:

1.1 Ethno-Racial Equity advisory committees of the New Democratic Party of Ontario may be recognized by resolution of Provincial Council and ratified by Convention.

Section 2:

2.1 Each Ethno-Racial Equity advisory committee shall be entitled to name two delegates to Provincial Council/Convention who shall be members in good standing of the NDP.

Section 3:

3.1 Each Ethno-Racial Equity advisory committee shall be autonomous in its structure and activities provided that these are not in conflict with the constitution and program of the New Democratic Party and will be under the umbrella of the Ethno-Racial Equity Committee for Provincial Executive representation.

Article 13: Special Sections, Equity Committees, Area Councils and Regional Conferences Process

Section 1:

1.1 Provincial constituency associations and affiliated organizations may, with the consent of the Provincial Council, establish area councils and organize regional conferences.

Section 2:

- 2.1 Each special section, equity committee, area council and regional conference shall adopt a constitution for the conduct of its business and such constitution shall be subject to the approval of the Provincial Council and shall be in accordance with this Constitution.
- 2.2 In the absence of a constitution the following will apply:
 - (a) All meetings shall be advertised as widely as possible through the Provincial Office with a minimum of fourteen days' notice.
 - (b) Minutes shall be taken at all meetings, including the date, the names of all those attending and the result of any votes taken. Such minutes shall be made available to the Provincial Secretary upon request.

Section 3:

- 3.1 Each delegate to an area council or regional conference shall be elected or otherwise selected by the general membership of their constituency association or affiliated organization.

Section 4:

- 4.1 Every delegate to an area council or regional conference shall be an individual member of the Party in good standing.

Article 14: Discipline

Section 1:

- 1.1 The Provincial Executive has the right to expel, suspend or otherwise discipline any member for any conduct contrary to this Constitution, or the principles of the Party.
- 1.2 When such expulsion, suspension or discipline has been undertaken it shall be subject to a final appeal and hearing before the Provincial Council.
- 1.3 Any member who is expelled under the terms of this Article shall be required to apply to the Provincial Executive for reinstatement.

Section 2:

- 2.1 The Provincial Executive shall be responsible for the discipline of affiliated organizations and organizations constitutionally established within the Party and has the right to expel, dissolve, suspend or otherwise discipline such organizations for any violation of this Constitution or for acts that bring discredit to the Party.
- 2.2 In the event of disputes among members of bodies recognized in Articles 11, 12, or 13 involving censure, discipline, or removal from office, before any such action is taken, the issue must first be brought to the Provincial Director who in turn will bring it to the Provincial Executive for resolution.
- 2.3 When such expulsion, dissolution, suspension or discipline has been undertaken it shall be subject to a final appeal and hearing before the Provincial Council.

Article 15: Interpretation and Amendments

Section 1:

- 1.1 On a day-to-day basis, this Constitution shall be interpreted by the Director of the Party, or, in the absence of the Director, by a staff member appointed by the Director.
- 1.2 Any interpretation by the Director may be appealed to the Provincial Executive.

Section 2:

- 2.1 At a meeting of the Provincial Executive, the Provincial Council or a Provincial Convention, this Constitution shall be interpreted by the President of the Party, or, in the absence of the President, by the chairperson of the meeting.
- 2.2 Any interpretation by the President or chairperson of the meeting may be overruled by a majority vote of those present and voting at the meeting.

Section 3:

- 3.1 At every meeting of a Provincial Convention, the Provincial Council, or the Provincial Executive, and at every meeting of all constituency associations, area councils and regional conferences, as well as every meeting of the executive or other committees thereof, where any matter is not covered by this Constitution or any other constitution which is binding on the body, Robert's Rules of Order shall govern the matter, unless some other method of procedure has been specifically agreed to beforehand.

Section 4:

- 4.1 This Constitution may be amended by a two-thirds majority vote of all delegates present and voting at a Provincial Convention.
- 4.2 The name of a Special Section or Equity Committee may be amended at a general meeting or convention of that section or committee by a two-thirds (2/3) majority vote of those members present and voting, subject to ratification by the Provincial Council.

Article 16: By-laws

Section 1:

- 1.1 The Provincial Executive may adopt by-laws as needed, if the bylaw is of an urgent nature.
- 1.2 Any such bylaw shall remain in force until the next meeting of Provincial Council, at which point the bylaw shall be confirmed by the Provincial Council or shall cease to be in force.

Section 2:

- 2.1 The Provincial Council may adopt by-laws as needed.
- 2.2 Proposed by-laws shall be circulated to Provincial Council delegates, at least 21 days, in advance of any Provincial Council at which the by-law is to be considered.
- 2.3 The by-law shall be adopted if it receives at least two-thirds of the delegates voting at a Provincial Council meeting.

Appendix A: Membership

Resolution on Membership Fees

(Convention 2002)

Therefore be it resolved that the Ontario NDP attempt to cover the cost of new membership processing by increasing the NGE1 fee from the current \$3.00 to \$5.00 effective immediately. -

Resolution on Membership Fees

Pursuant to the authority vested in it by Article 3 of the Provincial Constitution, the following shall constitute the proper setting and disposition of membership fees:

1. For those gainfully employed, there shall be a minimum general membership fee of \$25 per person and the minimum fee for all other members shall be \$5 per person. Only one copy of the NEW DEMOCRAT or like periodical shall be sent to a household.
2. Sustaining membership fees are payments of \$25 per year or more.
3. Any member of the Party who has reached age 65 and has been a member for 10 years or who is recommended by their riding executive may apply to be a life member. There shall not be a membership fee for a life member.
4. All membership fees shall be credited to the provincial constituency association and will be remitted to the constituency association according to that constituency association's agreement on its portion of the Provincial Party's budget.
5. The Provincial Party undertakes to meet the obligations to the New Democratic Party (of Canada) as determined by the New Democratic Party (of Canada) from time to time and agreed upon by the Provincial Party.

Resolution on Responsibilities of Membership

A member of the New Democratic Party shall be subject to the disciplinary provisions of the Constitution of the Party if they:

1. Misrepresents the policy of the Party;
2. While representing the Party or any constituency association publicly conducts themselves in such a way as to bring discredit to the Party;
3. Supports a group or organization, not constitutionally set up within the Party, which uses the name of the Party without prior written approval of the Party.

1Non-gainfully employed

Appendix B: Regional Representation

On January 21, 2017, the Provincial Council approved the following regional groupings of constituency associations for the purpose of Article 9 §1.1(c) of the Constitution:

Central East:

- Ajax
- Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill
- Barrie—Innisfil
- Barrie—Springwater—Oro-Medonte
- Durham
- King—Vaughan
- Markham—Stouffville
- Markham—Thornhill
- Markham—Unionville
- Milton
- Newmarket—Aurora
- Oshawa
- Pickering—Uxbridge
- Richmond Hill
- Simcoe North
- Simcoe—Grey
- Thornhill
- Vaughan—Woodbridge
- Whitby
- York—Simcoe

Central West:

- Brampton Centre
- Brampton East
- Brampton North
- Brampton South
- Brampton West
- Burlington
- Flamborough—Glanbrook
- Hamilton Centre
- Hamilton East—Stoney Creek
- Hamilton Mountain
- Hamilton West—Ancaster—Dundas
- Mississauga Centre
- Mississauga East—Cooksville
- Mississauga—Erin Mills
- Mississauga—Lakeshore
- Mississauga—Malton
- Mississauga—Streetsville
- Niagara Centre
- Niagara Falls
- Niagara West
- Oakville
- Oakville North—Burlington
- St. Catharines

East:

- Bay of Quinte
- Carleton
- Glengarry—Prescott—Russell

- Haliburton—Kawartha Lakes—Brock
- Hastings—Lennox and Addington
- Kanata—Carleton
- Kingston and the Islands
- Lanark—Frontenac—Kingston
- Leeds—Grenville—Thousand Islands and Rideau Lakes
- Nepean
- Northumberland—Peterborough South
- Orléans
- Ottawa Centre
- Ottawa South
- Ottawa West—Nepean
- Ottawa—Vanier
- Peterborough—Kawartha
- Renfrew—Nipissing—Pembroke
- Stormont—Dundas—South Glengarry

North:

- Algoma—Manitoulin
- Kenora—Rainy River
- Kiiwetinoong
- Mushkegowuk-James Bay
- Nickel Belt
- Nipissing
- Parry Sound—Muskoka
- Sault Ste. Marie
- Sudbury
- Thunder Bay—Atikokan
- Thunder Bay—Superior North
- Timiskaming—Cochrane
- Timmins

Southwest:

- Brantford—Brant
- Bruce—Grey—Owen Sound
- Cambridge
- Chatham-Kent—Leamington
- Dufferin—Caledon
- Elgin—Middlesex—London
- Essex
- Guelph
- Haldimand—Norfolk
- Huron—Bruce
- Kitchener Centre
- Kitchener South—Hespeler
- Kitchener—Conestoga
- Lambton—Kent—Middlesex
- London North Centre
- London West
- London—Fanshawe
- Oxford
- Perth—Wellington
- Sarnia—Lambton
- Waterloo
- Wellington—Halton Hills
- Windsor West
- Windsor—Tecumseh

Toronto:

- Beaches—East York
- Davenport
- Don Valley East
- Don Valley North
- Don Valley West
- Eglinton—Lawrence
- Etobicoke Centre
- Etobicoke North
- Etobicoke—Lakeshore
- Humber River—Black Creek
- Parkdale—High Park
- Scarborough Centre
- Scarborough North
- Scarborough Southwest
- Scarborough—Agincourt
- Scarborough—Guildwood
- Scarborough—Rouge Park
- Spadina—Fort York
- Toronto Centre
- Toronto—Danforth
- Toronto—St. Paul's
- University—Rosedale
- Willowdale
- York Centre
- York South—Weston

By-Laws of the Ontario NDP

By-law 1: The By-laws

Applies to: All

Effective: 2014-Nov-15

Amended: Nil

Section 1: Establishment

- 1.1 The By-laws shall govern the internal, standing rules and procedures of the Party that are not set out in the Constitution. The By-laws may not conflict with the Constitution. In any conflict that may arise between the Constitution and the By-laws, the Constitution shall supersede and prevail.
- 1.2 Bodies of the Party may still adopt rules and procedures to govern their own affairs, so long as those rules and procedures do not conflict with the By-laws and are adopted in accordance with the governing rules of that body or its parent body.

Section 2: Amendment

- 2.1 The By-laws may be amended by a majority of those present and voting at a meeting of the Provincial Council or at a Provincial Convention.
- 2.2 To be considered at a meeting of the Provincial Council, motions to amend the By-laws must, unless indicated otherwise in the By-laws:
 - (a) Have been given proper notice, which shall be providing notice of intent to make the motion, stating the complete substance of the proposed change, at the previous meeting of the Provincial Council;
 - (b) Be submitted in writing to the Provincial Secretary at least forty-five (45) days in advance of the meeting of the Provincial Council; and
 - (c) Be moved by the Provincial Executive, or a delegate on behalf of one of the following that adopted the motion at a general meeting:
 - (i) A constituency association;
 - (ii) A regional council; or
 - (iii) A special section or equity committee, if the resolution deals exclusively with an issue directly affecting that special section or equity committee.
- 2.3 To be considered at a meeting of the Provincial Council without prior notice, emergency motions to amend the By-laws must:
 - (a) Be submitted in writing to the chair; and
 - (b) Be moved by one of the following:
 - (i) The Provincial Executive; or
 - (ii) The Constitution and By-laws Committee, after review in advance of the meeting of the Provincial Council of a motion adopted at a general meeting of a body of the Party.
- 2.4 If the Constitution and By-laws Committee does not move a submitted motion to amend the By-laws as an emergency resolution, a delegate from the body that submitted the motion may provide notice of intent to make the motion, stating the complete substance of the proposed change, for the next meeting of the Provincial Council.

By-law 2: Nominations for Candidacy for the Provincial Executive

Applies to: Provincial Executive
Effective: 2014-Nov-15
Amended: Nil

Section 1: Nomination for Provincial Executive

- 1.1 At a Provincial Convention where an election for the Provincial Executive is to occur, an individual must be a registered delegate to and in attendance at the Provincial Convention in order to be nominated as a candidate for the Provincial Executive.
- 1.2 To be nominated as a candidate for the Provincial Executive, a completed Nomination Form must be submitted in person, with a nominator present, to the Balloting Co-Chairs, at the Convention NDP Office, at specified times listed on the Provincial Convention agenda.

Section 2: Declaration of Candidacy

- 2.1 Prior to nomination as a candidate for the Provincial Executive, a member may declare their intention to be nominated as a candidate.
- 2.2 To declare their intention to be nominated as a candidate, a member must submit a Declaration of Candidacy for the Provincial Executive Form to the Provincial Director.
- 2.3 The Declaration of Candidacy for the Provincial Executive Form shall require from the declaring candidate:
 - (a) Full legal name;
 - (b) Mailing address;
 - (c) Phone number;
 - (d) Email address;
 - (e) Position being sought; and
 - (f) Confirmation that they have read and understood the duties of the position being sought.
- 2.4 A candidate who has submitted their Declaration of Candidacy for the Provincial Executive Form may submit a candidate biography to the Provincial Director. A candidate biography may include up-to one hundred and fifty (150) words of text and one portrait photo.
- 2.5 Candidate biographies submitted by the prescribed deadline shall be emailed by the Provincial Director or their designate to all registered delegates at least twenty-one (21) days prior to the election.

By-law 3: Interpretations

Applies to: All
Effective: 2015-Nov-15
Amended: Nil

Section 1: Definitions

For the purpose of the Constitution of the Party, unless the context requires otherwise:

- a. “Ad hoc committee” means those bodies established to fulfill a specific mandate in a defined period of time.
- b. “Bodies of the Party” means those bodies established within the Party, including, but not limited to, constituency associations, the Provincial Council, the Provincial Executive, Provincial Conventions, special sections, equity committees, and regional councils.
- c. “Business day” means a day between and including Monday to Friday that does not include public holidays in the province of Ontario.
- d. “The By-laws” means the by-laws of the Party.
- e. “The Caucus” means the members of the New Democratic Party of Ontario caucus in the Legislature.
- f. “Constituency” means an electoral district.
- g. “Constituency association” means the association endorsed by the Party as the official association of the Party in the electoral district.
- h. “The Constitution” means the constitution of the New Democratic Party of Ontario.
- i. “Convention” means a Provincial Convention.
- j. “Electoral district” means an electoral district as per Ontario election law.
- k. “General meeting” means a duly-called meeting of the membership of a body of the Party.
- l. “The Leader” means the leader of the Party.
- m. “The Legislature” means the Legislative Assembly of Ontario.
- n. “LGBTQ” means “Lesbian, Gay, Bisexual, Trans, Queer” but can include all people of diverse sexual orientations and gender identities.
- o. “Meeting”, within a governing document of and by the Party, means a meeting as commonly understood, and does not alter the interpretation of a meeting vis-à-vis a session within Robert’s Rules of Order.
- p. “Member” means an individual who has been accepted for membership in the Party whose membership dues are paid and whose membership has not been suspended or terminated.
- q. “The NDP” means the New Democratic Party.
- r. “The Officers” means the officers of the Party.
- s. “The ONDP” and “the Ontario NDP” mean the New Democratic Party of Ontario.
- t. “The ONDY” means the Ontario New Democratic Youth.
- u. “The Party” means the New Democratic Party of Ontario.
- v. “Policy” means a document setting out either a protocol or a principle of the Party.
- w. “Procedure” means a governing or operating method of the Party.
- x. “The Provincial Council” means the Provincial Council of the Party.
- y. “The Provincial Executive” means the Provincial Executive of the Party.
- z. “The Provincial Director” means the Provincial Director of the Party.
- aa. “Regional Caucuses” means those groupings of constituency associations, based on their geographical location, as stated by the Constitution.
- ab. “Riding” means an electoral district.
- ac. “Riding association” means a constituency association.
- ad. “Standing committee” means a body whose mandate is continuous.
- ae. “Statement” means an official comment of the Party outlining its position on a specific issue or event that has occurred or is occurring.
- af. “The Treasurer” means the Treasurer of the Party.
- ag. “The Vice-Presidents” means the Vice-Presidents of the Party.
- ah. “Year” means from January 1 to December 31.
- ai. “Youth” means an individual who is twenty-five (25) years of age or younger.

Section 2: Gender Identity

- 2.1 Gender is self-identified and references to gender shall respect and affirm each individual’s gender identity.

By-law 4: Email Notices

Applies to: Constituency Associations, Regional Councils

Effective: 2015-Nov-15

Amended: Nil

Section 1: General

- 1.1 Except for a nomination meeting, notice of a general meeting or regional council meeting may be provided by email to those members who are entitled to vote at the meeting and have provided an email address.
- 1.2 Email notices must be sent in such a way that the following return email advising that the notice email was not delivered, known as a bounce message, Non-Delivery Report / Receipt / Notification, or Delivery Status Notification can be received back.

Section 2: Email Undeliverable

- 2.1 If an email is received back advising that the member or delegate entitled to vote at the meeting did not receive the notice email the secretary shall send the meeting notice by postal mail prior to the notice deadline.

By-law 5: Scent-free Policy

Applies to: All

Effective: 2015-Nov-15

Amended: Nil

Section 1: General

- 1.1 The Ontario NDP is committed to an inclusive, healthy environment at all meetings of the Party, and as such has instituted this Scent-Free Policy. Scent has many interpretations, but it is understood to mean noticeable smells or odours originating from certain products. Allergic, asthmatic, and other sensitive individuals may find that certain scents, even in the smallest amounts, can create problematic health issues. These health issues may range from mild irritation to a serious medical emergency. Problematic scents may be included in a very large range of products including:
 - Shampoo & conditioners; Hair sprays;
 - Deodorants;
 - Fragrances & perfumes; Lotions & creams;
 - Soaps;
 - Colognes & aftershaves;
 - Air fresheners & deodorizers; Cosmetics; and
 - Cleaning products.
- 1.2 Due to the health concerns arising from exposure to scented products, all scented products are prohibited at meetings of the Party. Individuals are asked to refrain from using scented products at such meetings.
- 1.3 Notices of meetings shall advise that the meeting is to be “scent-free”.

By-law 6: Eligibility for Reduced Fees

Applies to: All
Effective: 2015-Nov-15
Amended: Nil

Section 1: Preamble and Application

- 1.1 The Party strives to make membership in the Party and participation in events, such as Provincial Conventions, accessible to those for whom standard fees create a financial barrier.
- 1.2 In addition to standard fees, reduced fees shall be offered for membership applications and renewals, and member registration for a Provincial Convention.
- 1.3 Reduced fees may be offered for any other activity of the Party at the discretion of the body that is empowered to set fees.

Section 2: Eligibility

- 2.1 Individuals who are twenty-five (25) years of age or younger or are un(der)employed are eligible for reduced fees.

SASKATCHEWAN
NEW DEMOCRATIC PARTY

1122 Saskatchewan Drive
Regina, Saskatchewan S4P 0C4

CONSTITUTION

As Revised October 2023

ARTICLE 1 NAME AND PURPOSE

- 1.1 The name of the organization shall be the Saskatchewan New Democratic Party, hereinafter referred to as "the Party".
- 1.2 The Party shall constitute a section of the New Democratic Party of Canada.
- 1.3 The purpose of the Party shall be to promote through political action and other appropriate means the establishment of a co-operative commonwealth in which the principle regulating production and exchange will be the supplying of human needs and not the making of profits.
- 1.4 The Party shall be controlled and directed by its members.
- 1.5 In any matter not dealt with by this Constitution, the Constitution of the New Democratic Party of Canada shall prevail.
- 1.6 Words in this Constitution denoting any gender shall be deemed to include all other genders; words in the singular shall be deemed to include the plural and words in the plural shall be deemed to include the singular unless the contrary intention appears.

ARTICLE 2 MEMBERSHIP

- 2.1 Membership shall be available to individuals and organizations.
- 2.2 Any person who undertakes to abide by the constitution and principles of the Party and who is not a member or supporter of any other political party may be accepted as an individual member of the Party.
- 2.3 All applications for new membership or renewed membership, along with the prescribed fee shall be sent to either the Provincial Office or Federal Office of the New Democratic Party. The Provincial Office shall issue a membership card. In order to be accepted as a member in good standing of the Saskatchewan Section, all membership applications submitted to the Federal Office must meet the criteria for membership in the Saskatchewan section.
- 2.4 Applications for new membership and renewed membership shall be accepted by the Provincial Office unless the Constituency Executive or the Provincial Executive requests, in writing, that the Chief Executive Officer withhold the membership. Any person denied membership under this section shall have the right to appeal as provided for by Article 20.

- 2.5 Constituency Association membership may consist of resident and non-resident members. All current individual members who live within the boundaries of the constituency, and who have not elected to become members of any other Constituency Association, shall be resident members of the Constituency Association. The Executive of a Constituency Association may admit to membership a member of the Party who does not reside in their constituency, on the member's request. The Executive shall notify Provincial Office of any approved transfers of membership, and such members shall be non-resident members of the Constituency Association. No member may be a member of more than one Constituency Association, and a membership transfer will not be approved within 12 months of a previous transfer by the same member. The Provincial Executive may overrule the decision of a Constituency Association Executive.
- 2.6 Members in good standing shall have the right:
- (a) to be a member of the Constituency Association in their constituency of residence, subject to Article 2.5;
 - (b) to speak freely and openly and vote at the general meetings of their constituency association and any other New Democratic Party clubs or organizations in which they may be a member;
 - (c) to stand for election as a delegate to any Party Convention or Council representing their Constituency Association;
 - (d) to vote at a meeting held for the purpose of nominating a candidate for their constituency of residence;
 - (e) to stand for election as a member of the Executive of their Constituency Association;
 - (f) to seek nomination as a candidate for a Federal or Provincial Constituency Association;
 - (g) to stand for election as an Officer of the Party; and
 - (h) to propose amendments to the program of the Party and amendments to the Constitution.
- 2.7 No person shall be eligible to act as an Officer of the Party, or as a member of the Provincial Council, or Constituency Executive, or as a delegate to any convention unless that person is an individual member of the Party whose membership is in good standing.
- 2.8 Membership fees shall be fixed by the Provincial Convention.
- 2.9 Affiliated membership shall be open to trade unions, farm groups, co-operatives and other appropriate organizations which by official act undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party, and are not affiliated with any other political party.
- 2.10 An application for affiliated membership may be received from a local, regional or provincial organization in Saskatchewan or from the Saskatchewan section of a national or international organization in respect of its membership in Saskatchewan, or from a local, lodge or branch in Saskatchewan of any such organization.

- 2.11 Application for affiliation shall be made to the Provincial Council and shall not be accepted until approved by Provincial Council.
- 2.12 The per capita fee for affiliated organizations shall be twenty-five cents per member per month.
- 2.13 Any member of an affiliated organization may, at any time, notify their organization in writing that they do not wish a per capita payment to be made on their behalf, and the organization shall forthwith cease to make such payment.
- 2.14 Any individual eligible for membership in the Party may purchase a Lifetime Membership, which provides the full rights of regular membership in the Party. The fee for Lifetime Memberships shall be set by Provincial Council. See Lifetime Election Fund, article 18.

ARTICLE 3 PROVINCIAL CONVENTION

- 3.1 The Annual Provincial Convention shall be the governing body of the Party and shall have the power to alter or amend the Constitution and program.
- 3.2 The Provincial Convention shall be held annually at the call of the Provincial Executive. In a calendar year where a provincial election occurs, Provincial Council may elect not to hold Provincial Convention until the following calendar year, provided that no more than 24 months elapses between Provincial Conventions.
- 3.3 At least 60 days notice of the date and place of the Convention shall be given to each Provincial Constituency Association and each organization entitled to representation.
- 3.4 The following members shall be seated as delegates:
- (a) the members of the Provincial Council;
 - (b) the Members of Parliament from Saskatchewan;
 - (c) the Members of the Legislative Assembly for Saskatchewan;
 - (d) those candidates who are nominated for provincial or federal constituencies;
 - (e) twelve delegates from each Provincial Constituency, elected pursuant to the by-laws appended hereto; and when membership in a constituency exceeds 500 members, an additional delegate for each 50 members or major portion thereof above 500 members. For the purpose of representation, membership in good standing shall be calculated as at the end of the previous membership year, or as at 60 days prior to the Convention, whichever is greater;
 - (f) one delegate for each affiliated organization for the first 100 affiliated members or less, and one delegate for each additional 100 members or major portion thereof;

- (g) one delegate for each regional body and two from each provincial body composed of affiliated organizations, and not eligible for direct affiliation to the Party, providing such bodies officially undertake to abide by the constitution and principles of the Party and have been recognized by the Provincial Council pursuant to Article 2.11;
- (h) the members of the executive of the Saskatchewan Young New Democrats to a maximum of ten;
- (i) one delegate for every fifty members or less, and an additional delegate for each additional fifty members or major fraction thereof of each chartered youth club in Saskatchewan, chartered at least 30 days prior to Convention;
- (j) the members of the executive of the Saskatchewan New Democratic Women to a maximum of ten; and
- (k) the members of the executive of the Indigenous New Democrats of Saskatchewan to a maximum of ten; and
- (l) the members of the Executive of the Rainbow Pride Committee to a maximum of ten;
- (m) the members of the Executive of the Cultural Diversity Committee to a maximum of ten;
- (n) the members of the Executive of the Saskatchewan New Democrats Disability Advocates to a maximum of ten;
- (o) the members of the Executive of the Saskatchewan New Democrats Agriculture and Rural Life Committee to a maximum of ten; and
- (p) all past Leaders of the Saskatchewan New Democratic Party.

3.5 In the election of delegates pursuant to Article 3.4 (e), the Provincial Constituency Associations shall ensure gender parity and that two of the delegates elected be youth delegates. Should the Annual Meeting of the Constituency Association or the Convention delegate selection meeting of the Constituency Association fail to meet this provision, the Constituency Association President shall apply to the President for an exemption from this Article.

3.6 Resolutions, except those submitted by the Provincial Council, must be received by the Chief Executive Officer not less than 30 days prior to the Convention and may be submitted by:

- (a) a Provincial Constituency Association, an affiliated organization, any organization entitled to representation; and
- (b) the Provincial Council.

3.7 Emergency resolutions may be submitted to the Convention Resolutions Committee for presentation to the Convention. An emergency resolution shall be presented to the Convention Resolutions Committee no less than 24 hours before the time set on the agenda for emergency resolutions. An emergency resolution shall be defined as a resolution of an urgent or pressing nature on an issue that emerged after the convention resolution deadline. The Convention shall rule by 75% vote on whether the resolution is an emergency and only those resolutions deemed emergency resolutions may be placed before the Convention.

- 3.8 The Convention shall be called to order by the President, and the Convention shall then appoint a Convention Chair and Vice-Chair, a Credentials Committee, a Resolutions Committee and such other committees as the Convention may decide to elect or appoint.
- 3.9 The business of the Provincial Convention shall be:
- (a) to receive and pass upon the audited financial statement of the Party;
 - (b) to hold a review vote of the current leader;
 - (c) to elect a President and six Vice-Presidents subject to Article 5.3;
 - (d) to elect a Treasurer subject to Article 5.3;
 - (e) to receive and pass upon resolutions pertaining to the organization and program of the Party; and
 - (f) to receive and pass upon amendments to this Constitution.
- 3.10 Any person may register as a visitor to the Provincial Convention. Visitors shall have no vote, but on approval of Convention, shall have voice.
- 3.11 Convention fees shall be set by the Provincial Council.
- 3.12 One-third of the registered delegates shall constitute a quorum.
- 3.13 The Convention shall be governed by the Convention Standing Rules of Order and in the matters not there ordered, by Bourinot's Rules of Order.

ARTICLE 4 THE LEADER

- 4.1 The Leader of the Party shall be elected by a vote of all members of the party in good standing.
- 4.2 At every Convention that is not a Leadership Convention a secret ballot vote (the review vote) will be held among Convention delegates to determine whether or not a leadership election should be called. If 50% plus one delegate supports the calling of a leadership election, such an election will be held within one year of the Convention vote.
- 4.3 If a leadership contest is requested by convention, an Interim Leader shall be elected at a joint meeting of the Members of the Legislature and the Provincial Council immediately following the Convention where the leadership review vote was held.
- 4.4 Should the permanent Leader resign from the position, or the position of Leader otherwise become vacant, an Interim Leader shall be elected at a joint meeting of the Members of the Legislature and the Provincial Council.

- 4.5 Should the permanent Leader resign from the position, or the position of Leader otherwise become vacant, a majority of the eligible voting members of Provincial Council shall set the rules for a Leadership Convention. All members of the party in good standing will be eligible to vote in that Leadership Convention for the purpose of electing a permanent Leader.
- 4.6 Any person serving as Interim Leader shall exercise the powers and responsibilities of the Leader until a new permanent Leader has been selected by the results of a Leadership Convention.
- 4.7 Any member of the party in good standing is eligible to be a candidate for permanent Leader subject to the rules of the Leadership Convention as determined by the Provincial Council.

ARTICLE 5 PROVINCIAL EXECUTIVE

- 5.1 The Officers of the Party shall be elected pursuant to this Constitution and shall be:
- (a) the Leader;
 - (b) the President;
 - (c) the six Vice-Presidents, who shall be elected in accordance with Article 5.3(b);
 - (d) the Treasurer.
- 5.2 The Provincial Executive shall be composed of:
- (a) the Officers pursuant to Article 5.1;
 - (b) the Past President for one year after s/he ceases to be President;
 - (c) five members elected at large from constituencies outside the major urban centres of Regina and Saskatoon;
 - (d) one member elected by and from the Saskatchewan Young New Democrats;
 - (e) one of the three Members of the Legislative Assembly serving on the Provincial Council pursuant to Article 6.1 (j) shall also be designated to be a member of the Provincial Executive by the Caucus;
 - (f) one member elected by and from the S.N.D.W. who shall be one of the members of the Provincial Council as provided in Article 6.1 (e) and (f);
 - (g) one member elected by and from the Indigenous New Democrats of Saskatchewan who shall be one of the members of the Provincial Council as provided in Article 6.1 (g) and (h);
 - (h) one member elected by and from the Rainbow Pride Committee, who shall be one of the members of the Provincial Council as provided in Article 6.1 (i) and (j);
 - (i) one member elected by and from the Cultural Diversity Committee, who shall be one of the members of the Provincial Council as provided in Article 6.1(m);
 - (j) one member elected by and from the Saskatchewan New Democrats Disability Advocates, who shall be one of the members of the Provincial Council as provided in Article 6.1(n);

- (k) the President of the New Democratic Party of Canada where he or she is a member of the Saskatchewan Section; and
 - (l) one member elected by and from the Saskatchewan Members of Parliament.
- 5.3
- (a) In the election of all Officers, due regard shall be paid to the principles of gender parity and regional representation, and this provision shall be brought to the attention of delegates at the time of balloting.
 - (b) In the election of the six Vice-Presidents, four will be elected for two year alternating terms, where two vice presidents will be each elected in alternating years by all of the delegates present and voting at Provincial Convention. One shall be elected by and from members of the Saskatchewan Young New Democrats in a Caucus Meeting held during Provincial Convention. One shall be elected by and from convention delegates who are members of the Labour Caucus in a Caucus meeting held during Provincial Convention.
 - (c) In the election of the President and Treasurer, they will be elected for two year alternating terms, where each will be elected in alternating years by all of the delegates present and voting at Provincial Convention.
 - (d) In the election of Five Members at Large, they will be elected for two-year alternating terms, where three Members are elected in one year and two are elected in the following year by all of the delegates present and voting at Provincial Convention.
- 5.4 A Member of Parliament or a Member of the Legislative Assembly may not stand for election for any Executive position elected at Convention. A member of the Provincial Executive elected as a Member of Parliament or as a Member of the Legislature during their term may complete their Executive term.
- 5.5 The Chief Executive Officer shall be the chief administrative officer of the Party appointed by the Provincial Executive.
- 5.6 The Provincial Executive shall meet at least bi-monthly at the call of the President.
- 5.7 Special meetings of the Provincial Executive may be held at the call of the President and shall be held upon the request in writing of three members of the Provincial Executive.
- 5.8 The quorum for the Provincial Executive shall be one-third of its members.
- 5.9 The Provincial Executive shall conduct the affairs of the Party in accordance with the policies of the Provincial Convention and the Provincial Council.
- 5.10 The Provincial Executive may establish such administrative and executive committees as it sees fit to carry out its duties.
- 5.11 Should the office of President become vacant between Conventions, the Provincial Council shall elect one of the Vice-Presidents to fill the vacancy until the end of the term.

- 5.12 Should any other office become vacant between Conventions, such vacancies shall be filled by the Provincial Council.
- 5.13 The term of any member of the Provincial Executive shall be terminated when such member ceases to be a resident of Saskatchewan except for a member that is elected as a Member of Parliament during their term of office.
- 5.14 The Executive shall concern itself primarily with setting the annual goals and targets of the party and ensuring that those goals and targets are met. The Executive shall also ensure that a permanent election planning committee is always functioning and continuously monitor the election readiness of the party. The Executive shall be responsible to Provincial Council and Provincial Convention and is charged with implementing Convention and Provincial Council decisions. The Executive must provide a report, through the President, to each annual Convention.
- 5.15 The President shall oversee the affairs of the Party, sign official documents, provide advice to the Leader, liaise with the Provincial Secretary, provide support in membership outreach and engagement, and convene and preside over meetings of the Provincial Council and Provincial Executive.
- 5.16 The Treasurer shall act as a signing officer for the Party, ensure financial records of the Party are maintained, and present an annual budget to be approved by the Provincial Council.
- 5.17 The Vice-Presidents shall assist the President the supervision of the affairs of the party. Specific duties can be assigned to Vice-Presidents, in consultation with the entire Executive.
- 5.18 In the event that the President resigns or cannot fulfill their duties, one Vice-President will be elected to temporarily fulfill the President's role by the Provincial Executive until the next Provincial Council meeting is held.
- 5.19 Members of the Executive are expected not to miss any more than two meetings during a calendar year, unless there are extenuating circumstances.

ARTICLE 6

PROVINCIAL COUNCIL

- 6.1 The Provincial Council shall be composed of:
- (a) the Provincial Executive;
 - (b) two Provincial Council Delegates elected by and from each Provincial Constituency Association, no more than one of whom shall identify as a man;
 - (c) those members of the Federal Council resident in Saskatchewan who are not otherwise members of the Provincial Council;

- (d) three members elected by and from the Saskatchewan Young New Democrats;
- (e) two members elected by and from the S.N.D.W.;
- (f) the Chair of the S.N.D.W.;
- (g) two members elected by and from the Indigenous New Democrats of Saskatchewan;
- (h) the Chair of the Indigenous New Democrats of Saskatchewan;
- (i) the Chair of the Rainbow Pride Committee;
- (j) two members elected by and from the Rainbow Pride Committee;
- (k) three members elected by and from the Members of the Legislative Assembly;
- (l) one member elected by and from the Saskatchewan Members of Parliament;
- (m) the Treasurer of the Saskatchewan Young New Democrats;
- (n) three members of the Cultural Diversity Committee;
- (o) three members of the Saskatchewan New Democrats Disability Advocates;
- (p) three members of the Saskatchewan New Democrats Agriculture and Rural Life Committee; and
- (q) two Provincial Council Delegates elected by and from each affiliated organization, no more than one of whom shall identify as a man, and who shall be elected for two-year terms with the terms overlapping so that one new councillor is elected each year.

- 6.2 The Provincial Council shall be the governing body of the Party between Provincial Conventions. At its meetings, the Provincial Council will approve the annual budget of the Party; provide advice to the Leader on matters of party policy and party organization; provide training opportunities; review the activities of the Executive and give direction to the Executive; and conduct business referred to it by the Executive or Convention.
- 6.3 The Provincial Council shall meet at least three times a year.
- 6.4 The Provincial Council may approve an Advisory Committee of three of its members to work in conjunction with the executive of the Saskatchewan Young New Democrats.
- 6.5 Special meetings of the Provincial Council may be called by the Provincial Executive.
- 6.6 The President shall call a special meeting of the Provincial Council on the request in writing of one-third of the members of the Provincial Council.
- 6.7 A Member of Parliament or a Member of the Legislative Assembly shall not be a member of the Provincial Council except as provided under Articles 6.1 (c), (d), (j), and (k). A member of the Provincial Council elected as a Member of Parliament or as a Member of the Legislature during their term may complete their Council term.
- 6.8 The term of office for any member of the Provincial Council shall cease when such a member ceases to be a resident of Saskatchewan except if such a member has been elected as a Member of Parliament.

6.9 The quorum for the Provincial Council shall be one-third of its members.

ARTICLE 7 PROVINCIAL CONSTITUENCY ASSOCIATIONS

- 7.1 Every provincial electoral district in Saskatchewan shall have a Provincial Constituency Association.
- 7.2 All individual members of the Party in good standing who reside within the boundaries of a provincial electoral district shall be members in good standing of that Provincial Constituency Association except as provided under Article 2.5 of this Constitution.
- 7.3 Only members in good standing of the Provincial Constituency Association, as set out in Article 7.2, may serve as Table Officers of that Association or represent the Association at the Provincial Convention or meetings of the Provincial Council.
- 7.4 All Provincial Constituency Associations shall be deemed to have adopted and shall abide by the bylaws which are appended as Appendix A of this Constitution. These bylaws may only be amended by the Annual General Meeting of the Provincial Constituency Association. All such amendments are subject to approval of the Provincial Executive.
- 7.5 Should a Provincial Constituency Association Executive fail to call an Annual General Meeting, or should no Executive exist within a constituency, the Provincial Executive may call an Annual General Meeting.
- 7.6 The financial records of the Constituency Association are subject to independent review. Such a review may be initiated by the Constituency Executive. A review shall be conducted annually, with a copy of the reviewer's report submitted to the Annual General Meeting and to the Chief Executive Officer of the Party. The reviewer shall be appointed by the Constituency Executive and must be at arms-length from the Constituency Executive.

ARTICLE 8 REGIONAL OR METRO ORGANIZATIONS

- 8.1 The executives of any two or more Provincial Constituency Associations which are adjacent to each other may set up a regional or metro organization which shall be composed of representatives of each constituency association participating appointed by their executives.

- 8.2 The object and purpose of such regional or metro organizations shall be to co-ordinate the efforts of the constituencies involved to make education, publicity and election campaigns more effective, or plan any other activities it deems worthwhile.
- 8.3 The constituency associations involved may delegate to the organization such powers as deemed advisable.
- 8.4 A regional or metro organization shall elect a president, a vice-president, a secretary and a treasurer and may appoint such committees as it deems necessary.
- 8.5 A metro or regional organization shall enact by-laws which shall not be inconsistent with this Constitution nor with the by-laws of any of the constituency associations which it may represent. Such by-laws shall be subject to approval by the Provincial Executive.

ARTICLE 9 CANDIDATES

- 9.1 No person shall be eligible to seek or accept nomination as a candidate unless:
- (a) they are a member in good standing of the Party;
 - (b) they are eligible to be a candidate as defined by provincial legislation governing elections;
 - (c) they have been approved as a candidate by the Provincial Executive following a screening process which shall be subject to appeal, in keeping with such guidelines as may be approved by the Provincial Council.
- 9.2 At least twenty-one (21) days' notice of the date and location of the Nominating Convention shall be provided by the Constituency Executive to all members of the Constituency Association. The Provincial Executive shall have the authority to shorten this notice period upon application from the Constituency Executive. Notice may be sent by mail, courier, personal delivery, or electronic means to each member's address on record with the Saskatchewan NDP. Rules relating to membership deadlines shall be clearly stated in any meeting notice. The names of approved and publicly declared candidates will also be included in any meeting notice.
- 9.3 Nomination rules shall comply with the following:
- (a) For new memberships to carry the right to vote, they must be obtained at least thirty (30) days prior to the date of a Nominating Convention or the first date of a meeting or vote held on more than one date.
 - (b) For in-person meetings, memberships may be renewed at any time up to the end of the time set aside for registration and memberships so renewed will be deemed to be in good standing.

- (c) For voting that does not take place in person, membership renewal deadlines will be established in the spirit of the ability to renew at the door: as close as possible to the voting date, accounting for internal processing and service provider requirements.
- 9.4 No candidate nor any Constituency Association shall change either the provincial or federal program of the Party.
- 9.5 Constituency Nominating Conventions may be called by the Constituency Executive only with the approval of the Provincial Executive. With the exception of constituencies where the NDP incumbent MLA is a declared candidate, the Provincial Executive may only give approval once there is at least one approved candidate from an equity seeking group or the Provincial Executive is satisfied that there has been a reasonable effort to find a candidate from an equity seeking group.
- 9.6 The Provincial Executive may authorize a Nominating Convention at more than one site, on multiple dates, and/or using alternate voting methods.
- 9.7 Should the Executive of a Constituency Association fail to request a Nominating Convention, or should no Executive exist within a constituency, the Provincial Executive shall call a Nominating Convention and/or authorize alternate voting methods.

ARTICLE 10 CLUBS AND LOCAL ORGANIZATIONS

- 10.1 The executive of any Provincial Constituency Association may set up, within their boundaries, local clubs or organizations.
- 10.2 Such clubs or organizations shall be founded for social, political or educational purposes or to further the work of the Saskatchewan Young New Democrats, the Saskatchewan New Democratic Women, or the Indigenous People's Section.
- 10.3 Such clubs or organizations may elect officers, hold meetings and raise the funds necessary to carry on their activities, providing that for the purpose of election campaigns such clubs or organizations shall act through their constituency associations.
- 10.4 Each club or organization formed pursuant to Article 10.1 shall draft by-laws not inconsistent with this Constitution nor with the by-laws of the Constituency Association. Such by-laws shall be approved by the Constituency Executive and filed with the Provincial Executive.
- 10.5 Each club or organization formed pursuant to Article 10.1 shall submit an annual report of its activities and a financial statement to the Constituency Association Annual Meeting.

ARTICLE 11

LEGISLATIVE ADVISORY COMMITTEE

- 11.1 A legislative advisory committee composed of five members elected by the Provincial Council for two-year alternating terms and a member of the Saskatchewan NDP MLAs elected from their number. One of the members of the committee who is elected by Provincial Council must self-identify as an Indigenous person.
- 11.2 The legislative advisory committee shall from time to time assist the Saskatchewan NDP Caucus in preparing legislation in conformity with Saskatchewan NDP policies.
- 11.3 This advisory committee shall choose a secretary and a chair.
- 11.4 This committee will meet with the full caucus at least twice per-year to discuss the implementation of party policy, and this committee will report back to the Provincial Council as to the outcome of those meetings. These joint meetings between the Legislative Advisory Committee and the Saskatchewan NDP caucus shall be called by the Leader. The Chairs of each of these bodies shall be jointly responsible for preparing the agenda for this meeting.

ARTICLE 12

SASKATCHEWAN YOUNG NEW DEMOCRATS

- 12.1 The Saskatchewan Young New Democrats shall be autonomous with respect to its program and constitution provided that there is no conflict with the program and constitution of the Party.
- 12.2 The constitution of the Saskatchewan Young New Democrats and any amendments thereto shall be submitted to the Provincial Executive, which shall approve these said amendments provided that there is no conflict with the program and Constitution of the Party.
- 12.3 The Saskatchewan Young New Democrats shall present an audited financial report to the Provincial Executive, Provincial Council and Provincial Convention annually.

ARTICLE 13

SASKATCHEWAN NEW DEMOCRATIC WOMEN

- 13.1 There shall be established a committee of women members of the Party called the Saskatchewan New Democratic Women (SNDW), whose purpose shall be to study and take action on matters of special concern to women and to involve women at all levels of political activity, within the Party and throughout the province.

- 13.2 The SNDW shall elect an executive and hold meetings in a manner consistent with this Constitution.
- 13.3 The SNDW shall draft by-laws not inconsistent with this Constitution. Such by-laws and any amendments thereto shall be submitted to the Provincial Executive, which shall approve same provided there is no conflicts with the program and Constitution of the Party.
- 13.4 The SNDW shall present an audited financial report to the Provincial Executive and Provincial Council annually.

ARTICLE 14 INDIGENOUS NEW DEMOCRATS OF SASKATCHEWAN

- 14.1 There shall be established an indigenous people's committee called the Indigenous New Democrats of Saskatchewan, whose purpose shall be to study and take action on issues of special concern to indigenous people's in Saskatchewan.
- 14.2 The Executive of the Indigenous New Democrats of Saskatchewan shall consist of no less than eleven and no more than fifteen indigenous people who shall be elected by and from indigenous members of the Party at a meeting held at the same time and place as each provincial convention.
- 14.3 The Indigenous New Democrats of Saskatchewan shall draft by-laws not inconsistent with this Constitution. Such by-laws and any amendments thereto shall be submitted to the Provincial Executive, which shall approve same provided there is no conflict with the program and Constitution of the Party.
- 14.4 The Indigenous New Democrats of Saskatchewan shall present an audited financial statement to the Provincial Executive, Provincial Council and Provincial Convention annually.

ARTICLE 15 RAINBOW PRIDE COMMITTEE OF SASKATCHEWAN

- 15.1 There shall be established a committee of gay, lesbian, bisexual, transgendered and two-spirited members of the New Democratic Party of Saskatchewan as well as members who are allies, called the Rainbow Pride Committee, whose purpose shall be to conduct outreach to individuals and organizations within the LGBT2 community, propose solutions to issues of concern to the community, and promote the involvement of LGBT2 people in political activity, both within the party and throughout the province.
- 15.2 The Rainbow Pride Committee will elect officers and hold meetings in a manner consistent with this constitution.

- 15.3 The Rainbow Pride Committee shall draft by-laws not inconsistent with this constitution. Such by-laws and any amendments thereto shall be submitted to the Provincial Executive, which shall approve same provided that there is no conflict with the program and Constitution of the party.
- 15.4 The Rainbow Pride Committee shall present an audited financial statement to the Provincial Council annually.

ARTICLE 16

CULTURAL DIVERSITY COMMITTEE OF SASKATCHEWAN

- 16.1 There shall be established a committee of visible minority and new Canadian members of the New Democratic Party of Saskatchewan, whose purpose shall be to conduct outreach to individuals and organizations within the visible minority and newcomer communities of our province, propose solutions to issues of concern to those communities, and promote the involvement of racially and culturally diverse people in political activity, both within the party and throughout the province.
- 16.2 The Cultural Diversity Committee will elect officers and hold meetings in a manner consistent with this constitution.
- 16.3 The Cultural Diversity Committee shall draft by-laws not inconsistent with this constitution. Such by-laws and any amendments thereto shall be submitted to the Provincial Executive, which shall approve same provided that there is no conflict with the program and Constitution of the party.
- 16.4 The Cultural Diversity Committee shall present an audited financial statement to the Provincial Council annually.

ARTICLE 17

SASKATCHEWAN NEW DEMOCRATS DISABILITY ADVOCATES

- 17.1 There shall be established a committee of persons with disabilities called the Saskatchewan New Democrats Disability Advocates whose purpose shall be to provide a forum within the Party for persons with lived experience, as well as members who are allies, to advocate to remove barriers and ensure equal access to goods, services, facilities and employment for persons with disabilities within the Party and the province and to engage, promote and support the involvement of persons with disabilities to take political action within the Party and throughout the province to address issues of concern to persons with disabilities.

- 17.2 The Saskatchewan New Democrats Disability Advocates will elect officers and hold meetings in a manner consistent with this Constitution.
- 17.3 The Saskatchewan New Democrats Disability Advocates shall draft by-laws not inconsistent with this Constitution. Such by-laws and any amendments thereto shall be submitted to the Provincial Executive, which shall approve same, provided that there is no conflict with the program and Constitution of the Party.
- 17.4 The Saskatchewan New Democrats Disability Advocates shall present an audited financial statement to the Provincial Council annually.

ARTICLE 18

SASKATCHEWAN NEW DEMOCRATS AGRICULTURE AND RURAL LIFE COMMITTEE

- 18.1 There shall be established a committee called the Saskatchewan New Democrats Agriculture and Rural Life Committee whose purpose shall be to promote the inclusion of rural perspectives in Party governance and policy development; to propose and advocate for solutions to issues concerning rural residents and agricultural producers, both within the Party and throughout the province; and to conduct outreach on behalf of the Party to the rural public at large.
- 18.2 The Saskatchewan New Democrats Agriculture and Rural Life Committee will elect officers and hold meetings in a manner consistent with this Constitution.
- 18.3 The Saskatchewan New Democrats Agriculture and Rural Life Committee shall draft by-laws not inconsistent with this Constitution. Such by-laws and any amendments thereto shall be submitted to the Provincial Executive, which shall approve same, provided there is no conflict with the program and Constitution of the Party.
- 18.4 The Saskatchewan New Democrats Agriculture and Rural Life Committee shall present an audited financial statement to the Provincial Council annually.

ARTICLE 19

FINANCE AND FUNDRAISING COMMITTEE

- 19.1 There shall be a finance and fundraising committee that shall:
- (a) oversee the fundraising strategy of the party;
 - (b) determine the investment strategy for the restricted funds;
 - (c) act as the audit committee of the party;
 - (d) advise the treasurer;
 - (e) oversee the financial management and performance of the party; and,
 - (f) report regularly to the Provincial Council and Provincial Executive.

- 19.2 The finances and fundraising committee shall be:
- (a) appointed by the Provincial Executive;
 - (b) chaired by the treasurer;
 - (c) representative of the diverse membership of the party; and,
 - (d) composed of five members who individually and collectively possess the skills in finance and fundraising necessary to conduct its responsibilities.
- 19.3 The restricted funds of the party are governed by the finance and fundraising committee in order to guarantee the long-term financial sustainability of the party and to support the election campaigns of the party. The earnings of the funds may be expended in accordance with 19.4, as directed by the Provincial Executive, but the contributed amounts may not be expended for any reason.
- 19.4 The restricted funds are:
- (a) The Co-operative Commonwealth Fund
 - (i) Source: directed donations and bequests received prior to the establishment of the Planned Giving Fund.
 - (ii) Authorized expenditures: political, economic, and social research and education; and the Party's eligible election expenses as defined by the Elections Act.
 - (b) Lifetime Election Fund
 - (i) Source: entire proceeds of lifetime memberships as established by Article 2.14.
 - (ii) Authorized expenditures: Party's eligible election expenses as defined by the Elections Act.
 - (c) Capital Election Fund
 - (i) Source: proceeds from the sale of the Crystal Lake property and other land gifted or bequeathed to the Party prior to the establishment of the Planned Giving Fund.
 - (ii) Authorized expenditures: Party's eligible election expenses as defined by the Elections Act.
 - (d) Planned Giving Fund
 - (i) Source: except as otherwise directed by a donor, not less than 50% of the proceeds of all planned gifts directed to the Saskatchewan New Democratic Party. The remainder shall be allocated to restricted, operational or other funds.
 - (ii) Authorized expenditures: Party's eligible election expenses as defined by the Elections Act; and as directed by the provincial executive.

ARTICLE 20

THE ACCOUNTABILITY OF PARTY MLA'S

- 20.1 Each Member of the Legislative Assembly shall hold a meeting before each session of the Legislature to hear the opinions and concerns of constituents.
- 20.2 Each Member of the Legislature shall hold a meeting after each session of the Legislature to report to constituents on the general business and major legislation of the previous session.

ARTICLE 21

DISCIPLINE

- 21.1 Each member of the Party has covenanted that they will accept and abide by the Constitution and principles of the Party. Breach of this covenant is a violation of this Constitution and liable to discipline under this article.
- 22.2 A complaint may be lodged with the President by any five members or constituted body of the Party alleging:
- (a) a violation of the Constitution;
 - (b) conduct which would serve to bring the Party, one of its bodies, and/or a member into disrepute; or
 - (c) a membership in the Party has been wrongfully denied or should be denied.
- 21.3 Notwithstanding 22.2, an applicant for membership may lodge a complaint alleging that his/her membership has been wrongfully denied.
- 21.4 Any complaint lodged pursuant to 21.2 or 21.3 must be in writing and signed by the complainant or complainants as applicable and must set out the details of the actions or statements of the respondent which caused the complaint, evidence which might be pertinent to the complaint, and the remedy sought.
- 21.5 The President shall attempt to achieve an amicable settlement of the complaint. Should the President be personally involved in the complaint, the Provincial Executive shall appoint one of its members to act in the President's place.
- 21.6 If no suitable settlement can be achieved pursuant to 21.5, the matter shall be referred to the Discipline Committee. The Discipline Committee is composed of five individuals elected by and from the Provincial Executive for a one-year term.

- 21.7 The Discipline Committee is responsible to examine, investigate, hear, and determine all matters arising out of the complaint, and shall be free to determine its own process. Any member shall provide prompt and accurate responses to questions or requests from the Discipline Committee or any person acting on its behalf. If the Discipline Committee finds that a complaint is substantiated, it may prescribe remedies up to and including revocation of any right of membership contained in the Constitution of the Saskatchewan NDP, and/or other order it deems fit. Except as otherwise ordered by the Discipline Committee, any remedy shall remain in effect until an appeal has been conducted as described in 21.8.
- 21.8 A complainant or respondent may appeal the decision of the Discipline Committee to the Appeals Committee. The Appeals Committee is composed of five individuals elected by and from the Provincial Executive for a one-year term, and shall not include any members of the Discipline Committee.
- 21.9 In the course of an appeal, the complainant or complainants and the respondent shall respectively have the right to present evidence and argument. The Appeals Committee shall otherwise be free to determine its own process. The Appeals Committee may uphold, amend, or reverse any or all of the findings made and/or remedies prescribed by the Discipline Committee. A decision of the Appeals Committee shall be final and shall not be subject to further appeal or review.
- 21.10 Article 21 is generally not to be used for harassment, discrimination, and safety issues. Those issues are dealt with through reference to Article 22.

ARTICLE 22

ANTI-HARASSMENT

- 22.1 The New Democratic Party of Saskatchewan is committed to ensuring that all party activities be conducted in an environment that is free from harassment, bullying and/or discrimination and that all members treat each other with dignity and respect.
- 22.2 The Anti-Harassment policy shall apply to all circumstances that have a real and substantial connection to the New Democratic Party of Saskatchewan, and all members of the New Democratic Party shall be bound by this policy as a condition of membership.
- 22.3 If a person or persons feel they have been subjected to bullying, harassment or discrimination, the information should be reported immediately to the Anti-Harassment Officers of the Party. The process of investigation is detailed in the Anti-Harassment Policy approved by the Provincial Executive.

ARTICLE 23
FINANCIAL RESPONSIBILITY AND PUBLIC LIABILITY

- 23.1 The Party and its Officers shall not be responsible for any debt incurred by any Constituency Association, Candidate or any body constituted pursuant to this Constitution.
- 23.2 The Party and its Officers shall not assume any public liability for any Constituency, Candidate or any body constituted pursuant to this Constitution.

ARTICLE 24
FINANCIAL YEAR

- 24.1 The financial year of the Party shall end on December 31st of each year.

ARTICLE 25
AMENDMENTS

- 25.1 Amendments to this Constitution may be made at any Provincial Convention by two-thirds of the delegates present and voting.
- 25.2 Any such amendments shall take effect at the adjournment of the Provincial Convention at which it is so passed.

ARTICLE 26
POLICY COMMITTEE

- 26.1 A policy committee composed of five members elected by the provincial council for alternating two-year terms, a member elected by and from the provincial executive for a one-year term, and an MLA chosen by the New Democratic Party of Saskatchewan caucus in the provincial Legislature. One of the members of the committee who is elected by Provincial Council must self-identify as an Indigenous person.
- 26.2 The purpose of the policy committee shall not be to make party policy, it shall be to ensure proper documentation and record-keeping of convention resolutions and to facilitate policy discussion and policy-making processes within the party.
- 26.3 The policy committee shall elect a secretary and a chair from its membership.
- 26.4 This committee will work throughout the year to facilitate debate on political issues and public policy among Saskatchewan NDP members and to identify gaps in existing party policies.

- 26.5 The committee is charged with the creation and maintenance of a resolutions manual that will consist of a record of all of the resolutions passed by the annual Conventions of the New Democratic Party of Saskatchewan over the previous ten years. The Saskatchewan NDP resolutions manual shall always be publicly available.
- 26.6 This committee will report on the results of the policy deliberations and debates within the Saskatchewan NDP to the annual Convention.
- 26.7 The policy committee will be consulted by the election planning committee on the election platform of the New Democratic Party of Saskatchewan.

APPENDIX A

CONSTITUENCY ASSOCIATION BY-LAWS

1. PURPOSE

The purpose of a Provincial Constituency Association shall be to further the goals and objectives of the Saskatchewan New Democratic Party. The Association may establish such committees and organizational structures as it sees fit to further the educational, social and political goals of the Association except that, in the case of such organizations that are entitled to delegate status at the Provincial Conventions of the Party, only one such organization can be established in any constituency.

2. MEMBERSHIP

Membership in the Constituency Association shall be defined by Article 7.2 of the Constitution of the Saskatchewan New Democratic Party (“the Constitution”).

3. CONSTITUENCY ASSOCIATION EXECUTIVE

- (a) Eligibility to serve as a voting member on the Constituency Association Executive is governed by Article 7.3 of the Constitution.
- (b) The Executive shall consist of:
 - (i) The Table Officers as defined in Section 4;
 - (ii) Executive members-at-large elected at the Annual General Meeting;
 - (iii) Any representatives to or liaisons with Party organizations elected pursuant to Sections 3(c) and 3(d);
 - (iv) Any representatives of chartered youth clubs or other organizations established under Article 10 of the Constitution.
- (c) If the Constituency Association belongs to a regional or metro organization pursuant to Article 8 of the Constitution, the appointment of representatives to this organization shall be done using the same process as for Table Officer elections.
- (d) The Constituency Association may appoint members of the Executive as liaisons to other Party bodies. This appointment shall be done using the same process as for Table Officer elections.
- (e) In the case of any vacancies in positions that were elected at an Annual General Meeting, the Executive shall have the authority to fill those vacancies until the next Annual General Meeting. The Executive may also elect additional Executive members-at-large.
- (f) The Executive shall manage the business and affairs of the Constituency Association. The powers of the Executive may be exercised by a meeting at which a quorum is present.
- (g) At all meetings of the Executive, every question shall be decided by a majority of the votes of the Executive members present and, in case of a tie, the chair of the meeting shall be entitled to cast the deciding vote.
- (h) A quorum of all meetings of the Executive shall be the minimum of (i) a majority of all Executive members or (ii) five (5) members; in both cases provided at least three (3) of such members are Table Officers.

- (i) Meetings of the Executive may be called by either the President, any two (2) Table Officers, or by any five (5) members of the Executive.
- (j) Unless all Executive members waive the requirement or there is an emergency that requires immediate attention, at least five (5) days' advance notice of all Executive meetings shall be provided to all Executive members, with such notice to include reasonable details of the nature of the business to be transacted at the meeting.
- (k) All meetings of the Executive shall be open to any member of the Constituency Association.
- (l) Minutes of all meetings of the Executive shall be kept and open to inspection by any member of the Constituency Association upon request.

4. TABLE OFFICERS

- (a) Table Officers except for the MLA or nominated candidate shall be elected at the Annual General Meeting or elected at the first meeting of the Executive subsequent to the Annual General Meeting.
- (b) The Table Officers shall be:
 - (i) The President, who, subject to other direction by the Executive, shall have general responsibility for supervising the business and affairs of the Constituency Association. In addition, the President shall preside at the Annual General Meeting, as well as at all meetings of the Executive, and shall be ex officio a member of all committees of the Association.
 - (ii) At least one Vice-President, who, subject to other direction by the Executive, shall act in the absence or inability or refusal of the President to carry out their duties.
 - (iii) The Secretary, who, subject to other direction by the Executive, shall:
 - (a) keep records of the Constituency Association, including minutes of all membership and Executive meetings;
 - (b) provide or arrange for meeting and event notices as required
 - (c) maintain contact information for the Executive.
 - (iv) The Treasurer, who, subject to other direction by the Executive, shall be responsible to oversee the finances of the Constituency Association, including maintaining financial records and providing regular financial reports to the Executive and membership.
 - (v) The Provincial Councillors as defined in Article 6.1(b) of the Constitution. The two Councillors shall serve for overlapping two-year terms.
 - (vi) The Election Planning Chair, who, when appointed and subject to other direction by the Executive, shall chair the Election Planning Committee and coordinate the Constituency Association's election planning activities.
 - (vii) The MLA or nominated candidate as the case may be.
 - (viii) Such other Officers as the Executive may deem appropriate, subject to Section 3(a).
- (c) The Table Officers shall uphold the rights of all members as outlined in Article 2.6 of the Constitution.

- (d) Alternate Councillors may be elected along with the Councillors as part of Table Officer elections. The Table Officers shall further ensure that the Constituency Association is represented at all meetings of the Provincial Council and Provincial Convention and that full reports of the proceedings of these bodies are received by the Executive. In time-sensitive situations, the President or designate shall be authorized to fill vacancies in the Constituency Association's delegation to a meeting of the Provincial Council or Provincial Convention.
- (e) The Table Officers are responsible for the effective functioning of the Executive and are authorized to act on behalf of the Executive in time-sensitive situations. Any decisions of the Table Officers shall be reviewed by the Executive at its next regular meeting.
- (f) Due regard shall be paid to gender parity and the importance of involving Indigenous people in the election of Table Officers and other roles.

5. GENERAL MEETINGS

- (a) Each Constituency Association shall hold an Annual General Meeting (AGM) on a date and at a location selected by the Executive.
- (b) At least fourteen (14) days notice of the date and location of the AGM shall be provided to all members of the Association. Notice may be sent by mail, courier, personal delivery, or electronic means to each member's address on record with the Saskatchewan NDP. Bylaws 5(c), (d) and (e) herein shall be clearly stated in any AGM notice.
- (c) Each member of the Constituency Association whose membership is in good standing shall be eligible to attend and vote at the AGM.
- (d) Memberships may be renewed at any time up to the end of the time set aside for registration and memberships so renewed shall be deemed to be in good standing.
- (e) New memberships may be accepted at any time up to a time designated by the Executive which shall not be more than fourteen (14) days before, and not less than seven (7) days before the AGM.
- (f) The business of the AGM shall include:
 - (i) To receive and consider the report of the President;
 - (ii) To receive and consider the report of the Treasurer;
 - (iii) To receive and consider the report of the Provincial Council delegates;
 - (iv) To receive and consider the report of the MLA or nominated candidate as the case may be;
 - (v) To receive and consider any other appropriate reports, including from metro or regional organizations and other party bodies;
 - (vi) To review and propose amendments to the program and Constitution of the Party for presentation to the next Provincial Convention;
 - (vii) To elect delegates to the Provincial Convention;
 - (viii) To elect the members at-large on the Executive;
 - (ix) To elect the Table Officers and any representatives to Party bodies as provided for in Sections 3(c), 3(d), and 4(a), or alternatively decide to defer this election to the first meeting of the Executive following the AGM;

- (xiii) To plan activities to further the political, educational and social goals of the Association.
- (g) Other membership meetings may be called by the Executive, with the same notice and membership deadlines as for the AGM. The Executive must call a membership meeting within thirty (30) days of receiving a written request that a membership meeting be called for a specific reason, if the request is signed by at least twenty-five (25) members.

6. NOMINATING CONVENTIONS

- (a) With the approval of the Provincial Executive, the Executive shall fix the date and location of a Nominating Convention when required, subject to Article 9.5 of the Constitution.
- (b) Notice of the Nominating Convention shall be provided to all members of the Association in accordance with Article 9.2 of the Constitution.
- (c) Constituency Nomination Rules shall be approved by the Executive, subject to Article 9.3 of the Constitution.

7. FINANCES

- (a) The financial records of the Constituency Association shall be kept by the Treasurer.
- (b) All funds of the Constituency Association shall be deposited in one or more accounts in the name of the Constituency Association at a federally regulated financial institution designated by the Executive.
- (c) The Executive shall designate at least three (3) Table Officers as signing officers of the Association. The financial transactions of the Constituency Association shall be undertaken by these officers, subject to direction by the Executive. At least two persons with signing authority must authorize any financial transactions.
- (d) The financial records of the Constituency Association are subject to independent review, pursuant to Article 7.8 of the Constitution.
- (e) The financial year shall end on December 31st of each year.

8. LIABILITY AND INSURANCE

The Constituency Association may purchase and maintain insurance for public events and other activities, recognizing potential liability, for the protection of Executive members and volunteers.

9. AMENDMENTS

Pursuant to Article 7.4 of the Constitution, these bylaws may be amended at the Annual General Meeting by two-thirds of the members present and voting but shall be subject to the approval of the Provincial Executive before becoming binding and enforceable.

APPENDIX B DEFINITIONS

1. Members of the Legislature (MLA) means a member of the Party who has been nominated by a Provincial Constituency Association, elected as a member of the Legislative Assembly of Saskatchewan and is a member in good standing of the Party as provided in Article 2 of this Constitution.
2. Member of Parliament (MP) means a member of the Party who has been nominated by a Federal Constituency Association, elected as a member of the House of Commons and is a member in good standing of the Party as provided in Article 2 of this Constitution.
3. Program of the Party means those resolutions passed by the Provincial Council, Provincial Convention, Federal Council or Federal Convention which becomes the basis for public policy.
4. Immediate family in Article 2.5 means the spouse and dependent children of the MLA or candidate.
5. Provincial Office of the Party means the central office of the Party maintained under the supervision of the Chief Executive Officer.
6. Participation of Women Federal Council Member means that person elected to fulfill the requirements of Article VIII, Section 1 (e) of the Constitution of the New Democratic Party of Canada.
7. Youth Federal Council Member means that person elected to fulfill the requirements of Article VIII, Section 1 (g) of the Constitution of the New Democratic Party of Canada.
8. Regional body means those bodies composed of organizations affiliated to the Party but not itself eligible for affiliation such as union councils or labour councils.
9. Provincial body means the Saskatchewan Federation of Labour or any other provincial body that is composed of organizations affiliated to the Party but not itself eligible for affiliation.
10. The Chief Executive Officer of the Party means that person who is the chief administrative officer and fulfills the function previously ascribed to the "Provincial Secretary" .

CONSTITUTION

NEW DEMOCRATIC PARTY OF
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

AS AMENDED APRIL 2018

TABLE OF CONTENTS

| | | |
|-------------|--|----|
| ARTICLE 1: | NAME..... | 3 |
| ARTICLE 2: | OBJECTIVES..... | 3 |
| ARTICLE 3: | INTERPRETATION | 4 |
| ARTICLE 4: | MEMBERSHIP | 4 |
| ARTICLE 5: | FEES..... | 6 |
| ARTICLE 6: | PROVINCIAL DISTRICT ASSOCIATIONS | 6 |
| ARTICLE 7: | NOMINATION OF CANDIDATES FOR PROVINCIAL ELECTION | 9 |
| ARTICLE 8: | PROVINCIAL CONVENTION | 10 |
| ARTICLE 9: | PROVINCIAL EXECUTIVE..... | 14 |
| ARTICLE 10: | OFFICERS | 15 |
| ARTICLE 11: | QUORUM..... | 16 |
| ARTICLE 12: | VACANCIES | 16 |
| ARTICLE 13: | AUDIT..... | 17 |
| ARTICLE 14: | WOMEN'S CAUCUS | 17 |
| ARTICLE 15: | NEWFOUNDLAND AND LABRADOR YOUNG NEW DEMOCRATS | 17 |
| ARTICLE 16: | INDIGENOUS CAUCUS..... | 17 |
| ARTICLE 17: | DISCIPLINE..... | 18 |
| ARTICLE 18: | FINANCIAL RESPONSIBILITY | 19 |
| ARTICLE 19: | AMENDMENTS..... | 19 |

CONSTITUTION

THE NEW DEMOCRATIC PARTY OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

(AMENDMENTS PASSED AT CONVENTION APRIL 2018)

ARTICLE 1: NAME

The name of the Party shall be “The New Democratic Party of Newfoundland and Labrador”.

ARTICLE 2: OBJECTIVES

The objectives of the Party shall be to promote the principles of social democracy. These principles can be briefly described as:

- 2.1 A belief that the social, economic, and political progress of Newfoundland and Labrador can be assured only by the application of social and egalitarian principles to the governance and administration of public affairs;
- 2.2 That the production of goods and services shall be directed to meeting the social and individual needs of people within a framework of economic and environmental sustainability;
- 2.3 That the dignity and freedom of the individual is a basic right that must be maintained and extended to all persons regardless of race, ethnic background, ability, religion, gender, or sexual orientation;
- 2.4 That the abolition of poverty and the elimination of exploitation are achievable goals and must be a priority of any thinking and compassionate government;
- 2.5 That the people have a right to a meaningful voice in public policy through consultation and participation at all levels of public decision-making; and
- 2.6 That voters have a right to representative and participatory democracy through proportional representation.

ARTICLE 3: INTERPRETATION

Section 1:

In this constitution:

- 3.1.a “Party” means the New Democratic Party of Newfoundland and Labrador;
- 3.1.b “Representation” means that members of all committees and executives of the Party should be balanced in terms of gender, demographics, and region;
- 3.1.c “Member of the House of Assembly” means a member of the Party who has been duly elected and is currently serving in the Newfoundland and Labrador legislature and is sitting as a part (member) of the NDP caucus; and
- 3.1.d “Provincial Office” means the central office of the Party;

Section 2:

This constitution will include any and all appendices.

Section 3:

In this constitution words in the singular shall be deemed to include the plural and words in the plural shall be deemed to include the singular unless the contrary intention appears.

ARTICLE 4: MEMBERSHIP

Section 1:

Individual membership in the Party is open to every person who:

- 4.1.a is a resident of the Province of Newfoundland and Labrador;
- 4.1.b is at least fourteen (14) years of age or other such minimum age as may be established by the New Democratic Party of Canada;
- 4.1.c undertakes to accept and abide by the constitution and principles of the party and;
- 4.1.d is not, or ceases to be, a member or supporter of any other political party.

Section 2: Individual Membership

- 4.2.a An application for membership shall be subjected to the approval of the district and/or provincial executive.
- 4.2.b All applications, unless rejected by the district executive, shall be sent to the provincial office along with the membership fee (if applicable), upon which the provincial office may issue a membership card.
- 4.2.c An individual shall remain a member of the Party until one of the following events occurs:
 - 4.2.c.i *The individual requests in writing (including by electronic mail) sent to the Membership Secretary, or another Officer so delegated, that their membership be withdrawn;*
 - 4.2.c.ii *the individual has, as a result of discipline by the Provincial Executive under Article 17, had their membership terminated through expulsion; or*
 - 4.2.c.iii *the Membership Secretary has received information that the member has died.*
- 4.2.d Notwithstanding subsections a–c of this section, the Federal Party may accept membership fees upon which the provincial office may issue a membership card.

Section 3: Affiliated Membership

- 4.3.a Affiliated membership shall be open to trade unions, farm groups, co-operatives, labour councils, women’s organizations or any other groups and organizations which by an official act, undertake to accept and abide by the constitution and principles of the Party, and are not associated or identified with any other political party.
- 4.3.b Members of an affiliated organization must apply for individual membership in order to become full members.

Section 4:

Every individual member shall automatically be a member of the District Association in the provincial district in which he/she resides. However, if a person wishes to transfer to a District Association other than the one in which he/she resides, an application must then be made in writing to the Executive of the Provincial District Association in which he/she wishes to transfer. All transfers are subject to District and Provincial Executive approval. If approved, the executive of the Provincial District to which the transfer is made, shall inform the transferee’s former District Association of such a transfer.

Section 5:

Affiliated organizations shall be entitled to participate in the activities of the District Association on a basis to be negotiated jointly by the Party and the affiliated organization and approved by the Provincial Executive.

Section 6:

No person shall be eligible to act as an officer of the Party, a member of a District Executive, a delegate to any convention, or a candidate unless he/she is an individual member of the Party whose membership is in good standing.

ARTICLE 5: FEES**Section 1:**

The membership conditions and fees shall be set by the Executive of the Party.

Section 2:

The affiliate membership conditions and fees shall be set by the Provincial Executive.

Section 3:

The Provincial share of the per capita fee for affiliated organizations shall be retained by the Provincial Office.

ARTICLE 6: PROVINCIAL DISTRICT ASSOCIATIONS**Section 1:**

The Provincial Executive may initiate the establishment of District Associations.

Section 2:

Each such association shall function within the terms of this Constitution and may adopt such by-laws that are not inconsistent with this Constitution as the successful operation of the organization may require, provided however, that such by-laws shall be subject to approval of the Provincial Executive.

Section 3:

Each member of the House of Assembly shall be a member of the executive and all other committees of his/her District Association.

Section 4:

Each District Association shall consist of an executive of not less than three persons, including the Officers of the Association. The executive shall be elected at the District Association annual general meeting.

Section 5:

The District Executive shall be responsible for the general administration of the affairs of the District Association at all times.

Section 6:

The District Association Executive shall decide, in consultation with the Provincial Executive, on the calling of a nomination meeting.

Section 7:

Each District Association shall prepare a financial statement prior to each annual general meeting and after each election and a copy of each statement shall be sent to the Provincial Office.

Section 8:

Each District Association shall hold an annual general meeting, ensuring that such a gathering is held prior to the Provincial Convention.

Section 9:

When an annual general meeting is to be held under the provisions of Section 8 hereof, the executive of the Association shall give at least two weeks' notice to all members and affiliated organizations entitled to attend.

Section 10:

At the annual general meeting, only those individual members of the Party in good standing and who are residing in the District at the time, or who have become members in accordance with ARTICLE 4, Section 4 shall have the right to vote.

Section 11:

The business of the Provincial District Association Annual General Meeting shall be:

- 6.11.a to receive and vote on the report of the executive;
- 6.11.b to receive and vote on the financial statement;
- 6.11.c to review and prepare amendments to the policies and Constitution of the Provincial Party, and to submit such proposals and amendments to the biennial convention of the party;
- 6.11.d To pass and amend by-laws;
- 6.11.e To elect an executive of the District Association;
- 6.11.f To elect delegates to the Provincial Convention;
- 6.11.g To lay plans for the political and economic education of the electors and for the organization of the district;
- 6.11.h To elect a representative to the Women's Caucus;
- 6.11.i To elect a representative to the Indigenous Caucus; and
- 6.11.j To elect a representative to the Youth Caucus.

Section 12:

Should a District Association not have an executive, or where for any reason a District Executive has failed to call an annual general meeting when required by this constitution to do so, the Provincial Executive may call an annual general meeting. Should the Annual General Meeting of a Provincial District Association fail to fulfil duties outlined in Section 11 for whatever reason, the District Executive shall be empowered to fulfil these duties prior to Provincial Convention

ARTICLE 7: NOMINATION OF CANDIDATES FOR PROVINCIAL ELECTION

Section 1:

- 7.1.a Any individual or any affiliated organization entitled to membership in a provincial district association may place the name of a prospective candidate in nomination prior to the Nominating Meeting by forwarding the name in writing, together with the written consent of the proposed nominee, to the District Executive.
- 7.1.b All other guidelines for the candidate search and nomination of candidates shall be set down by the Provincial Executive and sent to the District Associations.

Section 2:

No person shall be eligible to accept nomination as a candidate unless he or she:

- 7.2.a is an individual member of the Party as defined by ARTICLE 4, Section 2;
- 7.2.b is eligible to be a candidate as defined by the Elections Act of Newfoundland and Labrador or the Canada Elections Act, as applicable; and
- 7.2.c has completed a Candidate Disclosure Questionnaire, in the form set out by the Provincial Executive.

Section 3:

No candidate and no District Association shall have the authority to change the Provincial Policies of the Party.

Section 4:

On request of the executive in the district with problems of communication or transportation, the Provincial Executive may arrange for and conduct a ballot by mail or any other acceptable method for the purpose of nominating a candidate.

Section 5:

In districts where there are no organizations as provided for in ARTICLE 6, the Provincial Executive shall have the responsibility for the nomination of candidates.

Section 6:

All nominations of candidates to represent the Party in a provincial election shall be subject to the approval of the Leader, in accordance with the Provincial Elections Act. In addition, the Executive may establish a candidate vetting process.

ARTICLE 8: PROVINCIAL CONVENTION

Section 1:

The Provincial Convention shall be the governing body of the Party and shall have the sole power to alter or amend the constitution.

Section 2:

- 8.2.a The Party shall meet in convention at least every other year at a time and place to be determined by the Provincial Executive.
- 8.2.b There shall be a leadership review held at each convention excepting a Leadership Convention.
- 8.2.c Specially called convention shall be held at the call of:
 - 8.2.c.i *at least two thirds of the provincial executive.*
 - 8.2.c.ii *at least 100 members or 25% of the current membership of the Party in good standing, whichever is greater, by petition to the president.*
- 8.2.d At least 60 days' notice of the date and place of a regular convention and 30 days' notice of the date and time of a specially called convention shall be given to each Provincial District Association and to every group or organization eligible for representation.

Section 3:

The following shall be seated as delegates:

- 8.3.a the members of the Provincial Executive;
- 8.3.b the Members of the House of Assembly;
- 8.3.c those candidates nominated for elections in provincial districts;
- 8.3.d ten delegates, elected by each Provincial District Association and when membership in the district reaches 500 members, an additional delegate for each 50 members or major fraction thereof above 500 members;
- 8.3.e ten delegates from the Women's Caucus;
- 8.3.f ten delegates from the Newfoundland and Labrador Young New Democrats;

- 8.3.g ten delegates from the Indigenous Caucus;
- 8.3.h ten delegates from each District Labour Council and ten delegates from the Newfoundland and Labrador Federation of Labour;
- 8.3.i one delegate from each affiliated organization for the first 100 members for whom membership fees are paid, and one for each additional 100 members or major fraction thereof up to a maximum of 5 (five) delegates.
- 8.3.j No individual shall have more than one delegate vote.

Section 4:

- 8.4.a Resolutions, except those submitted by the Provincial Executive or emergency resolutions, must be received by the provincial secretary not less than 10 days prior to the convention date and may be submitted by:

- 8.4.a.i *a Provincial District Association,*
- 8.4.a.ii *the Provincial Executive,*
- 8.4.a.iii *the Women's Caucus,*
- 8.4.a.iv *the Newfoundland and Labrador Young New Democrats,*
- 8.4.a.v *the Indigenous Caucus,*
- 8.4.a.vi *an affiliated group or organization entitled to representation,*
- 8.4.a.vii *the Newfoundland and Labrador Federation of Labour.*
- 8.4.a.viii *In cases where a Provincial District Association is not in existence, and a member of the party in said district does not belong to the groups listed in Section 4 a), the Regional Representative shall submit any resolutions to convention on behalf of said member.*

- 8.4.b The Resolutions committee of the Convention may, with consent of the Convention, present emergency resolutions to the Convention.
- 8.4.c Resolutions shall be passed by a majority vote.
- 8.4.d In the case of a specially-called Convention, the executive may reduce the time required for the receipt of resolutions.

Section 5:

The convention shall be called to order by the President, and the Convention shall then appoint Convention Chairs, a credentials committee, a resolutions committee, and such other committees as the convention may decide to elect or appoint.

Section 6:

The business of regular convention shall be:

- 8.6.a to receive and vote on the financial statement of the Party;
- 8.6.b to receive and vote on the report of the Provincial Executive;
- 8.6.c to elect officers as follows:
 - 8.6.c.i *A President,*
 - 8.6.c.ii *An Associate President who shall be of the gender other than that of the President,*
 - 8.6.c.iii *A second Associate President who shall represent affiliates and the partnership with the Labour Movement,*
 - 8.6.c.iv *A Provincial Treasurer,*
 - 8.6.c.v *A Federal Liaison Officer,*
 - 8.6.c.vi *in the absence of an appointed Provincial Secretary, an elected Provincial Secretary,*
 - 8.6.c.vii *A Membership Secretary.*
- 8.6.d to elect other executive members as defined in ARTICLE 9, section 1;
- 8.6.e to discuss and vote upon resolutions pertaining to organization and the policies of the Party; and
- 8.6.f to provide training and knowledge in the form of workshops, seminars, speakers and/or panels to instruct the membership in political action.

Section 7:

The resolutions decided upon by the membership at any Convention will be recorded in a policy book, and made available to the membership within 6 months of Convention.

Section 8:

Specially called conventions may deal with any or all of the business specified above, provided that notice of intention to do so is stated in the convention call.

Section 9:

8.9.a A specially called convention may be held to:

8.9.a.i *elect a leader. Such a convention shall be called a leadership convention and the election of the leader shall take place at a leadership convention.*

8.9.a.ii *discuss and implement major changes to the Constitution or policies of the Party;*

8.9.a.iii *respond to any emergency in the Party or in the Province.*

8.9.b The purpose of the specially called convention shall be clearly stated in the call to the convention.

Section 10:

8.10.a Election of a leader of the Party shall take place if:

8.10.a.i *the current leader announces his/her intention to resign;*

8.10.a.ii *the provincial executive has received a request for a specially called convention to elect a leader, as provided for in ARTICLE 8, Section 2(c); or*

8.10.a.iii *if the current leader receives less than 50% plus one of the vote at a leadership review.*

8.10.b If any of the conditions in (a) above are met, the timing of a leadership convention will take place at the discretion of the Provincial Executive.

8.10.c The Provincial Executive shall establish guidelines and procedures for the conduct of the leadership campaign and for the election.

ARTICLE 9: PROVINCIAL EXECUTIVE

Section 1:

Gender is a fundamental value of our Party. In the event that the election of Executive members does not result in a gender balanced executive, Convention may vote to empower the Executive to appoint additional at large members to correct that imbalance.

The Provincial Executive shall be composed of:

- 9.1.a the Officers of the Party;
- 9.1.b a caucus representative elected by the caucus;
- 9.1.c six (6) members elected by convention to represent the regions of Labrador, Western Newfoundland, Central Newfoundland, Eastern Newfoundland, the Northeast Avalon and The South Coast. Regional Representatives must reside in the region s/he represents;
- 9.1.d three (3) members at large elected by Convention;
- 9.1.e one (1) representative of the Women's Caucus chosen by the Women's Caucus;
- 9.1.f two (2) representatives of the Newfoundland and Labrador Federation of Labour;
- 9.1.g the provincial representative to the NDP of Canada Women's Council who is chosen by the Women's Caucus;
- 9.1.h the provincial representative to New Democratic Youth, who is chosen by the Newfoundland and Labrador Young New Democrats;
- 9.1.i one representative of the Indigenous Caucus chosen by the Indigenous Caucus.

Section 2: Meetings

- 9.2.a The Executive of the Party shall meet at least every two (2) months.
- 9.2.b Special meetings of the Executive may be held on the call of the President.
- 9.2.c The President shall call a special meeting upon request of three (3) members of the Executive.

Section 3:

- 9.3.a The Executive shall conduct the affairs of the Party in accordance with the policies of the Convention.
- 9.3.b The Executive shall have the authority to set up such Committees and appoint such staff as it deems appropriate in order to further the objectives of the Party as provided for in ARTICLE 2.
- 9.3.c A new caucus may be formed at the discretion of the executive upon the petition by any group of at least five (5) members of the party.
- 9.3.d In the event that the election of Executive members does not result in a gender-balanced Executive, Convention may vote to empower the Executive to appoint additional at-large members to correct that imbalance.

ARTICLE 10: OFFICERS

Section 1:

The officers of the Party shall consist of the Leader, President, Associate President, Second Associate President, Provincial Treasurer, Federal Liaison Officer, and Secretary and Membership Secretary.

Section 2:

- 10.2.a The Leader is the Chief Political Spokesperson of the Party and shall make statements on behalf of the Party, shall enunciate the Policies laid down by its Conventions, and shall, if a member of the House of Assembly, lead the Party Caucus in the House. The Leader shall actively encourage the development and building of the Party in all possible ways.
- 10.2.b The President shall chair meetings of the Provincial Executive, and supervise the internal affairs of the Party in general. The President shall call the meetings of the Provincial Executive and other meetings as provided in this Constitution.
- 10.2.c The Associate Presidents shall assist the President and chair meetings of the Party in the absence of the President.

- 10.2.d The Provincial Treasurer shall be responsible for the handling of all monies, assets, preparation of budgets and financial statements, and maintain such records and correspondence related to same.
- 10.2.e The Provincial Secretary shall co-ordinate all meetings of the Provincial Executive and maintain such records and correspondence as related to the affairs of the Party and shall carry out other such duties and responsibilities as defined by the Provincial Executive.
- 10.2.f The Federal Liaison Officer shall be the main contact with the Federal Party. All matters and issues pertaining to the Federal Party shall be directed through the Federal Liaison Officer. Final decisions shall be made only after consultation with the Provincial President and/or the Provincial Executive.
- 10.2.g The Membership Secretary shall be responsible for maintaining the membership list, coordinating membership drives, welcoming new members, and supporting the efforts of the leader and others in organizing District Associations.

Section 3:

A Member of Parliament or a Member of the House of Assembly may not be President or an Associate President.

ARTICLE 11: QUORUM

A quorum for the conducting of business shall consist of one third of the members of any Executive or Committees of the Party.

ARTICLE 12: VACANCIES

Section 1:

Should the office of President become vacant between Conventions, the Provincial Executive shall elect one of the Associate Presidents to fill the vacancy for the completion of the term.

Section 2:

If the position of Political Leader becomes vacant between Conventions, an acting Leader shall be selected at a joint meeting of the Members of the House of Assembly and the Provincial Executive.

Section 3:

Should any other office become vacant between Conventions, it shall be filled by appointment by the Provincial Executive.

Section 4:

Any Executive member who fails to attend at least two-thirds (66%) of the executive meetings over a period of a year may be deemed to have created a vacancy by a motion of the Provincial Executive. Attendance by distance (including electronically) shall be considered attendance.

Section 5:

The term of office of any officer, member of the Provincial Executive shall be automatically terminated when such an officer or member ceases to be a resident of the Province of Newfoundland and Labrador, provided that this section shall not apply to a Member of the House of Commons.

ARTICLE 13: AUDIT

The Books of the Party shall be audited at the end of each financial year and the financial statement and the Auditor's report shall be laid before the next Provincial Convention. The financial year of the Party shall end on December thirty-first of each year.

ARTICLE 14: WOMEN'S CAUCUS

The Party may charter a provincial women's section known as the Women's Caucus, which shall operate according to its terms of references as approved by the provincial executive.

ARTICLE 15: NEWFOUNDLAND AND LABRADOR YOUNG NEW DEMOCRATS

The Party may charter a young people's provincial section to be known as the Newfoundland and Labrador Young New Democrats, which shall operate according to its terms of reference as approved by the provincial executive.

ARTICLE 16: INDIGENOUS CAUCUS

The Party may charter a provincial Indigenous section known as the Indigenous Caucus, which shall operate according to its terms of references as approved by the provincial executive.

ARTICLE 17: DISCIPLINE

Section 1:

No member, District Association or affiliated organization shall publish or circulate information purporting to express the views of the Party without same having been approved by the Provincial Executive.

Section 2:

17.2.a

17.2.a.i *Any five (5) members in good standing may, by petition addressed to a District Executive, request that disciplinary action be taken against any member who has not abided by the policies and Constitution of the Party.*

17.2.a.ii *The petition shall state the reason for the request and shall be signed by the given members.*

- 17.2.b Upon receipt of a petition, the Provincial Executive shall forward a copy of it to the member so named and the Executive of the District in which the member is registered.
- 17.2.c Upon receipt of a petition, the District Executive shall agree to hold a meeting of the Executive within 30 days and shall notify the petitioners and the accused member of the time and place of the meeting.
- 17.2.d After hearing the case, the District Executive may recommend to the Provincial Executive that the accused member be admonished, suspended for a defined period, or expelled: or they may dismiss the case.
- 17.2.e If the District Executive makes a recommendation to the Provincial Executive, it shall be accompanied by a full written account of the hearing of the case and the petition.
- 17.2.f The Provincial Executive may, on the evidence submitted or hearing the petitioners and the accused, admonish, suspend, expel the accused member; or dismiss the case.
- 17.2.g A decision by the Provincial Executive to discipline a member is final.
- 17.2.h All votes taken by the Executives under this Article shall be by secret ballot and action to discipline shall not be taken unless two thirds of the members present and voting are in favour of the proposed action.
- 17.2.i In the absence of an existing District Executive, the Provincial Executive shall assume the roles and responsibilities of the District Executive with respect to this disciplinary process.

ARTICLE 18: FINANCIAL RESPONSIBILITY

The Party and its Officers shall not be responsible for any debt incurred by any District Association or any other organization.

ARTICLE 19: AMENDMENTS

Proposed amendments to this constitution must be received in Provincial Office (hard copy, fax, or electronically) 30 days before the start date of Convention. Proposed amendments shall be made available to the general membership no later than 20 days before the start of Convention. Each proposed amendment shall be voted on separately and requires 2/3 majority vote and will come into full force and effect upon adoption.





**CONSTITUTION
OF THE YUKON
NEW DEMOCRATIC PARTY**

AS AMENDED IN JUNE 2017



CONSTITUTION OF THE YUKON NEW DEMOCRATIC PARTY

*As amended in June 2017
at its general membership meeting.*

1.0 NAME

The name of the organization shall be the Yukon New Democratic Party ("Party").

2.0 PURPOSE

The purpose of the Party is:

- a. to provide an open, inclusive and organized forum for Yukon people who share the belief that the public life of the Yukon should be guided by the social democratic principles of Equality, Democracy, Sustainability, Community and Co-operation;
- b. to advocate the application of democratic socialist principles to government and the administration of public affairs to assure social, economic and political progress.
- c. to make a positive contribution to public awareness and debate on matters of public policy, particularly in the areas of social policy and social justice, environmental stewardship, responsible and sustainable economic

management, First Nations issues, and the rights of workers, minorities, women and marginalized persons;

d. to demonstrate solidarity with other Yukon organizations working for positive social change;

e. to support the election of New Democrats to the Yukon Legislative Assembly in all territorial electoral districts ("ridings"); and

f. to exercise the authority, and fulfill the responsibilities, of a registered political party under the Yukon Elections Act.

The operations of the Party shall be carried on within the Yukon Territory.

3.0 INTERPRETATION

The President is responsible for interpreting this Constitution between conventions of the Party. Any such interpretation may be overruled by a majority of Board members present at any meeting of the Board.

In the absence of the President, the presiding officer is responsible for interpreting this Constitution.

During the Convention, the Convention Chair shall be responsible for interpreting this Constitution, subject to a majority vote by the eligible participating members to overrule such interpretation.

4.0 MEMBERSHIP

Any individual resident of the Yukon age 12 or over who undertakes to abide by the Constitution of the Party, who is not a member or supporter of any other territorial political party may apply for membership in the Party by completing forms provided by the Yukon New

Democratic Party or signing up at www.ndp.ca.

Membership applications are subject to approval by the Membership Secretary or per an appeal. Once approved, a Member whose status continues to be current shall be considered a member in good standing. The Party may suspend or revoke a membership.

A Member shall be registered in the territorial electoral district ("riding") in which he or she lives, except for an elected member of the Yukon Legislative Assembly ("MLA") who shall, and whose spouse and dependents may, be registered in the riding he or she represents. All Members registered in a territorial riding shall be considered members of the Riding Association for that riding.

4.1 Definition of Residency

For purposes of Party membership, a resident of the Yukon is defined as anyone who:

- a. maintains a permanent residence in the Yukon Territory; or
- b. may not have a fixed residence, but holds either a valid Yukon Health Care card or a valid Yukon driver's license; or
- c. is normally resident in the Yukon but is temporarily residing outside the Yukon for educational, work, travel, or health-related reasons, but holds either a valid Yukon Health Care card or a valid Yukon driver's licence; or
- d. is a resident of another jurisdiction who is studying in the Yukon on a student visa of at least one year's duration; or
- e. is a resident of another Canadian jurisdiction who is either on a work secondment, or enrolled in a course of study in the Yukon, of at least one year's duration.

In the case of c.), d.), or e.), above, the Board may decline a membership application if not satisfied that the applicant has provided sufficient documentation of his or her status.

4.2 Approval of Membership Application

Any Member of the Party may recruit prospective Members and receive membership applications from them, as well as receiving applications for renewal of membership from existing Members. Such applications shall be submitted to the Membership Secretary for validation within ten days of receipt.

A membership application or membership renewal application shall be deemed to be approved once the Membership Secretary, acting on behalf of the Board has added the applicant's name to the Party membership list and issued a membership card to the applicant.

4.3 Denial of Membership Application

An application for membership renewal shall be approved automatically unless the membership in question has been suspended or revoked.

The Membership Secretary may deny a new membership if the Membership Secretary believes that:

- a. the applicant does not meet the eligibility requirements as set out above;
- b. the application contains false information;
- c. the applicant is a member of supporter of another territorial political party; or
- d. the applicant is involved in public activities that would be detrimental to the interests of the Party.

If a membership is denied the Membership Secretary shall advise the membership applicant

and the appropriate Riding Association officials. The membership applicant and/or Riding Association official may refer the matter to the Board for a decision whether to accept or deny the membership.

An applicant whose membership is denied may appeal in writing to the Council. Before deciding on the appeal, Council shall take into consideration any submissions it has received from the applicant, the Board, or the Riding Association. It may invite the applicant to appear in person. The decision of Council shall be final.

4.4 Entitlements

Membership in the Party entitles individuals to actively participate in the following bodies:

- a. the Yukon New Democratic Party
- b. A Yukon New Democrat Riding Association
- c. the New Democratic Party of Canada; and
- d. the Federal New Democrat Riding Association representing the Yukon.

4.5 Entitlements of Membership

All Members of the Party have a right to participate fully and equally in the direction and activities of the Party. This includes the right to:

- a. speak to, and vote on, any matter debated at Convention or a general membership meeting;
- b. vote for a Party Leader;
- c. help select an NDP candidate in the member's territorial riding;
- d. seek nomination as a Yukon NDP candidate if eligible under the Elections Act;

- e. help set policy direction for the Party;
- f. hold elected office in the Party or in a Riding Association of the Party;
- g. be informed of, and participate in, all Party-sponsored events;
- h. Bring forward policy resolutions and/or Constitutional amendments;
- i. Assist in the election of and raise funds for candidates for nomination or election; and
- j. Support and vote for any candidate for Party leader.
- k. exercise the rights of membership in the New Democratic Party of Canada if eligible per relevant legislation and New Democratic Party of Canada rules.

4.6 Membership Rules and Limitation, Definition and Interpretation of Entitlements

Notwithstanding other articles of the Constitution, Convention may adopt or change rules regarding membership fees, application process, effective and expiry dates and renewal provisions. Membership entitlements are subject to these and any other reasonable limitation, definition or interpretation that may be duly adopted or amended by simple majority vote of Convention as a Convention resolution and added to the policy manual or as an amendment to the Constitution.

4.7 Fee Structure

The fee structure for membership shall be:

- a) There is no fee to join the Yukon NDP.
- b) A statement declaring the applicant's support for the Yukon NDP will be required as part of the application process.;

4.8 Membership Term

A membership is valid for one (1) year from the date the completed and signed membership application is received and approved by the Membership Secretary or the Board. A Member shall remain in good standing for one (1) year from the date of his/her last donation to the Party or per Renewal Grace Period for Lapsed Members. A member who contributes through pre-authorized contributions shall remain in good standing for one (1) year from the date of his/her last donation if that donation and any pre-authorized contributions in the immediately preceding month(s) cumulatively meet or exceed the relevant fee. Such renewal shall be automatic unless the membership expired more than two (2) years prior, in which case a new application for membership must be completed and signed.

4.9 Renewal Grace Period for Lapsed Members

Notwithstanding other parts of the Constitution, where a person renews within ninety (90) days following a lapse of membership, that member shall be eligible to participate in the business of the Party as if membership had been continuous.

4.10 Eligibility to Vote in the Selection of a Candidate

To be eligible to vote in the selection of a candidate to represent the Party in a territorial general election or by-election, a person must have become a Member at least seven (7) days prior to the date of the nomination meeting if the meeting occurs prior to the issuance of the writ of election. In the case of a nomination meeting that occurs after the issuance of the writ of

election, a person must have become a Member at least two (2) days prior to the date of the meeting.

4.11 Territorial Riding Associations

Membership in the Yukon New Democratic Party automatically constitutes membership in the territorial Riding Association where they reside. A member of the Yukon Legislative Assembly and/or nominated candidate may request their membership and that of their spouse and any dependent who lives with them be held in the constituency which they represent.

4.12 Honorary Affiliate Membership

Affiliated Membership shall be open to trade unions, co-operatives, women's organizations, First Nations organizations and other groups and organizations which undertake to accept and abide by the Constitution of the Party including

Any application for Affiliate Membership must be an official act of a local, territorial, or regional organization or branch of a national or international organization

An application for Affiliate Membership shall be made to the Yukon New Democratic Party Board.

Honorary Affiliate Memberships pay no fees and have no voting rights.

5.0 PARTY STRUCTURE

The Yukon New Democratic Party is a political organization that is democratically controlled, and principally financed, by its members. It serves as a territorial section of the New Democratic Party of Canada, but not as an

electoral district association under the federal Elections Act.

The organization of the Party consists of distinct bodies or entities with different, but complementary, roles and responsibilities. These are:

- a. the membership in convention ("Convention");
- b. a Board of Directors (the "Board") consisting of Board officers and Directors-at-large (the "Directors");
- c. an Advisory Council (the "Council");
- d. membership organizations representing the Party at the level of territorial electoral districts ("Riding Associations"); and
- e. the elected Leader of the territorial Party (the "Leader")

Members of the Party who are elected to the Yukon Legislative Assembly comprise a distinct group ("Caucus"). While individual MLAs are expected to take an active role in Party matters and to be guided by Party policies set by Convention, Caucus is not part of the Party structure.

5.1 Governance

The governing body of the Party is the Convention, in which all Members may participate. Convention sets policy direction for the Party and may provide guidance to the Board and/or other Riding Associations. Convention shall convene annually on a date set by the Board except where prevented by exceptional circumstances such as a territorial general election, the Board shall set the date for Convention at a date no earlier than April 15 and no later than June 15.

At the call of the Board, Convention may also convene as a General Membership Meeting upon at least 30 days of notification to deal with any matter the Board, or Council, deems to warrant the consideration of the Party membership. A General Membership Meeting shall have the same authority as the Convention and shall be conducted according to the same rules of procedure.

Between conventions, the Advisory Council ("Council") may make interim decisions on matters of governance. Such decisions shall be subject to ratification at the following Convention.

5.1.1 Notice

The Membership Secretary shall notify Members of the date and location of the Convention at least forty five (45) days prior to the Convention date.

The Board shall appoint a chairperson and vice-chairperson of the Convention who shall assist with Convention preparations, the appointments shall be ratified at Convention. If a majority of Members at Convention do not ratify the appointments, an election shall be held at the Convention for the position(s).

5.1.2 Duties of Convention

The Convention may:

- a. appoint such committees as Convention may require;
- b. debate and pass resolutions to determine Party policy;
- c. debate and pass amendments to the Constitution;
- d. receive the official financial statements of the party;

- e. elect members of the Board;
- f. elect the territorial Leader, if the Convention includes a Leadership Election

5.1.3 Resolutions

Resolutions may be submitted by any Member of the party.

All resolutions must be submitted to the Vice President Policy not less than thirty (30) days prior to the Convention date.

Policy resolutions must be in the form of an amendment to current policy unless they cover new subject areas.

Provided they abide by the Constitution, the Vice President Policy shall submit all resolutions received to the Convention and recommend the order in which they will be debated.

5.1.4 Emergency Resolutions

Emergency Resolutions shall be submitted to Convention only if the issue the resolution addresses has arisen in the past thirty (30) days.

If the Vice President Policy agrees that the resolution is an emergency as defined the chairperson of the Convention will seek the consent of Convention to debate the resolution.

The Vice President Policy decision regarding an emergency resolution is subject to appeal to the will of Convention. Any appeal of a decision regarding an emergency resolution must be submitted to the Convention prior to a consent to debate the resolution.

5.1.5 Visitors

Any person may register as a visitor to Convention. Visitors shall have no vote, but upon approval of Convention, shall be granted speaking rights. A Member may move a

Convention motion to restrict a particular Convention proceeding(s) to Members' only attendance. If passed by a majority of Members, the particular proceedings may be so restricted.

5.2 Board of Directors

The administrative responsibility for the Party resides with the Board which consists of Board officers and up to nine directors-at-large, one of whom shall be the immediate past president. It shall be a responsibility of the Board to undertake the administration of the Party and supervise the work of the Board officers.

The Board shall meet at least six times per year. Meetings of the Council shall be considered Board meetings.

The Board may designate Directors from within its ranks to chair committees of the Board. The President, or other Board officer designated by the Board, shall serve as an ex officio member of all Board Committees.

A male president may only serve as an ex officio member of a committee on women's issues with the approval of that committee.

5.2.1 Powers of the Board

The Board shall in accordance with the Constitutions and the will of Convention, have the power to:

- a. set the date for the Convention;
- b. Upon thirty (30) days notice, convene a General Membership Meeting;
- c. Oversee the work of the Board members;
- d. Refer any matter to the Convention, General Membership Meeting or Council;

e. Establish such committees the Board deems necessary; and

f. Designate any member of the Board to chair committees as may be established from time to time.

5.2.2 *Duties of the Board*

The Board shall be responsible for:

a. Reporting on its activities to the Convention;

b. Meeting at least six (6) times annually at the call of the President;

c. maintain financial oversight of Party affairs;

d. maintain administrative oversight of Party affairs.

5.2.3 *Quorum*

The quorum required to conduct business at any duly convened Board meeting shall be at least a majority of all Directors including at least three (3) Board officers.

5.2.4 *Term*

The term of all Board members shall commence upon their election at a Convention or Council meeting and shall expire on the date of the following Convention.

5.2.5 *Guests*

Any Member may attend any Board meeting and shall have the right to participate in discussions of any matter but shall neither have the power to vote nor be counted for the sake of quorum. The presiding officer may restrict a particular Board discussion and attendance to Board members.

5.2.6 *Vacancies*

Any vacancies of a Board officer position may be filled through a special election held at a Council meeting. In the event of a special election, the Membership Secretary shall notify members via electronic or other means of the position vacant, the time, date and location of the special election and all Members attending may vote. Interim officers may be appointed by the Board from Membership.

5.2.7 *Operation*

Responsibility for the day-to-day operation of the Party resides with the Board which consists of the following:

a. President

b. Vice-president, Policy

c. Vice-president, Organization

d. Membership Secretary

e. Treasurer

f. Secretary

g. Party Leader

h. Up to nine (9) Directors-at-large (Directors), at least one of whom shall be the immediate past president.

All Board members shall be elected at Convention. The Board speaks for the Party on matters of party organization, through the President or Board member designated for that purpose.

The Board may designate Members from within its ranks and the general membership to serve on committees set up to deal with specific

matters within a certain time period. All such committees shall be chaired by a Board member who is responsible for reporting to the Board on committee business.

5.2.8 Composition of the Board

All Board members shall be elected at Convention. The Board shall be the President, the Vice President Organization, Vice President Policy, Membership Secretary, Treasurer, Secretary, Territorial Party Leader as Board officers, and up to nine (9) Directors at least one of whom shall be the immediate past president.

A representative from the Federal Riding Association and the NDP Member of Parliament for the Yukon shall sit on the Board as ex-officio members.

President

The President shall be responsible for:

- a. calling and chairing all meetings of the Board;
- b. all official correspondence regarding the affairs of the party;
- c. calling to order the Convention; and
- d. notify Board and Council members of meetings no less than fifteen (15) days before the meeting date.

Vice President Organization

The Vice President Organization shall:

- a. be responsible for organizing Council meetings;
- b. provide support for Territorial Riding Associations as requested by the Riding Association or the Board:

c. organize development workshops for party officers, nominated candidates and election staff as required; and

d. organize pre-election activities including candidate search, and campaign assistance.

Vice President Policy

The Vice President Policy shall:

- a. be responsible for maintenance of the Constitution;
- b. be responsible to bring all Convention resolutions received in accordance with Convention resolution provisions to the Convention or General Membership Meeting; and
- c. be responsible for compiling and maintaining the Yukon NDP Policy Manual as approved by Convention.

Secretary

The Secretary shall:

- a. take minutes at Board and Council meetings and provide the minutes back to the members of those bodies within ten (10) days; and
- b. arrange for the recording of minutes for the Convention and provide minutes from the Convention to the Board within thirty (30) days.

Treasurer

The Treasurer shall:

- a. for the purposes of the Yukon Elections Act be referred to as the Chief Financial Officer;
- b. report on the financial status of the party at every Board meeting; and
- c. report to the Convention the financial status of the Party and provide for consideration audited financial statements.

Membership Secretary

The Membership Secretary shall:

- a. report to Board meetings the status of the membership;
- b. be responsible for communication between the Board and the Members;
- c. arrange for the circulation of a newsletter at least three (3) times annually;
- d. be responsible for ensuring membership lists are current and up-to-date;
- e. be responsible for ensuring membership lists are accurate for the purposes of Leadership elections and Convention; and
- f. with the Vice President Organization, organize membership drives as needed.

5.3 Advisory Council

Council serves as an advisory branch of the Party and as the Party's governing body between Conventions. Council shall meet at least once per year to conduct business referred to it by Convention or the Board. Council consists of the following:

- a. Board of Directors;
- b. Party Leader;

- c. Members of Caucus;
- d. An executive officer or other delegate from each duly-constituted territorial Riding Association;
- e. A Member from each riding ("representatives") where there is no active Riding Association, at the invitation of the Board;
- f. The president or a designated executive member of the Yukon Federal NDP Riding Association; and
- g. The NDP Member of Parliament for Yukon.

Quorum for the conduct of meetings of the Council shall consist of a normal quorum of the Board and at least five Riding Association delegates or other representatives.

5.4 Territorial Riding Associations

Members of the Party who are registered within a territorial riding may form a Riding Association to govern the activities of the Party at the riding level, including the selection of a candidate to represent the Party in a territorial general election or by-election.

The membership within two or more ridings may choose to form or dissolve a Joint Riding Association, subject to Board approval, to promote the interests of the Party in a broader geographic area. However, only members who reside in a specific riding may vote for a candidate in that riding.

5.4.1 Purpose

The purpose of a Riding Association shall be to:

- a) Plan and work for the YNDP candidates in the riding;
- b) Increase membership;
- c) Raise funds for election campaigns and outreach;
- d) Organize within the electoral district;
- e) Educate the electorate about the Party; and
- f) Participate in territorial affairs.

5.4.2 Residency

Each Member shall be a member of the Riding Association for the area in which s/he lives, except for provisions under Article 4.11.

5.4.3 Executive

The Riding Association executive shall consist of at least a President and a Secretary/Treasurer, and such other members as the association chooses. Their terms of office shall be one year.

The New Democratic Party MLA for the riding shall also be a member of the Riding Association executive. Where a candidate has been nominated that candidate will be seated as a member of the Riding executive until the day of the election.

The Riding Association President shall be responsible for chairing meetings, organizing Riding Association activities and corresponding with the Board.

The Riding Association Secretary shall maintain minutes of meetings and records of membership.

The Riding Association Treasurer shall be responsible for chairing meetings in the absence of the president and shall maintain financial

records for the riding association.

5.4.4 Meetings

Every Riding Association shall hold an annual general meeting to elect the executive for that constituency, receive reports, and to conduct association business.

The association president may call general meetings from time to time for other purposes and shall inform all members in the association with adequate advance notice.

Five members of a riding association may petition the Riding Association and Board for a special meeting of the association to be held within twenty eight (28) days calendar days. Should the Riding Association fail to do so, the Board may do so.

5.4.5 Bylaws

Each Riding Association shall adopt bylaws for the conduct of Riding Association business. Such bylaws shall be approved by the Board and shall not be in conflict with the Constitution.

Where a Riding Association fails to adopt bylaws for the regulation of its affairs, the Board may impose provisional bylaws until such time as the Riding Association establishes its own.

5.4.6 Creation of an Association

In the event that no active Riding Association operates for a particular electoral district, five (5) members of the electoral district may petition the Board to call a Riding Association general meeting. The Board will notify all Members in the electoral district of the date, time and location of the Riding Association meeting.

Following the Riding Association general meeting, the newly formed Riding Association must communicate the names and contact

information of its officers and provide a copy of its bylaws for approval to the Board.

Once a Riding Association has been approved by the Board, it may request a copy of the membership list for that particular riding.

5.4.7 Reporting

Each Riding Association shall file financial statements and reports with the Board on an annual basis.

5.5 Territorial Party Leader

The Leader is elected by Members to serve as chief political spokesperson of the Party. Subject to the authority of Convention, the Leader shall interpret to the public the policies of the Party. The President or designated spokesperson for the Board may comment publicly on matters of Party policy, in consultation with the Leader. The Leader also serves as leader and chief political spokesperson for the elected members of the Party in the Yukon Legislative Assembly ("Caucus").

The Leader and Caucus shall be guided by the policies of the Party in decisions they make, or positions they advocate, in their role as MLAs, either while in opposition or while in government.

If the position of Leader becomes vacant for any reason the Board in consultation with the Caucus shall choose an interim Leader to serve until a Leadership Election is held.

5.5.1 Leadership Review

5.5.1.1 Initiating a Leadership Review
A vote regarding support for the current Leader shall be conducted at the Convention in the event of one or more of these conditions:

5.5.1.1.1 The incumbent Leader requests a vote,

5.5.1.1.2 A territorial election was held since the last Convention, or

5.5.1.1.3 If a request for a vote, supported by at least 25 Members from at least five ridings, is received by the Board at least 45 days in advance of the Convention.

5.5.2 Leadership Election

5.5.2.1 Pre-Conditions

The Board shall call a Leadership Election in the following circumstances:

5.5.2.1.1 The Leader receives 50% or less support from Members voting in a Leadership Review;

5.5.2.1.2 The position of Leader becomes vacant; or

5.5.2.1.3 The Leader informs the Board of an intention to resign on a given date or as soon as a new Leader is selected

5.5.2.2 Interim Leader

5.5.2.2.1 If the position of Leader is vacant the Board in consultation with the Caucus shall choose an Interim Leader.

5.5.2.2.2 If there is no elected Caucus the Board shall appoint an Interim Leader.

5.5.2.3 Timeline

5.5.2.3.1 A Leadership Election date shall be announced by the Board within 30 days of a pre-condition being realized or the Leadership Review causes a call for a new Leader and Members shall be notified.

5.5.2.3.2 The Leadership Election shall be held at least 60 days and no more than 6 months from the date it is announced.

5.5.2.3.3 If at the close of nominations a Leader is declared by acclamation the Leadership Election shall be cancelled.

5.5.3 Leadership Candidates

5.5.3.1 Eligibility

Any Member of the Yukon New Democratic Party who is in good standing and who is or will be eligible to be nominated as a candidate under the Yukon Elections Act on the date of the Leadership Election is eligible to be nominated to serve as Leader.

5.5.3.2 Nomination Process

The Board shall notify Members of the opportunity to seek nomination and the attendant rules. The deadline for nominations shall be in advance of the Leadership Election at a date and time established by the Board.

5.5.4 Leadership Campaign

5.5.4.1 Financing

5.5.4.1.1 Candidates for Leader are responsible for their own campaign costs.

5.5.4.1.2 The Board may establish processes for Party financial assistance, fees and oversight, and require a pledge to abide by such rules, as part of the nomination process.

5.5.4.2 Communication with Members

The Board shall provide all nominated candidates with the Members' contact information held by the Membership Secretary.

Nominated candidates shall provide written assurance to the Membership Secretary that the membership contact information is not used by or via them for purposes outside of Party operations.

5.5.5 Leadership Selection

5.5.5.1 Voting

5.5.5.1.1 All Members in good standing as of 5:00 PM in the Yukon on the 15th day before the Leadership Election shall be entitled to vote in the leadership selection.

5.5.5.1.2 Voting shall be by secret ballot.

Votes may be received via telephone or other electronic means if verified by the Returning Officer. The Returning Officer shall notify the Leadership Election attendees of who has voted electronically, but shall not disclose how that Member voted to any person. Proxy voting shall not be permitted in the leadership selection.

5.5.5.1.3 If there are more than two candidates for Leader a preferential ballot system will be used for voting.

5.5.5.1.4 There shall be provision for Members who cannot attend the Leadership Election to cast their ballot in advance or to participate in the Leadership Election electronically. The Board shall establish the process for voting prior to the Leadership Election and shall provide the information to Members.

5.5.5.1.5 To be elected Leader a candidate must receive 50% +1 of the valid votes cast in the final round of ballot counting. Once declared elected the Leader takes office immediately.

5.5.5.2 Returning Officer

The Board shall appoint a Party member to serve as Returning Officer and conduct the leadership selection vote. Such appointment must be made sufficiently early in the process to ensure fairness and transparency.

5.5.5.3 Appeal Adjudication

5.5.5.3.1 Appeals of matters of membership

denial or erroneous approval shall be handled by the established processes of the Membership Secretary in accordance with the constitution.

5.5.5.3.2 The Board shall, prior to Leadership Vote, appoint as an Appeal Adjudicator one person with elections experience to serve as an arbitrator, in matters of alleged corrupt practices or violation of the established rules of leadership selection. Such appointment must be made sufficiently early in the process to ensure fairness and transparency.

5.5.5.3.3 The Appeal Adjudicator may uphold or vary a decision of the Returning Officer and, if the Adjudicator determines a degree of corruption or violation which could have affected the outcome of the election, may declare the election void. Decisions of the Appeal Adjudicator are final.

5.5.6 *Delegated Authority*

5.5.6.1 The Board shall establish rules and procedures for the leadership selection. Such provisions may include, but are not limited to:

- a) nomination process and timelines
- b) voting process and timelines
- c) financing
- d) communication with members
- e) development of forms
- f) reporting and distribution mechanisms
- g) final report and records

6.0 PARTY FINANCES

Responsibility for the financial affairs of the

Party resides with the Board.

6.1 Financial Administration

The Board may designate day-to-day responsibility for managing its financial affairs to the Treasurer, but is still required to maintain appropriate financial oversight. The Treasurer shall be considered the Chief Financial Officer of the Party for the purposes of the Yukon Elections Act.

6.2 Financial Year

The financial year of the Party shall end at December 31 of each year.

6.3 Riding Association Financing

The Board may assist Riding Associations in financial matters, but neither the Party nor its Board members shall be responsible for any debt incurred by a Riding Association.

6.4 Spending Authority

Subject to specific limits set by Convention the Board has authority to spend Party funds as required to meet the objectives of the Party. This includes the authority to enter into contracts with individuals or organizations for the provision of goods or services, including rent, lease and purchase agreements.

6.5 Borrowing Power

For the purpose of carrying out the objectives

of the Party, the Board may borrow or raise or secure funds in such manner as it sees fit, subject to any specific limits that may be set by Convention or Council.

6.6 Assets

Upon dissolution of the Yukon New Democratic Party, all its assets shall be sold to the New Democratic Party of Canada for one dollar.

7.0 DISCIPLINE

The Party has a right to protect itself and the membership from actions that are contrary to the best interests of the Party, or that cause discord among Members. When such situations arise, disciplinary measures may be taken.

7.1 Oath

Each Member of the Party has covenanted that:

“I accept and will abide by the Constitution, principles and policies of the New Democratic Party.”

Breach of this covenant is a violation of the Constitution.

7.2 Literature

No Member or Riding Association shall publish or circulate literature purporting to express the views of the Party without the same having been approved by the Board.

7.3 Complaints against a Member

7.3.1 A complaint may be lodged with the

President by any Member or constituted body of the Party alleging a violation of the Constitution or a statement or action resulting in severe and evident injustice to a Member or constituted body of the Party.

7.3.2 Such a complaint must be in writing, must set out the details of the action or statement which gave rise to the complaint, and such evidence as may be pertinent.

7.3.3 The President shall endeavor to achieve an amicable settlement. Failing such settlement, the complainant may lodge a complaint with the Board.

7.3.4 It shall be the responsibility of the Board to serve, by registered mail, copies of the complaint to those against whom the complaint is laid and those directly involved with the matter.

7.3.5 The Board may appoint a committee, to be chaired by the Vice President Policy, or another Member of the Board should the complaint be directed at that individual, to examine such evidence as it deems relevant, to hear arguments and to report to the Board on its findings.

7.3.6 The Board shall, as soon as practicable, rule by motion on the complaint and shall communicate within seven (7) days, its ruling by registered mail, to those directly involved with the matter.

7.3.7 At any hearing the complainant(s) and the defendant(s) shall each be entitled to one representative to speak on their behalf.

7.3.8 By motion, the Board may direct the disputants as to the steps necessary to settle the matter, and may reprimand and/or invoke the penalty of suspend or revoke membership.

7.4 Appeals

7.4.1 Those affected by a ruling by motion of

the Board may appeal the matter to Council. Notice of the appeal must be lodged with the Secretary within sixty (60) days of the ruling and no later than fourteen (14) days before Council is set to convene.

7.4.2 It shall be the responsibility of the appellant to serve, by registered mail upon all those directly involved copies of the appeal to Council no later than ten (10) days prior to Council.

7.4.3 In consideration of such appeal the Council shall hear arguments from only one representative chosen by each party to dispute and one representative of the Board. Any request for clarification of a representative's argument from the floor shall be directed to the chairperson who in turn may seek clarification from the representative.

7.4.4 Council shall render its ruling by motion prior to adjournment.

8.0 AMENDMENTS TO CONSTITUTION

Amendments to this Constitution may be made at Convention by a resolution submitted in accordance with the provisions regarding Convention resolutions. A vote to amend the Constitution requires a two-thirds majority of votes cast, either by standing count or by secret ballot.

Part 5 – Additional Information

APPENDIX C

Rules to Nominations

DEFINITIONS

If this is your first experience with a higher level of activity in a political party, you'll soon notice that there can be a lot of jargon used by the people around you. The following are some common terms used in this document accompanied by a brief explanation.

Candidate— A nominated individual running for election as a Member of Parliament for the House of Commons of Canada.

Nomination Contestant— An individual who is officially approved by the National Director to seek the nomination in an electoral district.

Prospective Candidate for Nomination — An individual who has submitted a completed candidate package but has not yet been approved as a Nomination Contestant by the federal office.

Riding— Also known as an electoral district, is a geographical constituency upon which voters select as a Member of Parliament for the House of Commons of Canada. There are 338 Electoral Districts, also known as ridings, in Canada, increasing to 343 after the federal electoral district redistribution (April 1st, 2024).

Electoral District Association (EDA) or Riding Association— Defined by riding boundaries, the EDA is a body of the Party comprised of Party members who reside in an electoral district. The EDA Executive Members handle organizing for an election at the ground level within a given electoral division.

MP — An individual elected to represent an electoral district as a Member of Parliament for the House of Commons of Canada.

Member in Good Standing— An individual of at least 14 years of age who is a paid-up Party member. This means they can produce proof of membership in the current year. Each province and district has different rules regarding membership status and proof of payment requirements.

Nomination— The process local members of an EDA use to select who will stand as their Party's candidate during a federal election.

Financial Agent— An individual who serves as the Chief Financial Officer (CFO) for the nomination

contestant. Their duties include, but are not limited to, complete and accurate record keeping and receipting, managing contributions and filing required Elections Canada reports. This role only exists if the nomination contestant is spending money during the nomination race.

Organizer— A Party staff representative responsible for assisting candidates and members to grow and strengthen their EDA and the Party in general.

Federal Office— The headquarters of Canada's New Democrats. Most of the Party staff are based in our Ottawa office.

National Director— The Executive Director of Canada's New Democrats. This person oversees Party operations.

Candidate Search and Nomination Committee — A local neutral committee struck by the EDA Executive that is responsible for recruiting contestants to seek a nomination and documenting this process. The committee is also responsible for the nomination meeting set out by the Nominations Rules and Guidelines.

NCNC — Appointed by the Federal Executive, the National Candidate Nominations Committee is responsible for ensuring that the nomination process for all EDAs is conducted fairly. The NCNC works with federal personnel to enforce the adherence to the Party's Equity guidelines. This committee will coordinate and approve the EDA's Candidate Search and Nomination Committee's request to hold a nomination meeting.

Elections Canada— This is the independent, non-partisan agency responsible for conducting federal elections.

Canada Elections Act — The Canada Elections Act is an Act of the Parliament of Canada which regulates the election of Members of Parliament to the House of Commons of Canada.

UNDERSTANDING THE ROLE OF A CANDIDATE

While the ultimate goal of a candidate for the NDP is to become a Member of Parliament, in the pre-election and election periods there are a number of very specific roles the candidate will play.

The nominated candidate is the main representative of the NDP in the electoral district during an election period. The candidate's main responsibilities are:

- To engage as many voters who live in the electoral district as possible
- Deliver a local version of the central campaign message
- Fundraise for the resources needed to run an effective local campaign

The nominated candidate is the best person to fundraise and recruit volunteers. During the course of the pre-election and election periods, the nominated candidate's duties will include:

- Fundraising
- Volunteer recruitment
- Door to door canvassing
- Telephone canvassing
- Attending all-candidates meetings
- Conducting media interviews
- Attending public events
- Mainstreeting, bus-stopping, plant-gating and other visibility events
- Building a campaign team

Once you are nominated as a candidate for the New Democrats, you are not only part of a local team but also part of the national campaign team.

Prospective Candidate for Nomination

1. Submit an application to seek a nomination to the Federal Party Office. The application consists of the following signed and completed documents:
 - Personal Disclosure Questionnaire (Appendix A);
 - Declaration of Candidate Responsibilities (Appendix B);
 - Adherence to Party Policy (Appendix C);
 - Anti-Harassment Statement (Appendix D);
 - NDP Membership List Confidentiality Agreement (Appendix E);
 - Direction and Authorization by Candidate and Official Agent (Appendix F); Please submit a signed and witnessed Appendix F at the time of your application. Do not fill in the Official Agent lines at this time. The Official Agent and Chief Agent lines will be completed following the nomination meeting for the successful candidate.
 - Power of Attorney by Candidate and Official Agent (Appendix G); NOTE: Please submit a signed and witnessed Appendix G at the time of your application. Do not fill in the Official Agent lines at this time. The Official Agent and Chief Agent lines will be completed following the nomination meeting for the successful candidate.

NOTE: An application is incomplete and will not be considered if these forms are not completely filled out, signed, and received by Federal Office no later than 5pm Eastern Time, 30 days in advance of a nomination meeting.

Please email your completed application to disclosures@ndp.ca If you are unable to email your completed form, please contact your organizer for assistance.

2. Accept all friend requests from the federal office on social media. Please remain available for a telephone interview if requested. To expedite the vetting process, we encourage

you to immediately reach out to your social media providers and request a data download to be prepared. If you require any guidance with this, please talk to your organizer.

3. Upon approval by the National Director to seek the nomination, an individual is deemed a Nomination Contestant.
4. All nomination candidates must complete and submit Appendix H (Nomination Contestant Financial Report). An interim financial report must be submitted 1 day prior to a nomination meeting. A final financial report must be submitted 1 day following a nomination meeting, in the event of a contested nomination.
5. If you are successful and deemed the Nomination Candidate, you must complete, sign and send Appendix F and Appendix G to the party before your candidacy will be official.

IMPORTANT DATES AND DEADLINES FOR PROSPECTIVE NOMINATION CONTESTANTS AND APPROVED NOMINATION CONTESTANTS

There are several Federal Party deadlines that prospective candidates for nomination and nomination contestants must meet, both before a nomination meeting and after.

Deadlines Preceding a Nomination Meeting

At least 30 days prior to a nomination meeting, the prospective candidate for nomination must be a member of the New Democratic Party. If a prospective candidate fails to meet this requirement, a written request for an exemption must be made to the National Director.

- No later than 5pm Eastern Time, 30 days prior to a nomination meeting, the full application to seek a nomination by a prospective candidate for nomination must be received by Federal Office. The application consists of the signed and completed Personal Disclosure

Questionnaire (Appendix A); Declaration of Candidate Responsibilities (Appendix B); Adherence to Party Policy (Appendix C); Anti-Harassment Statement (Appendix D); NDP Membership List Confidentiality Agreement (Appendix E); Direction and Authorization by Candidate and Official Agent (Appendix F); Power of Attorney by Candidate and Official Agent (Appendix G).

- Appendices F and G will be sent to the candidate's campaign Official Agent for their signature after one has been appointed.

The prospective nomination contestant's application will only be considered complete once friend requests on all social media accounts has been granted and once a phone interview with federal vetting staff has taken place (if requested). The vetting process will begin only after these steps are completed.

We encourage you to submit your social media data download requests right away as these can take several weeks and could delay the vetting process.

Immediately following the approval of an application, the individual is deemed an approved nomination contestant and may receive membership lists. Approved nomination contestants may begin incurring expenses and/or accepting donations once a nomination campaign financial agent has been identified and a nomination campaign account has been opened.

Within 2 business days following the rejection of an application, the individual may make an appeal in writing to the Party President, Vice-Presidents and Treasurer.

Within 3 business days of receiving a written appeal, the Party President, Vice-Presidents and Treasurer must respond to the individual's appeal. NOTE: only 1 appeal will be considered.

On the day before a nomination meeting, all nomination contestants must submit an interim financial report, Nomination Contestant Financial Report (Appendix H), to the Party.

It is the responsibility of the candidate to ensure that application and form submission deadlines are observed. If you have any questions regarding these deadlines, please contact your regional organizer or email candidatesearch@ndp.ca.

Deadlines Following a Nomination Meeting

Following a nomination meeting, all nomination contestants must submit a full final financial report to the Party by completing the Nomination Contestant Financial Report (Appendix H).

This report must be accompanied by copies of the following Elections Canada forms that can be found at www.elections.ca

- Contestant's Nomination Campaign Return (EC 20171) and
- Nomination Contestant's Statement of Personal Expenses (EC 20175)

Immediately following the nomination meeting and appointment of the candidate's campaign Official Agent, the Official Agent must also complete and sign the originals of the following forms and submit them to candidatesearch@ndp.ca.

- Direction and Authorization by Candidate and Official Agent Respecting Reimbursement of Candidate's Election Expenses (Appendix F); and
- Power of Attorney by Candidate and Official Agent respecting reimbursement of Candidate's election expenses (Appendix G).

NOTE: A nominated candidate will not be approved as an official candidate until completed and signed originals of the above are on file at Federal Office.

Following a candidate's successful nomination, a professional high resolution headshot photo and candidate biography must be submitted to Federal Office within 10 business days. Please note that no candidate products will be provided to nominated candidates until 150 signatures are being collected on the Elections Canada nomination papers (EC20010).

During a writ period or once the issuing of a writ is considered imminent, the National Director may waive candidate eligibility requirements and other timelines as required with regards to membership in the New Democratic Party.

NOMINATIONS AND EQUITY GUIDELINES

Preamble

New Democrats are committed to the goals of gender parity and diversity and recognize that one of the ways to help move those goals forward is by ensuring that our candidate team is gender-balanced and reflects the diversity of the country.

Achieving these goals is a shared responsibility between the Leader and Caucus, the Federal Party, the Provincial and Territorial Sections and the EDAs.

We are proud of the leadership role we have taken in Canada to promote diversity and equality among our candidates, and we recognize that to achieve a Parliament that truly reflects the diversity of Canada we still have much work to do.

This commitment to equality and diversity must start with our membership and must permeate all levels of the governing structures of our Party. That approach is reflected in this policy. Upholding and achieving the goals of this policy is our collective responsibility.

Introduction

New Democrats believe that the process of building our Party to increase our presence in the House of Commons and the nomination of candidates are closely linked. We aim to elect a gender-balanced Caucus that reflects the diversity of Canada. The nomination of NDP candidates is a democratic process at the local district level, the outcome of which cannot be pre-determined. Outlined below are the goals and objectives of the Equity Policy, groups included in the policy and the mandatory process for approving a nomination meeting.

Goals and Objectives

At least 50% of all federal ridings have women, trans or non-binary individuals running as NDP candidates for election.

Membership of the local Candidate Search and Nomination Committee (CSNC) is gender-balanced and representative of the diversity of the district. Where possible, the CSNC includes at least one youth member.

General Policy Goals

A minimum of 60% of districts where the NDP has a reasonable chance of winning have women, trans or non-binary individuals running as NDP candidates for election.

A minimum of 30% of districts where the NDP has a reasonable chance of winning have NDP candidates for election who reflect the diversity of Canada and include representation of the equity groups defined in this policy.

In districts currently held by the NDP, where the incumbent is not seeking re-election, the Candidate Search and Nominations Committee will only consider applications from equity-seeking candidates.

Equity-Seeking Groups

Equity-seeking candidates, for the purpose of this policy, are those individuals who identify as belonging to groups significantly under-represented in the House of Commons and included in the equality rights section of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. These groups include women, gay men, lesbian, bisexual, transgender, two-spirit, queer persons, persons living with disabilities, racialized persons, Indigenous people and youth (under 27). It may also give special consideration to a candidate from a significant linguistic community within a district as a whole.

Process for Approving a Nomination Meeting

The local Candidate Search and Nomination Committee must make every effort to find equity candidates and a nomination meeting shall not be approved until at least one member of an equity-seeking group has declared to seek

the nomination. A local Candidate Search and Nomination Committee must submit a candidate search report outlining their candidate search process and their candidates approved to seek the nomination to candidatesearch@ndp.ca when seeking a request for approval for a nomination.

In extraordinary circumstances, where no member of an equity-seeking group has declared to seek the nomination, a local Candidate Search and Nomination Committee may appeal to the NCNC to seek an exemption to this requirement. Such an appeal must clearly document the efforts taken to satisfy the requirements. Appeals in NDP-held seats will not be considered.

GUIDELINES FOR CANDIDATES ON ADHERENCE TO PARTY POLICY

A fundamental principle of the New Democratic Party, and one that distinguishes us from other Canadian political parties, is that our policies are determined by delegates representing the Party's membership as a whole at open and democratic conventions. These policies are binding on all Party members from the Leader to the constituency activist. While internal discussion and debate are encouraged, it is understood that, until a policy is amended or deleted by convention, it remains Party policy.

Candidates become the front line for the Party during elections. They are spokespersons for the Party, representing our views at the door, in public forums and debates. It is important that candidates, as well as all other Party representatives, including the Leader, Caucus and staff are consistent in representing the Party's position publicly on issues. There will be times when New Democrat candidates disagree, in good faith, with Party policy, sometimes on matters of conscience. Although not necessarily in agreement with every policy position taken by the Party, individuals, and especially candidates, must

acknowledge the majority position of the Party, including the Party's position on reproductive choice and marriage equality.

Accordingly, it is necessary to have guidelines which recognize situations where candidates may wish to dissent from Party policy on matters of conscience, but still provide the Party with a mechanism of self-defense when candidates repeatedly or flagrantly speak publicly against Party policy. It is vital in this latter case, especially during an election period, for the Party to act quickly to remedy conflicts.

The rules governing the nomination of candidates are based on the following key principles:

- That the NDP caucus and slate of candidates represent the diversity of our country and that they be gender balanced;
- That the nomination and selection of NDP candidates is the right of NDP members residing in a given district;
- That nominations must be democratic, open and fair;
- That the NDP select candidates who are suitable to represent the NDP in parliament;
- That the NDP's candidates' behaviours and public commentary aligns with the reputation and public image of the NDP;
- That the NDP's candidates not adversely affect the interests of the NDP.

The NDP seeks to nominate a slate of candidates that uphold and exemplify the core values of the NDP. These include:

- Integrity of action and words
- Honesty
- Professionalism and Leadership
- Respect for human rights, diversity and equity

The Following Process Will be Used in the Case of Such Conflicts

The National Director is authorized to investigate allegations concerning a candidate who may be campaigning actively against Party policy. If initial approaches to the candidate fail to work, the National Director shall inform the candidate, in writing, of their misconduct and advise the candidate to cease and desist.

It is understood that the decision to strip a person of candidate status will be viewed as a last resort and will be considered only after all other methods of resolving the problem have failed.

How to Access Party Policy

Candidates can access Party platform and a variety of resources on our website at www.ndp.ca.

Candidates can also call the Federal Office or their regional organizer to receive policy documents.

Closer to an election our platform will be released. This should be used as a guide for candidates along with fact sheets and other background information.

Notice to Candidates Regarding the Collective Agreement Between Federal NDP Caucus and UFCW:

A collective agreement exists between UFCW and the New Democratic Party Federal Caucus. The Caucus as a collective is bound by this agreement, which outlines the terms and conditions of employment between Caucus and their staff.

Any new NDP Member of Parliament is automatically bound by the terms of this agreement.

Financial Guidelines for Candidates Seeking an NDP Nomination

Expenses incurred and contributions received by nomination contestants are subject to the Canada Elections Act. The Federal Party has also

set its own limit on spending for candidates for nomination.

For more information, please refer to the Elections Canada Handbook for Nomination Candidates.

Fundraising

Nomination contestants may ONLY accept donations from individuals. Individual donations are currently capped by Elections Canada at \$1,700 for 2023.

There are no union or corporate donations allowed whatsoever. Find out more about the fundraising and spending rules at www.elections.ca or contact the Federal Office fundraising department if you need more information. You are wholly responsible for the financial conduct of your nomination campaign. You must ensure both yourself and your Financial Agent are familiar with and abide by all relevant legislation.

Donations given to nomination contestant campaigns are not tax receiptable.

Spending Limits on a Nomination Campaign

- A spending limit of \$6,500 is set for all candidates seeking an NDP nomination. An additional \$2,000 limit may be granted by the National Director, upon discussion with the EDA President in the case of large districts or special circumstances.
- No prospective candidate shall incur any expenses or accept donations prior to being approved to seek a nomination. Be aware that posting a candidate's intention to run on social media or setting up a social media page for a candidate for nomination prior to their official approval can be grounds for disqualification.
- With respect to the Elections Act, a nomination contest is considered to have been called on the date that at least one candidate is approved to seek the nomination in a given Electoral District
- The spending limit covers the period from

the date the candidate is approved to seek a nomination until the nomination meeting is complete.

- The spending limit covers all material and activities incurred during that period. Note that the rules for Nomination Campaign expenses are different than those governing candidate campaign expenses. Please consult Elections Canada (www.elections.ca) for full details. Elections Canada also publishes a handbook for Nomination Contestants and Financial Agents: https://www.elections.ca/pol/nom/man/ec20182/ec20182_e.pdf
- Leaflets, buttons, telephone bills, office rental, paid staff and travel costs are among the items considered to be campaign expenses.
- Personal expenses of the candidate, such as clothes, childcare, meals and volunteer time by supporters as well as activities paid for by the EDA such as mailings or meetings are not included in the spending limits. (These are considered personal expenses by Elections Canada).
- Candidates who exceed the spending limit will be disqualified.
- Members may make a written complaint to the EDA President and National Director if they believe that a candidate for nomination has exceeded the spending limit.

ELECTIONS CANADA REPORTING

Following a nomination contest, Elections Canada mandates certain reporting. It is the candidate for nomination's responsibility to ensure that all Elections Canada reporting obligations are met.

Elections Canada manuals and the full set of forms for nomination candidates can be found at www.elections.ca

Candidates must file the following forms within four months of the nomination meeting.

- Contestant's Nomination Campaign Return (EC 20171) and
- Nomination Contestant's Statement of Personal Expenses (EC 20175).

Elections Canada requires that these statements be audited if the amount received or spent is \$10,000 or more. Since this exceeds the spending limit set by the Party (\$6,500), audited statements should not be required. Please consult Elections Canada for further details on these and other forms related to the nomination period. The forms listed in this paragraph do not constitute a comprehensive list.

In addition to Elections Canada reports, candidates for nomination are required to submit internal financial reports to the Party. Please refer to the section Deadlines Following a Nomination Meeting for more details.

Surplus

Surplus money from a nomination campaign must be transferred to:

The EDA account (provided that the EDA is registered with Elections Canada) or;

The bank account for the nominated candidate (i.e., the Official Agent of the candidate endorsed by the registered Party in the electoral district in which the nomination contest was held). This account can only be opened once the nominated candidate has been officially nominated with Elections Canada.

Rebates

The Federal Party keeps 100% of the election rebate to help fund the central election campaign, as determined by Federal Council. In addition, the Federal Party will keep all of the rebate money it spends in a district.

POLICY ON CANDIDATES PERSONAL DISCLOSURE REQUIREMENTS

Final approval of nomination contestants for Party nomination and/or election to the Parliament of Canada as an NDP MP rests with the New Democratic Party of Canada.

The authority of the Party to approve or reject a candidate flows from Article XV of the Party Constitution and Sections 67(4) and 68(1) of the Canada Elections Act. The Constitution as amended by the 2021 Federal Convention is available upon request.

Constitution Article XV

Article XV of the NDP Constitution states in part: The Federal Council shall create rules and procedures for the nomination of the federal candidates.

Canada Elections Act

Section 67(4)c states in part: The witness shall file with the returning officer, together with the nomination paper... If applicable, an instrument in writing, signed by the leader of the political Party... that states that the prospective candidate is endorsed by the Party.

Section 68(1) states: A political Party may endorse only one prospective candidate in each electoral district for a given election.

Internal Requirements

- Should an individual decide to run for the Party nomination, they must complete and sign a Personal Disclosure Questionnaire.
- The Personal Disclosure Questionnaire and other research will form the basis of decisions regarding the approval or rejection of a candidate for nomination.
- Where a prospective candidate for nomination's eligibility to be a candidate is

under review, the prospective candidate will be advised.

- Final consent from both the National Director and the Leader will be required for a candidate to be officially nominated.
- The information provided in the Personal Disclosure Questionnaire will be kept confidential except in those circumstances outlined in the disclosure statement.

The questions asked in the Questionnaire are important – they identify personal issues that may become public in the political arena. In preparation for a campaign, the Party and its candidates both need to be prepared for potential public scrutiny of any personal issues that may arise during the campaign.

Consequently, the Questionnaire must be completed in full, with as much detail as possible. Providing incorrect, incomplete or misleading information may be grounds for rejecting or rescinding a nomination.

Prospective candidates and nominated candidates have an ongoing obligation to report any changes to the information provided in the Questionnaire. Furthermore, approved and nominated candidates are expected to maintain candidate appropriate behaviour on social media. Failure to do so may be grounds for rejecting or rescinding a nomination.

DÉFINITIONS

Si c'est la première fois que vous vous engagez de façon importante au sein d'un parti politique, vous remarquerez que les gens autour de vous peuvent utiliser un jargon propre au monde politique. Vous trouverez, ci-dessous, de brèves définitions des termes couramment utilisés dans ce document.

Candidature: Personne ayant été choisie par les membres de son AC pour se présenter à l'élection dans le but de devenir député·e à la Chambre des communes du Canada.

Candidature à l'investiture: Personne approuvée par la direction nationale pour briguer l'investiture dans une circonscription électorale.

Candidature potentielle à l'investiture: Personne ayant soumis un dossier de candidature complet, mais n'ayant pas encore été approuvée comme candidate ou candidat à l'investiture par le bureau fédéral.

Circonscription: Également connue sous le terme comté, une circonscription est une zone géographique pour laquelle les électeurs et électrices qui l'habitent choisissent une ou un député qui les représentera à la Chambre des communes. Il y a 338 circonscriptions au Canada, et ce chiffre augmentera à 343 après le redécoupage de la carte électorale fédérale (1er avril 2024).

Association de circonscription (AC): Définie par les limites de la circonscription, l'AC est une instance du parti constituée de membres du parti qui habitent dans le comté. Les AC s'occupent de l'organisation de la campagne sur le terrain dans la circonscription.

Députée ou député fédéral: Personne qui est élue pour représenter une circonscription en tant que députée à la Chambre des communes du Canada.

Membre en règle: Personne d'au moins 14 ans ayant adhéré au parti et pouvant donc fournir une preuve de son adhésion pour l'année en cours.

Investiture: Processus que les membres d'une AC mettent en place pour choisir qui sera candidate ou candidat pour le parti lors de l'élection fédérale.

Agente ou agent financier: Personne qui agit à titre de directrice ou directeur des finances pour la ou le candidat à l'investiture. Son travail consiste, entre

autres, à tenir des registres précis, compiler les reçus, gérer les contributions et remplir les rapports exigés par Élections Canada. Ce rôle intervient durant l'investiture, seulement s'il y a des dépenses engagées pendant la période d'investiture.

Organisatrice ou organisateur: Membre du personnel du parti qui est responsable d'aider les candidat·es et les membres à faire grandir et renforcer leur AC et le parti en général.

Bureau fédéral: Quartier général du NPD du Canada. La majorité du personnel du parti travaille à notre bureau d'Ottawa.

Direction nationale: Directrice ou directeur général du NPD du Canada. Cette personne supervise les opérations du parti.

Comité de recherche de candidatures et d'investiture: Comité local établi par l'exécutif de l'AC, qui est responsable de recruter des candidatures à l'investiture et de documenter ce processus. Ce comité est aussi en charge du processus d'investiture. Il doit rester neutre tout au long du processus.

Comité national d'investiture des candidatures (CNIC): Nommé par l'exécutif fédéral, le comité national d'investiture des candidatures est responsable de s'assurer que le processus d'investiture de toutes les AC se déroule de façon juste. Le CNIC met en œuvre et fait respecter les lignes directrices du parti et travaille avec le personnel du bureau fédéral pour coordonner et approuver les demandes des AC relatives à la tenue des assemblées d'investiture.

Élections Canada: Agence indépendante et non partisane qui est responsable de la tenue des élections fédérales.

Loi électorale du Canada: La Loi électorale du Canada est une loi du Parlement du Canada qui régit l'élection des député·es à la Chambre des communes du Canada.

ÊTRE CANDIDAT.E : COMPRENDRE SON RÔLE

Même si l'objectif ultime d'une personne qui se porte candidate pour le NPD est d'être élue députée, il n'en reste pas moins que les candidats ont un grand nombre de rôles très précis à jouer en périodes préélectorale et électorale.

En période électorale, la personne candidate est la ou le principal représentant du NPD dans la circonscription. Sa tâche première consiste à :

- rencontrer autant d'électrices et d'électeurs résidant dans la circonscription que possible;
- communiquer une version locale du message de la campagne centrale;
- ramasser des fonds afin d'avoir les ressources nécessaires pour mener une campagne locale efficace.

La ou le candidat est la personne la mieux placée pour ramasser des fonds et recruter des bénévoles. En périodes préélectorale et électorale, ses tâches incluent :

- La collecte de fonds
- Le recrutement de bénévoles
- Le porte-à-porte
- Les appels de pointage
- La participation aux réunions de candidats
- Les entrevues aux médias
- La participation à des événements publics
- Les bains de foule sur les rues commerciales, aux arrêts d'autobus, dans les usines, et plusieurs autres activités accordant une visibilité

Une fois désigné.e candidat.e du NPD, vous ne faites pas seulement partie de l'équipe locale, mais aussi de l'équipe fédérale.

Candidature potentielle à l'investiture

1. Présenter une demande pour briguer l'investiture au bureau fédéral du parti. La demande doit inclure les documents suivants :
 - Questionnaire sur la divulgation personnelle (Annexe A)
 - Déclaration sur les responsabilités (Annexe B)
 - Adhésion aux politiques du parti (Annexe C)
 - Déclaration anti-harcèlement (Annexe D)
 - Accord de confidentialité concernant l'usage de l'information relative aux membres (Annexe E)
 - Direction et autorisation par le candidat.e et son agente ou agent officiel (Annexe F). Veuillez inclure le document signé par vous et une personne témoin.
 - Procuration par la ou le candidat et son agente ou agent officiel (Annexe G). Veuillez inclure le document signé par vous et une personne témoin.

N. B. : Une demande sera considérée incomplète et ne sera pas étudiée si ces formulaires ne sont pas adéquatement remplis, signés et reçus par le bureau fédéral au plus tard à 17 h, heure de l'Est, 30 jours avant l'assemblée d'investiture.

Veuillez envoyer votre trousse de candidature complétée par courriel à trousse@npd.ca. Si vous ne pouvez pas envoyer votre formulaire rempli par courriel, veuillez contacter votre organisatrice ou organisateur pour obtenir de l'aide.

2. Acceptez toutes les demandes d'amitié du bureau fédéral sur les médias sociaux. Veuillez être disponible pour un entretien téléphonique sur demande.
3. Une candidature à l'investiture est reconnue comme telle seulement lorsqu'elle a été approuvée par la direction nationale.

DATES LIMITES IMPORTANTES POUR LES CANDIDATURES POTENTIELLES ET CANDIDATURES À L'INVESTITURE

Les candidatures potentielles, de même que les candidatures à l'investiture doivent respecter plusieurs dates limites établies par le parti fédéral tant avant l'assemblée d'investiture qu'après.

Dates limites avant une assemblée d'investiture

- Au moins 30 jours avant l'assemblée d'investiture, la ou le candidat potentiel doit être membre en règle du Nouveau Parti démocratique. Si la personne candidate à l'investiture ne satisfait pas à cette exigence, elle doit soumettre une demande d'exemption à la direction nationale par écrit.
- Avant 17 h, heure de l'Est, 30 jours avant l'assemblée d'investiture, la demande d'une ou un candidat potentiel pour briguer l'investiture doit être reçue au bureau fédéral. La demande doit inclure les documents suivants, dûment remplis et signés : Questionnaire sur la divulgation personnelle (Annexe A), Déclaration sur les responsabilités (Annexe B), Adhésion aux politiques du parti (Annexe C), Déclaration anti-harcèlement (Annexe D), Accord de confidentialité concernant l'usage de l'information relative aux membres (Annexe E). La candidature potentielle à l'investiture ne sera considérée comme complète une fois seulement que les demandes d'amitié sur tous les comptes de médias sociaux auront été accordées et qu'un entretien téléphonique avec le personnel du bureau fédéral chargé de la vérification des candidatures aura eu lieu (si demandé). Le processus de vérification ne commencera qu'une fois ces étapes terminées.

Immédiatement après l'approbation de sa demande, une personne est considérée comme candidat.e à l'investiture et peut recevoir des listes de membres. Un.e candidat.e à l'investiture peut commencer à engager des dépenses et à accepter des dons dès qu'une ou un agent financier pour sa campagne à l'investiture a été

nommé et qu'un compte pour sa campagne à l'investiture a été ouvert.

Dans les deux jours ouvrables suivant le rejet de sa demande, une ou un candidat potentiel peut faire une demande de révision de la décision par écrit auprès de la présidence, des vice-présidences et de la trésorerie du parti.

Dans les trois jours ouvrables suivant la réception d'une demande d'appel, la présidence, les vice-présidences et la trésorerie du parti doivent répondre à la demande.

N.B. : Une seule demande de révision sera considérée.

Le jour avant une assemblée d'investiture, tous les candidat.es à l'investiture doivent déposer un Rapport financier de la ou du candidat à l'investiture.

Il revient à la personne candidate de s'assurer que les dates limites de soumission de la demande et des formulaires soient respectées. Si vous avez des questions au sujet de ces dates limites, veuillez communiquer avec votre organisatrice ou organisateur régional, ou faire parvenir un courriel à la direction de la recherche de candidatures à candidatures@npd.ca

Dates limites suivant l'assemblée d'investiture

À la suite d'une assemblée d'investiture, les candidat.es à l'investiture doivent déposer un Rapport financier de la ou du candidat à l'investiture (Annexe H) complet, auprès du parti.

Ce rapport doit être accompagné d'une copie des formulaires suivants d'Élections Canada, que l'on peut trouver à l'adresse www.elections.ca

- Rapport de campagne du candidat à l'investiture (EC20171)
- Relevé des dépenses personnelles du candidat à l'investiture (EC 20175)

Immédiatement après l'assemblée d'investiture et la nomination d'une ou un agent officiel, les documents suivants, dûment remplis et signés, doivent être envoyés au bureau fédéral :

- Autorisation et instructions données par la ou le candidat et agente ou agent officiel concernant le remboursement des dépenses électorales (Annexe F) et
- Procuracy donnée par la ou le candidat et agente ou agent officiel relativement au remboursement des dépenses électorales (Annexe G).

N.B. : Une candidature investie ne sera pas approuvée comme candidature officielle tant que les copies originales signées des documents susmentionnés n'auront pas été reçues au bureau fédéral.

Après qu'une personne ait remporté l'investiture, une photo professionnelle et une biographie de la ou du candidat doivent être envoyées au bureau fédéral dans les 10 jours ouvrables suivants. Veuillez noter qu'aucun produit pour la candidature ne sera préparé avant que les 150 signatures soient collectées sur les documents d'Élections Canada (EC20010).

En période électorale, la direction nationale peut annuler certaines exigences ou délais d'admissibilité des candidatures en ce qui a trait à l'adhésion au Nouveau Parti démocratique.

POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTITURE ET D'ÉQUITÉ

Préambule

Le NPD est engagé envers les objectifs de parité des genres et de diversité, et reconnaît que l'une des façons de faire progresser ces objectifs est de présenter une équipe de candidatures qui reflète la parité des genres et la diversité de ce pays.

Réaliser ces objectifs est une responsabilité partagée du chef, du caucus, du parti fédéral, des sections provinciales et territoriales et des associations de circonscription.

C'est avec fierté que nous avons assumé un rôle de leader au Canada pour promouvoir la diversité et l'équité parmi nos candidatures et nous reconnaissons qu'il reste beaucoup à faire pour élire un Parlement qui reflète vraiment la diversité canadienne.

Cet engagement envers l'équité et la diversité doit commencer par nos membres et doit être incarné à tous les paliers des instances de notre parti. Cette politique reflète cette approche. La poursuite et l'atteinte des objectifs de cette politique sont notre responsabilité collective.

Introduction

Les néo-démocrates considèrent que le processus visant à bâtir notre parti, à faire croître notre nombre de député.es à la Chambre des communes, et le processus d'investiture des candidatures sont intimement liés. Notre objectif est de faire élire un caucus avec une représentation paritaire des genres et qui reflète la diversité du Canada. L'investiture de candidatures néo-démocrates est une démarche démocratique au niveau de la circonscription locale, dont l'issue ne peut être prédéterminée. Les buts et les objectifs de la politique en matière d'équité, les groupes d'équité inclus dans la politique, et le processus obligatoire d'approbation d'une réunion d'investiture sont détaillés ci-dessous.

Butset objectifs

Des femmes, des personnes trans ou non-binaires seront candidates à l'élection au nom du Nouveau Parti démocratique dans au moins 50 % des circonscriptions fédérales.

La composition des Comités de recherche de candidatures et d'investiture locale reflète la parité des genres et est représentative de la diversité de la circonscription. Lorsque possible, ce comité comprendra au moins un.e jeune membre.

Objectifs d'ensemble de la politique

Un minimum de 60 % des circonscriptions où le NPD a des chances raisonnables de gagner présentera des femmes, des personnes trans ou non-binaires comme candidates néo-démocrates à l'élection.

Un minimum de 30 % des circonscriptions où le NPD a des chances raisonnables de gagner présentera des candidatures néo-démocrates qui reflètent la diversité du Canada et appartiennent aux groupes d'équité tels que définis dans cette politique.

Dans les circonscriptions détenues présentement par le NPD, où la ou le député ne cherche pas à se faire réélire, le Comité de recherche de candidatures et d'investiture n'examinera que les candidatures des personnes provenant des groupes d'équité.

Groupes d'équité

Pour les besoins de cette politique, les candidatures des groupes d'équité sont celles de personnes qui s'identifient comme appartenant à des groupes significativement sous-représentés à la Chambre des communes et inclus dans l'article des droits à l'égalité de la Charte canadienne des droits et libertés. Ces groupes comprennent les femmes, les gais, les lesbiennes, les bisexuels, les transgenres, les bispirituels, les queers, les personnes vivant avec un handicap, les personnes racisées, les autochtones et les jeunes (moins de 26 ans). Une considération spéciale pourra aussi être donnée à une candidature provenant d'une communauté linguistique importante dans l'ensemble d'une circonscription.

Processus pour l'approbation d'une assemblée d'investiture

Le Comité de recherche de candidatures et d'investiture doit déployer tous les efforts nécessaires pour trouver des candidatures des groupes d'équité et une assemblée d'investiture ne doit pas être approuvée avant qu'au moins une candidature provenant d'un groupe d'équité ait déclaré briguer l'investiture. Le CRCI doit soumettre un rapport de recherche de candidatures démontrant les efforts et le

processus entrepris à candidatures@npd.ca lorsqu'il fait une demande de date d'investiture. Cette demande doit aussi inclure les candidatures approuvées.

Dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'aucun.e membre des groupes d'équité n'est intéressé.e à briguer l'investiture, le CRCI peut faire appel auprès du CNIC pour demander une exemption à cette exigence. Les efforts entrepris pour satisfaire à ces exigences doivent être documentés au moment de faire appel. Les appels pour les sièges détenus par le NPD ne seront pas retenus.

LIGNES DIRECTRICES À L'INTENTION DES CANDIDAT.ES QUANT AU RESPECT DES POLITIQUES DU PARTI

Nos politiques sont déterminées lors de congrès ouverts et démocratiques par les délégué.es représentant les membres du parti dans son ensemble; c'est là un des principes fondamentaux du Nouveau Parti démocratique qui nous distingue des autres partis politiques canadiens. Ces politiques lient les membres du parti, du chef jusqu'aux militant.es en circonscription. Même si nous encourageons la discussion et le débat interne, il va de soi qu'une politique demeure la politique du parti jusqu'à ce qu'elle ait été amendée ou supprimée par le congrès.

En période électorale, les candidat.es forment la première ligne du parti. Ils sont les porte-paroles du parti, représentent nos positions en porte-à-porte, ainsi que lors d'assemblée publiques et de débats. Il est important que les candidat.es et autres représentant.es du parti, y compris le chef, les député.es et le personnel, défendent publiquement de façon cohérente la position du parti sur les enjeux. Il arrive que des candidat.es du NPD ne soient pas d'accord avec la politique du parti, parfois sur des questions de conscience. Sans être nécessairement d'accord avec toutes les politiques du parti, les membres, et surtout les candidat.es, doivent reconnaître la position prise

par la majorité du parti, y compris les positions du parti en matière des choix relatifs à la reproduction et à l'égalité en matière de mariage.

En conséquence, il est nécessaire de se doter de lignes directrices qui reconnaissent les situations au cours desquelles les candidat.es pourraient vouloir diverger de la politique du parti sur des questions de conscience, tout en procurant au parti un mécanisme d'autodéfense lorsque des candidat.es s'élèvent publiquement, fréquemment, ou de façon flagrante, contre la politique du parti. Dans ces cas, il est essentiel, surtout en période électorale, que le parti agisse rapidement pour résoudre les conflits.

Les règles encadrant l'investiture des candidatures se fondent sur les principes suivants :

- Que le caucus du NPD et la liste des candidatures représentent la diversité de notre pays et respectent la parité des genres;
- Que l'investiture et le choix des candidatures néo-démocrates sont un droit des membres du NPD résidant dans une circonscription donnée;
- Que l'investiture soit faite selon un processus démocratique et transparent;
- Que le NPD sélectionne des candidat.es qui sont aptes à représenter le NPD au parlement;
- Que les comportements et les commentaires publics des candidat.es du NPD soient en accord avec la réputation et l'image publique du NPD;
- Que les candidat.es du NPD ne doivent pas nuire aux intérêts du NPD.

Le NPD cherche à nommer une liste de candidat.es qui soutiennent et illustrent les valeurs fondamentales du NPD. Celles-ci incluent :

- L'intégrité dans les actions et les paroles
- L'honnêteté
- Le professionnalisme et le leadership
- Le respect des droits de la personne, de la diversité et de l'équité

Le processus qui suit sera appliqué dans le cas de tels conflits

La direction nationale est autorisée à enquêter sur les allégations concernant une ou un candidat.e soupçonné de faire campagne contre une politique du parti. Si les approches initiales auprès de la ou du candidat échouent, la direction nationale devra aviser la ou le candidat, par écrit, de son inconduite et lui demander de changer ses mauvais comportements et s'y abstenir.

La décision de retirer le statut de candidat.e à quelqu'un ne sera prise qu'en dernier recours et ne sera considérée que si tous les autres moyens visant à résoudre le problème ont échoué.

Comment obtenir les politiques du parti

Les candidat.es peuvent obtenir les politiques du parti et diverses autres ressources en visitant notre site web au **www.npd.ca**

Les candidat.es peuvent aussi téléphoner au bureau fédéral ou à leur organisateur régional pour recevoir les documents politiques.

À l'approche d'une élection, nous publierons notre plateforme électorale, qui devrait servir de guide aux candidat.es, comme les notes sur les enjeux et les autres documents d'information.

Note aux candidat.es concernant la convention collective entre le caucus du NPD fédéral et les TUAC

Une convention collective est en vigueur entre les TUAC et le caucus fédéral du Nouveau Parti démocratique du Canada. Le caucus est collectivement lié par cet accord qui précise les conditions d'emploi entre le caucus et leur personnel.

Toute nouvelle ou nouveau député du NPD est lié par les conditions du présent accord.

Lignes directrices financières à l'intention des candidat.es briguant l'investiture au nom du NDP

Les candidat.es doivent suivre la Loi électorale du Canada et les règles établies par Élections Canada en ce qui concerne les dépenses encourues et les contributions reçues. Le parti fédéral a aussi établi ses propres limites de dépenses pour les candidat.es à l'investiture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le Manuel pour les candidat.es à l'investiture d'Élections Canada.

Financement

Les candidat.es à l'investiture ne peuvent accepter QUE LES dons en provenance de particuliers. Élections Canada limite présentement à 1700\$ en 2023 les dons des particuliers.

Aucun don en provenance de syndicats et d'entreprises ne peut être accepté. Pour de plus amples renseignements sur les règlements relatifs au financement et aux dépenses, veuillez consulter le www.elections.ca ou communiquer avec le service du soutien du bureau fédéral. Vous êtes entièrement responsable de la conduite financière de votre campagne à l'investiture. Votre agente ou agent financier et vous devez connaître et respecter toute la législation pertinente.

Les dons faits aux candidatures à l'investiture ne sont pas admissibles à un reçu pour déclaration fiscale.

Spending Limits on a Nomination Limites de dépenses pour une campagne à l'investiture

- La limite des dépenses pour les candidat.es à l'investiture est établie à 6 500 \$. Un montant supplémentaire de 2 000 \$ pourrait être permis par la direction nationale après discussion avec la présidence de l'AC pour les grandes circonscriptions ou dans des circonstances particulières.
- Aucune ou aucun candidat potentiel ne peut engager de dépenses ou recevoir de dons avant d'avoir reçu l'approbation de briguer l'investiture. Veuillez noter qu'une candidature

potentielle qui publie son intention de se présenter sur les médias sociaux avant d'avoir obtenu l'approbation officielle de la direction nationale pourrait se voir disqualifier.

- Selon la Loi électorale du Canada, une course à l'investiture est considérée ouverte à la date où au moins une candidature a reçu l'approbation pour briguer l'investiture dans une circonscription donnée.
- Le plafond des dépenses comprend la période à partir de la date à laquelle la personne est approuvée pour briguer l'investiture, jusqu'à ce que l'assemblée d'investiture soit terminée.
- Le plafond des dépenses comprend tout le matériel et les services engagés au cours de cette période. Veuillez noter que les règles encadrant les dépenses lors d'une campagne à l'investiture sont différentes de celles qui encadrent les dépenses d'une ou un candidat à l'élection. Veuillez consulter le site d'Élections Canada (www.elections.ca) pour de plus amples renseignements. Élections Canada publie également un manuel à l'intention des candidat.es à l'investiture et agentes ou agents financiers : https://www.elections.ca/pol/nom/man/ec20182_c76/2021-06_f.pdf
- Les dépliants, les macarons, les frais de téléphone, la location de bureaux, la rémunération du personnel et les frais de déplacement constituent des dépenses de la campagne à l'investiture.
- Les dépenses personnelles de la ou du candidat, comme les vêtements, les repas, les frais de garderie, le temps de bénévolat des militantes, de même que les activités payées par la circonscription, comme les envois postaux et la tenue de réunions, n'entrent pas dans le calcul de la limite. (Élections Canada considère ces dépenses comme des dépenses personnelles.)
- Les candidat.es qui ne respectent pas la limite des dépenses seront exclus.
- Les membres peuvent aussi porter plainte par écrit à la présidence de l'AC et à la direction nationale s'ils ont des raisons de croire qu'une ou un candidat à l'investiture a dépassé le plafond des dépenses.

RAPPORT À ÉLECTIONS CANADA

À la suite d'une course à l'investiture, Élections Canada exige le dépôt de certains rapports. Les candidat.es à l'investiture ont la responsabilité de s'assurer que toutes les obligations relatives aux rapports exigés par Élections Canada soient respectées.

Les manuels et tous les formulaires pour les candidat.es à l'investiture peuvent être obtenus à l'adresse www.elections.ca

Les candidat.es doivent déposer les formulaires suivants auprès d'Élections Canada dans les quatre mois suivant l'assemblée d'investiture.

- Rapport de campagne du candidat à l'investiture (EC 20171), et
- Relevé des dépenses personnelles du candidat à l'investiture (EC 20175)

Élections Canada exige que ces déclarations soient vérifiées si le montant reçu ou dépensé dépasse 10 000 \$. Puisque ce seuil surpasse le plafond imposé par le parti (6 500 \$), des états financiers vérifiés ne devraient pas être nécessaires. Veuillez communiquer avec Élections Canada pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet et à propos des autres formulaires relatifs à la période d'investiture. Les formulaires qui sont indiqués dans ce paragraphe ne constituent pas une liste exhaustive.

En plus des rapports à Élections Canada, les candidates et candidats à l'investiture doivent soumettre des rapports financiers internes au parti. Veuillez vous référer à la section Dates limites suivant l'assemblée d'investiture pour plus de détails.

Surplus

Les surplus provenant d'une course à l'investiture doivent être transférés au :

- Compte de banque de l'AC (à condition que l'AC soit enregistrée auprès d'Élections Canada)

- Au compte de banque de la ou du candidat ayant remporté l'investiture (c.-à-d. l'agente ou agent officiel de la personne candidate désignée par le parti enregistré dans la circonscription au sein de laquelle la course à l'investiture s'est déroulée). Ce compte ne peut être ouvert que lorsque la candidature a été officialisée auprès d'Élections Canada.

Remboursement électoral

Le parti fédéral conserve 100 % du remboursement électoral pour aider au financement de la campagne électorale centrale comme cela a été décidé par le conseil fédéral. De plus, le parti fédéral conservera 100 % de tout montant remboursable qu'il a dépensé dans une circonscription.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVULGATION PERSONNELLE

Il revient au Nouveau Parti démocratique du Canada d'approuver ses candidatures à l'investiture et à l'élection au Parlement du Canada à titre de député.e du NPD.

L'autorité du parti lorsqu'il s'agit d'approuver ou de rejeter une candidature découle de l'Article XV des statuts du parti et des paragraphes 67(4) et 68(1) de la Loi électorale du Canada. Les statuts tels que modifiés lors du congrès fédéral de 2021 sont disponibles sur demande.

Article XV des statuts

L'Article XV des statuts du NPD stipule en partie que le Conseil fédéral doit établir des règles et des procédures pour l'investiture de candidatures aux élections fédérales.

Loi électorale du Canada

Le paragraphe 67 (4)c stipule en partie que le témoin doit présenter à la direction du scrutin, avec l'acte de candidature [...] s'il y a lieu, un acte écrit, signé par le chef du parti politique [...]

énonçant que la personne qui désire se porter candidat.e est soutenue par le parti.

Le paragraphe 68 (1) déclare : Un parti politique ne peut, pour une même élection, soutenir qu'une seule personne qui désire se porter candidat.e par circonscription.

doivent bien se comporter sur les médias sociaux. Ne pas s'acquitter de cette obligation peut être considéré comme un motif suffisant pour rejeter ou annuler une candidature.

Exigences internes

- Si une personne décide de briguer l'investiture du parti, elle doit remplir et signer le Questionnaire sur la divulgation personnelle.
- Le Questionnaire sur la divulgation personnelle et d'autres recherches formeront la base des décisions portant sur l'approbation ou le rejet d'une candidature à l'investiture.
- Lorsque le dossier de candidature fait l'objet d'un examen, la ou le candidat à l'investiture en sera avisé.
- Ultiment, la direction nationale et le chef du doivent donner leur consentement à l'approbation des candidatures.
- Les renseignements fournis dans le Questionnaire sur la divulgation personnelle resteront confidentiels, sauf en cas de circonstances décrites dans la déclaration de divulgation.

Les questions incluses dans le questionnaire sont importantes : elles identifient des questions d'ordre personnel susceptibles de devenir publiques dans l'arène politique. En préparation pour une campagne, le parti et les candidat.es doivent être prêt.es pour un examen public sur des questions d'ordre personnel qui pourraient surgir pendant la campagne.

Par conséquent, le questionnaire doit être dûment rempli en fournissant le plus de détails possible. Fournir des renseignements incorrects, incomplets ou faux peut être considéré comme un motif suffisant pour rejeter ou annuler une candidature.

Les personnes candidates potentielles et les candidates désignées sont tenues de signaler tout changement aux renseignements fournis dans le questionnaire. De plus, les candidatures investies

DEFINITIONS

If this is your first experience with a higher level of activity in a political party, you'll soon notice that there can be a lot of jargon used by the people around you. The following are some common terms used in this document accompanied by a brief explanation.

Candidate— A nominated individual running for election as a Member of Parliament for the House of Commons of Canada.

Nomination Contestant— An individual who is approved by the National Director to seek the nomination in an electoral district .

Prospective Nomination Contestant— An individual who has submitted a completed candidate package but has not yet been approved as a Nomination Contestant by the federal office.

Riding— Also known as an electoral district, is a geographical constituency upon which voters select as a Member of Parliament for the House of Commons of Canada. There are 338 electoral districts in Canada.

Riding Association or Electoral District Association (EDA)— Defined by riding boundaries, the EDA is a body of the Party comprised of Party members who reside in an electoral district. These teams handle organizing for an election at the ground level within a given electoral division.

MP — An individual elected to represent an electoral district as a Member of Parliament for the House of Commons of Canada.

Member in Good Standing— An individual of at least 14 years of age who is a paid-up Party member. This means they can produce proof of membership in the current year.

Nomination— The process local members of a EDA use to select who will stand as their Party's candidate during a federal election.

Financial Agent — An individual who serves as the Chief Financial Officer (CFO) for the nomination

contestant. Their duties include, but are not limited to, complete and accurate record keeping and receipting, managing contributions and filing required Elections Canada reports.

Organizer— A Party staff representative responsible for assisting candidates and members to grow and strengthen their EDA and the Party in general.

Federal Office — The headquarters of Canada's New Democrats. The majority of the Party staff are based in our Ottawa office.

National Director— The Executive Director of Canada's New Democrats. This person oversees Party operations.

Candidate Search Committee— A local committee struck by the EDA Executive that is responsible for recruiting contestants to seek a nomination and documenting this process.

NCNC — Appointed by the Federal Executive the National Candidate Nominations Committee is responsible for ensuring that the nomination process for all EDAs is conducted fairly. The NCNC implements and enforces the Party's Equity guidelines; and, works with federal personnel, coordinating and approving EDA requests to hold nomination meetings.

Elections Canada— This is the independent, non-partisan agency responsible for conducting federal elections.

Canada Elections Act — The Canada Elections Act is an Act of the Parliament of Canada which regulates the election of Members of Parliament to the House of Commons of Canada.

UNDERSTANDING THE ROLE OF A CANDIDATE

While the ultimate goal of a candidate for the NDP is to become a Member of Parliament, in the pre-election and election periods there are a number of very specific roles the candidate will play.

The nominated candidate is the main representative of the NDP in the electoral district during an election period. The candidate's main responsibilities are:

- to engage as many voters who live in the electoral district as possible
- deliver a local version of the central campaign message
- fundraise for the resources needed to run an effective local campaign

The nominated candidate is the best person to fundraise and recruit volunteers. During the course of the pre-election and election periods, the nominated candidate's duties will include:

- Fundraising
- Volunteer recruitment
- Door to door canvassing
- Telephone canvassing
- Attending all-candidates meetings
- Conducting media interviews
- Attending public events
- Mainstreeting, bus-stopping, plant-gating and other visibility events

Once you are nominated as a candidate for the New Democrats, you are not only part of a local team but also part of the national campaign team.

Prospective Nomination Contestant

1. Submit an application to seek a nomination to the Federal Party Office. The application consists of the following signed and completed documents:
 - Personal Disclosure Questionnaire (Appendix A);
 - Declaration of Candidate Responsibilities (Appendix B);
 - Adherence to Party Policy (Appendix C);
 - Anti-Harassment Statement (Appendix D);
 - NDP Membership List Confidentiality Agreement (Appendix E)

NOTE: An application is incomplete and will not be considered if these forms are not completely filled out, signed, and received by Federal Office no later than 5pm Eastern Time, 30 days in advance of a nomination meeting.

Please email your completed application to disclosures@ndp.ca. If you are unable to email your completed form, please contact your organizer for assistance.

2. Accept all friend requests from the federal office on social media. Please remain available for a telephone interview if requested.
3. Upon approval by the National Director to seek the nomination, an individual is deemed a Nomination Contestant.

IMPORTANT DATES AND DEADLINES FOR PROSPECTIVE NOMINATION CONTESTANTS AND APPROVED NOMINATION CONTESTANTS

There are several Federal Party deadlines that prospective nomination contestants and nomination contestants must meet, both before a nomination meeting and after.

Deadlines Preceding a Nomination Meeting

At least 30 days prior to a nomination meeting, the prospective nomination contestant must be a member of the New Democratic Party. If a prospective nomination contestant fails to meet this requirement, a written request for an exemption must be made to the National Director.

No later than 5pm Eastern Time, 30 days prior to a nomination meeting, the full application to seek a nomination by a prospective nomination contestant for nomination must be received by Federal Office. The application consists of the signed and completed Personal Disclosure Questionnaire (Appendix A); Declaration of Candidate Responsibilities (Appendix B); Adherence to Party Policy (Appendix C); Anti-Harassment Statement (Appendix D); NDP Membership List Confidentiality Agreement (Appendix E). The prospective nomination contestant's application will only be considered complete once friend requests on all social media accounts has been granted and once a phone interview with federal vetting staff has taken place (if requested). The vetting process will begin only after these steps are completed.

Immediately following the approval of an application, the individual is deemed an approved nomination contestant and may receive membership lists. Approved nomination contestant's may begin incurring expenses and/or accepting donations once a nomination campaign financial agent has been identified and a nomination campaign account has been opened.

Within 2 business days following the rejection of an application, the individual may make an appeal in writing to the Party President, Vice-Presidents and Treasurer.

Within 3 business days of receiving a written appeal, the Party President, Vice-Presidents and Treasurer must respond to the individual's appeal. NOTE: only 1 appeal will be considered.

On the day before a nomination meeting, all nomination contestants must submit an interim financial report, Nomination Contestant Financial Report (Appendix H), to the Party.

It is the responsibility of the candidate to ensure that application and form submission deadlines are observed. If you have any questions regarding these deadlines, please contact your regional organizer or email our National Candidate Search Director at candidatesearch@ndp.ca

Deadlines Following a Nomination Meeting

Following a nomination meeting, all nomination contestants must submit a full final financial report to the Party by completing the Nomination Contestant Financial Report (Appendix H).

This report must be accompanied by copies of the following Elections Canada forms that can be found at www.elections.ca:

- Contestant's Nomination Campaign Return (EC20171) and
- Nomination Contestant's Statement of Personal Expenses (EC20175)

Immediately following the nomination meeting and appointment of the candidate's Official Agent, completed and signed originals of the following forms must be submitted to Federal Office:

- Direction and Authorization by Candidate and Official Agent Respecting Reimbursement of Candidate's Election Expenses (Appendix F); and

- Power of Attorney by Candidate and Official Agent respecting reimbursement of Candidate's election expenses (Appendix G).

NOTE: A nominated candidate will not be approved as an official candidate until completed and signed originals of the above are on file at Federal Office.

Following a candidate's successful nomination, a professional headshot photo and candidate biography must be submitted to Federal Office within 10 business days.

During a writ period, the National Director may waive candidate eligibility requirements and other timelines as required with regards to membership in the New Democratic Party.

NOMINATIONS AND EQUITY POLICY

Preamble

New Democrats are committed to the goals of gender parity and diversity, and recognize that one of the ways to help move those goals forward is by ensuring that our candidate team is gender-balanced and reflects the diversity of the country.

Achieving these goals is a shared responsibility between the Leader and Caucus, the Federal Party, the Provincial and Territorial Sections and the EDAs.

We are proud of the leadership role we have taken in Canada to promote diversity and equality among our candidates and we recognize that to achieve a Parliament that truly reflects the diversity of Canada we still have much work to do.

This commitment to equality and diversity must start with our membership and must permeate all levels of the governing structures of our Party. That approach is reflected in this policy. Upholding and achieving the goals of this policy is our collective responsibility.

Introduction

New Democrats believe that the process of building our Party to increase our presence in the House of Commons and the nomination of candidates are closely linked. We aim to elect a gender-balanced Caucus that reflects the diversity of Canada. The nomination of NDP candidates is a democratic process at the local district level, the outcome of which cannot be pre-determined. Outlined below are the goals and objectives of the Equity Policy, groups included in the policy and the mandatory process for approving a nomination meeting.

Goals and Objectives

At least 50% of all federal ridings have women, trans or non-binary individuals running as NDP candidates for election.

Membership on EDA Candidate Search Committees (CSC) is gender-balanced and representative of the diversity of the district. Where possible, the CSC includes at least one youth member.

General Policy Goals

A minimum of 60% of districts where the NDP has a reasonable chance of winning have women, trans or non-binary individuals running as NDP candidates for election.

A minimum of 30% of districts where the NDP has a reasonable chance of winning have NDP candidates for election who reflect the diversity of Canada and include representation of the equity groups defined in this policy.

In districts currently held by the NDP, where the incumbent is not seeking re-election, the Nominations Committee will only consider applications from equity-seeking candidates.

Equity-Seeking Groups

Equity-seeking candidates, for the purpose of this policy, are those individuals who identify as belonging to groups significantly under-represented in the House of Commons and included in the equality rights section of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

These groups include women, gay men, lesbian, bisexual, transgender, two-spirit, queer persons, persons living with disabilities, racialized persons, Indigenous people and youth (under 26).

Process for Approving a Nomination Meeting

EDAs must make every effort to find equity candidates and a nomination meeting shall not be approved until at least one member of an equity-seeking group has declared to seek the nomination.

In extraordinary circumstances, where no member of an equity-seeking group has declared to seek the nomination, an EDA may appeal to the NCNC to seek an exemption to this requirement. Such an appeal must clearly document the efforts taken to satisfy the requirements. Appeals in NDP-held seats will not be considered.

GUIDELINES FOR CANDIDATES ON ADHERENCE TO PARTY POLICY

A fundamental principle of the New Democratic Party, and one that distinguishes us from other Canadian political parties, is that our policies are determined by delegates representing the Party's membership as a whole at open and democratic conventions. These policies are binding on all Party members from the Leader to the constituency activist. While internal discussion and debate are encouraged, it is understood that, until a policy is amended or deleted by convention, it remains Party policy.

Candidates become the front line for the Party during elections. They are spokespersons for the Party, representing our views at the door, in public forums and debates. It is important that candidates, as well as all other Party representatives, including the Leader, Caucus and staff are consistent in representing the Party's position publicly on issues. There will be times when New Democrat candidates disagree, in good faith, with Party policy, sometimes on

matters of conscience. Although not necessarily in agreement with every policy position taken by the Party, individuals, and especially candidates, must acknowledge the majority position of the Party, including the Party's position on reproductive choice and marriage equality.

Accordingly, it is necessary to have guidelines which recognize situations where candidates may wish to dissent from Party policy on matters of conscience, but still provide the Party with a mechanism of self defense when candidates repeatedly or flagrantly speak publicly against Party policy. It is vital in this latter case, especially during an election period, for the Party to act quickly to remedy conflicts.

The Following Process Will be Used in the Case of Such Conflicts

The National Director is authorized to investigate allegations concerning a candidate who may be campaigning actively against Party policy. If initial approaches to the candidate fail to work, the National Director shall inform the candidate, in writing, of their misconduct and advise the candidate to cease and desist.

It is understood that the decision to strip a person of candidate status will be viewed as a last resort, and will be considered only after all other methods of resolving the problem have failed.

How to Access Party Policy

Candidates can access Party policy and a variety of resources on our website at www.ndp.ca. Candidates can also call the Federal Office to receive policy documents.

Closer to an election our platform will be released. This should be used as a guide for candidates along with fact sheets and other background information.

Notice to Candidates Regarding the Collective Agreement Between Federal NDP Caucus and UFCW:

A collective agreement exists between UFCW and the New Democratic Party Federal Caucus. The Caucus as a collectivity is bound by this agreement, which outlines the terms and conditions of employment between Caucus and their staff.

Any new NDP Member of Parliament is automatically bound by the terms of this agreement.

Financial Guidelines for Candidates Seeking an NDP Nomination

Expenses incurred and contributions received by nomination contestants are subject to the Canada Elections Act. The Federal Party has also set its own limit on spending for candidates for nomination.

For more information, please refer to the Elections Canada Handbook for Nomination Candidates.

Fundraising

Nomination contestants may ONLY accept donations from individuals. Individual donations are currently capped by Elections Canada at \$1,625 and will increase to \$1,650 in 2021.

There are no union or corporate donations allowed whatsoever. Find out more about the fundraising and spending rules at www.elections.ca or contact the Federal Office fundraising department if you need more information. You are wholly responsible for the financial conduct of your nomination campaign. You must ensure both yourself and your Financial Agent are familiar with and abide by all relevant legislation.

Donations given to nomination contestant campaigns are not tax receiptable.

Spending Limits on a Nomination Campaign

- A spending limit of \$6,500 is set for all candidates seeking an NDP nomination. An additional \$2,000 limit may be granted by the National Director, upon discussion with the EDA President in the case of large districts or special circumstances.
- No prospective candidate shall incur any expenses or accept donations prior to being approved to seek a nomination.
- With respect to the Elections Act, a nomination contest is considered to have been called on the date that at least one candidate is approved to seek the nomination in a given Electoral District
- The spending limit covers the period from the date the candidate is approved to seek a nomination until the nomination meeting is complete.
- The spending limit covers all material and activities incurred during that period. Note that the rules for Nomination Campaign expenses are different than those governing candidate campaign expenses. Please consult Elections Canada (www.elections.ca) for full details. Elections Canada also publishes a handbook for Nomination Contestants and Financial Agents: https://www.elections.ca/pol/nom/man/ec20182/ec20182_e.pdf.
- Leaflets, buttons, telephone bills, office rental, paid staff and travel costs are among the items considered to be campaign expenses.
- Personal expenses of the candidate, such as clothes, childcare, meals and volunteer time by supporters as well as activities paid for by the EDA such as mailings or meetings are not included in the spending limits. (These are considered personal expenses by Elections Canada).
- Candidates who exceed the spending limit will be disqualified.
- Members may make a written complaint to the EDA President and National Director if they believe that a candidate for nomination has exceeded the spending limit.

ELECTIONS CANADA REPORTING

Following a nomination contest, Elections Canada mandates certain reporting. It is the candidate for nomination's responsibility to ensure that all Elections Canada reporting obligations are met.

Elections Canada manuals and the full set of forms for nomination candidates can be found at www.elections.ca.

Candidates must file the following forms within four months of the nomination meeting.

- Contestant's Nomination Campaign Return (EC 20171) and
- Nomination Contestant's Statement of Personal Expenses (EC 20175)

Elections Canada requires that these statements be audited if the amount received or spent is \$10,000 or more. Since this exceeds the spending limit set by the Party (\$6,500), audited statements should not be required. Please consult Elections Canada for further details on these and other forms related to the nomination period. The forms listed in this paragraph do not constitute a comprehensive list.

In addition to Elections Canada reports, candidates for nomination are required to submit internal financial reports to the Party. Please refer to the section Deadlines Following a Nomination Meeting for more details.

Surplus

Surplus money from a nomination campaign must be transferred to:

The EDA account (provided that the EDA is registered with Elections Canada) or

The bank account for the nominated candidate (i.e. the Official Agent of the candidate endorsed by the registered Party in the electoral district in which the nomination contest was held). This account can only be opened once the nominated candidate has been officially nominated with Elections Canada.

Rebates

The Federal Party keeps 100% of the election rebate to help fund the central election campaign, as determined by Federal Council. In addition, the Federal Party will keep all of the rebate money it spends in a district.

POLICY ON CANDIDATES PERSONAL DISCLOSURE REQUIREMENTS

Final approval of nomination contestants for Party nomination and/or election to the Parliament of Canada as an NDP MP rests with the New Democratic Party of Canada.

The authority of the Party to approve or reject a candidate flows from Article XV of the Party Constitution and Sections 67(4) and 68(1) of the Canada Elections Act. The Constitution as amended by the 2018 Federal Convention in Ottawa is available upon request.

Constitution Article XV

Article XV of the NDP Constitution states in part: The Federal Council shall create rules and procedures for the nomination of the federal candidates.

Canada Elections Act

Section 67(4)c states in part: The witness shall file with the returning officer, together with the nomination paper...If applicable, an instrument in writing, signed by the leader of the political Party... that states that the prospective candidate is endorsed by the Party.

Section 68(1) states: A political Party may endorse only one prospective candidate in each electoral district for a given election.

Internal Requirements

- Should an individual decide to run for the Party nomination, they must complete and sign a Personal Disclosure Questionnaire.
- The Personal Disclosure Questionnaire and other research will form the basis of decisions regarding the approval or rejection of a candidate for nomination.
- Where a prospective candidate for nomination's eligibility to be a candidate is under review, the prospective candidate will be advised.
- Final consent from both the National Director and the Leader will be required for a candidate to be officially nominated.
- The information provided in the Personal Disclosure Questionnaire will be kept confidential except in those circumstances outlined in the disclosure statement.

The questions asked in the Questionnaire are important – they identify personal issues that may become public in the political arena. In preparation for a campaign, the Party and its candidates both need to be prepared for potential public scrutiny of any personal issues that may arise during the campaign.

Consequently, the Questionnaire must be completed in full, with as much detail as possible. Providing incorrect, incomplete or misleading information may be grounds for rejecting or rescinding a nomination.

Prospective candidates and nominated candidates have an ongoing obligation to report any changes to the information provided in the Questionnaire. Failure to do so may be grounds for rejecting or rescinding a nomination.

DÉFINITIONS

Si c'est la première fois que vous vous engagez de façon importante au sein d'un parti politique, vous remarquerez que les gens autour de vous peuvent utiliser un jargon propre au monde politique. Vous trouverez, ci-dessous, de brèves définitions des termes couramment utilisés dans ce document.

Candidature: Personne ayant été choisie par les membres de son AC pour se présenter à l'élection dans le but de devenir député.e à la Chambre des communes.

Candidature à l'investiture: Personne approuvée par la direction nationale pour briguer l'investiture dans une circonscription électorale.

Candidature potentielle à l'investiture: Personne ayant soumis un dossier de candidature complet, mais n'ayant pas encore été approuvée comme candidate ou candidat à l'investiture par le bureau fédéral.

Circonscription Également connue sous le terme comté, est une zone géographique pour laquelle les électeurs et électrices qui l'habitent choisissent une ou un député qui les représentera à la Chambre des communes. Il y a 338 circonscriptions au Canada.

Association de circonscription (AC) Définie par les limites de la circonscription, l'AC est une instance du parti constituée de membres du parti qui habitent dans le comté. Les AC s'occupent de l'organisation de la campagne sur le terrain dans la circonscription.

Députée ou député fédéral Personne qui est élue pour représenter une circonscription en tant que députée à la Chambre des communes.

Membre en règle : Personne d'au moins 14 ans ayant adhéré au parti et pouvant donc fournir une preuve de son adhésion pour l'année en cours.

Investiture: Processus que les membres d'une AC mettent en place pour choisir qui sera candidate ou candidat pour le parti lors de l'élection fédérale.

Agente ou agent financier : Personne qui agit à titre de directrice ou directeur des finances pour la ou le candidat à l'investiture. Son travail consiste, entre autres, à tenir des registres précis, compiler les reçus, gérer les contributions et remplir les rapports exigés par Élections Canada.

Organisatrice ou organisateur. Membre du personnel du parti qui est responsable d'aider les candidat.es et les membres à faire grandir et renforcer leur AC et le parti en général.

Bureau fédéral : Quartier général du NPD du Canada. La majorité du personnel du parti travaille à notre bureau d'Ottawa.

Direction nationale: Directrice ou directeur général du NPD du Canada. Cette personne supervise les opérations du parti.

Comité de recherche de candidatures: Comité local établi par l'exécutif de l'AC, qui est responsable de recruter des candidatures à l'investiture et de documenter ce processus.

Comité national d'investiture des candidatures (CNIC) : Nommé par l'exécutif fédéral, le comité national d'investiture des candidatures est responsable de s'assurer que le processus d'investiture de toutes les AC se déroule de façon juste. Le CNIC met en œuvre et fait respecter les lignes directrices du parti et travaille avec le personnel du bureau fédéral pour coordonner et approuver les demandes des AC relatives à la tenue des assemblées d'investiture.

Élections Canada: Agence indépendante et non partisane qui est responsable de la tenue des élections fédérales.

Loi électorale du Canada: La Loi électorale du Canada est une loi du Parlement du Canada qui régit l'élection des député.es à la Chambre des communes du Canada.

ÊTRE CANDIDAT.E: COMPRENDRE SON RÔLE

Même si l'objectif ultime d'une personne qui se porte candidate pour le NPD est d'être élue députée, il n'en reste pas moins que les candidat.es ont un grand nombre de rôles très précis à jouer en périodes préélectorale et électorale.

En période électorale, la personne candidate est la ou le principal représentant du NPD dans la circonscription. Sa tâche première consiste à :

- rencontrer autant d'électrices et d'électeurs résidant dans la circonscription que possible;
- communiquer une version locale du message de la campagne centrale;
- ramasser des fonds afin d'avoir les ressources nécessaires pour mener une campagne locale efficace.

La ou le candidat est la personne la mieux placée pour ramasser des fonds et recruter des bénévoles. En périodes préélectorale et électorale, ses tâches incluent :

- La collecte de fonds
- Le recrutement de bénévoles
- Le porte-à-porte
- Les appels de pointage
- La participation aux réunions de candidat.es
- Les entrevues aux médias
- La participation à des événements publics
- Les bains de foule sur les rues commerciales, aux arrêts d'autobus, dans les usines, et plusieurs autres activités accordant une visibilité

Une fois désigné.e candidat.e du NPD, vous ne faites pas seulement partie de l'équipe locale, mais aussi de l'équipe fédérale.

Candidature potentielle à l'investiture

1. Présenter une demande pour briguer l'investiture au bureau fédéral du parti. La demande doit inclure les documents suivants :

- Questionnaire sur la divulgation personnelle (Annexe A)
- Déclaration sur les responsabilités (Annexe B)
- Adhésion aux politiques du parti (Annexe C)
- Déclaration anti-harcèlement (Annexe D)
- Accord de confidentialité concernant l'usage de l'information relative aux membres (Annexe E)

N. B. : Une demande sera considérée incomplète et ne sera pas étudiée si ces formulaires ne sont pas adéquatement remplis, signés et reçus par le bureau fédéral au plus tard à 17 h, heure de l'Est, 30 jours avant l'assemblée d'investiture.

Veuillez envoyer votre trousse de candidature complétée par courriel à trousse@npd.ca. Si vous ne pouvez pas envoyer votre formulaire rempli par courriel, veuillez contacter votre organisatrice ou organisateur pour obtenir de l'aide.

2. Acceptez toutes les demandes d'amitié du bureau fédéral sur les médias sociaux. Veuillez être disponible pour un entretien téléphonique sur demande.

3. Une candidature à l'investiture est reconnue comme telle seulement lorsqu'elle a été approuvée par la direction nationale.

DATES LIMITES IMPORTANTES POUR LES CANDIDATURES POTENTIELLES ET CANDIDATURES À L'INVESTITURE

Les candidatures potentielles, de même que les candidatures à l'investiture doivent respecter plusieurs dates limites établies par le parti fédéral tant avant l'assemblée d'investiture qu'après.

Dates limites avant une assemblée d'investiture

Au moins 30 jours avant l'assemblée d'investiture, la ou le candidat potentiel doit être membre en règle du Nouveau Parti démocratique. Si la personne candidate à l'investiture ne satisfait pas à cette exigence, elle doit soumettre une demande d'exemption à la direction nationale par écrit.

Avant 17 h, heure de l'Est, 30 jours avant l'assemblée d'investiture, la demande d'une ou un candidat potentiel pour briguer l'investiture doit être reçue au bureau fédéral. La demande doit inclure les documents suivants, dûment remplis et signés : Questionnaire sur la divulgation personnelle (Annexe A), Déclaration sur les responsabilités (Annexe B), Adhésion aux politiques du parti (Annexe C), Déclaration anti-harcèlement (Annexe D), Accord de confidentialité concernant l'usage de l'information relative aux membres (Annexe E). La candidature de la ou du candidat potentiel à l'investiture ne sera considérée comme complète une fois seulement que les demandes d'amitié sur tous les comptes de médias sociaux auront été accordées et qu'un entretien téléphonique avec le personnel du bureau fédéral chargé de la vérification des candidatures aura eu lieu (si demandé). Le processus de vérification ne commencera qu'une fois ces étapes terminées.

Immédiatement après l'approbation de sa demande, une personne est considérée comme candidat.e à l'investiture et peut recevoir des listes de membres. Un.e candidat.e à l'investiture peut commencer à engager des dépenses et à accepter des dons dès qu'une ou un agent financier pour sa campagne à l'investiture a été nommé et qu'un compte pour sa campagne à l'investiture a été ouvert.

Dans les deux jours ouvrables suivant le rejet de sa demande, une ou un candidat potentiel peut faire appel de la décision par écrit auprès de la présidence, des vice-présidences et de la trésorerie du parti.

Dans les trois jours ouvrables suivant la réception d'une demande d'appel, la présidence, les vice-présidences et la trésorerie du parti doivent répondre à la demande.

N.B. : Une seule demande d'appel sera considérée.

Le jour avant une assemblée d'investiture, tous les candidat.es à l'investiture doivent déposer un Rapport financier de la ou du candidat à l'investiture

Il revient à la personne candidate de s'assurer que les dates limites de soumission de la demande et des formulaires soient respectées. Si vous avez des questions au sujet de ces dates limites, veuillez communiquer avec votre organisatrice ou organisateur régional, ou faire parvenir un courriel à la direction de la recherche de candidatures à candidatures@npd.ca.

Dates limites suivant l'assemblée d'investiture

À la suite d'une assemblée d'investiture, les candidat.es à l'investiture doivent déposer un Rapport financier de la ou du candidat à l'investiture (Annexe H) complet, auprès du parti.

Ce rapport doit être accompagné d'une copie des formulaires suivants d'Élections Canada, que l'on peut trouver à l'adresse www.elections.ca :

- Rapport de campagne du candidat à l'investiture (EC20171)
- Relevé des dépenses personnelles du candidat à l'investiture (EC20175)

Immédiatement après l'assemblée d'investiture et la nomination d'une ou un agent officiel, les documents suivants, dûment remplis et signés, doivent être envoyés au bureau fédéral :

- Autorisation et instructions données par la ou le candidat et agente ou agent officiel concernant le remboursement des dépenses électorales (Annexe F) et
- Procuration donnée par la ou le candidat et agente ou agent officiel relativement au remboursement des dépenses électorales (Annexe G).

N.B. : Une candidature investie ne sera pas approuvée comme candidature officielle tant que les copies originales signées des documents susmentionnés n'auront pas été reçues au bureau fédéral.

Après qu'une personne ait remporté l'investiture, une photo professionnelle et une biographie de la ou du candidat doivent être envoyées au bureau fédéral dans les 10 jours ouvrables suivants.

En période électorale, la direction nationale peut annuler certaines exigences ou délais d'admissibilité des candidatures en ce qui a trait à l'adhésion au Nouveau Parti démocratique.

POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTITURE ET D'ÉQUITÉ

Préambule

Le NPD est engagé envers les objectifs de parité des genres et de diversité, et reconnaît que l'une des façons de faire progresser ces objectifs est de présenter une équipe de candidatures qui reflète la parité des genres et la diversité de ce pays.

Réaliser ces objectifs est une responsabilité partagée du chef, du caucus, du parti fédéral, des sections provinciales et territoriales et des associations de circonscription.

C'est avec fierté que nous avons assumé un rôle de leader au Canada pour promouvoir la diversité et l'équité parmi nos candidatures et nous reconnaissons qu'il reste beaucoup à faire pour élire un Parlement qui reflète vraiment la diversité canadienne.

Cet engagement envers l'équité et la diversité doit commencer par nos membres et doit être incarné à tous les paliers des instances de notre parti. Cette politique reflète cette approche. La poursuite et l'atteinte des objectifs de cette politique sont notre responsabilité collective.

Introduction

Les néo-démocrates considèrent que le processus visant à bâtir notre parti, pour faire croître notre nombre de député.es à la Chambre des communes, et le processus d'investiture des candidatures sont intimement liés. Notre objectif est de faire élire un caucus avec une représentation paritaire des genres et qui reflète la diversité du Canada. L'investiture de candidatures néo-démocrates est une démarche démocratique au niveau de la circonscription locale, dont l'issue ne peut être prédéterminée. Les buts et les objectifs de la politique en matière d'équité, les groupes d'équité inclus dans la politique, et le processus obligatoire d'approbation d'une réunion d'investiture sont détaillés ci-dessous.

Butset objectifs

Des femmes, des personnes trans ou non-binaires seront candidates à l'élection au nom du Nouveau Parti démocratique dans au moins 50 % des circonscriptions fédérales.

La composition des comités de recherche de candidatures (CRC) reflète la parité des genres et est représentative de la diversité de la circonscription. Lorsque possible, le CRC comprendra au moins un.e jeune membre.

Objectifs d'ensemble de la politique

Un minimum de 60 % des circonscriptions où le NPD a des chances raisonnables de gagner présentera des femmes, des personnes trans ou non-binaires comme candidates néo-démocrates à l'élection.

Un minimum de 30 % des circonscriptions où le NPD a des chances raisonnables de gagner présentera des candidatures néo-démocrates qui reflètent la diversité du Canada et appartiennent aux groupes d'équité tels que définis dans cette politique.

Dans les circonscriptions détenues présentement par le NPD, où la ou le député ne cherche pas à se faire réélire, le comité d'investiture n'examinera que les candidatures des personnes provenant des groupes d'équité.

Groupes d'équité

EPour les besoins de cette politique, les candidatures des groupes d'équité sont celles de personnes qui s'identifient comme appartenant à des groupes significativement sous-représentés à la Chambre des communes et inclus dans l'article des droits à l'égalité de la Charte canadienne des droits et libertés.

Ces groupes comprennent les femmes, les gais, les lesbiennes, les bisexuels, les transgenres, les bispirituels, les queers, les personnes vivant avec un handicap, les personnes racisées, les autochtones et les jeunes (moins de 26 ans).

Processus pour l'approbation d'une assemblée d'investiture

Les AC doivent déployer tous les efforts nécessaires pour trouver des candidatures des groupes d'équité et une assemblée d'investiture ne doit pas être approuvée avant qu'au moins une candidature provenant d'un groupe d'équité ait déclaré briguer l'investiture.

Dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'aucun.e membre des groupes d'équité n'est intéressé.e à briguer l'investiture, une AC peut faire appel auprès du CNIC pour demander une exemption à cette exigence. Les efforts entrepris par l'AC pour satisfaire à ces exigences doivent être documentés au moment de faire appel. Les appels pour les sièges détenus par le NPD ne seront pas retenus.

LIGNES DIRECTRICES À L'INTENTION DES CANDIDAT.ES QUANT AU RESPECT DES POLITIQUES DU PARTI

Nos politiques sont déterminées lors de congrès ouverts et démocratiques par les délégué.es représentant les membres du parti dans son ensemble; c'est là un des principes fondamentaux du Nouveau Parti démocratique qui nous distingue des autres partis politiques canadiens. Ces politiques lient les membres du parti, du chef jusqu'aux militant.es en circonscription. Même si nous encourageons la discussion et le débat interne, il va de soi qu'une politique demeure la politique du parti jusqu'à ce qu'elle ait été amendée ou supprimée par le congrès.

En période électorale, les candidat.es forment la première ligne du parti. Ils sont les porte-paroles du parti, représentent nos positions en porte-à-porte, ainsi que lors d'assemblée publiques et de débats. Il est important que les candidat.es et autres représentant.es du parti, y compris le chef, les député.es et le personnel, défendent publiquement de façon cohérente la position du parti sur les enjeux. Il arrive que des candidat.es du NPD ne soient pas d'accord avec la politique du parti, parfois sur des questions de conscience. Sans être nécessairement d'accord avec toutes les politiques

du parti, les membres, et surtout les candidat.es, doivent reconnaître la position prise par la majorité du parti, y compris les positions du parti en matière des choix relatifs à la reproduction et de l'égalité en matière de mariage.

En conséquence, il est nécessaire de se doter de lignes directrices qui reconnaissent les situations au cours desquelles les candidat.es pourraient vouloir diverger de la politique du parti sur des questions de conscience, tout en procurant au parti un mécanisme d'autodéfense lorsque des candidat.es s'élèvent publiquement, fréquemment, ou de façon flagrante, contre la politique du parti. Dans ces cas, il est essentiel, surtout en période électorale, que le parti agisse rapidement pour résoudre les conflits.

Le processus qui suit sera appliqué dans le cas de tels conflits

La direction nationale est autorisée à enquêter sur les allégations concernant une ou un candidat

soupçonné de faire campagne contre une politique du parti. Si les approches initiales auprès de la ou du candidat échouent, la direction nationale devra aviser la ou le candidat, par écrit, de son inconduite et lui demander de changer ses mauvais comportements et s'y abstenir.

La décision de retirer le statut de candidat.e à quelqu'un ne sera prise qu'en dernier recours et ne sera considérée que si tous les autres moyens visant à résoudre le problème ont échoué.

Comment obtenir les politiques du parti

Les candidat.es peuvent obtenir les politiques du parti et diverses autres ressources en visitant notre site web au www.npd.ca. Les candidat.es peuvent aussi téléphoner au bureau fédéral et demander qu'on leur fasse parvenir les documents politiques.

À l'approche d'une élection, nous publierons notre plateforme électorale, qui devrait servir de guide aux candidat.es, comme les notes sur les enjeux et les autres documents d'information.

Note aux candidat.es concernant la convention collective entre le caucus du npd fédéral et les tuac

Une convention collective est en vigueur entre les TUAC et le caucus fédéral du Nouveau Parti démocratique du Canada. Le caucus est collectivement lié par cet accord qui précise les conditions d'emploi entre le caucus et leur personnel.

Toute nouvelle ou nouveau député du NPD est lié par les conditions du présent accord.

Lignes directrices financières à l'intention des candidat.es briguant l'investiture au nom du NPD

Les candidat.es doivent suivre la Loi électorale du Canada et les règles établies par Élections Canada en ce qui concerne les dépenses encourues et les contributions reçues. Le parti fédéral a aussi établi ses propres limites de dépenses pour les candidat.es à l'investiture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le Manuel pour les candidat.es à l'investiture d'Élections Canada.

Financement

Les candidat.es à l'investiture ne peuvent accepter QUE LES dons en provenance de particuliers. Élections Canada limite présentement à 1 625 \$ les dons des particuliers. Cette limite passera à 1 650 \$ en 2021.

Aucun don en provenance de syndicats et d'entreprises ne peut être accepté. Pour de plus amples renseignements sur les règlements relatifs au financement et aux dépenses, veuillez consulter le www.elections.ca ou communiquer avec le service du financement du bureau fédéral. Vous êtes entièrement responsable de la conduite financière de votre campagne à l'investiture. Votre agente ou agent financier et vous devez connaître et respecter toute la législation pertinente.

Les dons faits aux candidatures à l'investiture ne sont pas admissibles à un reçu pour déclaration fiscale.

Limites de dépenses pour une campagne à l'investiture

- La limite des dépenses pour les candidat.es à l'investiture est établie à 6 500 \$. Un montant supplémentaire de 2 000 \$ pourrait être permis par la direction nationale après discussions avec la présidence de l'AC pour les grandes circonscriptions ou dans des circonstances particulières.
- Aucune ou aucun candidat potentiel ne peut engager de dépenses ou recevoir de dons avant d'avoir reçu l'approbation de briguer l'investiture.
- Selon la Loi électorale du Canada, une course

à l'investiture est considérée ouverte à la date où au moins une candidature a reçu l'approbation pour briguer l'investiture dans une circonscription donnée.

- Le plafond des dépenses comprend la période à partir de la date à laquelle la personne est approuvée pour briguer l'investiture, jusqu'à ce que l'assemblée d'investiture soit terminée.
- Le plafond des dépenses comprend tout le matériel et les services engagés au cours de cette période. Veuillez noter que les règles encadrant les dépenses lors d'une campagne à l'investiture sont différentes de celles qui encadrent les dépenses d'une ou un candidat à l'élection. Veuillez consulter le site d'Élections Canada (www.elections.ca) pour de plus amples renseignements. Élections Canada publie également un manuel à l'intention des candidat.es à l'investiture et agentes ou agents financiers : https://www.elections.ca/pol/nom/man/ec20182/ec20182_f.pdf.
- Les dépliants, les macarons, les frais de téléphone, la location de bureaux, la rémunération du personnel et les frais de déplacement constituent des dépenses de la campagne à l'investiture.
- Les dépenses personnelles de la ou du candidat, comme les vêtements, les repas, les frais de garderie, le temps de bénévolat des militant.es, de même que les activités payées par la circonscription, comme les envois postaux et la tenue de réunions, n'entrent pas dans le calcul de la limite. (Élections Canada considère ces dépenses comme des dépenses personnelles.)
- Les candidat.es qui ne respectent pas la limite des dépenses seront exclus.
- Les membres peuvent aussi porter plainte par écrit à la présidence de l'AC et à la direction nationale s'ils ont des raisons de croire qu'une ou un candidat à l'investiture a dépassé le plafond des dépenses.

RAPPORT À ÉLECTIONS CANADA

À la suite d'une course à l'investiture, Élections Canada exige le dépôt de certains rapports. Les candidat.es à l'investiture ont la responsabilité de s'assurer que toutes les obligations relatives aux rapports exigés par Élections Canada soient

respectées. Les manuels et tous les formulaires pour les candidat.es à l'investiture peuvent être obtenus à l'adresse www.elections.ca.

Les candidat.es doivent déposer les formulaires suivants auprès d'Élections Canada dans les quatre mois suivant l'assemblée d'investiture.

- Rapport de campagne du candidat à l'investiture (EC 20171), et
- Relevé des dépenses personnelles du candidat à l'investiture (EC 20175)

Élections Canada exige que ces déclarations soient vérifiées si le montant reçu ou dépensé dépasse 10 000 \$. Puisque ce seuil surpasse le plafond imposé par le parti (6 500 \$), il s'ensuit que des états financiers vérifiés ne devraient pas être nécessaires. Veuillez communiquer avec Élections Canada pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet et à propos des autres formulaires relatifs à la période d'investiture. Les formulaires qui sont indiqués dans ce paragraphe ne constituent pas une liste exhaustive.

En plus des rapports à Élections Canada, les candidates et candidats à l'investiture doivent soumettre des rapports financiers internes au parti. Veuillez vous référer à la section Dates limites suivant l'assemblée d'investiture pour plus de détails.

Surplus

Les surplus provenant d'une course à l'investiture doivent être transférés au :

Compte de banque de l'AC (à condition que l'AC soit enregistrée auprès d'Élections Canada) ou au compte de banque de la ou du candidat ayant remporté l'investiture (c.-à-d. l'agente ou agent officiel de la personne candidate désignée par le parti enregistré dans la circonscription au sein de laquelle la course à l'investiture s'est déroulée). Ce compte ne peut être ouvert que lorsque la candidature a été officialisée auprès d'Élections Canada.

Remboursement électoral

Le parti fédéral conserve 100 % du remboursement électoral pour aider au financement de la campagne électorale centrale comme cela a été décidé par le conseil fédéral. De plus, le parti fédéral conservera 100 % de tout montant remboursable qu'il a dépensé dans la circonscription.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVULGATION PERSONNELLE

Il revient au Nouveau Parti démocratique du Canada d'approuver ses candidatures à l'investiture et à l'élection au Parlement du Canada à titre de député.e du NPD.

L'autorité du parti lorsqu'il s'agit d'approuver ou de rejeter une candidature découle de l'Article XV des statuts du parti et des paragraphes 67(4) et 68(1) de la Loi électorale du Canada. Les statuts tels que modifiés lors du congrès fédéral de 2018 à Ottawa sont disponibles sur demande.

Article XV des statuts

L'Article XV des statuts du NPD stipule en partie que le Conseil fédéral doit établir des règles et des procédures pour l'investiture de candidatures aux élections fédérales.

Loi électorale du Canada

Le paragraphe 67 (4)c stipule en partie que le témoin doit présenter à la direction du scrutin, avec l'acte de candidature [...] s'il y a lieu, un acte écrit, signé par le chef du parti politique [...] énonçant que la personne qui désire se porter candidat.e est soutenue par le parti.

Le paragraphe 68 (1) déclare : Un parti politique ne peut, pour une même élection, soutenir qu'une seule personne qui désire se porter candidat.e par circonscription.

Exigences internes

- Si une personne décide de briguer l'investiture du parti, elle doit remplir et signer le Questionnaire sur la divulgation personnelle.
- Questionnaire sur la divulgation personnelle et d'autres recherches formeront la base des décisions portant sur l'approbation ou le rejet d'une candidature à l'investiture.
- Lorsque l'investiture fait l'objet d'un examen, la ou le candidat à l'investiture en sera avisé. Ultimement, le chef du parti est l'arbitre final en ce qui a trait à l'approbation des candidatures.
- Une personne ne peut briguer l'investiture qu'une fois sa candidature approuvée par le parti la direction nationale.
- Les renseignements fournis dans le Questionnaire sur la divulgation personnelle resteront confidentiels, sauf en cas de circonstances décrites dans la déclaration de divulgation.

Les questions incluses dans le questionnaire sont importantes : elles identifient des questions d'ordre personnel susceptibles de devenir publiques dans l'arène politique. En préparation pour une campagne, le parti et les candidat.es doivent être prêt.es pour un examen public sur des questions d'ordre personnel qui pourraient surgir pendant la campagne. Par conséquent, le questionnaire doit être dûment rempli en fournissant le plus de détails possible.

Fournir des renseignements incorrects, incomplets ou faux peut être considéré comme un motif suffisant pour rejeter ou annuler une candidature.

Les personnes candidates potentielles et les candidates désignées sont tenues de signaler tout changement aux renseignements fournis dans le questionnaire. Ne pas s'acquitter de cette obligation peut être considéré comme un motif suffisant pour rejeter ou annuler une candidature.



RULES GOVERNING THE NOMINATION PROCESS

2019

RULES GOVERNING THE NOMINATION PROCESS OF CANDIDATES FOR THE NEW DEMOCRATIC PARTY OF CANADA

INTRODUCTION:

These rules aim to uphold the democratic values of the NDP and the principle that members residing in a given district shall democratically select their nominee in federal election campaigns.

The rules governing nominations of candidates are based on the following key principles:

- that the NDP caucus and slate of candidates represent the diversity of our country and that it be gender balanced;
- that the nomination and selection of NDP candidates is the right of NDP members residing in a given district; and
- that nomination selection must be a democratic and transparent process.

The rules governing the nomination of candidates for Canada's NDP were approved by the Federal Council on August 13 2018. Along with the Party's constitution, these rules outline the steps for contestants seeking nomination and the rights and responsibilities of the Party, candidates and Electoral District Associations (EDAs) in this process.

Additional tools exist in order to support both EDAs and candidates, including:

- the Guide to Candidate Recruitment;
- the Prospective Nomination Contestant Information Package, which also includes all the necessary forms, outlined herein; and
- the Guidelines for Candidates on Adherence to Party Policy.

Please make sure to read carefully through these rules and documents.

Important note:

Although membership is a provincial responsibility (in provinces with provincial sections), the distribution of lists to be used for federal nomination meetings is the responsibility of the Federal Party. Decisions regarding whether members are or are not in good standing is left to the discretion of the Provincial Secretary (or Provincial Party Executive where applicable) or their designate. In Quebec, Nunavut and the Northwest Territories, these decisions are the responsibility of the National Director.

1. National Candidate Nominations Committee

1. The Federal Executives shall appoint a National Candidate Nominations Committee (NCNC) to administer the nomination process.
2. The NCNC shall be responsible for, but not limited to, ensuring that the nomination process in all electoral districts is conducted fairly; implementing and enforcing the party's equity guidelines; and, working with federal personnel, coordinating and approving EDA requests to hold nomination meetings.

3. A nomination meeting shall occur only:
 1. after it receives the express approval of the NCNC; and
 2. once equity guidelines have been met and/or an exemption has been granted.
4. The NCNC may declare any nomination meeting conducted contrary to these regulations null and void.

2. Candidate Eligibility

1. To stand as a nomination contestant an individual must be a member of the New Democratic Party on or before the thirtieth (30th) calendar day before the nomination meeting. During a writ period, the National Director may make an exemption as per section 9(3).
2. An application to seek a nomination must be received before 5:00pm Eastern Time, 15 business days prior to a nomination meeting.
3. If a member fails to meet the membership requirement as stated above, they may file a request for an exemption to the National Director for consideration by the officers.
4. An applicant must be legally eligible to stand as a candidate for election in accordance with the Canada Elections Act.

A. Application to stand for a nomination

1. An applicant shall be considered a "Prospective Nomination Contestant" only once the applicant has completed and submitted the following application forms found in the Prospective Contestant Information Package:
 - a. a signed Declaration of Candidate Responsibilities, which commits the individual to abide by the NDP constitution, these nomination regulations and any other duly enacted regulation, process or policy of the federal NDP;
 - b. a signed Adherence to Party Policy Agreement
 - c. a signed and fully completed Personal Disclosure Questionnaire;
 - d. a signed copy of the NDP Membership List Confidentiality Agreement; and
 - e. a signed statement on the NDP Anti-Harassment Policy

B. Approval to stand for nomination

1. The National Director shall receive all applications to seek a nomination.
2. Prospective nomination contestants shall make themselves available for interviews and shall provide documentation supporting, clarifying or expanding upon information provided in the Personal Disclosure Questionnaire to the National Director and/or designate upon request.
3. Taking into account the principles of the NDP and the best interests of the party, the National Director shall approve or reject contestants seeking nomination.
4. The National Director will make every effort to process applications as quickly as possible. In the event an applicant has not received an update regarding their application 20 business days after submission, they may request an update in writing.
5. Only upon the National Director's approval shall a prospective nomination contestant be considered a "nomination contestant."
6. The National Director may deny or revoke approval of a prospective contestant for nomination for breach of the NDP constitution, these regulations or any other duly enacted requirement or policy of the NDP or for any reason that might negatively impact the political and strategic goals of the Party.

C. Appeals

1. In the event that a contestant's application is rejected, one appeal will be considered by the Party President, Vice-Presidents and Treasurer.
2. A contestant may appeal a rejection to seek a nomination within 2 business days of receiving their notice.
3. The appeal shall be submitted in writing and detail the contestant's arguments as to why they should be considered as a nominee.
4. The officers will respond to the contestant within 3 business days.
5. The National Director shall not have a vote in the appeal process.
6. In the case of a tie, it will be the chair of the National Candidate Nominations Committee (NCNC) who breaks the tie.

D. Contestant rights and responsibilities

1. Contestants must abide by the Declaration of Candidate Responsibilities and Guidelines for Candidates on Adherence to Party Policy.
2. Contestants are responsible for their own conduct and for the conduct of their agents and scrutineers.
3. Contestants shall follow all laws and regulations set out by Elections Canada for nomination contests.
4. Only upon approval to stand as a "Contestant for the Nomination," and having signed the NDP Membership List Confidentiality Agreement shall the "Contestant for the Nomination" or their designate be given access to the EDA membership list.
5. Contestant scrutineers shall be able to oversee registration and balloting procedures.

3. EDA Responsibilities

1. It is the responsibility of each EDA Executive to establish a Candidate Search Committee (CSC) to undertake a reasonable search for candidates, only in a district where an incumbent NDP MP is not seeking re-election and:
 - a. Make an application to the National Candidate Nominations Committee for approval to hold a nomination meeting to select a candidate;
 - b. Establish a Registration Committee for the nomination meeting;
 - c. Establish a Balloting Committee for the nomination meeting, in a district with a contested nomination;
 - d. Organize and run all other aspects of a nomination meeting, including providing notice to members and selecting a venue;
 - e. Provide five calendar days' notice in writing to all approved nomination contestants of any EDA meeting at which the nomination meeting will be discussed. Email shall suffice for written notice.
 - f. Provide a report to Federal Office following the nomination meeting, confirming the name of the successful candidate and confirmation that all rules were upheld.

2. The Candidate Search Committee shall:
 - a. be responsible for recruiting contestants to seek a nomination and documenting this process;
 - b. be gender balanced and representative of the diversity of the district;
 - c. uphold and coordinate the adherence to the equity guidelines listed in section 7;
 - d. provide a report of its work to be included in the EDA's application to hold a nomination meeting; and
 - e. remain a neutral body during the course of a nomination, until its work has concluded.

3. An EDA's application for approval to hold a nomination meeting shall include the following:
 - a. the date(s) and location they would like the meeting to be held which shall be in consultation with all approved nomination contestants.
 - b. confirmation that the candidate search requirements have been satisfied, or if the requirements have not been satisfied, a written appeal for exemption; and
 - c. if an electoral district wishes to use more than one balloting location, and/or method of balloting, a request for approval and plans for balloting, including the name(s) of the balloting committee chair(s) who shall be responsible for overseeing any such ballots, to be approved by the National Director.

4. An EDA that cannot fulfill one or more of the requirements prior to requesting a nomination meeting may appeal to the National Candidate Nominations Committee to waive those requirements. Such an appeal must clearly state the efforts taken to attempt to satisfy the requirement(s).

5. The EDA is exempt from performing a search where an incumbent NDP Member of Parliament is seeking re-nomination.

6. Where an EDA has an elected NDP Member of Parliament seeking re-election, it must, prior to being approved to hold a nomination meeting, be able to demonstrate, to the satisfaction of the National Director, that the EDA has a viable electoral strategy including an active EDA, solid membership base, plans for volunteer recruitment, adequate financial resources in hand and a sound fundraising strategy.

4. Nomination Meetings
 1. A nomination meeting shall be held only upon approval by the National Candidate Nominations Committee.
 2. All nomination meetings shall be held in a location that is accessible to wheelchair users except with the written permission of the National Director. In ordinary circumstances, this permission shall only be granted where no such facility exists or where the rental cost of such a facility is judged by the National Director to be prohibitive. Where this occurs, provisions shall be established for those denied access to the nomination meeting to vote in a manner which maintains the secrecy of their voting intention, including the use of a travelling ballot box in their home. The National Director or their designate shall assist the Riding Association as necessary to ensure such access.

3. In consultation with all approved contestants, EDAs shall set the time, date and place of the nomination meeting and advertise it in accordance with the requirements of the NDP constitution after having received permission from the National Candidate Nominations Committee to hold a meeting. If necessary, the National Director or their designate will assist in determining the date, time and place of the meeting.
4. The National Director may, in consultation with the EDA, ensure the presence of neutral persons to deal with challenges to the member registration process and/or chair the meeting and/or chair the Balloting Committee.
5. The EDA shall give written notice to all members of the date of the meeting, at least 14 calendar days and no more than 30 calendar days in advance of the meeting.
6. Official notice shall be provided by mail unless the EDA has an email list for the purpose of notification.
7. Notice must be provided by mail to all members who do not have a valid email address.
8. Notice of the meeting shall contain:
 - a. The date, time and location of the meeting;
 - b. What time voter registration opens and closes;
 - c. What time voting begins;
 - d. Voter eligibility requirements;
 - e. Voter ID requirements;
 - f. Details of any approved advance polls or multiple voting locations;
 - g. The complete list of approved nomination contestants at the time of the notice;
 - h. The deadline to submit a candidate application;
 - i. Information from each of the approved nomination contestants;
 - j. Information about the accessibility of the meeting.
9. Voicemail broadcasts, social media or other methods may only be used as a reminder tool and do not constitute official notification.
10. Exemptions to the mailing requirement for Official Notice may be granted by the National Director upon request.

A. Structure of the nomination meeting

1. EDA Executives shall organize all aspects of the nomination including the appointment of a Registration Committee and a Balloting Committee. The EDA is responsible for a neutral chair for the nomination meeting. This may include but is not limited to federal organizers and past or present members of federal or provincial councils.
2. The Registration Committee and Balloting Committee shall be neutral and shall not endorse any nomination contestant in a contested nomination.
3. The responsibilities of the Registration Committee shall include: overseeing and conducting the registration process in accordance with these guidelines and any other duly enacted requirement; ensuring that contestant scrutineers are able to observe, but not interfere with, the registration process; and documenting any disputes from scrutineers and relaying judgement from the National Director or their designate.

4. The responsibilities of the Balloting Committee shall include: ensuring that all voting procedures are conducted in a fair and impartial manner; ensuring the security and secrecy of documents, ballots, ballot boxes and sealed ballots, and that all balloting materials are in the care of members of the Balloting Committee; ensuring that contestant scrutineers are able to observe, but not interfere with, the balloting process; and documenting any disputes from scrutineers and relaying judgement from the National Director or their designate.
5. The EDA shall provide 5 calendar days' notice to approved and prospective nomination contestants for nomination of an EDA meeting at which the nomination meeting will be discussed.
6. The EDA shall approve an agenda for the meeting and set out clear expectations and procedures to the nomination contestants including but not limited to: access to the nomination room; procedure for voting; opening and closing times for registration; length and order of speeches; and acceptable use of materials.
7. The National Director or their designate is empowered to attend any nomination meetings to ensure that all regulations are duly followed.
8. If there is only one approved contestant for nomination after the filing deadline, no balloting shall be conducted and the nomination contestant shall be declared acclaimed by the nomination meeting. If there is more than one nomination contestant, secret balloting shall be conducted.
9. A multiple ballot system shall be used for the purpose of nomination meetings.
10. In a multiple ballot system, if no contestant has received a majority of valid ballots cast after a round of balloting, the total number of ballots, the number of spoiled and unmarked ballots, and the number of votes received by each contestant shall be announced at the meeting. The contestant with the lowest number of votes is then dropped from the ballot before the next round of balloting begins. Balloting will continue in successive rounds until a contestant has received a majority of valid ballots cast.
11. Eligible members present have a right to abstain from voting. Abstentions have no effect on the calculation of votes. Spoiled or unmarked ballots are not considered to be valid ballots cast.
12. The number of votes received by each contestant, the total number of ballots and the number of spoiled and unmarked ballots shall be publicly announced to the meeting if a run-off is required for one contestant to receive a majority of the valid ballots cast. In all other cases, only the winner will be announced unless the contestants and EDA president have an agreement to make the votes public.
13. The chair may vote only if the chair is a valid voting member and then only in order to break a tie.

B. Voting at a nomination meeting

1. Any member is eligible to vote at a nomination meeting upon meeting the following conditions:

- a. The member's ordinary place of residence is in the district and has been established as such on or before the thirtieth (30th) calendar day before the nomination meeting:

If a member establishes their ordinary residence in the district within 30 days of the nomination, that member shall be eligible to vote only upon:

- i. Proof of membership; and
- ii. Proof of their ordinary residence; and
- iii. Confirmation that the district from which they moved has not already held its nomination meeting.

If a member's ordinary place of residence was in the district on the thirtieth (30th) calendar day before the nomination, but the member has since moved to another district, they shall be eligible to vote only upon confirmation that the district to which they have moved has already held its nomination.

A member who maintains their membership in a district other than where they ordinarily reside, may vote only in the district where they ordinarily reside and shall vote only upon confirmation of membership.

- b. The member has joined the NDP on or before the thirtieth (30th) calendar day before the nomination meeting; and
- c. The member is in good standing. The definition of a member in good standing shall follow the provincial membership regulations where they exist.

2. If a member lived in the electoral district on the date that the notice was postmarked but has since moved out of the electoral district, they shall be eligible to vote.
3. If a person believes they should be eligible to vote but does not appear on the membership list, the process outlined in 6(4)g shall apply.
4. There shall not be any proxy voting for the purpose of nomination meetings.
5. If a member is unable to mark the ballot because of a physical disability or difficulty with reading and/or writing, assistance should be provided. A Balloting and Registration Committee member or person of the voter's choice may mark their ballot according with the wishes of the voter. A member of the Registration or of the Balloting Committee may assist more than one voter in marking their ballot. No other person shall assist more than one voter in marking their ballot. The person assisting shall not influence or direct the voter how to mark their ballot.
6. EDAs shall provide a report to the Federal Nomination Committee on the day following the nomination meeting that includes the results of the meeting and confirmation that the EDA complied with all requirements.
7. Before adjournment the chair shall call for ballots to be destroyed and the results to be made unanimous.

C. *Special consideration for rural constituencies*

1. In the event that a rural district chooses to hold a nomination in more than one location, the logistics of the nomination shall be approved in advance by the National Director.
2. Multiple balloting locations may be held for a maximum of 3 consecutive calendar days at least 3 calendar days prior to the final nomination meeting.
3. A preferential ballot may be used in these circumstances.
4. In the event that district chooses to use a preferential ballot for voting, voters must choose a rank for every contestant.

5. Spending Limits

1. Contestants for nomination shall abide by the NDP nomination expense limits and reporting requirements. They shall:
 - a. Accurately record all donations received and all expenses incurred in the course of their nomination campaign. The contestant's nomination campaign is considered to have begun on the date that they are approved as a contestant for nomination and to end on the date of the nomination meeting. Nomination campaign expenses are as defined in the Canada Election Act;
 - b. Incur no expenses and receive no donations before being approved as a contestant for nomination;
 - c. File a preliminary report of all such expenses and donations with the National Director or their designate on the business day immediately before the nomination meeting;
 - d. File a final report of all such expenses and donations with the National Director or their designate following the nomination meeting; and
 - e. Incur no more than \$6500 in nomination expenses. An additional \$2,000 per contestant limit may be granted by the National Director in the cases of districts listed in the Canada Elections Act Schedule III or in special circumstances. Contestants who exceed the spending limit will be disqualified. In the event that any member feels that a contestant has exceeded the spending limit they may make a written complaint to the EDA President and National Director.

6. Membership

1. New Democratic Party of Canada shares joint membership with the provincial New Democratic Parties in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador and the Yukon territory.
2. Provincial and territorial party rules for membership apply to members in those provinces.
3. In the province of Quebec, the Northwest Territories and Nunavut, federal membership rules apply.

4. For the purposes of federal nomination, the following rules apply in all provinces and territories:
- a. All new memberships and membership renewals obtained by the contestant or their designate shall be promptly submitted to Federal Office or the relevant Provincial Office (where applicable), using the local procedures. In Quebec, membership forms can also be sent to the federal office in Montreal.
 - b. Contestants submitting membership application forms and fees for new members must submit these to Provincial or Federal Office (as applicable) so that they are received no later than 30 calendar days prior to the date of the nomination meeting.
 - c. In the case of federal contested nominations, the Federal Office shall provide each contestant with an updated membership list or copies of all membership report forms every 30 calendar days upon request.
 - d. Disputes between and amongst contestants regarding eligibility for membership shall be brought to the attention of the National Director or their designate. The National Director shall, wherever possible, work with the contestants in question to resolve these differences in an open and enquiring manner. The ruling of the National Director shall be final.
 - e. No later than 14 calendar days prior to the date of the nomination meeting, the Federal Office shall supply to each approved contestant a copy of the list of the district membership (electronically or hard copy), as of 30 calendar days prior to the date of the nomination meeting.
 - f. Contestants wishing to appeal the eligibility of any member to vote must do so no later than 10 calendar days prior to the date of the nomination meeting. The National Director shall deal with these appeals as described in (d) above. The membership list shall then be considered final.
 - g. In the event that eligibility to vote is questioned at a nomination meeting, the National Director or their designate shall consult the national membership list and shall use that, along with proof of residency, to rule on the eligibility of the member.
 - h. Only individual members in good standing whose ordinary residence is within the riding boundaries are eligible to vote. Members in good standing who maintain their membership in a riding other than the riding in which they live are eligible to vote only in the riding in which they live. It will be necessary for such individuals to provide evidence of their membership. Members in good standing that move into a riding within the thirty-day period prior to a nomination meeting are eligible to vote at the meeting provided they can provide confirmation of their ordinary residence.
 - i. The Provincial Secretary (or Provincial Party Executive where applicable) and/or National Director may scrutinize new memberships recruited for nomination contests to ensure that they are bona fide, when a complaint is made. Contestants will be informed and asked to remind their workers that the party will be doing this.

7. Equity Guidelines

1. Membership on an EDA Candidate Search Committee must reflect the demographics of the electoral district and shall, where possible, include at least one youth member.
2. EDAs must make every effort to find equity target candidates to seek the nomination.
3. Equity candidates for the purpose of nominations are those individuals who identify as women, gay, lesbian, bisexual, transgender, two-spirit, queer, racialized, indigenous, youth (under 26), or persons with disabilities.
4. The NDP holds as a goal that at least 50% of all electoral districts shall have women, trans or non-binary individuals running as NDP candidates for election.
5. The NDP holds as a goal that a minimum of 60% of electoral districts where the NDP has a reasonable chance of winning should have women running as NDP candidates for election.
6. The NDP holds as a goal that a minimum of 30% of electoral districts where the NDP has a reasonable chance of winning should have NDP candidates for election who reflect the diversity of Canada and include representation of equity groups defined in this policy.
7. A nomination meeting shall not be held until an EDA has at least one member of an equity target group declared to seek the nomination. Should no member of an equity target group declare to seek the nomination, the process outlined in 3(4) shall apply.
8. Electoral Districts currently held by the NDP, where the incumbent is not seeking re-election, shall be given special attention to try to ensure that equity candidates become NDP candidates for election.
9. The National EPC together with the standing equity committees will work to publicize and inform our members in the pre-election period on equity policy, candidate search, and general information on being a candidate for nomination.
10. The Federal Party will prepare information packages for equity candidates outlining the Party's commitment to affirmative action and support mechanisms for nominated candidates.
11. The National Director and/or their designate is empowered to assist and augment EDA Candidate Search Committees' work to identify and recruit candidates from equity-seeking groups.
12. Following each election, the National EPC will conduct a review of the process and the outcome of the Equity Policy, and subsequently report its findings to the Federal Council following the election.

8. Accessibility of Nomination Meetings

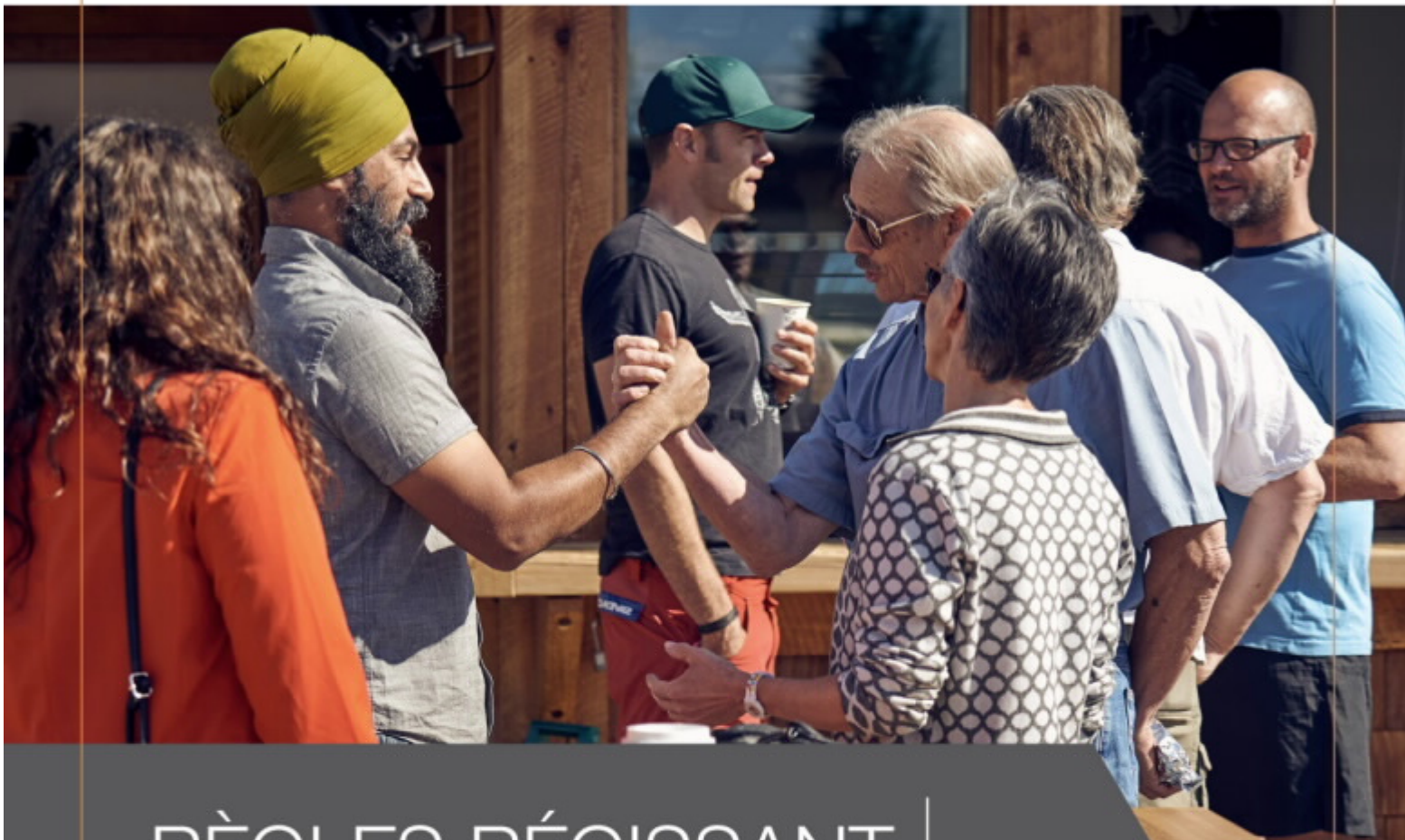
1. All reasonable steps shall be taken to ensure that the election of the candidate is accessible to all party members eligible to vote or seek the nomination.
2. All reasonable steps shall be taken to ensure that information and communication is accessible to all party members eligible to vote or seek the nomination.
3. The National Director shall be empowered to make special consideration in the interest of accessibility for persons living with disabilities and seniors.
4. All nomination meetings shall be held in a location that is accessible to wheelchair users except with the written permission of the National Director. In ordinary circumstances, this permission shall only be granted where no such facility exists or where the rental cost of such a facility is judged by the National Director to be prohibitive.
5. When permission is granted to hold a nomination meeting in a location that is not wheelchair accessible or when an eligible voter is unable to leave their home for medical or other reasons related to a disability, provisions shall be established to vote in a manner which maintains the secrecy of their voting intention, including the use of a travelling ballot box in their home. The National Director or their designate shall assist the EDA as necessary to ensure such access.
6. The EDA shall, in consultation with the members so affected, and with the advice and assistance of the National Director or their designate if necessary, take all reasonable steps to ensure that other special needs of members eligible to vote or seek the nomination are met.

9. Writ Period Nominations

1. In the event of a writ, either in a by-election or general election, the National Director may suspend rules dealing with notice (4.5).
2. In the event that notice provisions must be suspended, every reasonable effort must be made to contact all eligible voting members.
3. In the event of a writ, either in a by-election or general election, the National Director may suspend rules dealing with candidate eligibility with regards to membership in the New Democratic Party (2(1)).
4. Additional sections that might need to be suspended in special circumstances may be suspended with the approval of the Officers.
5. Neither the equity provisions nor the accessibility of nomination meetings provisions in these rules may be suspended at any time unless amended by council.

10. Nomination Period

- i. All nominations are closed following a general election and are to be opened only by the federal officers.
- ii. Nominations are opened by the federal officers both for general elections and by-elections.



RÈGLES RÉGISSANT
LE PROCESSUS
D'INVESTITURE

2019

RÈGLES RÉGISSANT LE PROCESSUS D'INVESTITURE DES CANDIDAT.ES POUR LE NPD DU CANADA

INTRODUCTION :

Ces règles ont pour but de défendre les valeurs du NPD ainsi que le fait que les membres qui résident dans une circonscription donnée doivent choisir démocratiquement leur candidat.e lors d'une campagne électorale fédérale.

Les règles régissant l'investiture des candidat.es se fondent sur les principes suivants :

- Que le caucus du NPD et l'ensemble des candidat.es représentent la diversité de notre pays et qu'ils respectent l'équilibre des genres;
- Que l'investiture et le choix des candidat.es du NPD sont un droit des membres du NPD résidant dans une circonscription donnée; et
- Que l'investiture soit faite selon un processus démocratique et transparent.

Les règles régissant l'investiture des candidat.es pour le NPD du Canada ont été approuvées par le conseil fédéral le 13 août 2018. Au même titre que les statuts du parti, ces règles définissent les étapes pour briguer l'investiture et les droits et responsabilités du parti, des candidat.es et des associations de circonscription (AC) dans ce processus.

Des outils supplémentaires sont disponibles afin d'appuyer les AC et les candidat.es, notamment :

- le Guide de recrutement de candidat.es;
- la Trousse d'information pour les candidat.es éventuel.les, qui comprend tous les documents nécessaires dont il est fait mention ci-après;
- les Lignes directrices à l'intention des candidat.es sur le respect des politiques du parti.

Veuillez vous assurer de lire attentivement ces règles et ces documents.

Remarque importante :

Bien que l'adhésion soit une responsabilité provinciale (dans les provinces ayant des sections provinciales), la distribution des listes qui seront utilisées lors des assemblées d'investiture relève de la responsabilité du parti fédéral. Les décisions relatives au fait que les membres soient en règle ou non sont laissées à la discrétion du ou de la secrétaire provincial.e ou du ou de la remplaçant.e désigné.e (ou de l'exécutif du parti provincial s'il y a lieu). Au Québec, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest, ces décisions sont du ressort de la directrice nationale.

1. Comité national d'investiture des candidat.es

1. L'exécutif fédéral doit créer un Comité national d'investiture des candidat.es (CNIC) pour administrer le processus d'investiture.
2. Le CNIC est responsable, entre autres, de s'assurer que le processus d'investiture dans toutes les circonscriptions se déroule de façon équitable; de mettre en place et de faire respecter les lignes directrices du parti en matière d'équité et de travailler avec le personnel du bureau fédéral pour coordonner et approuver les demandes des AC pour la tenue d'assemblées d'investiture.

3. Une assemblée d'investiture doit avoir lieu seulement :
 1. après avoir obtenu l'approbation formelle du CNIC;
 2. une fois que les règles en matière d'équité ont été suivies et/ou qu'une exemption a été accordée.
4. Le CNIC peut déclarer nulle une assemblée d'investiture qui contrevient aux présentes règles.

2. Admissibilité des candidat.es

1. Pour être candidat.e, une personne doit être membre du Nouveau Parti démocratique depuis au moins 30 jours avant l'assemblée d'investiture. En période électorale, la directrice nationale peut faire une exception conformément à l'article 9(3).
2. Une demande pour se présenter à l'investiture doit être déposée avant 17 h, heure de l'Est, 15 jours ouvrables avant l'assemblée d'investiture.
3. Si un.e membre ne satisfait pas aux exigences relatives à l'adhésion telles que mentionnées ci-dessus, il peut déposer une demande d'exemption auprès de la directrice nationale qui sera soumise par la suite à l'examen des dirigeant.es du parti.
4. Une personne qui fait une demande pour se présenter à l'investiture doit avoir le droit d'être candidat.e à une élection conformément à la Loi électorale du Canada.

A. Demande pour briguer l'investiture

1. Une personne peut être considérée comme un « candidat.e éventuel.le à l'investiture » seulement lorsqu'elle a rempli et remis les documents se trouvant dans la Trousse de candidat.e éventuel.le :
 - a. Une copie signée de la Déclaration sur les responsabilités des candidat.es, qui engage la personne à respecter les statuts du NPD, ces règles d'investiture et toute autre règle, processus ou politique édictés en bonne et due forme par le NPD fédéral.
 - b. Une copie signée de l'Entente sur le respect des politiques du parti.
 - c. Le Questionnaire de divulgation personnelle dûment rempli et signé.
 - d. Une copie signée de l'Accord de confidentialité concernant l'usage de l'information relative aux membres.
 - e. Une copie signée de la déclaration sur la politique du NPD en matière de discrimination, de harcèlement et de violence sexuelle

B. Approbation pour briguer l'investiture

1. La directrice nationale doit recevoir toutes les demandes pour briguer l'investiture.
2. Les candidat.es éventuel.les à l'investiture doivent être disponibles pour des entrevues et doivent fournir des documents qui appuient, précisent ou expliquent des renseignements fournis dans le questionnaire de divulgation personnelle à la directrice nationale et/ou à la personne désignée pour la remplacer.
3. En tenant compte des principes du NPD et dans le meilleur intérêt du parti, la directrice nationale doit approuver ou rejeter les candidat.es éventuel.les à l'investiture.
4. La directrice nationale fera tout en son possible pour traiter les demandes aussi rapidement que possible. Dans l'éventualité où un.e candidat.e n'aurait pas eu de retour au sujet de sa demande dans les 20 jours ouvrables suivant son dépôt, il pourra demander un suivi par écrit.

5. Un.e candidat.e éventuel.le à l'investiture est considéré.e en tant que candidat.e à l'investiture uniquement après l'approbation de sa demande par la directrice nationale.
6. La directrice nationale peut refuser ou révoquer l'approbation d'un.e candidat.e éventuel.le à l'investiture pour non-respect des statuts du NPD, de ces règles ou de toute autre disposition ou politique dûment décrétée par le NPD, ou encore pour toute raison qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les objectifs politiques et stratégiques du parti.

C. Appels

1. Dans l'éventualité où la demande d'un.e candidat.e éventuel.le est rejetée, un appel sera considéré par la présidence, la vice-présidence et la trésorerie du parti.
2. Un.e candidat.e éventuel.le peut contester le rejet de sa candidature à l'investiture dans les deux jours ouvrables suivant la réception de l'avis.
3. La demande d'appel doit être présentée par écrit et elle doit faire valoir les arguments qui plaident en faveur de la candidature de la personne.
4. Les dirigeant.es du parti répondront à la demande d'appel dans un délai de trois jours ouvrables.
5. La directrice nationale ne peut pas voter dans le processus d'appel.
6. Dans le cas d'une égalité, le ou la président.e du Comité national d'investiture des candidat.es (CNIC) tranchera.

D. Les droits et responsabilités des candidat.es

1. Les candidat.es doivent respecter la Déclaration sur les responsabilités des candidat.es et les lignes directrices à l'intention des candidat.es sur le respect des politiques du parti.
2. Les candidat.es sont responsables de leur conduite et de la conduite de leurs agent.es, scrutateurs et scrutatrices.
3. Les candidat.es doivent respecter les lois et les règles établies par Élections Canada pour les courses à l'investiture.
4. Après avoir obtenu l'approbation de se présenter comme « candidat.e à l'investiture » et avoir signé l'Accord de confidentialité concernant l'usage de l'information relative aux membres, le ou la candidat.e à l'investiture – ou son ou sa représentant.e désigné.e – pourra avoir accès à la liste des membres de l'AC.
5. Les scrutateurs ou scrutatrices des candidat.es doivent pouvoir superviser les procédures d'inscription et de vote.

3. Responsabilités des associations de circonscription

1. Il incombe à l'exécutif de chaque association de circonscription (AC) de mettre sur pied un comité de recherche de candidat.es pour entreprendre une recherche raisonnable de candidat.es, sauf dans les circonscriptions où un.e député.e sortant.e du NPD tente de se faire réélire, et de :
 - a. Faire une demande auprès du Comité national d'investiture des candidat.es pour obtenir l'approbation de tenir une assemblée d'investiture afin de choisir un.e candidat.e;
 - b. Mettre sur pied un comité d'inscription pour l'assemblée d'investiture;
 - c. Mettre sur pied un comité électoral pour l'assemblée d'investiture dans une circonscription où l'investiture est contestée;
 - d. Organiser et gérer tous les autres aspects d'une assemblée d'investiture, y compris aviser les membres et trouver une salle;

- e. Aviser par écrit cinq (5) jours à l'avance tous et toutes les candidat.es à l'investiture de toute réunion de l'AC au cours de laquelle l'assemblée d'investiture sera discutée. Un avis envoyé par courriel devrait suffire;
- f. Présenter un rapport au bureau fédéral à la suite de l'assemblée d'investiture pour confirmer le nom du ou de la candidat.e choisi.e et pour confirmer que toutes les règles ont été respectées.

2. Le Comité de recherche de candidat.es :

- a. Est responsable de recruter des candidat.es éventuel.les à l'investiture et de documenter ce processus;
- b. Doit respecter la parité des genres et être représentatif de la diversité de la circonscription;
- c. Maintenir et coordonner le respect des règles en matière d'équité telles qu'énumérées à la section 7;
- d. Présenter un rapport de son travail, qui sera inclus dans la demande de l'AC pour la tenue d'une assemblée d'investiture; et
- e. Demeurer une instance neutre pendant la course à l'investiture jusqu'à la conclusion de son travail.

3. Une demande d'approbation d'une AC pour tenir une assemblée d'investiture doit comprendre

- a. La ou les date(s) et l'emplacement où on voudrait tenir la réunion. Ces décisions devraient se prendre en consultation avec les candidat.es autorisé.es à briguer l'investiture.
- b. La confirmation que les exigences relatives à la recherche de candidat.es ont été respectées ou, si les exigences n'ont pas été respectées, une demande écrite d'exemption;
- c. Si une circonscription souhaite utiliser plus d'un endroit ou d'une méthode pour le scrutin, elle doit déposer une demande d'approbation et un plan pour approbation par la directrice nationale. Cette demande doit comprendre le(s) nom(s) du, de la ou des président.es du comité électoral responsable(s) de superviser le vote.

4. Une AC qui ne peut pas satisfaire une ou plusieurs des exigences avant de déposer une demande pour la tenue d'une assemblée d'investiture peut demander au Comité national d'investiture des candidat.es de renoncer à ces exigences. Une telle demande doit préciser clairement les efforts qui ont été faits afin de satisfaire aux exigences.

5. L'AC n'a pas à faire de recherche de candidat.es lorsqu'un.e député.e sortant.e du NPD cherche à se faire réélire.

6. Avant d'obtenir l'approbation nécessaire pour tenir une assemblée d'investiture, l'association d'une circonscription où un.e député.e du NPD tente de se faire réélire doit pouvoir démontrer – à la satisfaction de la directrice nationale – qu'elle a mis sur pied une stratégie électorale viable, incluant une AC active, une base de membres solide, un plan de recrutement de bénévoles, des ressources financières suffisantes à sa disponibilité et une bonne stratégie de financement.

4. Assemblées d'investiture

1. Une assemblée d'investiture doit être tenue seulement après avoir obtenu l'approbation du Comité national d'investiture des candidat.es.
2. Toutes les assemblées d'investiture doivent se tenir dans un endroit accessible pour les personnes en fauteuil roulant, à moins d'une permission de la directrice nationale par écrit. Dans des circonstances normales, cette permission doit être octroyée seulement lorsqu'aucun endroit de ce genre n'existe ou lorsque le coût de location d'un tel endroit est jugé inabordable selon la directrice nationale. Lorsque cela se produit, des dispositions doivent être prises pour que ceux et celles qui n'ont pas accès à l'assemblée d'investiture puissent voter d'une façon qui assure la confidentialité de leur vote, y compris le déplacement d'une boîte de scrutin jusqu'à leur domicile. Au besoin, la directrice nationale ou la personne désignée pour la remplacer doit aider l'association de circonscription à permettre un tel accès.
3. Après avoir obtenu la permission du Comité national d'investiture des candidat.es de tenir une assemblée d'investiture et avoir consulté tous et toutes les candidat.es accepté.es, l'AC doit établir l'heure, la date et l'endroit de l'assemblée et en annoncer la tenue, conformément aux exigences énoncées dans les statuts du NPD. Si nécessaire, la directrice nationale ou la personne désignée pour la remplacer aidera l'AC à choisir la date, l'heure et l'endroit de l'assemblée.
4. La directrice nationale peut, après avoir consulté l'AC, assurer la présence de personnes neutres pour faire face au défi posé par le processus d'inscription des membres et/ou présider l'assemblée et/ou présider le comité électoral.
5. L'AC doit donner un avis écrit aux membres annonçant la date de l'assemblée au moins 14 jours avant celle-ci, mais pas plus de 30 jours avant.
6. Un avis doit être envoyé par la poste, à moins que l'AC n'ait une liste de courriels à cette fin.
7. Un avis doit être envoyé par la poste à tous les membres qui n'ont pas d'adresse courriel valide.
8. L'avis doit comprendre :
 - a. La date, l'heure et l'endroit de l'assemblée;
 - b. L'heure d'ouverture et de clôture de l'inscription des électeurs et électrices;
 - c. L'heure à laquelle le vote commence;
 - d. Les exigences en matière d'admissibilité des électeurs et électrices;
 - e. Les pièces d'identité à fournir par les électeurs et les électrices;
 - f. Les renseignements sur tout vote par anticipation approuvé et les différents bureaux de scrutin, s'il y a lieu;
 - g. La liste complète des candidat.es à l'investiture accepté.es au moment de l'envoi de l'avis;
 - h. La date butoir pour présenter une demande pour être candidat.e à l'investiture
 - i. Des renseignements de chacun.e des candidat.es à l'investiture accepté.es; et
 - j. Les renseignements sur l'accessibilité de l'assemblée.
9. Les messages de diffusion vocale, les médias sociaux et les autres moyens de communication doivent servir uniquement d'outil de rappel et ne constituent pas un avis officiel.
10. Des exemptions aux exigences d'envois postaux pour les avis officiels peuvent être accordées par la directrice nationale sur demande.

A. Structure de l'assemblée d'investiture

1. L'exécutif de l'AC doit s'occuper de tous les aspects entourant l'investiture, y compris la nomination d'un comité d'inscription et d'un comité électoral. Il incombe à l'AC de trouver un.e président.e impartial.e pour présider l'assemblée d'investiture. Cela peut comprendre, mais ne se limite pas aux organisateurs fédéraux ou organisatrices fédérales et aux membres, actuel.les ou passé.es, des conseils fédéraux et provinciaux.
2. Le comité d'inscription et le comité électoral doivent être impartiaux et ils ne doivent appuyer aucun.e candidat.e dans le cas d'une investiture contestée.
3. Les responsabilités du comité d'inscription comprennent : la supervision et le déroulement du processus d'inscription conformément aux lignes directrices et toute autre exigence dûment établie; s'assurer que les scrutateurs et scrutatrices puissent observer, sans entraver, le processus d'inscription; documenter toute contestation émise par les scrutateurs et scrutatrices et transmettre la décision de la directrice nationale ou de la personne désignée pour la remplacer.
4. Les responsabilités du comité électoral comprennent : s'assurer que le vote se déroule de façon juste et impartiale; assurer la sécurité et la confidentialité des documents, des bulletins de vote, des urnes et des bulletins de vote scellés, et veiller à ce que tout le matériel relié au scrutin soit entre les mains des membres du comité électoral; s'assurer que les scrutateurs et scrutatrices puissent observer, sans entraver, le processus de vote et documenter toute contestation émise par les scrutateurs et scrutatrices et transmettre la décision de la directrice nationale ou de la personne désignée pour la remplacer.
5. L'AC doit aviser les candidat.es éventuel.les et les candidat.es accepté.es de la tenue d'une réunion de l'AC au cours de laquelle on discutera de l'assemblée d'investiture au moins 5 jours à l'avance.
6. L'AC doit approuver l'ordre du jour de l'assemblée d'investiture et établir des attentes et des procédures claires pour les candidat.es à l'investiture, ce qui comprend, mais ne se limite pas à : l'accès à la salle de l'assemblée, la procédure pour le vote, l'ouverture et la clôture de l'inscription, durée et ordre des discours, et l'utilisation acceptable du matériel.
7. La directrice nationale ou la personne désignée pour la remplacer est autorisée à assister à n'importe quelle assemblée d'investiture pour s'assurer que les règles soient dûment respectées.
8. S'il n'y a qu'un.e seul.e candidat.e approuvé.e pour l'investiture après la date limite pour soumettre une demande, aucun vote ne doit être tenu et le ou la candidat.e à l'investiture doit être élu.e par acclamation par l'assemblée d'investiture. S'il y a plus d'un.e candidat.e, un vote secret doit avoir lieu.
9. Un système de vote à plusieurs tours de scrutin doit être utilisé pour les besoins des assemblées d'investiture.
10. Dans un vote à plusieurs tours, si aucun.e candidat.e n'a obtenu la majorité des votes valides après un tour de scrutin, le nombre total de bulletins, le nombre de bulletins annulés et de votes blancs, et le nombre de votes obtenus par chaque candidat.e doivent être annoncés à l'assemblée. Le ou la candidat.e qui obtient le moins de votes est alors éliminé.e avant que le prochain tour de scrutin ne commence. Les tours de scrutin se poursuivent jusqu'à ce qu'un.e candidat.e obtienne une majorité des votes valides.
11. Les membres admissibles assistant à l'assemblée ont le droit de s'abstenir de voter. Les abstentions n'ont aucun effet sur le calcul des votes. Les bulletins annulés et les votes blancs ne sont pas considérés comme des votes valides.

12. Le nombre de votes obtenus par chaque candidat.e, le nombre total de bulletins et le nombre de bulletins annulés et de votes blancs doivent être rendus publics lors de l'assemblée d'investiture si plus d'un tour de scrutin est nécessaire afin qu'un.e candidat.e puisse obtenir une majorité des votes. Dans tous les autres cas, seul le nom du ou de la gagnant.e sera annoncé, à moins que les candidat.es et la présidence de l'AC aient conclu un accord pour rendre publics les résultats du vote.
13. Le ou la président.e d'assemblée peut voter seulement s'il ou elle est membre admissible et uniquement dans le but de trancher en cas d'égalité.

B. Voter à une assemblée d'investiture

1. Toute personne qui est membre du parti est admissible à voter lors d'une assemblée d'investiture pourvu qu'elle remplisse les conditions suivantes :

- a. La résidence habituelle du membre est dans la circonscription et cela a été établi comme tel le trentième (30e) jour avant l'assemblée d'investiture ou avant;

Si un.e membre établit sa résidence habituelle dans la circonscription le 30e jour avant l'assemblée d'investiture ou avant, il ou elle peut voter uniquement après avoir fourni :

- i. Une preuve d'adhésion; et
- ii. Une preuve de résidence habituelle; et
- iii. Une confirmation que la circonscription de laquelle il ou elle a déménagé n'a pas encore tenu son assemblée d'investiture.

Si la résidence habituelle d'un.e membre était dans la circonscription le 30e jour avant l'assemblée d'investiture, mais qu'il ou elle a déménagé dans une autre circonscription depuis, il ou elle doit avoir le droit de voter uniquement après avoir fourni :

- i. Une confirmation que la circonscription dans laquelle il ou elle a déménagé a déjà tenu son assemblée d'investiture.

Un.e membre qui conserve son adhésion dans une circonscription autre que celle de sa résidence habituelle peut voter uniquement dans la circonscription où il a sa résidence habituelle et il ne peut voter que sur confirmation de son adhésion.

- b. Le ou la membre a adhéré au NPD le 30e jour avant l'assemblée d'investiture ou avant, et
- c. Il ou elle est membre en règle. La définition d'un.e membre en règle doit respecter les règles d'adhésion provinciales, quand il y en a.

2. Si un.e membre résidait dans la circonscription à la date où l'avis a été mis à la poste, mais qu'il ou elle a déménagé à l'extérieur de la circonscription depuis, il ou elle doit avoir le droit de voter.
3. Si une personne croit avoir le droit de voter, mais qu'elle n'apparaît pas sur la liste des membres, le processus décrit à la section 6(4)g doit s'appliquer.
4. Il ne doit pas y avoir de vote par procuration dans le cadre des assemblées d'investiture.

5. Si un.e membre ne peut pas marquer son bulletin en raison d'une limitation physique ou d'une difficulté à lire ou à écrire, de l'aide doit lui être apportée. Un.e membre du comité électoral ou du comité d'inscription ou une personne choisie par l'électeur ou l'électrice peut marquer son bulletin conformément au souhait de l'électeur ou de l'électrice. Un.e membre du comité électoral ou du comité d'inscription peut fournir de l'aide à plus d'un électeur ou électrice pour marquer leur bulletin. Aucune autre personne ne peut fournir de l'aide à plus d'un électeur ou électrice pour marquer leur bulletin. La personne qui apporte de l'aide ne peut en aucun cas influencer ou diriger le vote de l'électeur ou de l'électrice.
6. Les AC doivent remettre un rapport au comité fédéral d'investiture le jour suivant l'assemblée d'investiture dans lequel on trouvera les résultats de l'assemblée et une confirmation que l'AC s'est conformée à toutes les exigences.
7. Avant l'ajournement, le ou la président.e de l'assemblée doit demander que les bulletins soient détruits et que les résultats du vote soient unanimes.

C. Éléments particuliers pour les circonscriptions rurales

1. Dans l'éventualité où une circonscription rurale choisit de tenir une investiture à plus d'un endroit, la logistique entourant l'investiture doit être approuvée à l'avance par la directrice nationale.
2. Les multiples lieux de scrutin peuvent être maintenus pendant un maximum de trois jours consécutifs, au moins trois jours avant l'assemblée d'investiture finale.
3. Un scrutin préférentiel peut être utilisé dans ces cas.
4. Dans l'éventualité où la circonscription décide d'utiliser un vote préférentiel, les électeurs et électrices doivent classer l'ensemble des candidat.es par ordre de préférence.

5. Plafond des dépenses

1. Les candidat.es à l'investiture doivent respecter le plafond des dépenses du NPD pour l'investiture et les exigences en matière de rapports. Voici quelques règles à suivre :
 - a. Documenter correctement tous les dons reçus et les dépenses encourues dans le cadre de leur campagne à l'investiture. La campagne à l'investiture d'une candidat.e commence à la date à laquelle sa candidature est approuvée et se termine à la date de l'assemblée d'investiture. Les dépenses pour une campagne à l'investiture sont définies dans la Loi électorale du Canada.
 - b. Un.e candidat.e ne peut engager de dépenses ou recevoir de dons avant d'avoir reçu l'approbation de briguer l'investiture.
 - c. Présenter un rapport préliminaire des dépenses et des contributions à la directrice nationale ou à la personne désignée pour la remplacer le jour ouvrable précédant l'assemblée d'investiture.
 - d. Présenter un rapport complet des dépenses et des contributions à la directrice nationale ou à la personne désignée pour la remplacer après l'assemblée d'investiture.
 - e. Un.e candidat.e ne doit pas faire plus de 6 500 \$ de dépenses dans le cadre d'une campagne à l'investiture. Une limite de 2 000 \$ supplémentaire peut être allouée par la directrice nationale dans le cas des circonscriptions nommées à l'Annexe 3 de la Loi électorale du Canada ou dans des circonstances particulières. Les candidat.es qui dépassent le plafond des dépenses seront exclu.es de la course à l'investiture. Dans l'éventualité où un.e membre a l'impression qu'un.e candidat.e a dépassé le plafond de dépenses, il ou elle peut porter plainte par écrit à la présidence de l'AC et à la directrice nationale.

6. Adhésion

1. Le Nouveau Parti démocratique du Canada partage une adhésion commune avec le NPD provincial en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador et dans le territoire du Yukon.
2. Les règles des partis provinciaux et territoriaux concernant l'adhésion s'appliquent aux membres dans ces provinces.
3. Dans la province de Québec, les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, les règles d'adhésion fédérales s'appliquent.
4. Dans le cadre d'une investiture fédérale, les règles suivantes s'appliquent dans toutes les provinces et territoires :
 - a. Toutes les adhésions, nouvelles ou renouvelées, obtenues par le ou la candidat.e ou un.e de ses représentant.es doivent être transmises rapidement au bureau fédéral ou au bureau provincial approprié (s'il y a lieu), selon les procédures locales. Au Québec, les formulaires d'adhésion peuvent aussi être envoyés au bureau de Montréal.
 - b. Les candidat.es qui présentent des formulaires d'adhésion et des frais pour de nouveaux membres doivent le faire auprès du bureau provincial ou fédéral afin qu'ils soient reçus au plus tard 30 jours avant la date de l'assemblée d'investiture.
 - c. Dans le cas des investitures fédérales contestées, le bureau fédéral doit fournir à chaque candidat.e une liste de membres à jour ou des photocopies de tous les rapports d'adhésion tous les 30 jours sur demande.
 - d. Les contestations des candidat.es relativement à l'admissibilité à l'adhésion doivent être portées à l'attention de la directrice nationale ou de la personne désignée pour la remplacer. La directrice nationale doit, lorsque cela est possible, travailler avec les candidat.es concerné.es pour résoudre ces différends et faire enquête de façon ouverte. La décision de la directrice nationale est sans appel.
 - e. Au plus tard 14 jours avant la date de l'assemblée d'investiture, le bureau fédéral doit fournir à chacun.e des candidat.es à l'investiture une copie de la liste de membres de la circonscription (électronique ou papier) telle que constituée 30 jours avant la date de l'assemblée d'investiture.
 - f. Les candidat.es qui désirent porter en appel l'admissibilité d'un.e membre à voter, doivent le faire au plus tard 10 jours avant la date de l'assemblée d'investiture. La directrice nationale doit se charger de ces appels tel qu'indiqué au paragraphe (d) ci-dessus. La liste de membres sera alors considérée comme définitive.
 - g. Dans l'éventualité où l'admissibilité à voter est remise en question lors d'une assemblée d'investiture, la directrice nationale ou la personne désignée pour la remplacer doit consulter la liste nationale des membres. Cette liste, ainsi qu'une preuve de résidence, permettront de statuer sur l'admissibilité à voter.
 - h. Seuls les membres en règle dont la résidence habituelle se situe à l'intérieur des limites de la circonscription sont admissibles à voter. Les membres en règle qui conservent leur adhésion dans une circonscription autre que la circonscription dans laquelle ils vivent ont le droit de voter seulement dans la circonscription où ils vivent. Ces personnes devront fournir une preuve de leur adhésion. Les membres en règle qui déménagent

dans une circonscription moins de 30 jours avant l'assemblée d'investiture ont le droit de voter à l'assemblée, pourvu qu'ils puissent fournir une preuve de leur lieu de résidence habituelle.

- i. Lorsqu'une plainte est déposée, le ou la secrétaire provincial.e (ou l'exécutif du parti provincial, s'il y a lieu) et/ou la directrice nationale peut examiner les nouvelles adhésions qui ont été obtenues pour la course à l'investiture afin de s'assurer qu'elles sont authentiques. Les candidat.es en seront informé.es et on leur demandera de rappeler à leur équipe que le parti entend faire ces vérifications.

7. Lignes directrices en matière d'équité

1. La composition des comités de planification électorale (CPÉ) des AC doit refléter la démographie de la circonscription et, si possible, comprendre au moins un.e jeune membre.
2. Les AC doivent faire tous les efforts nécessaires pour trouver des candidat.es issu.es de groupes d'équité pour briguer l'investiture.
3. Pour les besoins de l'investiture, les candidat.es des groupes d'équité sont ceux qui s'identifient comme femmes, gais, lesbiennes, bisexuel.les, transgenres, bi-spirituel.les, queer, personnes en situation de handicap, personnes racisées, autochtones et jeunes (moins de 26 ans).
4. Le NPD a pour objectif d'avoir des candidat.es femmes, trans ou non binaires dans au moins la moitié des circonscriptions fédérales pour l'élection.
5. Le NPD a pour objectif qu'un minimum de 60 % des circonscriptions où le NPD a des chances raisonnables de gagner présente des femmes, des personnes trans ou des personnes non binaires comme candidat.es à l'élection.
6. Le NPD a pour objectif qu'un minimum de 30 % des circonscriptions où le NPD a des chances raisonnables de gagner présente des candidat.es du NPD qui reflètent la diversité du Canada et assure une représentation des groupes d'équité définis dans la présente politique.
7. Une assemblée d'investiture ne doit pas avoir lieu avant qu'une AC n'ait trouvé au moins un.e candidat.e provenant d'un groupe d'équité pour briguer l'investiture. Si aucun.e membre provenant d'un groupe d'équité ne se présente à l'investiture, le processus décrit à l'article 3(4) doit s'appliquer.
8. Les circonscriptions électorales où un.e député.e sortant.e du NPD ne se représente pas aux élections feront l'objet d'une attention particulière pour faire en sorte que des candidat.es des groupes d'équité briguent les suffrages au nom du NPD.
9. En période préélectorale, le CPÉ national et les comités d'équité du parti informeront les membres de la politique en matière d'équité, de recherche de candidat.es et de l'information générale destinée aux candidat.es éventuel.les à l'investiture.
10. Le parti fédéral préparera des trousse d'information à l'intention des candidat.es de groupes d'équité, soulignant l'engagement du parti envers l'action positive et les mécanismes d'appui offerts aux candidat.es.
11. La directrice nationale ou la personne désignée pour la remplacer est autorisée à aider et améliorer le travail des comités de recherche de candidat.es des AC pour trouver et recruter des candidat.es de groupes d'équité.
12. À la suite de chaque élection, le CPÉ national procédera à un examen du processus et des résultats de la politique en matière d'équité et présentera ses conclusions au Conseil fédéral.

8. Accessibilité lors des assemblées d'investiture

1. Toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que l'élection d'un.e candidat.e soit accessible à tous et toutes les membres du parti admissibles à voter ou à briguer l'investiture.
2. Toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour faire en sorte que l'information et les communications soient accessibles à tous et toutes les membres du parti admissibles à voter ou à briguer l'investiture.
3. La directrice nationale a l'autorité de mettre en place des mesures particulières pour favoriser l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap et les personnes âgées.
4. Toutes les assemblées d'investiture doivent avoir lieu dans un endroit accessible aux personnes en fauteuil roulant, sauf si une autorisation écrite a été donnée par la directrice nationale. En temps normal, cette permission ne sera accordée que lorsqu'aucune installation de la sorte n'existe ou lorsque les coûts de location d'un tel endroit sont jugés excessifs par la directrice nationale.
5. Lorsque l'autorisation est donnée de tenir une assemblée d'investiture dans un endroit qui n'est pas accessible en fauteuil roulant ou lorsqu'un électeur ou une électrice admissible est incapable de quitter la maison pour des raisons médicales ou d'autres raisons reliées à un handicap, des dispositions doivent être prises pour qu'il ou elle puisse voter de manière à préserver la confidentialité de son intention de vote, incluant le déplacement d'une boîte de scrutin à leur domicile. La directrice nationale ou la personne désignée pour la remplacer doit fournir de l'aide à l'AC, au besoin, afin de permettre un tel accès.
6. L'AC doit, en consultation avec les membres en cause et avec l'aide de la directrice nationale ou de la personne désignée pour la remplacer si nécessaire, prendre les mesures raisonnables pour répondre aux besoins spéciaux des membres admissibles à voter ou à briguer l'investiture.

9. Investiture en période électorale

1. Dans l'éventualité du déclenchement d'une élection, partielle ou générale, la directrice nationale peut suspendre les règles ayant trait à l'avis (4.5).
2. Dans l'éventualité où les dispositions ayant trait à l'avis doivent être suspendues, toutes les mesures raisonnables doivent être prises afin de communiquer avec tous et toutes les membres admissibles à voter.
3. Dans l'éventualité du déclenchement d'une élection partielle ou d'une élection générale, la directrice nationale peut suspendre les règles d'admissibilité des candidat.es ayant trait à l'adhésion au Nouveau Parti démocratique (2(1)).
4. D'autres sections des règles pourraient être suspendues en raison de circonstances particulières avec l'accord des dirigeant.es.
5. Les dispositions reliées à l'équité et celles reliées à l'accessibilité lors des assemblées d'investiture telles que décrites dans les présentes règles ne peuvent être suspendues en aucun temps, sauf si elles ont été amendées par le Conseil fédéral.

10. Période d'investiture

1. Toutes les investitures sont closes à la suite d'une élection générale et ne peuvent être ouvertes de nouveau que par les dirigeant.es du parti fédéral.
2. Les investitures sont ouvertes par les dirigeant.es du parti fédéral, autant pour les élections générales que pour les élections partielles.

Part 5 – Additional Information

APPENDIX D

Rules Governing Leadership Race



Leadership rules 2017

1. CANADA ELECTIONS ACT

- a) All candidates will be subject to the regulations put forth in the Canada Elections Act.

2. CHIEF ELECTORAL OFFICER

- a) A Chief Electoral Officer (CEO) will be appointed by the Federal Executive of the New Democratic Party and ratified by Federal Council.
- b) The CEO will enforce the regulations laid out in the Canada Elections Act as well as those outlined in this document. The CEO is the final authority on all rules and regulations of the leadership contest that are not already provided for in the Canada Elections Act.
- c) Staffing support for the CEO will be provided by Federal Office.
- d) The CEO will meet at an early date with the Campaign Manager of each Candidate to discuss logistical and other details for the leadership campaign.
- e) The CEO will report to the 2018 Convention on the leadership campaign and the application of the rules and regulations.

3. CAMPAIGN PERIOD

- a) For the purposes of reporting expenses, the period of time commencing midnight July 2nd, 2016 and terminating at the announcement of a winning Candidate for the position of Leader of the New Democratic Party no later than October 29th, 2017 shall be deemed the campaign period.

4. CANDIDATES

- a) Any member of the Party in good standing, eligible to run for a seat in the House of Commons, who demonstrates a genuine interest in seeking the leadership and serving as the Leader of the NDP can be a candidate.
- b) Even before being officially registered with the party, a candidate must declare intent with the CEO, seek a declaration from the chief agent of the Party certifying that the party accepts the application, register with Elections Canada and immediately follow all the rules established by the party.
- i) The declaration from the chief agent of the Party does not constitute official registration with the Party and is separate from the approval process set out in these rules.
- c) In order to appear on the ballot and be officially registered with the Party, a candidate must file the nomination paperwork, submit the registration fee with the CEO and be approved to stand as a candidate for leadership by the National Director.
- d) There will be a non-refundable registration fee of \$30,000 for all Candidates.
- e) Registration fees may be paid by certified cheque, money order, VISA or MasterCard.

- f) Anyone who accepts contributions for his or her campaign for the leadership of the NDP, or incurs leadership expenses, even before the official launch of the race, must apply to Elections Canada for registration as a candidate for the leadership contest.

5. NOMINATION PROCESS

- a) Candidates must file with the CEO nomination signature paperwork which have been duly signed by five hundred (500) members in good standing of the New Democratic Party.
 - i) The party may setup an electronic system to facilitate this process.
- b) The nomination signature paperwork must include signatures from a minimum of fifty (50) members from each of the five (5) regions.
 - i) The five regions are Quebec, Atlantic, Ontario, BC/North, and Prairies.
- c) At least fifty percent (50%) of the required nomination signatures must be from female-identified members.
- d) At least a hundred (100) signatures must be from other equity-seeking groups. (Visible Minorities, Aboriginals, Lesbian Gay Bisexual Transgendered, Persons Living with disabilities)
- e) Each Candidate must appoint a Financial Agent and notify the CEO of the name, mailing address, phone numbers and email address of the Financial Agent at the time of registration.
- f) All required nomination documents will be provided by the CEO no more than 2 business days after a request is made by the candidate or his/her campaign manager for the Prospective Leadership Candidate Package.
- g) The decision to accept or reject a candidacy lies with the National Director.
- h) In the event that a candidate's application is rejected, one appeal will be considered by the Party President, Vice-presidents and Treasurer.
- i) A candidate may appeal a rejection within 2 business days of receiving their notice. The appeal shall be submitted in writing and detail the candidate's arguments as to why they should be considered as a nominee. The officers will respond to the candidate within 3 business days.
- j) Once the National Director has approved the candidate, and the CEO has confirmed that they have received all of the required documentation, the Candidate will be officially registered and will be eligible for the services provided by the Federal Party.
- k) The deadline for official registration in order for Candidates to appear on the ballot is ninety (90) days prior to the first ballot polling day. (July 3rd, 2017)

6. ELECTION EXPENSE

- a) The spending limit on election expenses by a Candidate will be \$1,500,000.
- b) Election expense means any expense incurred by a leadership Candidate in respect of the conduct or management of the leadership Candidate's campaign, including amounts paid, liabilities incurred, the commercial value of goods and services donated or provided, other than volunteer labour.
- c) Election expenses shall be deemed to include the value of any goods and services, which have been used in whole or in part during the leadership campaign.

d) Surpluses, if any, will be refundable to the New Democratic Party of Canada.

7. EXPENSES NOT SUBJECT TO THE LIMIT

- a) Any sums paid as replacement salary for the Candidate;
- b) Any expenditure made toward the child care or dependent care costs of the Candidate and campaign team;
- c) Additional accommodation (e.g. attendant) costs due to disability.
- d) Any expenses related to fundraising.
- e) Any candidate's travel expenses.
- f) Administration fees paid to the Party.
- g) Registration fee paid to the Party.

8. CONTRIBUTIONS TO LEADERSHIP CANDIDATES

- a) All contributions and loans to leadership candidates are regulated by Elections Canada, including contributions received and loans incurred before the first day of the leadership contest.
- b) All monetary donations to leadership campaigns must be processed through the Federal Party Office and are subject to a twenty-five percent (25%) administrative fee.
- c) The Financial Agent for each leadership candidate must open a bank account in the name of the campaign.
- d) No leadership donations may be deposited directly into the Candidate's personal accounts.
- e) It is prohibited to solicit contributions in any provincial or territorial jurisdiction of this country, once the writ is dropped until Election Day, if a provincial or territorial section of the party is fielding candidates in said jurisdiction.

9. FINANCIAL AGENT

- a) The Financial Agent must be a member in good standing of the Party.
- b) The Financial Agent will be the Candidate's primary contact for communication with the CEO on financial matters.
- c) The Financial Agent will be responsible for ensuring that the rules set out in this document are followed.

10. FINANCIAL REPORTING

- a) The Candidate's Financial Agent will be responsible ensuring that the campaign complies with the rules, regulations, and reporting requirements set-out by the Canada Elections Act, Elections Canada, and the New Democratic Party of Canada.
- b) Each Candidate and Financial Agent will provide to the CEO interim quarterly statements, a maximum of thirty (30) days after the end of each of the first four quarters of the electoral period, showing the total amount spent on his/her campaign and the source of such money or goods and services, including the names of all contributors of such money or goods and services with a value exceeding \$20, to date.

- c) All reports submitted to Elections Canada must be concurrently submitted to the CEO on the same date.

11. CANDIDATES ENTITLEMENTS

- a) The Federal Party will provide access to the list of Federal Council members and Presidents of Federal Electoral district associations as soon as possible following their official registration with the Party
- b) The Federal Party will provide Candidates, following their official registration with the Party, with an Initial List of party members in good standing as of July 2nd 2016.
- c) In addition to the Initial List, officially registered Candidates will receive updates as they are provided by provincial and territorial sections, where applicable.
- d) The Federal Party will provide to officially registered Candidates a list of affiliated unions.
- e) Provincial/territorial Sections of the Party, electoral district associations, party committees, Youth sections, campus clubs and affiliated organizations are expected to provide equal opportunity to all Candidates to speak to and meet members of the Party.
- f) The Federal Party can provide additional support and resources to Candidates, so long as they are provided to all Candidates equally.
- g) All Candidates will be provided with the digital resources which could include access to Populus, Blue State Digital fundraising pages, candidate website templates and individual membership pages.
- i) In the event that a Candidate chooses not to use the centrally provided resources, the Party is under no obligation to provide compensation or alternatives.

12. LEADERSHIP DEBATES

- a) The Party will organize at least two official leadership debates, one in each official language.
- b) The debates will be organized at the discretion of the CEO.
- c) At least one additional, bilingual debate shall be dedicated to youth issues; and be organized in collaboration with the New Democratic Youth of Canada.
- d) The Party will be responsible for advertising the official debates.
- e) The Party will ensure that all official debates are live streamed online in order to be accessible to all party members and to the Canadian public.
- f) Leadership Candidates will be responsible for arranging their own travel and accommodations for the official debates.
- g) Only officially registered candidates will be allowed to participate in the official leadership debates.

13. ELECTED OFFICE AND PARTICIPATION

- a) It is not an acceptable practice to use services or privileges provided to publicly elected officials to further the candidacy of a leadership Candidate.

- b) These services must not be used for communicating with Party members in any organized fashion.
- c) Staff may only work on leadership campaigns in “off hours” and away from government or party offices. They may not use any facilities or services afforded by government bodies whether it be federal, provincial, territorial or municipal.
- d) Other rules regarding the participation of federal caucus are included in Appendix B.

14. MEMBERSHIP

- a) Every member of the NDP, in good standing 45 days before the closing of the first ballot (August 17, 2017) is entitled to cast a vote for the Leader in our upcoming election.
- b) All memberships valid on the cut-off date will receive a ballot irrespective of expiry date of membership.
- c) Each Candidate shall direct their supporters to sign-up for a membership on a dedicated webpage provided by the Federal Party.
- d) New members that sign up to a candidate-specific membership page will be kept confidential to that Candidate until the membership deadline. Immediately following that deadline, the entire membership will be merged and provided to all Candidates.
- e) Candidate’s will be provided with Paper Membership forms in batches of 10 forms upon request. Each form shall be numbered and cannot be copied or reproduced. A candidate will only be permitted to possess 5 batches at a time. Once the entirety of a batch has been submitted, the Candidate may request another batch.
- f) If in the opinion of the CEO, more than 5% of all Paper Membership forms submitted by a Candidate by the cut-off date are deemed to be fraudulent, the entirety of said Candidate’s Paper Memberships shall be considered voided and the individuals will not be eligible to vote. The CEO will advise Candidates of any issues with Paper Memberships as they arise.
- g) It is prohibited for a candidate or a person working on behalf of a candidate to pay for any membership fees or any other fees associated with the Leadership race for any other Party members.
- h) The membership forms must be in Federal/Provincial/Territorial Section Offices on the cut-off date.

15. LEADERSHIP VOTING PROCEDURE

- a) The ballot will be a preferential, ranked choice ballot.
- b) Candidates will appear in alphabetical order of their surname.
- c) Eligible voters can rank the candidates in their preferred order.
- d) A ballot is valid if at least one candidate is selected.
- e) All eligible voters may cast their ballot in one of two ways: 1) Mail-in ballot; 2) Internet ballot;
- f) Eligible voters choosing to vote with an internet ballot will be allowed to change their vote at any time before the closure of the polls, including between each round of balloting.

- g) Members who have voted online in the first ballot, in a preferential fashion, are under no need to vote again. They may let their vote stand for all successive ballots.
- h) Members who choose to vote by mail will not be able to recast their vote in successive ballots.
- i) Mail in ballots must arrive before the close of the polls to be counted for that round. If they arrive after the close, these ballots will be counted in the subsequent round.
- j) The Party will organize a Candidates Showcase event before the opening of the voting period.
 - i) Each candidate will be given a fixed and equal amount of time to make a presentation at this event.
 - ii) The Party will ensure the Candidates Showcase event is live streamed online to be accessible to all members and the Canadian public.
 - iii) Leadership Candidates will be responsible for arranging their own travel and accommodations for the Candidates Showcase.
- k) There shall be multiple rounds of balloting, with a maximum of 5 rounds if there are 6 or more candidates, until a candidate received the support of 50%+ 1 member.
 - 1) The polls shall open at 10:00 AM Eastern Time on September 18th, 2017.
 - 2) The first ballot polls shall close at 2:00 PM Eastern Time, October 1st 2017.
 - 3) If no candidate gets 50% +1 of the vote on the first ballot, the five candidates with the highest share of the vote will be eligible for the next ballot.
 - 4) The polls for the second ballot shall open at 10:00 AM Eastern Time on October 2, 2017.
 - 5) The second ballot polls shall close at 2:00 PM Eastern Time, October 8th 2017.
 - 6) If no candidate gets 50% +1 of the vote on the second ballot, the last place candidate will not be eligible for the next ballot.
 - 7) The polls for the third ballot shall open at 10:00 AM Eastern Time on October 9th, 2017.
 - 8) The third ballot polls shall close at 2:00 PM Eastern Time, October 15th 2017.
 - 9) If no candidate gets 50% +1 of the vote on the third ballot, the last place candidate will not be eligible for the next ballot.
 - 10) The polls for the fourth ballot shall open at 10:00 AM Eastern Time October 16th 2017.
 - 11) The fourth ballot polls shall close at 2:00 PM Eastern Time, October 22nd, 2017.
 - 12) If no candidate gets 50% +1 of the vote on the fourth ballot, the last place candidate will not be eligible for the final ballot.
 - 13) The polls for the final ballot shall open at 10:00 AM Eastern Time October 23rd, 2017.
 - 14) The final ballot polls shall close at 2:00 PM Eastern Time, October 29th, 2017.
- l) Following the closure of each round of balloting, the Party will organize an event at a location to be determined by the Party, to announce the results of the ballot.

- m) At each announcement event, once the results of the current round of balloting are announced, each remaining eligible candidate will be given an equal amount of time to speak at the event.
- i) The Party will live stream the announcement event to make it accessible across the country, to party members and to the general public.
- n) Candidates wishing to withdraw will have a two hour window following the announcement of the first ballot results.
- o) The above dates, times and provisions may be adjusted at the discretion of the CEO in consultation with voting process experts, and in keeping with the spirit of the process intended.

Appendix A

IMPORTANT DATES

The following are key dates for the Leadership Race and Voting Day:

Campaign Start Date is July 2, 2016

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| Opening of the Voting Period: | September 18, 2017 |
| Closing of First Ballot: | October 1, 2017 |
| Closing of Second Ballot: | October 8, 2017 |
| Closing of Third Ballot: | October 15, 2017 |
| Closing of Fourth Ballot: | October 22, 2017 |
| Closing of Final Ballot: | October 29, 2017 |

Campaign End Date is October 29, 2017

Deadline for registration as a candidate: July 3, 2017

Deadline for membership sign-ups eligible to vote: August 17, 2017

Interim Financial Quarterly Statements to the NDP CEO

| | |
|------------------|------------------|
| 2016 3rd Quarter | October 30, 2016 |
| 2016 4th Quarter | January 30, 2017 |
| 2017 1st Quarter | April 30, 2017 |
| 2017 2nd Quarter | July 30, 2017 |

Leadership Contestant's Interim Campaign Return (EC 20193)

| | |
|---------------|------------------|
| First report | October 8, 2017 |
| Second report | October 27, 2017 |

| | |
|--|----------------|
| Contestant's Leadership Campaign Return (EC 20192) | April 29, 2017 |
|--|----------------|

Appendix B

FEDERAL CAUCUS RULES DURING THE LEADERSHIP RACE

The outline

The leadership candidates who are members of the Caucus can better focus on their leadership race provided they meet the following guidelines. They must remember that although they are candidates for the leadership race, they are first and foremost MPs with obligations to their constituents, the Caucus and the Party.

Members of the Leader's office, the House Leader's office and the Whip's office will remain neutral.

Duty shifts

Candidates for the leadership:

2. will immediately be relieved of their House duty.
3. will not have house duty in the subsequent lists until the end of the leadership race, or until they withdraw from the race.
4. will have their House duty replacement handled by the Whip's office for the remainder of the current list.

Committee, Critic area and other functions within the Caucus

Candidates for the leadership:

1. will immediately be relieved of their functions in committee; the Leader will make a recommendation on a replacement to the Planning and Priorities committee of caucus (P+P).
2. will immediately be relieved of their functions as critics; the Leader will make a recommendation on a replacement to the Planning and Priorities committee of caucus (P+P).
3. will immediately be relieved of their other functions within the Caucus; the Leader will make a recommendation on a replacement to the Planning and Priorities committee of caucus (P+P).
4. in all these cases, their MP's office will provide background information related to the work done and the political objectives, to assist those replacing them.

Votes

The leadership candidates:

1. Can decide to attend or not attend any votes.
2. The Whip's office will inform the MPs who are leadership candidates of upcoming votes, as quickly as possible, including any intelligence on how close those votes are.

Right to speak (House and committees), etc...

The leadership candidates:

1. can take part in any debate in the House (speeches and questions and comments) like any other MPs (without preference) based on our already established policies.

2. will have the right to sit as an observer on any committee, but will first have to notify the Office of the Whip, the critic and the member sitting on the committee.
3. must respect Party policies and Caucus policies and practices at all time.
4. will refrain from criticizing other NDP leadership candidates or Party policies when in the House or in committee.
5. can't trade away their speaking spots.

Statements and Question Period

The leadership candidates:

1. will have Statements by Members according to the formula already used; these Statements must be on local issues.
2. will have Questions during Question Period which will be allocated equally amongst candidates; these Questions must be on local issues.
3. must respect Party policies and Caucus policies and practices at all time.
4. will refrain from criticizing other NDP leadership candidates or Party policies when in the House.
5. can trade their statements, but cannot give them away or receive "freebies"... (the office of the Whip will take those back).
6. must provide, as per current practice, a copy of their statement by noon on the day of their statement (Monday to Thursday) and Friday by 10am, so they can be reviewed.

Attendance in Ottawa

The leadership candidates:

1. as per current practice, must submit their weekly attendance form for presence in Ottawa.
2. should indicate to the Whip's office when they'll be present for votes, Question Period or if they attend committee meetings.
3. All submitted information will stay, as per current practice, confidential.

Parliamentary resources

The leadership candidates:

1. are prohibited by the Parliament of Canada Act from using any *parliamentary resources* for their leadership race (such as Library services, committee rooms, etc...).
2. are prohibited by the Parliament of Canada Act from using the *parliamentary resources* for their leadership race (such as BlackBerry/iPhone, travel points, their staff, their offices, etc...).
3. parliamentary resources can only be used for parliamentary reasons.

cope/sep/225-ic